

AU LIBAN
Les combats continuent
à Tripoli
entre milices rivales

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dr. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique,
30 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 85 c. ;
G.-B., 46 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,
1.000 l. ; Liban, 250 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxem-
bourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 Kr. ; Pays-Bas, 1,26 fl. ;
Portugal, 80 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse,
7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 T. ; Venezuela, 85 c.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

TELEX MONDIAIR 60077 F

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Assouplissement mesuré en Pologne

En dépit de la prochaine suspension de l'état de guerre
des mesures d'exception seront maintenues

Apologie de l'énigme

Le général Jaruzelski estime manifestement que l'énigme est l'ABC de l'art de diriger. Quand l'appareil du parti faisait la loi en Pologne, ce militaire suscitait certains espoirs en raison même du secret qu'il cultivait. En devenant le numéro un du pays, il a fait sienne la devise de Saint-Just : on ne gouverne pas sans laconisme. Le discours qu'il a prononcé, un an après la proclamation de l'état de guerre, est lui aussi un chef-d'œuvre d'ambiguïté calculée.

Les mesures rigoureuses adoptées en décembre 1980, a dit le général-président, ont porté leurs fruits. Le moment n'est-il pas venu de revenir à la normale ? Il se garde d'annoncer la suppression de l'état de guerre. Il ne s'agit encore que de « suspension ». Seront maintenues certaines de ces mesures qui « protègent directement les intérêts essentiels de l'Etat, créent un bouclier pour l'économie et renforcent la sécurité des citoyens ». Une formule aussi vague permet bien des entorses à l'état de droit.

Le chef de la junte se veut à la fois énergique et apaisant. A ceux qui ont la nostalgie de la démocratisation de la période 1980-81 et qui espèrent « un deuxième round », il lance cet avertissement : « L'anarchie ne sera pas tolérée en Pologne. » Mais il se veut aussi accommodant : « N'est-on pas adversaire de celui qui veut l'être. » Dans ce propos, il s'inspire de la fameuse formule de M. Kadar, six ans après l'écrasement de la révolution hongroise : « Qui n'est pas contre nous est avec nous. »

Cette sorte d'appel à la réconciliation peut-il être entendu ? La « société », traumatisée par un an d'état de guerre, va-t-elle se satisfaire de la solution Jaruzelski ? Pendant ces douze mois, le pouvoir a certes marqué des points, alors même que la direction clandestine de Solidarité n'avait pas réussi à mobiliser le mois dernier les ouvriers pour la grève générale qu'elle avait décidée. Sous l'effet du choc du 13 décembre 1981, l'opposition s'est désarticulée. Les un prônant le refus intransigeant du mal, les autres se résignent au compromis.

Le primat de l'Eglise catholique est de ceux qui, au risque de heurter une bonne partie de la population et des fidèles, ont choisi de composer avec la réalité. Il accepte un gouvernement sur lequel les Polonais n'ont pas la possibilité de se prononcer. L'essentiel lui paraît être de maintenir la présence d'une Eglise, incarnation de l'âme du pays.

Pour sa part, M. Walesa ne refuse pas de reconnaître ce gouvernement, mais il pose trois conditions. Deux pourraient sans doute être acceptées par un pouvoir sûr de lui : l'amnistie et le réembauchage des ouvriers licenciés. Mais comment donc la junte pourrait-elle admettre la troisième : le retour au accord de Gdansk et au pluralisme syndical ? C'est précisément parce que ce pluralisme et cette liberté la sont incompatibles avec le système communiste que le général Jaruzelski avait décrété l'état de guerre. Et c'est pour conserver les fruits de sa « victoire » qu'il entend garder à sa disposition quelques mesures d'exception.

La Diète polonaise se réunit ce lundi 13 décembre. Le gouvernement devait lui présenter le projet de suspension de l'état de guerre annoncé dimanche par le général Jaruzelski dans un discours radiotélévisé. Le vote des députés n'interviendra que lors d'une séance ultérieure, dont la date n'est pas encore fixée : on parle à Varsovie du 18, du 23 ou même du 28 décembre.

La suspension de l'état de guerre ne signifie pas un retour à la normale. La junte va rester en place, et certaines des mesures d'exception décrétées le 13 décembre 1981 seront maintenues.

De notre correspondant

Varsovie. — C'est à la Diète qu'il revenait de définir, ce lundi 13 décembre, le détail des changements entre le nouvel et l'ancien état de guerre, mais dès dimanche soir 12 décembre, le général Jaruzelski avait mis les choses au clair. « Qui a-t-il lancé d'entrée de jeu dans son allocution télévisée, c'était réellement la guerre, et c'est la guerre » — aujourd'hui encore.

Cela ne signifiait pas que les combats, qui n'ont pas eu lieu ces douze derniers mois seraient pour demain, mais cela exprimait trois faits. Premièrement, « l'activité de l'ennemi n'a pas pris fin ». Deuxièmement, la normalisation des esprits est bien trop insuffisante pour permettre celle des institutions. Troisièmement, l'armée demeure indispensable à la remise sur pied de l'économie et de l'appareil du pouvoir surtout.

Il n'y aura donc pas levée, mais seulement — notion inconnue de la Constitution — « suspension » de l'état de guerre, c'est-à-dire la suspension « avant la fin de l'année de ses rigueurs fondamentales », et maintien, total ou partiel, de certaines de ses dispositions. Lesquelles ? « Seulement celles », a indiqué le général Jaruzelski, qui protègent directement les intérêts fondamentaux de l'Etat, forment bouclier pour l'économie et renforcent la sécurité individuelle des citoyens ». Ce « seulement » paraît dans ces conditions savoureux. Ce qui est prévu est un simple adoucissement.

sement de la loi martiale qui peut être — ce n'est pas à exclure — sera réel mais ne constitue en aucune manière, et quel que soit son degré, un retour à la vie civile.

La Conseil militaire de salut national, WRON, reste en place et c'est d'ailleurs, a souligné le général Jaruzelski, lui, et non pas donc le parti, qui a jugé réunies les conditions du « début de cette nouvelle période ». La seule différence est que le WRON « d'administrateur de l'état de guerre devient la garantie de la transition en sécurité entre la suspension de la loi martiale et sa levée totale » — qui devra, elle, se faire « pas à pas, par l'effort commun » et sans qu'aucune date lui soit fixée. De même « le nombre des commissaires militaires sera notablement réduit, mais ils resteront aux plus importantes postes-clés de l'Etat et de l'économie » et n'en seront retirés qu'au fur et à mesure des progrès de la « normalisation ».

En attendant, il n'y a « tout d'abord » de réaliser un « grand devoir collectif » : le « renforcement de l'Etat socialiste [qui] sauve de la désintégration, peut et devrait absorber de manière créative et utiliser activement les différentes formes de démocratie socialiste et d'autogestion ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Production

Samedi et dimanche, les socialistes ont « colloqué » avec des membres du gouvernement sur le thème, toujours fertile, des nationalisations.

Lundi, toute la France des lycées suspend ses cours. Professeurs, élèves et parents parlent de l'enseignement, thème riche et éternel.

Mardi, quinze à vingt mille patrons abandonnent les commandes de leurs entreprises pour s'exprimer aux « états généraux » du C.N.P.F.

Il y a donc un domaine où les ressources de la France sont inépuisables. Quel dommage qu'on ne puisse pas exporter la parole !

BRUNO FRAPPAT.

Avant les premières autorisations de radios locales

LES EFFETS PERVERS DE LA BANDE F.M.

Voir page 19 l'article d'ANNICK COJAN

(Lire la suite page 42.)

Les bas-côtés de la ville

M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble, chargé de présider une commission pour le développement social des quartiers, remet son rapport, ce lundi, à M. Pierre Mauroy. Le phénomène de dégradation de certaines parties des cités n'est pas nouveau. Mais il

a pris un autre visage, notamment du fait de la prolifération des grands ensembles.

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur le sujet, va depuis Paris et de plusieurs villes de province.

I. - Comment pourrait un quartier

par JEAN-MICHEL DURAND-SOUFFLAND

Si personne dans la ville, et même pas ses édiles ou ses élus, n'est réellement capable de préciser, à dix ou vingt années près, quand le mal s'est déclaré, tout le monde, en revanche, sait très bien dire comment il a fait son apparition. Ces maisons, ces

rues étroites, ces venelles au tracé capricieux, ces cours, ces passages, ces boutiques sombres, tout ce qui constitue nos quartiers à la mode d'autrefois avaient, jusque-là, vieilli comme vieillissent ceux qui les habitaient. « Normalement » pourrait-on dire, affichant ici quelques rides nouvelles, là quelques ver-rues, quelques difformités au demeurant bien naturelles...

Et puis, un jour de pluie, un ché-neau se met soudain à cascader le long d'une façade. Un pan de toit commence à perdre des lambeaux de son zinc, un autre une poignée de tuiles. Des cheminées s'affaissent sur leur souche. Après, des murs se déchaînent jusqu'à montrer leur squelette de bois, ou, à l'inverse, enfilent jusqu'à l'éclatement. Des escaliers perdent leur rampe, tandis que, peu à peu, des carreaux ou des feuilles de plastique viennent remplacer, çà et là, aux fenêtres des carreaux cassés qu'on ne changera plus.

Combien de nos villes, grandes ou moyennes, peuvent-elles se flatter de n'avoir pas subi les effets de cette gangrène insidieuse qui s'en prend aux quartiers les plus anciens, c'est-à-dire dans neuf cas sur dix au « cœur » même de la cité, ce noyau à partir de quoi elle s'est bâtie, à l'ombre de sa première église, avant de pousser alentour, siècle après siècle, ses ramifications ? Et combien de nos municipalités ont-elles la conscience tout à fait tranquille à

l'heure des constats, qui eussent pu s'attaquer au fléau sitôt qu'il s'était déclaré, mais ont délibérément laissé la chance proliférer jusqu'au désastre ?

(Lire la suite page 11.)

MATISSE A ZURICH

Le manteau écossais

Triple honneur pour Matisse en cette fin d'année. A Beaubourg, avec l'entrée récente, par acquisition, dation ou donation, de trois œuvres capitales : le portrait de Greta Pro-zor, celui d'Augusta Pellerin et l'une des maquettes pour les vitraux de Vence (le Monde du 20 octobre). Au Cateau, qui est la ville natale du peintre et où le nouveau musée Henri-Matisse, installée dans le palais Fénéon, s'est enrichi de quelques tableaux, sculptures et dessins offerts par la famille. A Zurich enfin, c'est l'importante exposition du Musée des beaux-arts qui, ouverte jusqu'au 16 janvier, ira terminer sa carrière à la Kunsthalle de Düsseldorf.

Une exposition importante, moins importante certes que celle qui fut présentée à Paris en 1970, importante tout de même par la qualité du choix, la simplicité efficace de

POINT

Un débat au P.S. entre le « tout » et le « rien »

Entre le « tout » des utopistes et le « rien » des réalistes il y a place pour agir. M. Lionel Jospin l'a fait remarquer en concluant les travaux du colloque organisé par son parti sur les nationalisations à la française.

Ce disant, le premier secrétaire du parti socialiste souligne le caractère polémique du débat entre deux types de comportements... dans lesquels le plus-part des socialistes ne se reconnaissent plus. Ainsi, M. Jacques Delors serait un « réaliste » parce qu'il refuse la création d'une banque nationale d'investissement — souhaitée par le P.S. — chargée d'assurer le financement des entreprises publiques, et qui accablait, selon lui, le tuteur de l'Etat sur les dirigeants de ce secteur. Aussi le ministre de l'économie et des finances résume-t-il ce qualificatif honteux, au motif qu'un « réalisme cynique » ne l'encouragerait pas à souhaiter, comme il le fait, l'extension des droits des travailleurs dans les sociétés nationales.

Le débat entre préfaux « utopistes » et supposés « réalistes » s'est cristallisé au sein du P.S. en 1979, lors du congrès de Metz, qui avait rejeté les seconds dans la minorité du parti, autour de M. Michel Rocard. Depuis trois ans, la liste des « utopies » devenues réalités est fort longue, à commencer par celle qui consistait à croire en la victoire de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle.

Etait-il utopique ou réaliste pour la gauche de tenir, au pouvoir, les promesses de justice sociale qu'elle avait formulées dans l'opposition ? Est-il réaliste ou utopique de croire que les bénéficiaires de ces mesures sont disposés aujourd'hui à faire des sacrifices ? M. Jean-Pierre Cot, ami de M. Michel Rocard, le « réaliste », était, dit-on, un utopiste, et le ministre du plan a compris ses raisons. M. Nicole Questiaux, proche de M. François Mitterrand, l'« utopiste », a été poussée hors du gouvernement parce qu'elle ne voulait pas se contenter de faire « les comptes » au ministère de la solidarité nationale, volonté que le président de la République a pu-être comprise, mais qu'il a désapprouvée.

Utopie et réalisme, chargés d'un contenu polémique, sont devenus, dans le vocabulaire socialiste, de bien vilains gros mots. Il vaudrait mieux sans doute ne plus les utiliser dans un débat qui en dénature la signification.

(Lire page 41.)

PRIX INTERALLIÉ 1982

éric ollivier

l'orphelin de mer...

ou les mémoires de monsieur Non

« L'intérêt de ce livre — écrit comme on se peigne avec les doigts dans le vent — est de nous dévoiler la géologie et l'archéologie d'un caractère, les tendresses d'un soi-disant indifférent ».

François Nourissier de l'Académie Goncourt / Le Figaro Magazine

roman / danoël

هتوا من الاصل

La dernière amnistie

par ROGER TRINQUIER (*)

peut à la barre. On peut lire son témoignage paru *in extenso* dans le Procès du général Salan, édité à cette époque par les Nouvelles Editions latines.

François Mitterrand plaça rapidement le procès dans son véritable contexte. Il rappela la série d'attentats criminels commis par des hommes sans scrupules pour créer un climat favorable au retour du général de Gaulle et pour renverser la IV^e République. Il rappela en particulier l'attentat du bazooka du 16 janvier 1957 contre le général Salan et qui coûta la vie à son aide de camp, le commandant Rodier. Des criminels depuis longtemps connus et toujours impunis avaient décidé d'assassiner le général Salan, jugé par eux trop républicain, pour le remplacer à la tête de l'armée d'Algérie par un général plus compréhensif pour l'exécution de leur dessein.

François Mitterrand avait dit : « Si le général Salan ne peut pas justifier sa révolte contre la volonté de la nation, ne garde-t-il pas le droit de récuser ses accusateurs ? »

Il ajouta : « Commencer par tuer un Français parce qu'on n'est pas d'accord avec lui, cela oblige à poser cette question : quand donc la patrie reconnaîtra-t-elle les siens ? »

Le général a menti

Il faut rappeler aussi — et on le conçoit mieux aujourd'hui avec le recul du temps — l'immense responsabilité que porte le général de Gaulle dans tous les incidents qui ont marqué le drame algérien et plus particulièrement l'affaire des barrières en janvier 1960 et le putsch d'avril.

Le reproche le plus grave qu'on puisse faire au général, c'est d'avoir menti à ses officiers. Les officiers français ne sont pas des robots. Si vraiment de Gaulle, dès son retour au pouvoir, avait — comme il l'a laissé entendre par la suite — le des-

sein d'abandonner l'Algérie, il devait le leur dire clairement et aussitôt et leur demander de conduire leur action en fonction de cette politique.

Or, jusqu'à la fin du drame algérien, de Gaulle les a engagés sans réserve dans la voie de la pacification et leur a donné tous les pouvoirs pour y parvenir. Sûrs de la confiance qu'ils avaient mise en lui, ils se sont engagés corps et âmes auprès de la population pour la délivrer de l'emprise du F.L.N. Pour accomplir cette impérative mission, ils ont dû aller bien au-delà de ce qu'on demandait normalement à une armée.

En effet, pour réussir, elle a dû faire un pacte avec la population, et plus particulièrement avec les musulmans pour les assurer que, quoi qu'il arrive, elle ne les abandonnerait pas. C'est grâce à cette promesse formelle qu'elle a rallié la masse des hésitants.

En mars 1960, alors que je commandais un des secteurs les plus difficiles du Nord Constantinois, de Gaulle au cours de sa deuxième tournée des popotes est venu nous voir.

Après le classique bain de foule au sein d'une population accourue pour lui témoigner sa confiance, et en présence des plus hautes autorités civiles et militaires d'Algérie, il a réuni les officiers du secteur.

Le discours qu'il avait prononcé le 16 septembre 1959 les avait inquiétés. De Gaulle en effet avait dit : Les Algériens feront leur deuil eux-mêmes. Il avait proposé trois options : la francisation totale de l'Algérie, une autonomie politique préservant quelques droits à la France ou l'indépendance. Pour la première fois, le mot d'indépendance avait été lâché.

Or le général de Gaulle, en tenue au milieu des officiers, était d'abord pour nous un militaire. Le contact, une atmosphère de confiance, étaient donc faciles à établir. Il nous parla donc simplement, comme un général parle à ses officiers.

« Je sais, me dit-il, ce que vous avez fait dans ce secteur. Je connais les brillants résultats que vous avez obtenus. Je vous en félicite. Vous avez beaucoup de choses encore à faire. On peut vous faire confiance. Continuez... »

Puis il aborda le problème algérien.

« L'indépendance de l'Algérie, nous dit-il, ce serait la clochardisation des Algériens. Ferhat Abbas... c'est un jean-foutre. Pacifiste. Même ici où c'était particulièrement difficile, le plan Challe a obtenu les résultats que nous voyons. Vous en viendrez à bout. Je vous ai donné tous les pouvoirs. La pacification est entre vos mains. C'est votre affaire. Je vous fais confiance. Lorsque la pacification sera terminée — et cela demandera du temps, un an, deux ans, peut-être davantage — nous ne sommes pas pressés — lorsque le calme et le bon sens seront revenus dans les esprits, eh bien ! nous verrons. Il sera facile de trouver une solution, la bonne, la vraie, celle qui donnera satisfaction à tous et d'abord à l'armée. Vous pouvez me faire confiance. »

C'était un nouveau mensonge.

Au moment où l'armée allait terminer la pacification de l'Algérie et recueillir les fruits de son dévouement et de ses sacrifices, alors que la masse de la population musulmane était revenue en toute confiance vers nous, de Gaulle oubliant toutes ses promesses allait les abandonner.

Cette décision a créé dans l'armée un profond sentiment de révolte, un véritable déchirement.

Certes, le 22 avril, l'armée ne s'est pas ralliée spontanément et en bloc au général Challe comme il l'espérait. Seuls quelques régiments, parmi les meilleurs, l'ont suivi. Mais il faut aussi se rappeler que l'armée n'a rien entrepris contre lui. Elle a attendu, comme elle l'avait fait le 13 mai 1958, que le fleau de la balance penche suffisamment du côté des généraux révoltés pour se décider. Or le fleau est resté en équilibre pendant quelques jours. Il n'a pas penché. Elle n'a pas basculé.

Mais l'armée est sortie complètement brisée de cette épreuve. Un certain nombre parmi les meilleurs ont été condamnés par des tribunaux d'exception ; d'autres très nombreux, pour libérer leur conscience, ont quitté volontairement l'armée.

C'est pour cet ensemble de raisons que le président Mitterrand, à la suite d'intenses consultations, a voulu enfin délivrer la France des dernières séquelles de la guerre d'Algérie et qu'il a mis tout le poids de son autorité dans la balance pour y parvenir.

(*) Colonel honoraire, ancien commandant du 3^e régiment de parachutistes coloniaux pendant la guerre d'Algérie, cité comme témoin au procès du général Salan.

Les «séquelles» de la guerre d'Algérie

La controverse sur les séquelles de la guerre d'Algérie n'est pas tout à fait close par le vote du projet de loi défendu par le secrétaire d'Etat aux rapatriés. Deux témoignages éclairent l'attitude, dans cette affaire, de M. Mitterrand : le colonel Trinquier rappelle la manière dont il déposa jadis au procès Salan, et quelles assurances avait données de Gaulle à ses officiers. Et Jacques Roseau montre que le président de la République a parfaitement compris la mentalité des «pieds-noirs». Mais la veuve du lieutenant-colonel Rançon, assassiné par l'O.A.S., s'interroge sur le sens du sacrifice de son mari et annonce qu'elle a demandé de la Légion d'honneur.

Il y avait l'ancien président de la République, René Coty ; la maréchale Leclerc ; des hommes de tous les horizons politiques. Des généraux, des officiers, et de simples appelés du contingent. Ils venaient apporter le témoignage de leur affection à un grand soldat qui avait servi sur tous les champs de bataille depuis plus d'un demi-siècle : la guerre de 1914-1918 ; la Syrie en 1926, où il reçut sa première et grave blessure ; la guerre de 1939-1940, le débarquement en Provence en août 1944 ; la guerre d'Indochine et enfin celle d'Algérie.

Ils étaient réunis dans une même salle, anxieux du sort qu'un tribunal d'exception dont tous les juges avaient été nommés par le général de Gaulle allait réserver au général Salan. Pendant trois jours, simplement, sans ostentation, François Mitterrand est resté au milieu d'eux, partageant avec eux la même inquiétude.

C'est dans cette ambiance que se produisit un incident insolite qui mérite d'être rappelé. Un début d'après-midi, le général Ailleret, un des principaux accusateurs, bréva rouge en tête, fit soudain irruption dans la salle des témoins. Un silence glacial accueillit son entrée. Ne rencontrant aucun regard pour accrocher le sien, il fit rapidement le tour de la salle et, sans avoir prononcé une seule parole, regagna prestement la sortie. Pendant quelques secondes, chacun avait retenu son souffle et regardé cet homme qui, n'ayant pas la conscience en paix, n'avait pas osé s'asseoir au milieu d'eux.

Après que les grands accusateurs — peu nombreux, il est vrai — d'abord en tête le général Ailleret, puis Jean Morin, ancien délégué général en Algérie, René Janin, préfet de police d'Alger, et enfin le général Chérasse, chef des gendarmes, eurent déposé, le 17 mai, François Mitterrand, vingtième témoin, fut ap-

peuvent même pas répondre. De même, il est absurde de vouloir déshonorer les «pieds-noirs» et les Français musulmans de ces généraux en développant une argumentation spéculative tendant à établir que les rapatriés ont des droits légitimes à défendre et qu'ils n'ont pas à se commettre avec ces quelques hommes. C'est bien mal connaître la communauté des rapatriés que de se lancer dans de telles arguties.

En effet, l'opinion publique doit très clairement savoir, quelles que soient les appréciations intimes et personnelles des Français d'Algérie sur ce qui s'est passé à Alger en avril 1961, que ce serait leur faire le plus grand affront que de penser qu'ils puissent se déshonorer de ces chefs couverts de gloire, arrivés au faîte des honneurs militaires, et qui ont tout sacrifié pour sauver leur terre natale française conformément aux engagements pris.

En deçà de la Méditerranée, il y a peut-être bien des faiblesses et bien des défauts, comme au sein de toute communauté, mais aussi des qualités. Le sens de la fidélité, de l'amitié et de la parole donnée, que Camus a d'ailleurs tant exaltés, n'est pas un vain mot. C'est donc bien la dignité, l'honneur et la profonde sensibilité des Français d'Algérie de toutes confessions que François Mitterrand a perçues en sachant réaliser cette réconciliation nationale. Et, malgré les atermoiements et les rancunes des uns, les bassesses et les haines des autres, lors de ces derniers jours, pour les rapatriés et pour la France même, il n'en restera pas moins vrai aux yeux de l'histoire que François Mitterrand aura été le président de la République de la réconciliation nationale.

L'histoire en restera gravée et bien au-delà des promesses faites aux rapatriés ou de sordides calculs électoraux. Car, lui seul, de tous les présidents qui se sont succédé depuis la naissance de la V^e République, pouvait apprécier cette douloureuse époque dans sa globalité : mais l'heure n'est plus à la haine, car la France a beaucoup plus à gagner à savoir tourner la page. Et les Français musulmans et «pieds-noirs» qui ont pourtant tant souffert dans leur chair et leurs biens le clament au pays. Ce pays, la France, que François Mitterrand, en agissant ainsi, vient enfin, au plan moral, de leur rendre vingt ans après.

(*) Porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer).

Un bon calcul pour la France

par JACQUES ROSEAU (*)

« QUELLE hécatombe connaît ce pays si nous étions assez stupides et assez lâches pour l'abandonner... » Cette affirmation péremptoire et cinglante n'a pas été lancée par un des généraux d'Alger, en avril 1961, mais bien par le général de Gaulle lui-même lors de la conférence de presse tenue le 23 octobre 1958, à 15 heures, dans le petit salon des Ambassadeurs de l'hôtel Matignon.

Et cette réponse du général à un journaliste qui venait de l'interroger sur le rôle assigné à l'armée d'Algérie éclaira d'un jour particulier tout le drame qu'allait vivre les chefs de cette armée. Mieux que le « Je vous ai compris ! » du Forum d'Alger, le 4 juin 1958, le « Vive l'Algérie française ! » du 6 juin 1958, à Mostaganem, et les assurances données au cours des multiples tournées de popotes dans les djebels algériens, cette proclamation illustre combien le malentendu allait être grand et l'évolution de la pensée profonde du général difficile à percevoir par tous ces hommes : du général en chef au « petit gars du contingent » condamnés à être broyés par la dialectique du drame algérien.

C'est bien dans le tissu ténu de ces promesses et de ces engagements que se trouve le germe de la compréhensible révolte des généraux d'Alger. Cette insurrection patriotique ne fut sous-tendue que par le souci de tenir la parole donnée. L'honneur de ces chefs militaires était en cause, non seulement à l'égard des 1 200 000 Français de souche, mais aussi et surtout à celui des populations musulmanes, dont une fraction non négligeable avait rejoint les plis du drapeau français à l'appel de l'armée.

A aucun moment, les généraux n'ont pensé renverser la République ou la démocratie. Leur seul but était d'infléchir les orientations de la politique algérienne du général de Gaulle : comme si l'on pouvait infléchir le général ! C'est à ce degré de naïveté et de manque d'analyse politique que l'on peut mesurer combien ces hommes étaient sincères.

Il est vraiment trop facile de lui tracer dans la boue aujourd'hui, vingt ans après, dans les colonnes de la presse française, alors que l'on sait très bien que, par pudeur, ils ne

Les Temples de Karnak

Photographies de Georges et Valentine de Mitré
Texte de R.A. Schwailler de Lubitz
Notices, schémas et dessins de Lucie Lamy

2 tomes reliés toile
500 planches photographiques 650 F
(+ 30 F de port)

DERVY-LIVRES
6, rue de Savoie - 75006 Paris

Témoignage

« Pourquoi mon mari a-t-il dénoncé la torture ? »

Après que le gouvernement est engagé sa responsabilité sur la loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie, Mme Marcelle Rançon, veuve du lieutenant-colonel Pierre Rançon, nous a adressé un témoignage, en forme de lettre ouverte au président de la République. Considéré comme un officier d'un grand avenir et comme pour ses opinions libérales, le lieutenant-colonel Rançon, chef du 2^e bureau à Oran, a été assassiné par l'O.A.S. le 16 décembre 1961.

« Pourquoi donc mon mari a-t-il dénoncé la torture ? » s'interroge Mme Rançon, qui demande au président de la République de la Légion d'honneur.

Ma patrie reconnaissante m'offre une loi concernant « les dernières séquelles de la guerre d'Algérie » en « reconstituant les carrières » des généraux qui ont le sang de mon mari sur les mains.

Pourquoi donc mon mari a-t-il dénoncé la torture ?

Pourquoi donc mon mari a-t-il refusé que l'armée, à laquelle il appartenait, retourne contre la nation les armes qu'elle lui avait confiées ?

Pourquoi donc mon mari a-t-il accepté de devenir le responsable du 2^e bureau en Oranie et accepté, dans ce cadre-là, de lutter contre l'O.A.S. ?

Après l'assassinat, j'ai reçu nombre de témoignages de sympathie d'officiers, de sous-officiers et de simples soldats me prouvant qu'il n'était pas seul dans ses choix et que beaucoup se reconnaissent dans son combat.

J'ai aussi, reçu des lettres de condoléances d'officiers, me disant, à peu de chose près, « je ne partage pas les opinions de votre mari mais je désapprouve sa mort ». Certains sont généraux aujourd'hui.

S'il avait croisé les bras en 1961 en attendant que tout cela se termine il serait aujourd'hui, Monsieur le président de la République, un général que vous auriez souhaité, peut-être, avoir dans votre entourage.

Je suis, depuis longtemps, partisane d'une amnistie pleine et entière. Sauf pour des généraux auxquels leur grade confère l'entière responsabilité de leurs actes ; leur condamnation doit avoir valeur d'exemple, pour notre armée comme pour la nation.

Pour ma part, je suis payée pour savoir que seule la mort est définitive. Cinq ans de prison, puis la liberté, puis amnistie accompagnée de « modalités très humaines de liquidation des droits à la retraite », puis « reconstitution de carrières » en faveur d'assassinés, sont autant de paires de claques que veuve et orphelins ont reçues, dans l'indifférence quasi générale.

Votre loi fait surenchère et m'est particulièrement douloureuse, car

elle émane d'un gouvernement socialiste dont je pouvais espérer que ses préoccupations se tournent davantage vers les familles des victimes de l'O.A.S. Toute cette énergie racoleuse aurait pu être mise au service des harités et de leurs familles que nous avons entraînés dans une aventure pitoyable, malgré les expériences d'Indochine et du Maroc.

L'histoire retiendra, que vous le vouliez ou non :

— que les généraux fascistes se sont arrogé le droit de parler au nom de l'armée (sans en avoir reçu le mandat) et du président républicain qu'elle aurait fait de conserver l'Algérie à jamais, mensonge sur lequel s'est appuyé leur système de défense (ce faisant, ils séparaient l'armée de la nation) ; aujourd'hui réhabilités, ces officiers fêlent étonnés une seconde fois la voix des soldats de la génération de mon mari qui, pour avoir vécu la honte du serment à Pétain, s'étaient juré de ne plus faire allégeance à un homme mais de servir la nation, uniquement. Et lorsque ces factieux s'appuient, toujours pour se justifier, sur le fait que la victoire militaire était acquise sur le terrain, ils nient que l'espoir survit à bien des épreuves. On assassine pas « l'idée » comme on assassine des hommes, elle survit, resurgit toujours :

— « petite frange que ces officiers qui, comme votre mari, se sont engagés contre l'O.A.S. » m'ont dit vos conseillers, Monsieur le président de la République. C'est oublier l'attitude courageuse du contingent qui, sans violence, a refusé de suivre les putschistes et épargné la guerre civile à notre pays ;

— que les députés, représentants du peuple français, ont — toutes tendances confondues et par leur premier vote — manifesté leur désaccord avec l'article de votre projet de loi, supprimé par 307 voix sur 392 votants ; ce grand pardon rassembleur qui serait, selon vos conseillers, le propre d'un Etat général parce que légitime, a rassemblé contre votre projet, pour la première fois, tous ceux qui n'oublient pas ;

— que par la volonté d'un seul homme, volait notre pays privé de sa mémoire ; en voulant montrer votre force, c'est lui que vous affaiblissez.

Je ne vous souhaite pas, je ne souhaite à aucun de vos successeurs, de se retrouver un jour dans une situation dramatique pour le pays. Face à des généraux hors la loi se souvenant de toute façon, la rébellion sera un jour pardonnée, effacée et récompensée.

La République, c'est un contrat, disait Pierre Mendès France, que mon mari administrait et dont vous rappelez les propos le 27 octobre 1982.

Voilà pourquoi, Monsieur le président de la République, je vous demande de me radier de l'ordre de la Légion d'honneur où j'ai été reçue au rang de chevalier en novembre 1981.

« Il y a eu faute de tous »

Le général André Laffargue, un des doyens du cadre de réserve, nous écrit notamment :

« Certes, un gouvernement peut changer d'avis et de politique, de même qu'un général en chef, après une attaque, peut donner un ordre de retraite. Mais on ne passe pas de l'attaque à la retraite, au seul commandement de « demi-tour ! ». Il y a de sérieuses précautions à prendre, sinon les exécutants risquent d'avoir à se débattre dans les pires difficultés et la volte-face de tourner au désastre.

C'est précisément parce que le changement de front — d'ailleurs difficile — a été mal préparé et mal exécuté que l'opération, en Algérie, a tourné au désastre, à commencer par une sédition de généraux.

Car, au yeux de ces derniers, le gouvernement en est arrivé à rendre antagonistes deux mois, celui d'honneur, inséré sur le drapeau, et celui de discipline, inscrit dans les règlements, et qui doivent rester inséparables : un tour de force !

S'il y a eu faute, il y a eu faute de tous : des généraux et, en premier lieu, du gouvernement.

En ces cas-là, pour limiter les dégâts et arrêter la suppression des séquelles, il faut passer l'éponge.

C'est ce qu'on a compris le président de la République et le chef du gouvernement actuel. Le vieux soldat, qui a écrit ces lignes, leur en exprime sa reconnaissance.

« Stricte équité »

M. Jean Boulanger, sous-préfet honoraire, nous écrit notamment :

« Je ne suis pas contre la réhabilitation des généraux félons et quelques-uns de leurs subalternes ayant pas mal de sang sur les mains (il faut bien en finir après plus de vingt ans), mais qu'on ait la pudeur de rendre justice aux fonctionnaires qui n'ont pas voulu rentrer dans ce triste jeu (où parfois on jouait au poker la vie de quelques prisonniers algériens que l'on venait de soumettre à la torture) et qui ont sacrifié une carrière : certains, en 1962, à

leur retour d'Algérie n'ont pas retrouvé de poste territorial et ont échoué sur des voies de garage à l'administration centrale, ou alors ont quitté la fonction publique. A noter quelques rares exceptions : ceux qui appartenant à d'autres « corps » avaient un fillet protecteur et en ont normalement profité (Conseil d'Etat, Quai d'Orsay, etc.).

En conclusion, il me paraît de stricte équité que — justice soit rendue aux fonctionnaires républicains brimés par le régime précédent pour s'être comportés comme tels. »

L'ASSOUPLISSEMENT DE L'« ÉTAT DE GUERRE » EN POLOGNE

Des mesures d'exception seront maintenues

La lettre de M. Lech Walesa au général Jaruzelski

Nous publions ci-dessous la lettre que M. Lech Walesa a adressée le 4 décembre au général Jaruzelski. Nous faisons suivre le texte authentique de la version tronquée du document que les milieux proches du pouvoir avaient fait circuler la semaine dernière.

Le texte authentique...

Lech Walesa
Gdansk-Zaspa
rue des Pilotes, 17 D

Le 4 décembre 1982.

Monsieur le général,
L'annonce de la fin de l'état de guerre m'incite à m'adresser à vous de nouveau. Le temps n'est certainement plus de revenir sur les problèmes et les événements des années passées. C'est, en revanche, une occasion précieuse d'ouverture vers l'avenir, afin de montrer le véritable espoir d'une amélioration. La population a un grand besoin de cet espoir. C'est avant tout par l'effort de toute la société que peut être dépassée la profonde crise en cours. Il est également indispensable d'obtenir l'aide étrangère, qui est actuellement suspendue pour des raisons politiques. Le réveil de l'effort social et le renforcement de la position de la Pologne dans le monde sont possibles uniquement grâce à la reconstruction d'une confiance réciproque entre la société et le pouvoir. Il faut, pour atteindre cet objectif, prendre pour base l'accord d'août 1980. Depuis l'introduction de l'état de guerre, aussi bien le gouvernement que vous personnellement ont déclaré à plusieurs reprises qu'il n'est pas de retour possible au cours des choses d'avant août 1980. Le seul moyen à même d'éveiller l'espoir et de contribuer à la stabilisation sociale est d'aller au-devant des attentes du peuple.

condamnées sous l'état de guerre pour leurs activités syndicales et pour des actions de protestation. Je suppose naturellement que, conformément aux lois dont la teneur m'a été expliquée avant ma libération, tous les internés seront automatiquement relâchés dès lors que prendra fin l'état de guerre. Deuxièmement, le retour à leur poste de travail des personnes licenciées pendant l'état de guerre en raison de leurs activités syndicales ou uniquement même de leur appartenance au syndicat. Ce problème (des licenciements) a une très grande dimension sociale et suscite de nombreuses rancœurs et blessures douloureuses. Troisièmement, pour ce qui est des syndicats, il faut briser l'impasse actuelle par un retour au principe du pluralisme.

Il est clair pour tous ceux qui ne ferment pas leurs yeux à la réalité que la classe ouvrière n'a pas accepté les solutions appliquées actuellement, et nous n'irons pas loin sans l'acceptation par la classe ouvrière de la position du gouvernement. C'est en allant dans ces directions qu'on ouvrirait la voie à un véritable accord social. Je suis prêt à prendre part au travail permettant d'atteindre ce but. Personne n'a à faire de cadeau à personne, et personne n'a besoin de demander l'entente à genoux, car si l'on est soucieux du bien du pays, l'entente est une nécessité. Toute personne soucieuse du bien du pays doit pourtant être ouverte à l'entente.

Signé : Lech Walesa.

... et le faux

Monsieur le général,
L'annonce de la fin de l'état de guerre m'incite à m'adresser à vous, Monsieur le général. C'est une précieuse ouverture sur l'avenir laissant voir l'espoir d'une amélioration progressive. La population a un grand besoin de cet espoir. C'est avant tout par l'effort de toute la société que peut être dépassée la profonde crise en cours. Pour cela, il y a plus de place en Pologne pour les querelles et les divisions. Le réveil de l'effort social et le renforcement de la position de la Pologne dans le monde sont possibles uniquement à travers un élargissement de la confiance, y compris de la confiance de la société dans le pouvoir. Ne le comprennent pas ceux qui savent uniquement envenimer les choses. Il faut donner à l'accord un contenu vivant et réel. Je suis disposé à cette tâche. Il faut vaincre la défiance et les rancunes. Le seul moyen à même d'éveiller l'espoir est de contribuer à la stabilisation sociale et d'aller au-devant de ces attentes.

Cela exige :
1) Que soit mis fin aux activités illégales envenimant la situation et que sortent de la clandestinité tous les militants qui se sont engagés sur la mauvaise voie du conflit avec notre État — le seul que nous ayons ;
2) Que soit élargie la composition du mouvement patriotique de l'en-

tente nationale à toutes les personnes sincères et responsables soucieuses de la Pologne ;
3) Que soit garantie à tous les membres de Solidarité qui m'ont suivi une place dans les nouveaux syndicats indépendants et autogérés, agissant en accord avec la Constitution pour le bien des travailleurs et sans aucun aspect politique. Sans un soutien au gouvernement de la classe ouvrière ainsi organisée, nous n'irons pas loin. C'est en allant dans ces directions (...) (N.D.L.R. : Les lignes de la fin sont identiques au texte authentique. En italique, les phrases exactes reprises dans la vraie lettre de M. Walesa.)

L'AIDA SOLIDAIRE

L'appel lancé par l'Association internationale de défense des artistes (AIDA), invitant les musiciens, les comédiens et les directeurs de théâtre à donner, entre le 13 et le 17 décembre, une représentation au bénéfice des artistes polonais qui, depuis le 13 décembre 1981, boycottent les théâtres nationaux et ne jouent plus pour la radio et la télévision, a été largement suivi.

Plus de soixante-dix réponses ont été reçues par l'AIDA. La liste reste ouverte et sera complétée. Fait savoir l'Association, que préside Ariane Mnouchkine, metteur en scène du Théâtre du Soleil, où le prix des places sera doublé lundi soir. « Nous demandons aux gens du métier, dit-elle, de faire ce qu'ils ont la chance de faire d'habitude, en ayant une pensée, un geste financier pour ceux qui, en Pologne, se privent de ce qu'ils aiment le plus : jouer. »

« Ce qui se passe là-bas n'est pas une grève, avec des revendications ordinaires, mais un boycottage », dit, de son côté, Simone Signoret, précisant, dépêche à l'appui, que l'appel à la reprise du travail lancé par le primat de Pologne, le 29 novembre, n'a pas été suivi par les artistes : qu'il a eu pour conséquence la dissolution du ZASP (association des acteurs) et la mise à l'écart de deux grandes figures de la scène pour attitude anti-sociale et amoral.

L'action de l'AIDA est destinée en premier lieu à collecter des fonds destinés aux artistes polonais. Savoir si cela peut interdire le pouvoir de ce pays est difficile à calculer, précise Ariane Mnouchkine ajoutant : « C'est en tout cas utile, on ne peut pas laisser les libertés des autres s'évanouir en fumée sans penser qu'il s'agit de notre liberté aussi. »

(1) AIDA, 6, rue de l'Europe, 75014 Paris.

(Suite de la première page.)
Il faut, en d'autres termes, que naissent et se développent les syndicats (les nouveaux, bien sûr) auxquels « le parti et les autorités souhaitent le meilleur » : que l'auto-gestion se consolide ; que se mette en place la réforme économique et que soit poursuivie la lutte contre l'inflation, les injustices sociales et l'impérialisme, qui sera plus sévèrement sanctionnée.

Il faut aussi que soit « reconstruite la confiance entre les autorités populaires et la société, en particulier la classe ouvrière ». « Nous n'oublions pas, dit à ce propos le général Jaruzelski, les accords sociaux », autrement dit, ceux d'août 1980, même s'il n'est pour autant nul part question de les appliquer puisque, au préalable, « nous devons nous apprendre avec persévérance l'art difficile du dialogue (...) pour établir une atmosphère dans laquelle chacun se sente responsable de son entreprise et de son pays ».

A ce point-là, le projet se dessine. Il s'agit de rebâtir par le haut, aux conditions et au rythme décidés par le pouvoir, les structures nécessaires pour canaliser de gré ou de force les aspirations de la nation. La situation économique s'étant, espère-t-on, à la longue améliorée et le mécontentement s'étant tassé, on pourra alors seulement envisager un retour à la normale, à une véritable « démocratie socialiste ». Celle-ci, est-il rappelé, a été définie par le dernier congrès du parti qui s'était réuni pendant la période de Solidarité. Il n'est pas question de se détourner de la voie qu'il a tracée, celle de la « confiance mutuelle », de « l'accord » auxquels « le temps est venu de construire des fondements institutionnels ».

Qui gouverne ?

Toujours par le haut naturellement, car ces fondements sont constitués par le Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), pure création de l'état de guerre mais d'un conseil national veillant à commencer à agir », qui tiendra congrès l'année prochaine et élaborera un « programme original lié aux aspirations sociales ». Le PRON, en réalité, ne fait que remplacer l'agissant « front » qui réunissait le POUF, ses partis satellites et diverses organisations officielles. La formule est absolument classique, usée, jusqu'à la corde, mais on assure maintenant qu'il ne s'agira plus « de parler d'une seule voix sur chaque problème » et qu'il y a donc du nouveau.

Il ne faut pas s'y tromper : ce ne sont pas tout à fait là de bonnes paroles, et il faut pour le comprendre observer qui gouverne en Pologne. Un homme d'abord : le général Jaruzelski.

LE VATICAN QUALIFIE DE « VRAISEMBLABLE » UNE DÉMARCHE DE JEAN-PAUL II AUPRÈS DE M. BREJNEV

Clé du Vatican (A.F.P.). — Jean-Paul II a fait part à M. Brejnev de son inquiétude au sujet de la Pologne dès que les premières tensions se sont manifestées dans le pays, a confirmé, le 11 décembre, le porte-parole du Vatican, le Père Romeo Panciroli, sans préciser la date de cette démarche.

Le porte-parole répondait aux questions des journalistes au sujet des déclarations faites par le sénateur américain Alfonso D'Amato à un hebdomadaire italien. Le sénateur affirmait dans son interview que le pape avait écrit personnellement à M. Brejnev, s'engageant « à se mettre du côté de son peuple dans l'éventualité d'une invasion de la Pologne par les troupes russes ».

La réponse du Père Panciroli ne permet pas d'établir s'il s'agit d'un message personnel du pape et si ce message a été porté à Moscou par message direct.

Le Père Panciroli se borne prudemment à qualifier de « vraisemblable » le fait que le Saint-Siège, dans l'engagement en faveur de la paix, de la détente et de la compréhension mutuelle est bien connu, ait estimé de son devoir de faire connaître par voie diplomatique aux dirigeants de l'U.R.S.S. ses vives préoccupations à propos de la tension qui s'était déjà manifestée vers la fin de 1980, au raison des développements de la situation en Pologne.

D'autre part, le porte-parole du Vatican a émis d'autres déclarations au sénateur. « Qui, d'ailleurs, n'a jamais été reçu au Vatican ». Le sénateur américain affirmait qu'au Vatican on était convaincu que « les Russes étaient partie dans le complot contre la vie du pape ». « Ce n'est pas par hasard, ajoutait-il, si Ali Agca est arrivé en Italie après les contacts entre Jean-Paul II et M. Brejnev à propos de la Pologne. » — Ph. P.

avec le révisionnisme en 1956 avant de parcourir le monde pour son métier, d'envoyer en 1968 de l'O.N.U., où il était en poste, un mémorandum contre la campagne antisémite déclenchée à l'époque par le parti. Il fut rappelé, et mis au placard mais il en ressortit avec éclat fin 1979 comme pourfendeur virulent de tous les éléments anti-socialistes. Il ne se promène plus aujourd'hui qu'en uniforme, se fait donner du « major », et il est le conseiller personnel du général Jaruzelski, dont il rédige les discours.

La sourde hostilité du P.C.

Tous ces hommes s'appuient sur la force seule, celle de l'armée et de la police auxquelles le général Jaruzelski a rendu dimanche un vibrant hommage. Ils n'ont pas de base, pas de relais, plus guère d'amitiés. Ils sont d'autant plus détestés qu'ils sont forts dans le passé leur image de libérateurs. Ils court-circuitent l'appareil du parti, au demeurant trop affaibli pour gouverner et qui leur est sourdement hostile. Ils savent qu'ils sont condamnés à réuser, car ils se sont renoués marginaux.

Ce qu'ils voudraient donc tenter aujourd'hui, c'est ce qu'hier M. Barcikowski souhaitait et que prônaient MM. Rakowski et Urban : un totalitarisme éclairé, bienveillant, ouvert aux contributions pourvu qu'elles viennent d'individus et non d'organisations ; un système, enfin, pourvu de soupapes de sécurité capables d'amortir les conflits. D'où l'idée d'écarter et caressée d'un exécutif fort dans lequel le gouvernement ne serait plus simple courroie de transmission du POUF, placé — pourquoi pas ? — sous l'autorité d'un président de la République et amortissant les coups à la place d'un parti à la fois violemment impopulaire, jugé incapable d'être vraiment aux affaires et qu'il faut, malgré tout, tâcher de renforcer.

D'où aussi l'idée beaucoup plus modeste de ce PRON dont on aimerait qu'il donne un semblant de soutien populaire au régime, et qu'il faut donc bien essayer de le séduire. D'où encore, dans le discours de dimanche, ce mélange d'inflexibilité et de souplesse. D'un côté, le général Jaruzelski promet implicitement l'impunité aux clandestins qui se rendraient. De l'autre, il martèle : « Je ne fais aucune promesse, mais je promets qu'il n'y aura pas place pour l'anarchie » ; il « envisage » seulement des grâces et non pas d'amnistie ; et il s'explique de manière si sibylline (« l'internement cessera d'être appliqué ») qu'on ne sait encore si cela signifie que tous les internés seront libérés ou plus simplement qu'il n'y en aura pas de nouveaux.

Cela déçoit (« Peut-être attendait-on plus », dit en péroraison le général Jaruzelski), irrite, contraire finale-ment un projet qui a ses cohérences, mais un défaut aussi. Il faut, pour le faire accepter, commencer par briser la société — c'est-à-dire en la réprimant sans l'aliéner chaque jour un peu plus — et refuser surtout, prémierement, de devoir quoi que ce soit à qui que ce soit et, deuxièmement, de négocier avec toute personne représentative. On félicite l'Eglise quand elle appelle au calme. On lui permet même le voyage du pape. Mais quand le primate tente de se poser en médiateur en appelant les artistes à cesser de boycotter la télévision, l'on dissout aussitôt l'Association des acteurs. Le boycottage doit être cassé et non pas anéanti par l'Eglise, à laquelle le général Jaruzelski a, pour seule proposition concrète, offert dimanche une coopération dans la lutte contre la perte des valeurs morales. C'était vraiment

peu au regard du réalisme de Mgr Giamp, qui est prêt à inciter des laïcs catholiques à jouer la carte du PRON.

Quand M. Walesa, maintenant, écrit au général Jaruzelski pour lui dire qu'il est prêt à un compromis réel tenant compte de la réalité de la situation, aussitôt est diffusé un faux tendant à faire du dirigeant syndical un homme servile parlant le langage du pouvoir et épousant ses objectifs. C'est qu'il faut déshonorer l'homme qui fait figure de chef de l'opposition et faire croire surtout qu'il n'y a rien d'autre que la rébellion. Le passé est le passé, dit M. Walesa, et le pays doit aujourd'hui pouvoir sortir du refus pour se dégager de la crise et que soit rétablie l'aide occidentale. Je suis prêt à y aider, poursuit-il, à la condition que vous fassiez en sorte d'éveiller l'espoir en décrétant une amnistie générale ; en libérant tous les internés sans exception ; en réintégrant tous les licenciés et en acceptant le retour (dans le cadre, c'est clairement sous-entendu, de la nouvelle loi) au pluralisme syndical prévu par les accords d'août. A la clé de cette proposition de compromis, il y a l'arrêt des activités de la clandestinité, qui, fin novembre, a déclaré qu'elle ferait ce que lui demanderait M. Walesa et s'autodissoudrait si tous les prisonniers politiques étaient libérés.

La lettre est forte, aussi digne que raisonnable. On la coupe, la retaille, y insère des paragraphes entiers — il fallait pour cela avoir le vrai texte en main — et M. Walesa se retrouve ainsi appelé à un renoncement complet. La comparaison des deux textes est riche d'enseignements. Il y a dans le faux toute l'ambition politique du pouvoir. Il y a dans l'authentique, que M. Walesa s'est décidé samedi à rendre public pour couper court à cette opération de basse police, toute l'attente d'une Pologne qui sait qu'elle a essuyé une défaite, mais ne veut ni se rendre ni renoncer à se faire entendre. Beaucoup plus que dans la clandestinité, c'est là qu'est cette « activité de l'ennemi qui n'a pas pris fin ».

Dimanche, M. Walesa a réaffirmé sa volonté d'aller prendre la parole jeudi 18 décembre devant le monument érigé face aux chantiers Lénine à la mémoire des ouvriers tombés il y a trois ans au cours des émeutes de 1970.

BERNARD GUETTA.

■ *Interview de Bogdan Lis.* — Le dirigeant clandestin de Solidarité pour la région de Gdansk a accordé, ces jours-ci, une interview à France-Inter, qui a été diffusée ce lundi 13 décembre à 7 h 15. Les dirigeants syndicaux, a dit M. Lis, ne sortent pas de la clandestinité tant qu'ils n'auront pas été libérés — tous ceux qui sont condamnés, arrêtés ou internés. Il estime que « la société polonaise est consciente qu'une organisation syndicale indépendante lui est nécessaire », et qu'après l'échec de la tentative qu'il fait actuellement de « le pouvoir sera obligé de rendre possible l'activité du syndicat indépendant ».

■ *Images de notre mémoire.* — une exposition de photographies et d'affiches sur la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 et la Pologne en 1980-1981, est présentée du mardi 14 au mercredi 22 décembre à la Maison internationale du théâtre Renault-Barraut (avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8), sous le patronage du ministère de la culture et avec la collaboration de l'Association culturelle de l'Europe centrale. C'est un hommage « aux artistes polonais qui refusent de cautionner par leur art un régime qu'on veut leur imposer ».

Anne Guglielmetti LA BELLE ITALIE

roman

« Dès les premières pages on est saisi par la puissance descriptive et l'art du portrait. A cet égard, l'exceptionnel. Rien de complaisant dans un luxe de détails que relèvent maints bonheurs d'écriture. Rien non plus qui semble soutenu par l'autobiographie, donc qui ne relève de la pure création. Comme elle n'a pas trente ans, au surplus, Anne Guglielmetti, voilà une fille à qui il faudra faire attention. »

HERVÉ BAZIN de l'Académie Goncourt LE JOURNAL DU DIMANCHE

BUCHET/CHASTEL

18, rue de Condé - 75006 Paris

EUROPE

Italie

Socialistes et communistes demandent au gouvernement de faire preuve d'« énergie » dans l'affaire de la « filière bulgare »

De notre correspondant

Rome. — L'ambassadeur d'Italie en Bulgarie est attendu ce lundi 13 décembre à Rome pour une consultation. Son rappel, qui suit le retour à Sofia pour la même raison de son homologue bulgare, marque un nouveau degré dans la tension qui se développe entre les deux pays à la suite des enquêtes menées par les magistrats italiens sur trois affaires (trafic d'armes et de drogue, attentat contre le pape et liens de l'ancien syndicaliste Scricciolo avec les Brigades rouges), dans lesquelles le dénominateur commun paraît être la Bulgarie.

Pour l'instant et dans l'état actuel des faits, a déclaré cependant M. Colombo, ministre des affaires étrangères, à la Stampa, il n'est pas justifié de parler de crise diplomatique avec la Bulgarie. La « filière bulgare » n'en est pas moins devenue aussi en Italie une question de politique intérieure : un débat parlementaire doit s'ouvrir à ce propos le 20 décembre et le gouvernement est déjà placé sous le feu des interpellations des partis.

Les plus déterminés sont les socialistes. Pour M. Craxi secrétaire général du P.S.I., il existe une « Bulgarie » et la « connexion », et les contours d'un complot international pour assassiner le pape se précisent. Dans l'éditorial de dimanche de l'organe du P.S.I., l'Avanti, M. Craxi critique la prudence diplomatique, à ses yeux excessive, du ministère des affaires étrangères, et demande au gouvernement de réagir avec « le maximum d'énergie possible ». Tant la démocratie chrétienne que le parti social-démocrate réclament également des éclaircissements.

Les communistes, dont l'organe, l'Unità, a fidèlement suivi les différentes affaires auxquelles paraissent mêlés les Bulgares depuis l'arrestation, le 25 novembre, de M. Antonov, fonctionnaire de Balkan Air, soupçonné de complicité dans l'attentat contre le pape, sont moins agressifs. Ils n'en paraissent pas

moins aussi décidés à ce que la lumière soit faite. Dans un commentaire, l'Unità de dimanche souligne notamment la « justesse » de la position de M. Craxi et assure que les communistes sont pleinement d'accord avec lui sur le fait qu'« une démocratie a le devoir non seulement de se défendre mais encore de dénoncer devant l'opinion publique mondiale quiconque recourt à des méthodes criminelles comme moyen de lutte politique ».

L'Unità affirme en outre que le P.C.I. est en droit de « revendiquer d'avoir été parmi les premiers à savoir que derrière le terrorisme en Italie se cachaient des organisations d'espionnage étrangères ». Le P.C.I. réclame qu'« on enquête sur Sofia et ses liens avec les réseaux de la subversion italienne » — saluant au passage « la rigueur et l'objectivité » des magistrats italiens — mais demande également que la lumière soit faite sur les relations de certains agents de la C.I.A. avec les terroristes. L'Unità cite notamment un certain Ronald Stark arrêté en même temps que les terroristes d'Action révolutionnaire, puis relâché. Tout en affirmant que le rôle de la Bulgarie doit être précisé, le P.C.I. souligne que cette « filière » ne doit pas servir à des « forces qui ont tout intérêt à se cacher derrière Sofia ».

Au sein du P.C.I. la question de la Bulgarie s'ajoute à la série des divergences entre la majorité qui, derrière la direction, a pris ses distances par rapport à Moscou et une minorité prosoviétique : à l'ambassade de Bulgarie on nous a notamment communiqué un message de soutien d'une dizaine de militants — dont un député et des syndicalistes — prosoviétiques reconnus, qui pour certains font parti du comité de rédaction d'Interstampa, la publication des opposants.

PHILIPPE PONS.

Union soviétique

La famille Lozansky réunie après six ans de séparation

Washington (A.F.P.). — Après six années de séparation, le physicien soviétique Edouard Lozansky, émigré aux Etats-Unis, a retrouvé, dimanche soir 12 décembre, à l'aéroport de Washington sa femme et sa fille, qui avaient été autorisées à quitter Moscou la veille. Sa femme, Tatiana, vingt-neuf ans, et sa fille Tatiana, onze ans, ont fait escale, samedi, à Paris, avant de reprendre l'avion pour les Etats-Unis, où M. Lozansky vit en exil depuis 1976. Le physicien, qui travaillait à Moscou pour le fameux institut Kouratov, avait pu émigrer avec ses parents et deux sœurs et avait reçu la promesse que sa femme et sa fille le rejoindraient plus tard.

Avant le départ de M. Lozansky, le couple avait divorcé parce qu'un représentant de l'OVR (office des visas) avait affirmé que la procédure d'émigration serait ainsi accélérée. En fait, le père de Tatiana, le général Ivan Erchov, peu satisfait du mariage de sa fille avec un juif, profita de ce divorce pour s'opposer au départ de sa fille.

Pendant six ans, le couple a fait multiplier les initiatives et s'adresser aux principaux diri-

geants occidentaux pour tenter de réconcilier les autorités soviétiques.

A Moscou, Tatiana a observé plusieurs grèves de la faim. Arrêtée pendant quelques jours en avril 1982, alors qu'elle s'appretait à donner une conférence de presse à son domicile moscovite, elle fit une dernière grève de la faim au mois d'août dernier, avec plusieurs membres du « Groupe des familles d'émigrés », qui réunit des Soviétiques empêchés de rejoindre leur conjoint à l'étranger. Les autorités soviétiques lui ont alors laissé entendre une réponse favorable à sa demande d'émigration. Entre-temps, à Washington, M. Lozansky et Tatiana se sont remariés par procuration, ainsi que le permet la loi soviétique. Mais le visa de sortie n'a été délivré qu'après que le général Erchov eut démissionné de l'armée. A son passage à l'aéroport de Roissy, M. Lozansky s'est déclaré heureux de quitter l'U.R.S.S. et a espéré qu'une « solution favorable » pourra être trouvée au problème des couples soviétiques dont l'un des conjoints se trouve à l'étranger.

Irlande du Nord

■ DEUX MEMBRES PRÉ-SUMÉS DE L'INLA (Armée de libération nationale irlandaise, qui avait notamment revendiqué la responsabilité de l'attentat qui a fait seize morts le 6 décembre dernier à Ballykelly) ont été tués dimanche soir 12 décembre par la police nord-irlandaise à Armagh, dans le sud de l'Ulster. Les autorités n'ont pas fourni de précisions sur les circonstances de l'agression. D'autre part, une cache d'armes à feu et de munitions appartenant probablement à l'INLA a été découverte, samedi, en République d'Irlande, non loin de la frontière avec l'Irlande du Nord. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

République d'Irlande

■ M. GARRET FITZGERALD, leader du Fine Gael (centre droit), devait être désigné mardi 14 décembre comme premier ministre pour succéder à

M. Charles Haughey (Fianna Fail). Le parti travailliste, dont l'appointement parlementaire était indispensable aux amis de M. FitzGerald pour disposer d'une majorité, a en effet décidé dimanche de former une coalition avec le Fine Gael. Le président du Labour, M. Dick Spring, âgé de trente-deux ans, devrait devenir vice-premier ministre dans ce nouveau gouvernement. — (A.P.).

Turquie

■ LE GÉNÉRAL EYREN a quitté Ankara dimanche 12 décembre pour une tournée de deux semaines en Extrême-Orient. Il doit se rendre dans quatre pays (Chine, Indonésie, Corée du sud et Bangladesh) avec lesquels il entend « développer les relations économiques ». Au cours d'une escale au Pakistan, sur le chemin du retour, le général Eyren aura l'occasion de s'entretenir avec le général Zia Ul Haq. — (Corresp.)

DIPLOMATIE

LA PREMIÈRE VISITE EN EUROPE DU SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN

M. Shultz s'entretiendra à Paris avec M. Mitterrand et plusieurs membres du gouvernement français

Le secrétaire d'Etat américain, M. Georges Shultz, est attendu à Paris mardi matin 14 décembre, venant de Rome. Après un entretien avec le ministre des relations extérieures, M. Cheysson, il aura une entrevue en tête à tête avec M. Mitterrand, qui le recevra à déjeuner. Dans l'après-midi, M. Shultz rencontrera M. Heron, ministre de la défense, puis M. Delors, ministre de l'économie et des finances, avant un nouvel entretien avec M. Cheysson, qui le recevra à dîner. Mercredi matin, M. Shultz prendra un petit-déjeuner avec le secrétaire général de l'O.C.D.E., M. Van Lanen, et partira pour Madrid.

M. Shultz, dont c'est la première visite en Europe en tant que secrétaire d'Etat, a indiqué samedi à son départ des Pays-Bas, que ses entretiens avec les dirigeants néerlandais n'avaient pas fait apparaître de divergence majeure à propos de l'implantation des euromissiles américains. Il devait s'entretenir ce lundi avec Jean-Paul II, les dirigeants italiens (M.M. Portini, Fanfani et Colombo), ainsi

qu'avec le président égyptien Mosharak, qui se trouvait en visite à Rome.

Selon le New York Times du dimanche 12 décembre, l'Union soviétique aurait fait de nouvelles propositions, il y a une quinzaine de jours, aux négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles. Le Kremlin proposerait de réduire de plus de moitié le nombre de ses missiles intermédiaires (actuellement supérieur à six cents, il serait limité à deux cent cinquante, dont cent cinquante brisés sur l'Europe et cent sur la Chine) en échange du non-déploiement des cinq cent soixante-douze fusées Pershing-2 et missiles de croisière dont l'implantation a été décidée par l'OTAN. Ces suggestions sont totalement inacceptables pour Washington, ajoute le journal, le président Reagan ne renouant pas à l'« option zéro » : démantèlement de tous les engins intermédiaires soviétiques contre le non-déploiement des missiles américains.

« La solution pourrait être quelque part entre le gel de la situation actuelle, que défen-

dent les Russes, et l'option zéro, que proposent les Américains », a déclaré M. Mitterrand au journaliste américain Joseph Kraft, au cours d'une entrevue publiée ce lundi par le Point. Le président de la République déclare également, selon M. Kraft que « le monde pourrait bien regretter M. Brejnev », mais qu'une « succession donne toujours l'occasion de passer l'éponge sur les erreurs d'hier ». Ainsi M. Mitterrand espère-t-il une « évolution » sur le problème de l'Afghanistan, qui s'est révéillé « une sale affaire ».

De son côté, le général Zia, président du Pakistan, qui se trouve à Washington, a déclaré dimanche, à la chaîne de télévision N.B.C., que la nouvelle équipe au pouvoir à Moscou souhaite « se débarrasser du problème afghan », la résistance douant « beaucoup de mal » aux cent mille soldats soviétiques qui occupent le pays.

Le gouvernement de Bonn a annoncé dimanche que la visite du ministre soviétique des affaires étrangères en Allemagne fédérale aurait lieu du 16 au 18 janvier. — (A.F.P., Reuters.)

Le président Reagan se dit prêt à reconsidérer le système de déploiement du missile MX

De notre correspondant

Washington. — Moins de trois semaines après s'être prononcé sur le mode de déploiement du missile MX, M. Reagan vient de faire savoir qu'il était prêt à reconsidérer son choix. La raison de cette volte-face est claire : dissuader le Sénat de suivre la Chambre des représentants, qui avait voté, le 7 décembre, contre la fabrication de la future fusée intercontinentale.

M. Reagan distingue désormais le MX de son mode de déploiement. « Il est absolument essentiel, a-t-il dit, que nous votions maintenant des crédits pour ce missile. L'année prochaine, nous aurons plus de temps pour organiser un vigoureux débat sur le meilleur moyen de l'installer ». En somme, le déploiement « n'est pas un problème », et il y a peut-être des « alternatives » au plan proposé.

Le président américain était moins accommodant le 22 novembre dernier en annonçant qu'il avait choisi — après deux années d'études — le système du « Dense Pack » (groupement serré). Mais deux événements ont eu lieu depuis cette date. D'abord, le vote très net de la Chambre (245 voix contre 176) pour refuser une première tranche de crédits ; puis la révélation que trois membres sur cinq de l'état-major interarmes s'étaient prononcés contre le « groupement serré ».

Selon ce système, les cent MX (aux lieux des deux cents prévus par M. Carter) seraient doublement défendus : par des silos extrêmement solides en acier et en béton, et par leur regroupement. On envisage de les placer assez loin les uns des autres pour qu'une fusée soviétique ne puisse en atteindre deux à la fois, mais suffisamment près pour que les charges ennemies se neutralisent et même se détruisent l'une l'autre. Dans la pire hypothèse, près de soixante-dix MX seraient épargnés.

Le ministre iranien des affaires étrangères a accusé, vendredi 10 décembre, la police française d'avoir arrêté et brutalisé deux de ses diplomates à Paris, ainsi qu'un employé de l'ambassade, et a demandé des explications au gouvernement français. Un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a affirmé que « l'un des diplomates avait eu la mâchoire brisée et l'autre la rate éclatée à la suite des tortures de la police fasciste française ». A Paris, on précise de source sûre que seize Iraniens avaient été interpellés avenue Montaigne, mercredi, à la suite d'incidents entre partisans et opposants du régime de Téhéran. On indique de source policière que deux d'entre elles, qui travaillaient à l'ambassade d'Iran, ont été gardées au commissariat du quartier pour vérification d'identité, mais n'ont pas fait l'objet de brutalités.

donc capables de représailles immédiates.

Mais l'efficacité de ce système « fratricide » est invérifiable. Les chefs de l'armée de terre, des forces navales et des marines ont, eux-mêmes, déploré les « incertitudes techniques » comme a dû l'avouer au Sénat le général Vessey, président de l'état-major interarmes.

Première objection : les Soviétiques pourraient attaquer simultanément tous les silos. Réponse du Pentagone : il faudrait que les ogives attaquant éclatent dans un délai d'un millionième de seconde, ce qui est quasiment impossible.

Deuxième objection : au lieu de viser les silos, les Soviétiques pourraient se contenter d'une série d'explosions au-dessus d'eux, créant ainsi un écran de particules et de radiations qui empêcheraient les MX d'être lancés. La réponse du Pentagone : l'efficacité de cette technique n'est pas établie, et les MX pourraient décoller un peu plus tard, laissant aux deux autres éléments de la « triade » (fusées sous-marines et bombardiers) le soin de riposter dans l'intervalle.

Il existe, théoriquement, d'autres ripostes possibles de l'U.R.S.S., comme l'envoi d'ogives nucléaires qui se planteraient dans le sol avant d'exploser. Mais le Pentagone souligne qu'il lui est toujours possible d'installer un système de missiles antissiles.

Se montrant souple sur le « Dense Pack », M. Reagan se dit plus attaché que jamais au MX. C'est, selon lui, le seul moyen de rétablir l'équilibre avec l'U.R.S.S., qui en est à sa cinquième « génération » de missiles intercontinentaux, alors que les Etats-Unis ne s'en sont pas donné un seul depuis quinze ans.

D'une certaine manière, les congressistes apprécient la souplesse

nouvelle du président. Ils sont, pour la plupart, favorables au MX, et l'ont démontré en votant des crédits pour la poursuite de la recherche et de l'expérimentation. Mais on leur propose maintenant de voter la fa-

brication d'un missile dont tout le monde ignore comment il sera déployé. Certains craignent d'être hoodés : après avoir obtenu un feu vert pour la production de son engin, M. Reagan ne redeviendra-t-il pas intrajugeant sur le mode de déploiement ?

ROBERT SOLÉ.

Des manifestations pacifistes ont eu lieu dans plusieurs pays d'Europe occidentale

Le troisième anniversaire de la « double décision » de l'OTAN (ouverture de pourparlers américano-soviétiques à Genève, mais aussi implantation d'euromissiles pour compenser le surarmement de l'U.R.S.S. en cas d'échec de ces négociations) a donné lieu à des manifestations de protestation dans différents pays d'Europe occidentale, samedi 11 et dimanche 12 décembre.

En Allemagne fédérale, ces manifestations ont principalement eu lieu à proximité des bases militaires américaines et canadiennes. Elles ont rassemblé, au total, quelques milliers de personnes. Le centre des grandes villes et de la capitale a également été le théâtre de démonstrations, qui se sont déroulées pacifiquement.

En Grande-Bretagne, nous indiquons notre correspondant Daniel Verne, le petit groupe de femmes qui campe depuis quinze mois devant la base militaire de Greenham Common, près de Newbury, au sud-ouest de Londres, pour protester contre l'implantation de quatre-vingt-seize missiles nucléaires américains fin 1983, a reçu dimanche, le renfort de quelque trente mille autres manifestantes. Celles-ci se sont donné la main pour former une immense chaîne tout autour de la base. Sur la clôture, elles avaient accroché des jouets et des ballons multicolores, ajoute notre correspondant, pour montrer que si l'installation des missiles de croisière va de l'avant, « les enfants d'aujourd'hui seront les victimes de demain ».

A Copenhague, le mouvement danois Stop aux fusées atomiques a organisé un défilé aux flambeaux devant l'ambassade des Etats-Unis et des cinq pays qui doivent en principe recevoir les cinq cent soixante-douze euromissiles de moyenne portée de l'OTAN (Grande-Bretagne, République fédérale, Italie, Belgique et Pays-Bas), rapporte notre correspondant Camille Risen. Quelques jours auparavant, un petit parti d'extrême gauche de tendance

maoïste, le K.A.P., avait mis en garde l'opinion du pays contre « les forces qui, à l'intérieur des mouvements pacifistes, servent en réalité les intérêts de l'U.R.S.S. ». Par ailleurs, le comité directeur du parti social-démocrate a apporté son soutien total à son groupe parlementaire et à l'ordre du jour que ce groupe avait fait adopter le mardi précédent au Folketing. Ce texte ordonne la suspension du paiement de la contribution danoise aux infrastructures des euromissiles une fois que les 26.000.000 de couronnes prévues auraient été versés, au début de 1983.

Le soutien de M. Papandreu

A Athènes, les représentants des mouvements pacifistes de douze pays ouest-européens, réunis du 10 au 12 décembre, ont exprimé dimanche leur opposition à tout nouveau déploiement de missiles « en Europe de l'Ouest ou de l'Est ». Cette conférence, réunie sur le thème de la création de zones dénucléarisées en Europe, avait été organisée par le Mouvement pour l'indépendance nationale, la paix internationale et le désarmement (proche du parti socialiste panhellénique), en collaboration avec le Centre de coordination et de communication pour la paix internationale, dont le siège est à La Haye. Ces mouvements « continueront leur combat en Europe occidentale contre l'installation de missiles Pershing et de croisière en Europe et ne les accepteront jamais », indique le communiqué final.

Les participants ont, d'autre part, annoncé l'organisation, en 1983 à Palerme, d'une conférence consacrée à la dénucléarisation de la Méditerranée. La rencontre d'Athènes avait été inaugurée, vendredi 10, par le premier ministre grec, M. Papandreu, qui a apporté solennellement le soutien de son gouvernement aux mouvements pacifistes d'Europe occidentale.

goûtez
au soleil.



ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

■ Examen du **CFPA**
Centre de Formation Professionnelle d'Avocats
■ Préparation complète ttes matières
■ Janvier à fin Mai
■ Août-Septembre
■ Places limitées

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon Houzey
75016 Paris - Tél. : 224.10.72

Dans la Galerie
commerciale
au 26, Champs-Élysées

AMANDINE
vous propose

son assortiment
de chocolats
belges
une vraie folie !
le kg 98 F

ouvert le dimanche
de 14 h 30 à 19 h 30

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

DIPLOMATIE

AMÉRIQUES

EN VISITE A KUALA-LUMPUR

M. Mauroy affirme que la France « souhaite assurer une présence en Asie »

Venant de l'île de la Réunion (lire page 8), M. Mauroy, M. Pierre Mauroy est arrivé dimanche après-midi 12 décembre à Kuala Lumpur, où il devrait séjourner quarante-huit heures en visite officielle, en compagnie de trois autres membres du gouvernement, MM. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, Louis Le Pen, ministre de la mer, et Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

Le premier ministre devait avoir lundi et mardi plusieurs entretiens avec le chef du gouvernement de Malaisie, M. Mohamed Mahathir.

Prendant la parole dimanche soir devant la colonie française, M. Mauroy a notamment déclaré : « La France, grand pays industriel et commercial, souhaite, au-delà de la Malaisie, assurer une présence en Asie. » C'est le sens, a-t-il dit, des voyages du président Mitterrand

au Japon, en Inde, puis prochainement en Chine et en Indonésie. « c'est également le sens de ma présence ici ». Le voyage du premier ministre intervient au moment où les autorités malaisiennes s'apprêtent à prendre des décisions budgétaires relatives aux investissements qu'elles se proposent de réaliser, tant dans le domaine des équipements civils que dans celui des équipements militaires.

A MAURICE : des rapports privilégiés

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — Avant d'être rendu en Malaisie, M. Pierre Mauroy a répondu, samedi après-midi 11 décembre, à une invitation du gouvernement de l'île Maurice avec lequel plusieurs représentants de la France, notamment M. Guy Fenech, conseiller à l'Etat pour les affaires africaines et malgaches, et Jean-Pierre Cot, alors ministre délégué au développement et à la coopération, avaient déjà pris contact depuis que la gauche locale a pris le pouvoir, en juin dernier.

Accueilli presque comme un chef d'Etat, le Premier ministre s'est entretenu, au château du Réduit, résidence du gouverneur général, avec le chef du gouvernement mauricien, M. Anerood Jugnauth et plusieurs de ses ministres.

Ces échanges de vues ont confirmé le désir de la gauche mauricienne d'établir avec Paris des rapports privilégiés. Après avoir rappelé que son gouvernement, partisan de la décolonisation de l'océan Indien, souhaite que les bâtiments de guerre étrangers quittent la Réunion — cela vise d'abord les Etats-Unis et l'U.R.S.S. — M. Jugnauth a précisé, de son propre chef, que cette demande ne concerne pas la France. Il a souligné que pour Maurice, l'île de la Réunion est incontestablement une terre française et que la France n'est donc pas une puissance étrangère dans cette partie du monde. Cette reconnaissance de légitimité a été appréciée à sa juste valeur par les conseillers de M. Mauroy.

La France, de son côté, a appuyé le plan de redressement élaboré par le nouveau gouvernement mauricien quand celui-ci a été soumis à l'agrément du Fonds monétaire international. Le F.M.I. ayant donné son accord, il reste à répartir entre les bailleurs de fonds potentiels les quelque 300 millions de francs qui constituent le montant de l'aide financière sollicitée par Maurice. Cette répartition devrait intervenir en janvier, la France étant disposée à y contribuer. Une mission d'experts français se rendra prochainement à Port-Louis pour étudier dans le détail le plan établi par le ministre des finances, M. Paul Béranger.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

• LA PEINE DE MORT a été confirmée le lundi 13 décembre par une cour d'appel contre deux hommes accusés d'avoir incendié le centre culturel américain de Pusan, au mois de mars dernier. Kim Hyun-Jang, 32 ans, et Moon Bu-Sik, 23 ans, avaient été condamnés en première instance sous l'inculpation de complot en vue de renverser le régime du président Chun Doo Hwan. Ils ont encore la possibilité de faire appel auprès de la Cour suprême. Plus d'un millier de chrétiens ont adressé une pétition au président Chun pour lui demander d'accorder sa grâce aux deux hommes. (Reuters, A.F.P.).

Pérou

• DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE M. ULLOA. — M. Fernando Belaunde, chef de l'Etat, a annoncé dimanche 12 décembre qu'il avait accepté la démission de M. Manuel Ulloa, premier ministre et ministre des finances, qui cessera d'occuper ses fonctions en janvier. M. Ulloa avait déjà offert sa démission en juillet, mais elle avait été refusée par le président. Il sera remplacé par M. Fernando Skwaid, actuel ambassadeur aux Etats-Unis, ancien ministre des affaires étrangères et président de la Banque centrale lors du premier mandat à la présidence de M. Belaunde, entre 1963 et 1968. — (Reuters.)

Zaire

• LE GÉNÉRAL MOBUTU PROMU MARÉCHAL. — Le Mouvement populaire de la révolution (M.P.R., parti unique) a promu, samedi 11 décembre, le chef de l'Etat, le général de corps Mobutu, au grade de maréchal. (A.F.P.).

Grands destins. Grands portraits.

HENRI TROYAT
de l'Académie française
IVAN
LE TERRIBLE

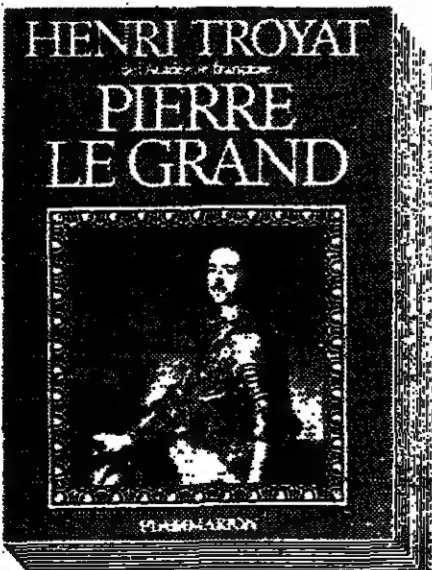


FLAMMARION

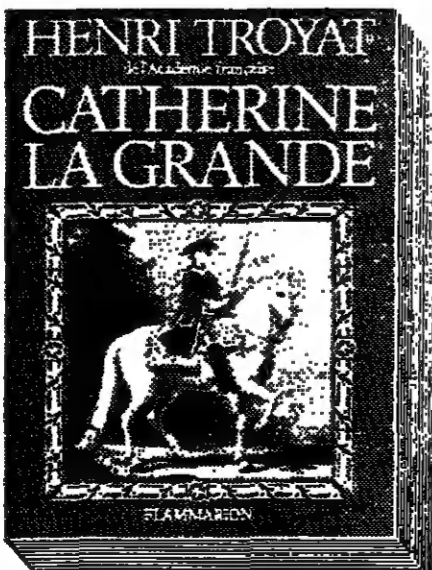
Vient de paraître.

Toute l'existence d'Ivan IV, justement surnommé le Terrible, est marquée par la volonté de puissance, la perfidie, la cruauté et la démesure. Mystique et sadique à la fois, qui était-il vraiment ? Une biographie hallucinante, dont on sort abasourdi par tant de passion, de mystère et de férocité.

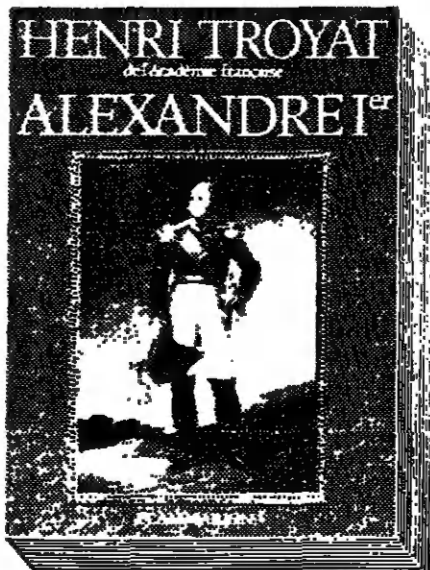
Broché 85 F, relié 115 F.



Broché 85 F, relié 115 F.



Broché 100 F, relié 135 F.



Broché 100 F, relié 135 F.

Grandes Biographies Flammarion.

Suriname

LES MILITAIRES MENACENT DE FAIRE APPEL A L'AIDE SOVIETIQUE ET CUBAINE

Le Suriname pourrait envisager d'inviter des troupes soviétiques et cubaines si « l'élite riche et influente » du pays démontre qu'elle a l'intention de demander de l'aide à l'étranger contre le régime, a fait savoir un porte-parole du gouvernement militaire du colonel Bouterse, le dimanche 12 décembre. Les militaires ont repris la totalité du pouvoir la semaine dernière après avoir annoncé l'échec d'une tentative de coup d'Etat.

Le régime a établi, depuis 1980, des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., Cuba et la Corée du Nord. La situation est tendue dans le pays, qui reste isolé : l'aéroport international est fermé ainsi que les frontières avec la Guyane, la Guyane française et le Brésil. Mille deux cents étrangers sont bloqués.

Une manifestation d'opposition, prévue dimanche, a été interdite et un important meeting progouvernemental devait avoir lieu selon un porte-parole de l'ambassade du Suriname à Georgetown (Guyane). La manifestation était organisée par des leaders politiques, des syndicalistes, des religieux et des dirigeants d'entreprises, qui réclament avec insistance le retour à un régime civil. Ils voulaient protester contre les arrestations et les exécutions qui ont eu lieu la semaine dernière. Selon certaines informations, trente-deux personnes auraient été exécutées, notamment un avocat, qui était consul honoraire de Finlande à Paramaribo, capitale du Suriname. M. Joseph Gonzalez, un leader syndical, M. Cyril Daal, et un ancien ministre, M. André Kampervenn, (le Monde daté 12-13 décembre).

Nicaragua

QUATRE - VINGT - QUATRE PERSONNES ONT PÉRI DANS LA CHUTE DE L'HELICOPTERE MILITAIRE.

Les autorités ont annoncé, samedi 11 décembre à Managua, que finalement, quatre-vingt-quatre personnes avaient péri dans la chute d'un hélicoptère militaire près de la frontière du Honduras. Aux soixante-quinze enfants déjà signalés, il faut en effet ajouter les mères de neuf d'entre eux qui se trouvaient aussi dans l'appareil. La presse et de nombreuses personnalités politiques continuent d'attribuer la catastrophe aux guérilleros antisandinistes installés au Honduras qui harcèlent régulièrement les zones frontalières. C'est d'ailleurs en raison de l'insécurité croissante que les autorités avaient décidé d'évacuer les enfants. Près de quatre-vingt mille personnes se sont massées dimanche sur la place de la Révolution à Managua pour entendre un discours du commandant Ortega, ministre de la défense, qui a déclaré que l'accident de l'hélicoptère était dû « à l'agression armée menée contre le Nicaragua par les Etats-Unis et les somozistes ». Dans son discours, le commandant Ortega a dénoncé la multiplication des incidents à la frontière affirmant que « l'armée hondurienne appuie directement les actions des commandos somozistes ». Ces derniers, a-t-il dit, « utilisent des mortiers de l'armée hondurienne ». — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.).

• Le gouvernement français doit accroître en 1983 le volume de son programme de coopération avec le Nicaragua, a annoncé dimanche 12 décembre à Managua l'ambassadeur de France, M. René Ala. Il a indiqué qu'une commission mixte doit se réunir dans les prochaines semaines afin de définir les projets de coopération. La France a accordé 30 millions de dollars d'aide à Managua au cours des trois dernières années, pour l'équilibre de la balance des paiements, la reconstruction du pays et l'amélioration de son appareil productif et de son programme alimentaire. D'autre part, Paris a fourni 20 000 tonnes de blé et une assistance technique dans divers domaines.

El Salvador

• LES FAMILLES DES QUATRE JOURNALISTES NÉERLANDAIS tués en mars dernier au Salvador, Joop Willems, Kees Koster, Jan Kuiper et Hans Terlaag, alors qu'ils tournaient un film près de Santo-Rita pour la télévision, ont demandé aux autorités salvadoriennes la réouverture de l'enquête sur les circonstances du drame. Les proches des disparus estiment en effet que la première enquête n'a jamais permis de démasquer les responsables de ce qu'ils considèrent comme un quadruple assassinat. A San-Salvador, on avait déclaré que les quatre journalistes avaient été victimes d'une fusillade entre l'armée salvadorienne et les guérilleros qu'ils accompagnaient. — (A.F.P.).

Cuba

A LA HAVANE, M. Fidel Castro a affirmé samedi 11 décembre que Cuba « ne rompra jamais ses liens avec l'Union soviétique » et que Moscou n'avait « rien à voir » avec les conflits d'Amérique centrale. Il a accusé M. Reagan de mener une politique « agressive, fasciste et sanguinaire ». M. Castro a révélé à cette occasion que Cuba avait déjà reçu « toutes les armes soviétiques qui devaient être livrées de 1980 à 1983 ». — (A.F.P.).

PROCHE-ORIENT

Israël

DANS LA PERSPECTIVE D'ÉLECTIONS ANTICIPÉES

De nombreux militants travaillistes font campagne en faveur du président Navon

De notre correspondant

Jérusalem. — A l'instar de M. Begin, les principaux dirigeants du Likoud sont de plus en plus favorables à des élections anticipées au cas où — comme c'est probable — les conclusions de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra-Chatila se révéleraient trop compromettantes, sinon accablantes, pour le gouvernement. Ils sont désormais convaincus que la majorité actuelle peut, en se soumettant au jugement des électeurs, se tirer très avantageusement d'un mauvais pas, car, tous les sondages d'opinion le montrent, le Likoud a paradoxalement de fortes chances d'obtenir cette fois un succès bien plus net que celui acquis de peu sur le parti travailliste lors du scrutin de juin 1981. De surcroît, la détérioration du climat social — les grèves se multiplient — et l'aggravation de la situation économique — l'inflation atteint de nouveaux records — ne peuvent actuellement qu'inciter davantage le parti au pouvoir à prévoir une consultation électorale prochaine par crainte d'un affaiblissement accru de sa position durant l'année à venir.

La encore, la plupart des sondages font apparaître que cette position est quand même relativement moins bonne depuis que l'armée israélienne s'enlise au Liban et depuis l'affaire des massacres de Beyrouth, même si les travaillistes ne semblent pas devoir profiter de cette désaffection.

Dans ces conditions, toutes les formations politiques commencent à se préparer à une campagne électorale. Chez les travaillistes, on est plus que jamais désemparé, alors que la vieille rivalité entre M. Shimon Pérès, président du parti, et M. Itzhak Rabin, son numéro deux et concurrent, reprend de plus belle. La cote de popularité de ce dernier, bien que peu élevée par rapport à celle de M. Begin toujours très forte, est sensiblement meilleure que celle de M. Pérès, qui, à deux reprises, en octobre et en novembre, a été conquis de manière spectaculaire par la foule des partisans du premier ministre lors d'une réunion à Kyriat-

Shmona, en Galilée, et lors des obsèques de Mme Begin.

Les militants travaillistes sont toujours à la recherche d'un « homme providentiel », et voici que l'on repère de M. Itzhak Navon, ancien dirigeant travailliste et aujourd'hui président de l'Etat. Cette fonction, essentiellement honorifique, lui a donné une popularité considérable qu'il a su exploiter et, parce qu'il est lui-même sépharade, il paraît en mesure d'attirer au bénéfice du parti travailliste, les voix d'un grand nombre d'Israéliens « orientaux » originaires des pays arabes, parmi lesquels se recrutent le gros de la clientèle de M. Begin.

Les choses se précisent maintenant. Bien qu'il soit tenu à une certaine réserve par son rôle qui est voulu « apolitique », M. Navon, dont le mandat présidentiel — heureuse coïncidence — s'achève en mars prochain, a laissé entendre récemment qu'il « n'écarterait pas » l'hypothèse d'un retour à la politique active, et vraisemblablement au service de son ancien parti. Il n'en fallait pas plus pour que, depuis quelques jours, de nombreux militants travaillistes fussent ouvertement campagne en sa faveur afin que le parti s'approprie le désigner comme candidat au poste de premier ministre.

Une lettre circule au sein des instances dirigeantes de la formation afin d'amener MM. Pérès et Rabin à se désister. Ceux-ci considèrent la venue de M. Navon sans enthousiasme, et les partisans du chef de l'Etat craignent qu'ils n'oublient un moment leurs querelles et ne se liquent pour s'opposer à cette candidature à laquelle (une très récente enquête de la radio israélienne l'indique) se rallieraient la majorité des parlementaires travaillistes. Toutefois, M. Pérès a déclaré la semaine dernière qu'il ne s'opposerait pas à la candidature de M. Navon, mais il a précisé qu'il ne s'abaisserait pas au président de la présenter.

Le retour de M. Weizman ?

Autre retour possible à la vie politique, celui de M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense dans le gouvernement de M. Begin, qui avait démissionné en 1980 après avoir constaté sur bien des points ses désaccords avec le premier ministre. M. Weizman faisait figure de « colombe » au sein du gouvernement et reprochait à M. Begin son intransigeance, notamment dans le processus de paix engagé avec l'Egypte. Après une retraite discrète, au cours de laquelle il est devenu un homme d'affaires prospère, M. Weizman envisage maintenant de faire sa réapparition sur la scène politique. Il a confié, le mois dernier, au président du Costa-Rica lors d'un voyage dans ce pays, et cette confiance a fait l'objet d'une fuite par l'intermédiaire de certains fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, ce qui a provoqué un certain scandale car M. Weizman, on le sait, entendait réserver sa décision la plus longtemps possible.

Des dissidents du Likoud, notamment l'ancien ministre de l'énergie, M. Itzhak Berman, qui a démissionné après l'annonce des massacres de Sabra et Chatila, estiment que M. Weizman pourrait former un nouveau parti centriste, alors que les partisans de M. Begin restent persuadés que l'ancien ministre de la défense, qui fut pendant des années le successeur désigné de M. Begin au sein du Likoud, pourrait regagner son parti. Au sein du Likoud, certains dirigeants estiment que la popularité de M. Weizman, qui demeure considérable, pourrait être mise à profit pour lever l'hypothèse que fait peser sur cette formation la retraite relativement prochaine de M. Begin.

FRANCIS CORNU.

• LE GÉNÉRAL EHUD BARAK, responsable du département des plans de l'état-major de l'armée israélienne, a déclaré vendredi 10 décembre que celui-ci pourrait rester au Liban pendant la majeure partie de 1983. Au cours d'une conférence donnée au club maritime de Haïfa, le général Barak a révélé que l'armée travaillait actuellement sur deux plans. L'un prévoit un retrait du Liban dans les six prochains mois, alors que l'autre est basé sur la possibilité qu'elle reste sur place pendant la majeure partie de 1983. Le général a en outre indiqué que la présence de l'armée dans le Chouf et le long de la route Beyrouth-Damas était essentielle pour permettre à Israël de négocier son retrait du Liban en position de force. — (A.F.P., Reuters.)

Liban

Les combats se poursuivent depuis une semaine à Tripoli entre milices rivales

La situation s'est à nouveau dégradée à Tripoli, chef-lieu du Liban du Nord, où de violents accrochages ont été signalés dimanche 12 décembre au début de soirée, pour la sixième journée consécutive, faisant quatre tués et quinze blessés. Les hostilités entre organisations favorables et hostiles à la Syrie ont repris après une journée de calme précaire, les tentatives pour parvenir à un cessez-le-feu entre les belligérants n'ayant pas abouti.

Le président Gemayel avait déploré, samedi, M. Hicham Chahr, le nouveau directeur général des forces de sécurité intérieure, à Tripoli, pour « aider au rétablissement de la sécurité ». Ce dernier, après avoir rencontré dimanche les responsables de la Force de sécurité intérieure (F.S.I.) de la ville, puis M. Rachid Karamé, qui préside le haut comité de coordination regroupant certaines des parties au conflit, avait déclaré que « la solution du problème de Tripoli doit être politique ». Les F.S.I., avait-il précisé, « ne peuvent s'interposer entre les parties belligères que si les combats à l'arme lourde cessent ». Les F.S.I., qui avaient tenté, samedi, de s'interposer entre les quartiers de Baal-Mohsen et Bab-Tebbaneh, où de violents combats opposent les milices rivales, ne s'étaient toujours pas déployées dimanche sur le long de la ligne de démarcation en raison de la tension persistante.

D'autre part, la situation s'est gravement détériorée dimanche soir dans la montagne libanaise, où une quinzaine de personnes ont été tuées. Aucune explication n'a pu être obtenue sur cette nouvelle flambée de violence qui s'est étendue à plusieurs secteurs de la ville de Bhamdoun, à 20 kilomètres au sud-est de Beyrouth. La Voie du Liban (phalangiste), qui a confirmé la reprise des hostilités entre les « forces libanaises » et les miliciens druzes

du parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt, a indiqué que des armes de tous calibres avaient été utilisées et que les tirs d'artillerie pouvaient être entendus depuis la banlieue de Beyrouth.

• A Paris, la France a donné son accord de principe au renforcement de la force multinationale au Liban, mais la mise en œuvre de cette décision est tributaire des progrès qui seront enregistrés dans le processus d'évacuation des troupes étrangères. Telle est en substance le principal résultat des conversations franco-libanaises, annoncées samedi par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, à l'issue du déjeuner de travail qu'il a eu avec son homologue libanais, M. Elie Salem. M. Cheysson a indiqué que cette « décision de principe » de la France a été rendue publique afin de conforter la position diplomatique du gouvernement de Beyrouth dans la perspective de l'ouverture des négociations libano-syro-israéliennes pour le retrait des troupes étrangères du Liban.

• A Jérusalem, le général Ehud Barak, responsable du département des plans de l'état-major de l'armée israélienne, a déclaré vendredi 10 décembre que celle-ci pourrait rester au Liban pendant la majeure partie de 1983. Au cours d'une conférence donnée au club maritime de Haïfa, le général Barak a révélé que l'armée travaillait actuellement sur deux plans. L'un prévoit un retrait du Liban dans les six prochains mois, alors que l'autre est basé sur la possibilité qu'elle reste sur place pendant la majeure partie de 1983. Le général a en outre indiqué que la présence de l'armée dans le Chouf et le long de la route Beyrouth-Damas était essentielle pour permettre à Israël de négocier son retrait du Liban en position de force. — (A.F.P., Reuters.)

UN LIVRE D'ACTUALITÉ

PAR LE R.P. MICHEL LE LONG

Préface de Habib Chatty
Secrétaire général de l'Organisation
de la Conférence Islamique

MICHEL
LE LONG
**Guerre
ou paix
à Jérusalem?**

Albin Michel

Postface de
Léon-Etienne Duval
Cardinal
Archevêque
d'Alger

du même auteur

L'ISLAM
et
L'OCCIDENT

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Neuf dirigeants d'un groupuscule néo-nazi ont été arrêtés

De notre correspondant

Johannesburg. — M. Eugène Terreblanche, président d'un groupuscule néo-nazi (A.W.B.), et huit de ses lieutenants ont été arrêtés, samedi 11 décembre, par la police spéciale. Les neuf militants blancs sont détenus au titre d'un des textes sur la sécurité intérieure qui permet les arrestations sans mandat et la détention indéfinie sans procès. Agissant sur dénonciation, la « Special Branch » a découvert plusieurs stocks d'armes automatiques et d'explosifs.

Fondé en 1973, par des nostalgiques de l'Osserwag, cette organisation d'extrême droite qui s'était opposée, avec un certain succès, à la participation du côté allié de l'Union sud-africaine dans la seconde guerre mondiale, le groupuscule de M. Terreblanche (un millier de militants et dix fois plus de sympathisants) prenait ces derniers temps une inquiétante importance.

On avait pu constater, lors de sa dernière manifestation publique, en décembre 1981, l'attrait que son attirail et ses mots d'ordre néo-nazis exerçaient sur une certaine jeunesse afrikaner. L'Afrikaner Weerstandsbeweging (A.W.B.-Mouvement de la résistance afrikaner), dont certains militants sont également des fidèles de M. Andries Treurnicht, chef de file de l'extrême droite dissidente, professe, évidemment, le ren-

tour à l'apartheid pur et dur des années 50, dont l'actuel gouvernement cherche à s'éloigner.

Solennement antisémite, son « Führer », ancien garde du corps personnel de l'ancien premier ministre, M. John Vorster, — lui-même l'un des héros de l'Osserwag et qui fut, à ce titre, intrusé plusieurs mois — avait invité le gouvernement à retirer le droit de vote aux cent vingt mille juifs d'Afrique du Sud. Le chef actuel du gouvernement, M. Pieter Botha, s'était déclaré affligé par cette requête, et avait directement menacé le groupuscule de sévères représailles. Peu après, à la suite d'allégations selon lesquelles un certain nombre de policiers et de militaires étaient affiliés à la secte de M. Terreblanche, M. Louis Le Grange, ministre de la loi et de l'ordre (police), avait, dans une directive interne, fermement invité ses hommes à renoncer à leurs mauvaises fréquentations.

Organisé sur le modèle de l'armée nazie, avec un Blitzkommando, en chemises noires, une brigade motorisée, casquée et bottée, baptisée Stormvallen (faucons d'assaut) et un Jeug Kommando pour les tout jeunes, l'A.W.B. a également, repris pour emblème, une Swastika (croix gammée) noire à peine stylisée. M. Terreblanche, qui doit son patronyme à ses antécédents huguenots, avait récemment déclaré qu'il s'opposerait par tous les moyens — « y compris la violence, le fascisme et le totalitarisme » — à l'intégration politique partielle des métis projetée par le premier ministre.

S'il devait un jour prendre le pouvoir à Pretoria, M. Terreblanche interdirait tous les partis politiques et réserverait le droit de vote « aux chrétiens, à condition qu'ils soient blancs et membre de l'A.W.B. ».

PATRICIE CLAUDE.

Lesotho

• LES SUITES DU RAID SUD-AFRICAÏN. — Le roi Moshoeshoe II du Lesotho est arrivé, dimanche 12 décembre, à New-York, où il représentera son pays à la réunion extraordinaire du Conseil de sécurité consacrée au raid opéré jeudi dernier par l'armée sud-africaine à Maseru. (A.F.P., Reuters.)

Egypte

Au procès du Caire

TRENTE-NEUF MEMBRES DU GROUPE ISLAMIQUE AL JIHAD AFFIRMENT AVOIR ÉTÉ TORTURÉS.

Le Caire (A.F.P., Reuters). — Trente-neuf membres du groupe Al Jihad, dont le procès s'est ouvert il y a une semaine au Caire, (le Monde du 7 décembre) ont affirmé de nouveau, samedi 11 décembre, avoir été victimes de tortures.

Un ancien officier, Ibrahim Ramadan Ahmed, a déclaré, les larmes aux yeux, avoir été battu et fouetté, ajoutant que la police avait menacé sa famille. Un autre inculpé, Fathi Mohamed Allam, a dit que pour l'obliger à avouer, la police avait arrêté et torturé son frère. Un troisième, Amin Youssef, s'est dénué de ses vêtements et a dit être des brûlures de cigarettes. Les trente-neuf inculpés ont réclamé un examen médical pour vérifier leurs affirmations.

Lors des trois précédentes audiences, les autres accusés avaient également affirmé avoir été torturés. Un inculpé avait déclaré avoir appris par un officier de police que huit des accusés avaient trouvé la mort sous la torture. La Haute Cour de sûreté de l'Etat égyptien avait accepté que soit ouverte une enquête concernant ces accusations.

Une offre exceptionnelle en décembre!

Votre **PEUGEOT**
ou **TALBOT** 1983
moins chère



reprise
de votre voiture plus cher!

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

SUPER CAGNOTTE

des étrennes

20 000 000 de F



15 DECEMBRE

CLOTURE des JEUX : MARDI 14 (après-midi)

M. Mug
pour tempér

POUVOIR

l'imp

LES LIVRES DES PUF QUI SONT

Paris/Va
pour 2

Paris/Va
pour 2

Paris/Va
pour 2

Paris/Va
pour 2

Paris/Va
pour 2

AFRIQUE

Zimbabwe

M. Mugabe compte sur les Américains pour tempérer l'hostilité de Pretoria à son égard

De notre envoyé spécial

Crook's Corner (Zimbabwe). En cette saison, le Limpopo n'est qu'une frontière de sable. Un troupeau errant sur ses berges en quête d'une improbable fraîcheur. A l'ombre d'un baobab, une paysanne surveille les calèches d'eau potable. En contrebas, une «île» pointe sa langue de verdure au milieu du fleuve. A cet endroit, trois pays se touchent : Zimbabwe, Mozambique, Afrique du Sud. Deux alliés fragiles face à un trop puissant voisin, agressif et mal aimé. Les soldats s'observent à la jumelle d'une rive à l'autre. Ce coin perdu est l'une des zones sensibles d'Afrique australe.

Non loin de là, en août, une patrouille surprise et tua trois soldats blancs armés jusqu'aux dents. Anciens de Rhodesie, ils avaient rallié les forces de Pretoria. Leurs camarades noirs purent s'évanouir dans la brousse. On exposa leurs cadavres à l'intention des journalistes et des diplomates en poste à Harare. Un officier de la 4^e brigade, rencontré sur le terrain, nous montre sur une carte le lieu exact de l'accrochage : à mi-chemin entre le Limpopo et la rivière Nuanetsi, et à 5 kilomètres de la frontière mozambicaine. Le général Viljoen, commandant en chef de l'armée sud-africaine, ne pouvait nier l'incident. Il plaide l'innocence. Ses hommes, affirme-t-il, accomplissaient «apparemment une mission non autorisée» (le Monde daté 29-30 août).

Pretoria avait déjà utilisé l'expression voici un an lors de la malheureuse équipée des mercenaires sud-africains aux Seychelles. Rares sont les Zimbabweens, noirs ou blancs, qui prennent pour argent comptant cette explication trop commode. Selon de bonnes sources à Harare, le commando avait pour «mission» de frapper des atterrisseurs aéroportés au Zimbabwe, en vue d'accroître l'efficacité des actions de sabotage menées au Mozambique par le Mouvement national de résistance (R.N.M.).

A Harare, on monta quelque peu l'affaire en épingle. Le premier ministre, M. Mugabe, fustigea cette «agression flagrante et non provo-

quée». Il y vit une «nouvelle étape» dans le programme mis en œuvre par Pretoria pour «déstabiliser le Zimbabwe». Jusqu'alors, celui-ci soupçonnait son voisin, sans pouvoir fournir aucun indice, d'avoir en quelque part dans certains mauvais coups : destruction du dépôt de munitions d'Inkomo, assassinat du représentant au Zimbabwe du Congrès national africain (A.N.C.), attentat contre la base aérienne de Thornhill. En août, M. Mugabe a pu apporter, pour la première fois, la preuve matérielle que Pretoria organisait ou tout au moins «couvrait» des opérations militaires clandestines contre son pays.

Il trouva des alliés inattendus parmi les auteurs de ces basses œuvres. Certains ex-Rhodiens, fureux que leur nouvel employeur les déshonorât publiquement — ce qui a notamment pour effet de priver les familles des soldats tués au combat du droit à pension, — firent d'intéressantes révélations à des journalistes sud-africains, censurés par Pretoria mais reprises dans la presse de Harare. Leurs camarades morts au Zimbabwe, assurèrent-ils, étaient bien «en mission officielle». «On nous traite», observe l'un d'eux, «comme de la chair à canon». Ils précisèrent que le ministère de la défense abrite à Pretoria un «centre de déstabilisation» des pays de la région (1).

«Le Zimbabwe sera votre tombeau», lance M. Mugabe à ses voisins du sud. Cette fermeté de langage n'altère en rien son pragmatisme. La mission commerciale sud-africaine à Harare continue d'envoyer des vagues. La South African Airways fait paraître librement sa publicité dans la presse du Zimbabwe. M. Mugabe aide financièrement le SWAPO namibien mais exclut tout soutien militaire aux nationalistes noirs sud-africains de l'A.N.C. et du PAC (Pan African Congress). Il a mis une sourdine à ses attaques contre les «cinq mille mercenaires» recrutés parmi les anciens «auxiliaires» partisans de

l'évêque Muzorewa. Il n'a fait, ces derniers mois, qu'une seule allusion à cette «armée secrète» regroupée, selon lui, dans le camp de Phalaborwa, au nord Transvaal.

Une entreprise de déstabilisation ?

Il n'empêche que, pour M. Mugabe, l'enjeu de la stratégie sud-africaine est inchangé : faire capoter l'expérience multiraciale en cours au Zimbabwe afin de renforcer la légitimité du système d'apartheid. Le gouvernement de Pretoria mène-t-il contre le Zimbabwe une entreprise systématique de déstabilisation ? Un nombre croissant de dirigeants et d'hommes d'affaires en sont convaincus, tel ce haut fonctionnaire blanc, économiste de renom. «Il y a un an, dit-il, je croyais discerner une certaine ambivalence dans la politique sud-africaine à l'égard du Zimbabwe. Botha semblait hésiter sur la marche à suivre. A cette époque, je prêchais modération et compréhension auprès de mes milieux d'affaires. Je craignais de ne pas avoir été entendu. L'Afrique du Sud manifeste une hostilité grandissante envers notre pays. Elle use de tous les moyens de pression dont elle dispose.

Ce raidissement est perceptible dans de nombreux domaines. L'apui logistique apporté au R.N.M., en perturbant le trafic ferroviaire mozambicain, contribue à prolonger la dépendance du Zimbabwe à l'égard du réseau sud-africain. Les compagnies d'assurances refusent désormais de couvrir les risques encourus par les cargaisons transportées via le Mozambique ; 80 % des marchandises achetées et vendues par le Zimbabwe transitent dans les ports et les ports sud-africains. Seul l'approvisionnement pétrolier — d'importance stratégique — est vrai — échappe à cette dépendance, grâce à l'oléoduc Beira-Mutare. Le Zimbabwe reconstruit rapidement, dans ce domaine, ses stocks de sécurité.

«La politique alimentaire de Pretoria est agressive», note M. Denis Normand, ministre de l'Agriculture. Pour damer le pion au Zimbabwe, seul autre pays du continent exportateur de céréales, l'Afrique du Sud brade ses surplus de maïs. Prisonnier d'une politique des prix généreuse ayant stimulé la production, le Zimbabwe ne peut concurrencer son voisin. Résultat : d'importants marchés régionaux lui échappent. La Zambie, par exemple, achètera cette année 300 000 tonnes de maïs, pour l'essentiel d'Afrique du Sud.

Les quelque trente mille Zimbabweens noirs employés naguère en Afrique du Sud, notamment au fond des mines, sont rentrés chez eux, à la requête de Pretoria. Leurs contrats n'ont pas été renouvelés. En revanche, la main-d'œuvre des intérêts sud-africains sur les compagnies minières du Zimbabwe est intacte. Certains représentants des grands secteurs de l'industrie sud-africaine — sidérurgie, énergie — viennent à Harare pour «déboucher» la main-d'œuvre blanche qualifiée. Par le biais des petites annonces dans la presse locale ou lors de contacts téléphoniques, ils offrent aux cadres zimbabweens d'alléchantes conditions de recrutement outre-Limpopo.

L'Afrique du Sud demeure le principal client et le premier fournisseur du Zimbabwe, qui lui vend un tiers de ses produits manufacturés destinés à l'exportation. Après avoir retrouvé un point d'équilibre, les échanges bilatéraux sont de nouveau largement favorables à l'Afrique du Sud. Lors du premier semestre de 1982, le déficit de la balance com-

RÉUNI AU TOGO

Un colloque scientifique préconise la création d'une université C.E.E.-A.C.P.

De notre envoyé spécial

Lomé. — A l'initiative du Club d'Afrique de la Communauté économique européenne et de l'Association des universités africaines, a eu lieu récemment dans la capitale du Togo un colloque international sur «Les conventions de Lomé, fondements, applications, perspectives». C'est la première fois que se déroulaient de telles assises, auxquelles avaient été invitées plus d'une soixantaine d'universités d'Afrique et d'Europe.

La rencontre de Lomé avait un caractère réellement panafricain et ignorait les traditionnelles barrières linguistiques. C'est ainsi que la représentation des pays lusophones, dont l'Angola, et celle des Etats anglophones, du Lesotho au Malawi en passant par la Zambie, furent particulièrement remarquées.

La participation personnelle de M. Pisan, commissaire au développement de la Communauté économique européenne, alors en visite au Togo, donna un relief accru à la rencontre de Lomé. Lors de son allocution, M. Pisan dénonça les transferts de technologies «mal préparés, mal reçus, mal digérés, qui ont trop bien pénétré la réalité humaine à laquelle ils prétendaient apporter quelque réponse, et provoqué des gaspillages économiques considérables».

Le rapport général émet, en revanche, comme souvent en pareilles circonstances, une longue série de vœux pieux qui ont peu de chances d'être réellement entendus. Ce texte préconise, péle-mêle, une coopération accrue entre la Communauté économique européenne et la communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest, un renforcement de la coopération Sud-Sud et la création d'un impôt destiné à financer le développement. Il dénonce aussi la hausse des taux d'intérêt américains et exalte le développement autarcique. Il appelle à la lutte contre la détérioration des termes de l'échange. Bref, il reprend une longue série de thèmes qui ne peuvent réaliser que

l'unanimité au sein des représentants de l'A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sans pourtant faire sérieusement avancer le dialogue avec la C.E.E.

Parmi les propositions concrètes avancées par les organisateurs de la rencontre, en tête desquels M. Ampah Johnson, recteur de l'université du Bénin et fondateur du Club d'Afrique, figure la création d'une université C.E.E.-A.C.P. Cet organisme, pour la mise en place duquel est d'ores et déjà prévu un comité d'experts, devrait se consacrer surtout à la recherche appliquée et à la prospective. S'il venait à voir le jour, il donnerait à Lomé une dimension internationale supplémentaire et au Togo, qui a servi de cadre aux deux dernières négociations sur la convention d'association, un rôle accru au sein du groupe C.E.E.-A.C.P.

Le colloque a permis de constater que le bilan des premières années d'association était relativement décevant, mais que néanmoins tout le monde était d'accord à la fois pour en tirer les leçons et pour poursuivre le dialogue. Excepté en de rares circonstances, les participants évitèrent l'obstacle de la polémique, bien qu'à la surprise générale le représentant du PNUD se fût livré à une longue tirade traçant un parallélisme entre le génocide nazi et le paiement par la R.F.A. de réparations à l'Etat d'Israël, et les méfaits du colonialisme qui, selon lui, devraient impliquer paiement par la C.E.E. de réparations aux Etats A.C.P.

Les assises de Lomé représentent en tout cas une intéressante tentative pour combler le fossé qui existe entre le monde des affaires, caractérisé par son réalisme, les organisations internationales, souvent paralysées par des aspirations utopiques et les dirigeants politiques eux-mêmes — étant entendu que l'université est appelée à servir de lieu entre les uns et les autres.

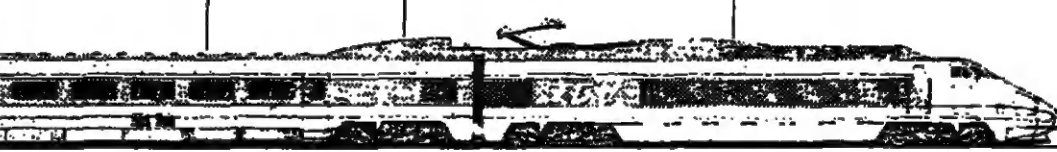
PHILIPPE DECREAENE.

(1) Ces propos ont été publiés par l'hébdomadaire de Harare Sunday Mail en date du 5 septembre.

Paris/Mâcon en 2h16* pour 161 F** en TGV.

Paris-Mâcon. Réservez inclus.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
238 F**	161 F**	123 F**	85 F**



* Meilleur temps de parcours en 1982 ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
• pellicules, dégratés, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (55.48-06-34) - Grenoble (76.49-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Limoges (55.34-15-20) - Lyon (7.839-06-76) - Marseille (91.48-29-97) - Mulhouse (88.45-80-88) - Nancy (8.332-91-98) - Nantes (40.48-74-57) - Reims (26.88-65-74) - Rennes (89.30-15-88) - Rouen (26.73-06-22) - Saint-Etienne (77.39-10-76) - Toulon (94.93-55-30) - Toulouse (61.23-29-84).

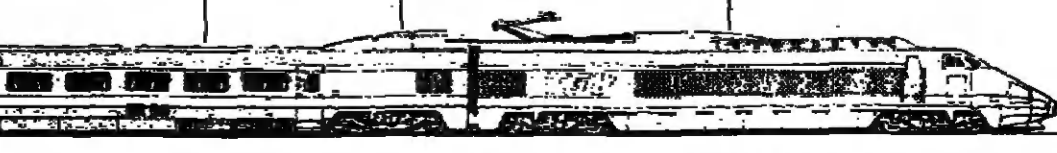
Pour les centres agréés, nous fournissons nous-mêmes nos comparables PROTHÈSES DE CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main dans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

Paris/Chambéry en 4h00* pour 205 F** en TGV.

Paris-Chambéry. Réservez inclus.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
303 F**	205 F**	156 F**	107 F**



* Meilleur temps de parcours en 1982 ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

POUVOIRS

1982 23

L'impôt

conceptions politiques
batailles historiques
le rôle du Parlement
l'impôt sur les grandes fortunes
empêcher une réforme
l'impôt local
l'arme fiscale tactique
jusqu'où prélever ?
comment prélever ?
supprimer l'impôt direct
dossier : les inégalités, la fraude, l'administration

Publié avec le concours du C.N.R.S.

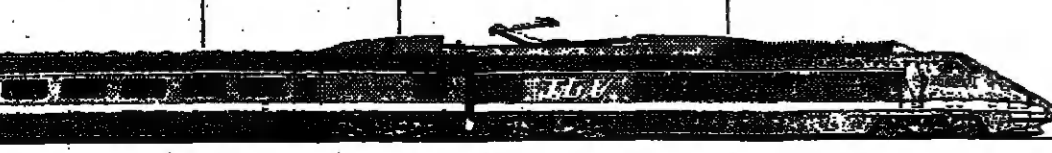
pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Paris/Valence en 3h30* pour 218 F** en TGV.

Paris-Valence. Réservez inclus.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, Vermeil	
1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e
322 F**	218 F**	165 F**	113 F**



* Meilleur temps de parcours en 1982 ** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A LA RÉUNION

M. Mauroy : La solidarité nationale doit s'exprimer en priorité en faveur des « oubliés du progrès »

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Au sens figuré, comme au sens propre, le « message » gouvernemental que M. Pierre Mauroy était venu délivrer à la population de la Réunion a eu parfois quelque peine à « passer ». La presse locale d'opposition, qui ne fait pas dans la nuance, a surtout retenu que le premier ministre avait choisi d'ouvrir la campagne pour les élections régionales au Fort communal du secrétaire général du parti communiste réunionnais (P.C.R.), M. Paul Vergès, auquel il avait rendu un hommage public en le qualifiant d'« excellent maire ».

« Mauroy-Vergès, c'est le même combat », titrait, samedi, le *Journal de l'île de la Réunion* dénonçant à la une l'« attitude partisane » et « scandaleuse » du chef du gouvernement. En page intérieure, ce quotidien anti-socialiste résumait d'un titre lapidaire, sur huit colonnes, les orientations générales exposées la veille par M. Mauroy devant les élus locaux : « La régression économique est à nos portes ».

A la télévision aussi les explications du premier ministre ont buté sur un problème de communication. La veille de son départ M. Mauroy était l'invité de FR 3. Il devait répondre, en direct, à partir de 20 h 30, aux questions de plusieurs journalistes locaux. Cette émission venait à peine de commencer quand il y eut une panne de courant de dix minutes environ à Saint-Denis et de près d'une demi-heure dans les autres régions. L'émission ne pouvait être réalisée en direct. Elle a été diffusée le lendemain.

Cet incident a paru très suspect au premier ministre et son entourage, d'autant plus que le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, avait été victime, il y a quelque temps, d'une mésaventure analogue. La direction d'E.D.F. a expliqué que la panne était due à la défaillance d'un relais électronique. M. Mauroy a demandé au préfet d'établir un rapport. « Je vois bien que la voix gouvernementale éprouve quelque difficulté à se frayer un chemin », a-t-il souligné, samedi matin 11 décembre, au cours d'une allocution prononcée à Saint-Benoît.

« Sabotage », ont alors crié les militants socialistes rassemblés devant l'hôtel de ville. Ces militants, au nombre d'une centaine, ont rendu inaudible, par leurs cris, le discours du maire, M. David Moreau (R.P.R.), qui avait accueilli le chef du gouvernement. Cette manifestation n'était pas inattendue, pourtant, puisque la visite de M. Mauroy à Saint-Benoît avait surtout pour objectif d'appuyer la candidature du premier secrétaire de la Fédération socialiste, M. Jean-Claude Fruteau, qui briguera, en mars prochain, le siège de M. Moreau.

L'engagement de Cilaos

En dépit des invitations au silence lancées avec force gestes par M. Fruteau et par M. Emmanuelli, les militants du P.S. ne se sont pas laissés impressionner. M. Mauroy leur a pris la parole. M. Mauroy leur a demandé de faire preuve de tolérance à l'égard des élus de l'opposition, puis il a repris une dernière fois les thèmes qu'il avait développés au cours de sa visite : « Il serait regrettable que l'on ne retienne que cette phrase : la Réunion, c'est la France. Il faut notamment déclarer, le message que le statut venu apporter est beaucoup plus riche. Il s'appelle démocratie, justice sociale, solidarité nationale, développement économique et renouveau culturel. »

M. Mauroy a été acclamé par les militants du P.S. quand il a évoqué l'évolution du S.M.C. dans les départements d'outre-mer : « Pour que la Réunion soit vraiment la France, il faut que le salaire payé aux plus

pauvres soit égal au salaire métropolitain ».

Auparavant, le premier ministre avait survolé l'île en hélicoptère, jusqu'au cratère du piton de la Fournaise, et rendu visite à la population du cirque de Cilaos, le plus beau et le plus impressionnant du département.

Dans ce petit village entouré d'apics vertigineux, il avait reçu un accueil moins militant, malgré la présence de deux banderoles — l'une du P.S., l'autre du P.C.R. — mais très amical. Devant une partie des habitants du cirque et les enfants des écoles arborant de petits drapeaux tricolores, le maire, M. Irénée Accot (sans étiquette), avait plaidé en faveur de sa commune, la plus pauvre de l'île, avec beaucoup de conviction et de simplicité, n'hésitant pas à interrompre de temps en temps son allocution de bienvenue pour quelques apartés avec M. Mauroy au sujet de la qualité des lentilles locales ou de l'inconvénient d'utiliser le terrain de football pour l'atterrissage des hélicoptères desservant les lieux.

Conquis par cette forte personnalité et par « ce coin si sympathique », le premier ministre a affirmé que « si la solidarité nationale doit s'exprimer, c'est bien, en priorité, en faveur de ces « oubliés du progrès », dont font partie les citoyens de Cilaos et leurs voisins, encore plus déshérités, du cirque de Mafate, où l'on n'accède qu'à pied ou en hélicoptère. M. Mauroy a pris l'engagement solennel d'y veiller personnellement. Il a souligné, en particulier, que le plan d'aménagement des hauts de l'île, engagé en 1976, « ne sera pas abandonné ». Ce matin-là, entre le chef du gouvernement et la population de Cilaos, le « courant » est « passé ».

ALAIN ROLLAT.

Le Sénat repousse à l'unanimité le projet de loi de finances pour 1983 réduit par sa majorité à « l'état de squelette »

Par 185 voix contre zéro et 8 abstentions (110 sénateurs n'ayant pas pris part au vote) le Sénat a repoussé, dimanche 12 décembre à 4 heures du matin, l'ensemble de la loi de finances pour 1983. Ainsi, il ne s'est trouvé aucun sénateur pour approuver un budget que la majorité de cette assemblée avait mis, selon l'expression de M. Fabius en « suréquilibre de 147 milliards », mais à quel prix : en le rédui-

Les sénateurs avaient auparavant adopté une partie des crédits de la recherche et de l'industrie dont l'examen avait commencé la veille (le Monde daté 12-13 décembre), repoussant néanmoins plusieurs titres de ce budget, notamment les crédits de l'aide à la recherche.

Il s'agissait aussi voté le budget de M. Laumière, dont les rapporteurs étaient MM. Manet (P.S., Dordogne) et Ehlers (P.C., Nord), non sans avoir au préalable amputé ce budget des crédits destinés à créer une cellule de recherche en matière de consommation.

Présentant ses crédits, en croissance de 20 %, M. Laumière, ministre de la consommation, avait indiqué que l'un de ses « grands soucis » était l'accès des associations à la justice : « Les litiges se multiplient, avait-il notamment déclaré, nous en arrivons presque à une situation de déni de justice ».

Le Sénat examine ensuite les articles qui ont été « réservés » au cours de la discussion. Il repousse, sur proposition de M. Fosset (Un. centr., Hauts-de-Seine), le dispositif financier destiné à acquiescer le surcoût du gaz algérien mais adopte plusieurs amendements gouvernementaux ayant pour objet de favoriser l'épargne investie en actions.

Il adopte aussi un amendement de l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Monory (Un. centr., Haute-Vienne), qui vise à étendre le nouveau régime d'« incitation fiscale à l'investissement », à des entreprises qui veulent investir mais ne le peuvent, faute de remplir la condition d'effectifs. Un amendement de M. Fosset est adopté, qui

sant au cours des semaines, à l'état de squelette. (Onze budgets avaient été totalement rejetés, et douze sérieusement amputés de leurs crédits.)

La fin du débat a été marquée par un véritable réquisitoire du ministre du budget qui a reproché à la majorité sénatoriale son attitude négative.

renforce le contrôle parlementaire des fonds publics versés aux associations qui reçoivent plus de 100 000 francs de subventions.

Une discussion confuse s'engage, autour de minuit, à propos d'un amendement gouvernemental, sous amendé par plusieurs sénateurs, et qui tend à modifier les règles d'attribution aux collectivités locales du produit du « versement pour dépassement du plafond légal de densité » (P.L.D.). Après plusieurs suspensions de séance, l'amendement sous amendé est adopté par 153 voix contre 44. Il supprime notamment le prélèvement sur le produit de la taxe de dépassement du P.L.D.

M. Fabius : « Une certaine déception »

Avant les explications de vote, M. Fabius déclare ne pouvoir « cacher une certaine déception ».

« On demande aux Français beaucoup d'efforts, souligne-t-il, or la majorité sénatoriale a émis des votes qui posent problème. Elle a supprimé la déduction des frais de garde pour les couples dont les deux conjoints travaillent. Elle a refusé la tranche d'imposition à 65 % que le général de Gaulle avait instituée, d'autres temps difficiles. Elle a refusé de taxer les sociétés ayant leur siège dans des paradis fiscaux. Pour éviter de supprimer le privilège des bouillottes de cru, elle a surtaxé la vignette automobile. Elle a rejeté l'amendement accordant la capacité fiscale à la femme mariée. Elle a supprimé le nouveau système d'aide à l'investissement, la possibilité pour les commerçants et artisans assujettis au réel simplifié d'opter pour le réel super-simplifié ».

« Déception aussi devant une attitude générale qui n'a pas toujours été empreinte du plus grand sérieux. La majorité a supprimé les crédits de fonctionnement de l'environnement, de la santé, du Plan et de l'aménagement du territoire ; les mesures nouvelles de la santé et de l'éducation nationale ; les crédits d'équipement des transports ; les nouvelles mesures pour la défense

nationale du pays (vives protestations à droite), la justice, la mer, les services diplomatiques et les départements et territoires d'outre-mer (bruit à droite), enfin, l'ensemble des crédits pour le BAPSA, annulant du même coup l'ensemble des mesures sociales pour les agriculteurs et la totalité du budget des P.T.T.

« Le budget — mérite-t-il encore ce nom — est en suréquilibre de 147 milliards (...). Vous avez amputé de 350 milliards les moyens des ministères, ce qui correspond à une diminution de 3 points de la croissance.

« Vous avez adopté l'aide judiciaire mais refusé les crédits de la justice qui permettent de la financer.

« Vous avez voté les recettes des P.T.T. mais non les dépenses ; comment pourrions-nous disposer du produit de la vente des timbres-poste sans avoir des postiers pour les vendre ? (...) Vous avez refusé toute aide à l'installation des jeunes agriculteurs — il faudra que ce soit connu — l'I.V.D., les offices par produits. Les agriculteurs apprécieront (...). En refusant tout crédit pour les transports, vous supprimez toute possibilité de réalisations nouvelles pour les autoroutes, les lignes nouvelles, les ports. Dans vos départements, on appréciera encore ».

M. Pintat (R.I., Gironde) : « Vous les votez, vous, les budgets ? »

M. Romani (R.P.R., Paris), s'adressant aussi au ministre : « Vous n'avez pas voté un budget pendant vingt ans ! »

Une guerre de tranchées

M. Pelletier (Aisne), président du groupe de la Gauche démocratique, déclare : « Je ne veux pas une guerre de tranchées qui a déjà fait beaucoup de mal au pays ». Il souligne que les responsabilités sont partagées, mais demande à la majorité gouvernementale d'être moins « impérialiste ».

M. Vallin (Rhône), au nom du

groupe communiste, accuse la majorité sénatoriale de défendre « les copains et les coquins » et affirme que cette majorité a « dévoilé son vrai visage ».

P. Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe R.P.R., déclare notamment : « Nous sommes opposés à la philosophie étatique du gouvernement. Nous prenons date pour l'avenir ».

M. Taittinger (Paris), au nom des R.I., se dit surpris par la passion du ministre du budget qui doit savoir ce que c'est que d'être dans l'opposition : « Nous sommes conduits, déclare-t-il, à refuser toute avancée idéologique qui ne correspond pas à un progrès social ».

M. Duffaut (P.S., Vaucluse), déplore que le Sénat « paraisse se transformer en organe de combat politique ». Dans une situation de « guerre économique », il aurait souhaité plus de solidarité.

M. Chauvin (Val-d'Oise), président du groupe de l'Union centriste, critique les conditions du débat budgétaire et les méthodes du gouvernement qui, dit-il, ne sont pas « crédibles ». « Vous extravezagiez de 1981 », conclut M. Chauvin, « ont créé une situation dramatique. En refusant de voter ce budget, mon groupe appelle l'opinion à mesurer les risques que vous faites courir au pays ».

M. Béranger (Yvelines), pour les radicaux de gauche, dénonce la « tactique d'obstruction » de la majorité sénatoriale qui refuse de reconnaître les résultats probants obtenus par le gouvernement. « Nous ne prendrons pas part au vote », déclare-t-il, « sur un squelette budgétaire ».

M. Perrein (P.S., Val-d'Oise), accuse à son tour la majorité sénatoriale d'avoir « mis en pièces un budget qui allait dans le bon sens ». Derniers orateurs, MM. Moutet (Pyrénées-Atlantiques) et Girod (Aisne), tous les deux membres de la Gauche démocratique, interviennent avant le scrutin pour dire qu'ils ne voteront pas le budget.

A. G.

Deux élections cantonales

ARDENNES : canton de Givet (1^{er} tour). Inscr., 9 328 ; vot., 5 174 ; suffr. expr., 5 065. M. Pierre Tassin, R.P.R., sout. U.D.F., 2 690, E.L.U., André Majewski, P.C., 970 ; Alain Lambert, anticlérical, 755 ; Marc Stevenin, P.S., 650.

[L'élection cantonale de mars 1982 avait été annulée le 11 mai dernier par le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, sur la requête de M. Alain Lambert, candidat anticlérical, parce qu'elle avait été perturbée par un vol d'urnes effectué par un commando de spécialistes de l'Inde de La Chiers.]

Lors du premier tour de scrutin, le candidat de l'opposition, André Bertrand, R.P.R., soutenu par F.U.D.F., avait obtenu 2 183 voix ; MM. Majewski, 1 251 ; Bouchet, P.S., 1 033 ; Lambert, 898, et Ehling, mod., 544 pour 5 909 suffrages exprimés. André Bertrand avait été élu au second tour avec 3 026 voix devant le candidat communiste, qui en avait obtenu 2 938 pour 5 964 suffrages exprimés.

Après le décès d'André Bertrand en octobre dernier, M. Tassin était élu le 12 décembre le candidat unique de l'opposition. Il est arrivé en tête dans les douze communes du canton, notamment à Chozy, où une seconde élection municipale d'implantation, et à Vieux-Moulins, où l'usine sidérurgique de La Chiers formera bientôt ses portes. Le candidat du P.S., qui était arrivé en troisième position lors du précédent scrutin, est devancé cette fois par le candidat anticlérical.

PYRÉNÉES ORIENTALES : canton de Thuir (1^{er} tour). Inscr., 11 257 ; vot., 6 366 ; suffr. expr., 6 148. MM. Pierre Mose, div. dr., 1 968 ; René Olive, P.S., 1 770 ; M. Marie-José Pastor, P.C., 1 271 ; MM. Marcel Capdet, div. g., 469 ; René Payre, div. opp., 429 ; Joachim Mounaux, 149, et Juste Montagut, écologiste, 92. Il y a ballottage.

[Il s'agit d'un pourcentage au remplacement de Léon-Jean Gregory, mod., décédé le 23 octobre dernier, qui était également sénateur des Pyrénées-Orientales et maire de Thuir.]

Lors du scrutin de mars 1979, Léon-Jean Gregory avait recueilli au premier tour, 3 040 voix ; M. Pastor, 1 897 ; M. Olive, 1 557 et M. Vignat, P.S.U., 237. Léon-Jean Gregory avait été réélu au second tour avec 4 285 voix contre 3 660 à M. Pastor, pour 7 945 suffrages exprimés et 11 525 inscrits.]

A NICE

MM. Defferre et Médecin scellent leurs retrouvailles

Sur l'invitation de M. Jacques Médecin, député (apparenté R.P.R.) et maire de Nice, président du conseil général des Alpes-Maritimes, M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a inauguré, le samedi 11 décembre à Nice, le nouveau centre administratif du département qui abrite, depuis plus d'un an, l'ensemble des services de la préfecture, de l'État et du conseil général.

Au delà de son aspect officiel, cette visite de M. Defferre sur les « terres » du maire de Nice était un petit événement politique. Il y a plus de dix ans que l'actuel ministre de l'Intérieur n'avait pas été l'hôte de M. Médecin dans la ville, en tant que premier président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, combattant les velléités « sécessionnistes ».

De notre correspondant régional

Nice. — Aux côtés de M. Jacques Médecin et du préfet des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertini, tout l'aréopage politique et économique du département était présent pour accueillir le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. M. Defferre était accompagné de l'actuel président de la région, M. Michel Pezet (P.S.), qui a été l'artisan actif du rapprochement entre les élus « nicotais » et la métropole marseillaise. Le ministre s'est montré fort courtois à l'égard du maire de Nice auquel il a notamment décerné un brevet de « décentralisateur » en se félicitant des conditions dans lesquelles « sa » loi a été mise en œuvre dans le département.

« Nous nous sommes opposés bien des fois non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan régional », a déclaré M. Defferre. Vous êtes le maire de Nice. Vous avez voulu avoir votre région. J'ai combattu vos projets, mais votre ambition était normale. Si j'avais été le maire de Nice et vous le maire de Marseille, j'aurais été le demandeur et vous celui qui aurait résisté. Mais je suis obligé de dire que, dans les Alpes-Maritimes, malgré des oppositions que l'on présente toujours comme des oppositions de personnes et qui ne sont que des oppositions de conceptions et d'idées, les choses se sont très bien passées ».

En gage de sa « bonne volonté », le ministre a annoncé qu'il avait obtenu « à titre tout à fait exceptionnel » une rallonge de crédits de 14 millions de francs de la Caisse

des dépôts et consignations pour permettre des travaux complémentaires de surélévation du bâtiment du Conseil général. Interrogé sur le dossier des casinos, M. Defferre a d'autre part indiqué qu'il souhaitait résoudre, dans les meilleurs délais, le problème du Ruhl fermé depuis janvier dernier. La Commission nationale supérieure des jeux pourrait se réunir prochainement en dehors de ses séances habituelles pour statuer sur la demande d'autorisation d'exploitation déposée par la Société européenne d'expansion commerciale et industrielle (S.E.C.I.).

Deux conditions ont été exigées de cette société : d'une part, qu'elle porte son capital de 1,5 à 10 millions de francs au moins, avec toutes les garanties de transparence dans l'apport des fonds, et d'autre part, qu'une personnalité de l'ancienne société d'exploitation ne siège dans son conseil d'administration ou ne participe directement ou indirectement à la gestion de l'établissement.

Saluées par M. Pezet comme un « épisode significatif et important », ces retrouvailles n'auront pas cependant incité M. Médecin à oublier ses anciennes revendications. « Je ne peux pas me plaindre de ce que M. Defferre soit allé dans le sens de ce que j'ai toujours préconisé, c'est-à-dire, l'indépendance des élus locaux », déclarait-il, au terme de la manifestation. « Mais je continuerai à me battre pour une région Cote d'Azur ».

GUY PORTE.

ipesup sciences-po
1^{ère} classe préparatoire
aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation
aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30

entrée en A.P. et
entrée directe en 2^e année
Préparation
en cours du soir
à partir de février
Stage intensif d'été

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

CETTE SEMAINE DANS
jeune
afrique

LES SOLDATS DE MITTERRAND EN AFRIQUE

ZAIRE LES EXIGENCES ISRAËLIENNES

Au même sommaire
Un reportage de Jean-Pierre N'Diaye
« Retour au Sénégal »

jeune
afrique
51, avenue des Terres
B.P. 250
75827 PARIS Cedex

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS
Envoyer 40 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

GRAND LORY P.T.L.E.
M. Stoléru : Le réform
est la révolution ni la r

Sondages à la lyon

PARIS TOURS

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. Stoléru : Le réformisme n'est ni la révolution ni la résignation

M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat aux travaux publics, membre du bureau politique du P.R., qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » dimanche 12 décembre, a déclaré à propos du rôle de l'opposition :

« Il ne peut y avoir aujourd'hui d'opposition systématique à la politique de François Mitterrand. (...) Une telle attitude d'opposition ne serait pas digne d'hommes politiques qui ont eux-mêmes gouverné (...) Je m'efforce de faire prévaloir le courant réformiste. (...) Le réformisme n'est ni la révolution ni la résignation. (...) Il constitue la meilleure solution, car il reconnaît que l'on peut avoir une attitude réformatrice sans pour autant faire preuve de complaisance. (...) »

M. Stoléru, qui se situe « dans l'opposition totale et sans état d'âme », a ajouté : « Je ne crois pas que la France puisse se payer tous les sept ans une tragédie grecque sous le titre : « Moi ou le chaos ». (...) L'alternance bénéficiera demain à ceux qui montrent leur volonté et leur capacité de concilier les Français avec eux-mêmes. (...) »

Il a estimé que le « problème du socialisme actuellement résolu du fait qu'il a le pouvoir, mais sans savoir et sans prévoir ».

A propos du chômage, l'ancien secrétaire d'Etat a précisé : « On assiste en ce moment à ce phénomène mesquin du trafic des statistiques. M. Le Garrec a retiré des statistiques des demandeurs d'emploi les jeunes en formation. Aussi, quand on compare les chiffres du chômage d'octobre 1982 et ceux d'octobre 1981, il faut retirer de cette dernière date les jeunes en formation qui faisaient alors partie des demandeurs d'emploi. Compte tenu de ces 150 000 jeunes en formation, le chômage n'a pas augmenté de 9 % en un an, comme on le dit, mais de 17 %. Il y a donc accélération et non ralentissement du chômage. Je demande au gouvernement d'avoir l'honnêteté scientifique de publier toutes les modifications statistiques relatives aux demandeurs d'emploi, qui ont été effectuées depuis le 10 mai 1981 de façon qu'on puisse

comparer des choses comparables. Avec la présentation statistique de 1981, il y a aujourd'hui 2 150 000 chômeurs et non 2 millions » (1).

Abordant le problème de l'inflation, M. Stoléru a affirmé : « Je ne peux pas accepter la fausseté qu'on joue aux Français sur le thème : « corico, on a gagné ! ». M. Barre faisait 12 ou 13 % d'inflation, nous, nous ne faisons que 10 %. Nous sommes meilleurs que M. Barre (...). C'est totalement faux. M. Barre faisait 12,5 % d'inflation au moment où le monde entier faisait 11 %, c'est-à-dire qu'il faisait environ 1 point de plus. M. Mauroy fait aujourd'hui 10 % d'inflation à une époque où le taux d'inflation est de 8 % dans le monde entier, c'est-à-dire qu'il fait 2 points de plus que les autres. Il est donc en train de perdre la bataille de l'inflation et non de la gagner. » (2).

(1) Au ministère de l'emploi, on apporte un démenti aux propos de M. Stoléru. Les jeunes bénéficiaires de stages de formation ont, selon « une pratique constante », été retirés des statistiques de demandeurs d'emploi en octobre 1981, comme en octobre 1982. En revanche, ajoute-t-on, les chômeurs de longue durée, qui ont bénéficié de stages (environ 15 000 en octobre 1982) ont été maintenus dans les statistiques de demandeurs d'emploi.

(2) En mai 1981, le taux annuel d'inflation était de 10,4 % en moyenne pour la totalité des pays de l'O.C.D.E. de 12,4 % pour les pays européens de l'O.C.D.E. et de 11,2 % pour les seuls pays de la C.E.E. Pour la France, le taux annuel d'inflation était de 12,7 %. Les statistiques de l'INSEE montrent d'autre part, que le différentiel d'inflation s'est fortement et rapidement accru à partir de la mi-81 entre la France et ses principaux partenaires, passant de 3 % l'été dernier à 6 % en mai 1982. Mais cet écart s'est rapidement et fortement réduit avec le blocage des prix et des revenus décidé en juin 1982, revenant à 2,1 % en octobre 1982. L'expérience de ces vingt dernières années prouve que, lorsque l'inflation s'accroît dans le monde, l'écart d'inflation France-pays industrialisés se réduit. L'écart grandit au contraire quand le taux d'inflation se ralentit dans le monde.

AU CONSEIL NATIONAL DES JEUNES GISCARDIENS

M. Gérard : Mitterrand, c'est comme E.T., il plane à trente millions d'années-lumière

Le Mouvement des jeunes giscardiens a réuni son conseil national, dimanche 12 décembre à Charenton (Val-de-Marne). Les quelque deux cents jeunes responsables présents ont procédé à un bilan des activités de leur mouvement durant ces trois derniers mois et ont mis au point un plan d'action pour les élections de mars 1983. Ils ont notamment élaboré un avant-projet de manifeste municipal, qui, enrichi de nouvelles propositions, devrait être adopté, le 30 janvier, lors de la convention nationale du M.J.G. à laquelle participera M. Valéry Giscard d'Estaing.

Depuis leur réunion de septembre à La Plagne (Haute-Savoie), les jeunes giscardiens se sont efforcés de renforcer leur présence sur le terrain. Après l'intervention télévisée de l'ancien président de la République, le 16 septembre, ils ont notamment lancé une campagne d'affichage sur le thème : « Cela marche mal, c'est socialiste ! »

Dans les écoles, ils ont présenté les « dix chartes lycéennes » qui regroupent leurs propositions en matière d'éducation. Dimanche, ils ont appelé au boycottage de la deuxième consultation organisée, lundi 13 décembre, par le ministre de l'Éducation nationale. Selon eux, cette consultation est « inutile, truquée et arbitraire ».

Pour renforcer de la même façon leur audience dans les universités, les jeunes giscardiens ont organisé des sessions de formation de candidats aux élections universitaires et ont apporté leur soutien aux listes du C.E.L.F. (Collectif des étudiants libéraux de France).

Ils se sont félicités des contacts pris avec le gouvernement des émirats arabes unis à l'occasion de la visite d'une délégation de leur mouvement à Abou-Dhabi. Leur participation au congrès des jeunes libéraux ouest-allemands à Dusseldorf, en octobre, les incite à développer une plus grande coopération. Ils ont le projet d'organiser, au mois de mai à Berlin-Ouest, un campus franco-allemand sur les « grands problèmes européens ».

Les jeunes giscardiens, qui avaient pu déplorer lors de leur camp de formation, tentent d'y remédier en multipliant les réunions de formation. Ils éditent un mensuel *Point de mire*, qui, diffusé à 20 000 exemplaires, est à son troisième numéro.

Ils entendent participer de manière active aux élections municipales et figurer sur les listes d'opposition. A cette fin, ils ont mis au point un programme d'action : durant le mois de janvier, ils vont

entreprendre une « vaste consultation » auprès des jeunes, des associations et des élus, à partir de leur avant-projet municipal qui sera « discuté, amendé et complété ».

Après leur convention nationale du 30 janvier, ils rendront publique leur « charte » et soumettront leurs propositions aux candidats de l'opposition.

M. Jacques Dominati, qui était dimanche leur invité, a évoqué les élections municipales notamment dans la capitale : « La majorité, a-t-il souligné, n'a aucune chance de diviser l'opposition à Paris. (...) Il a rappelé l'importance des élections municipales en affirmant qu'une « telle bataille » se gagne aussi avec une « organisation ».

« Notre organisation dans l'opposition, c'est l'union », a-t-il précisé, avant de regretter que « l'U.D.F. se comporte un peu comme le conseil de l'ONU : elle manque de dynamisme ».

M. Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes giscardiens, a déclaré, dans son discours de clôture : « Nous bloquerons partout le socialisme aux portes de nos cités. Nous le ferons, car nous savons, au terme de cette année, que l'espoir commence à revenir dans le camp de l'opposition. D'abord, parce que l'opposition parvient à s'organiser. Notre grande joie, à nous, c'est que, aujourd'hui, chacun admet que l'opposition a besoin de toutes les compétences et que, naturellement, elle a besoin de Giscard (...) Nous savons que cette présence de Giscard, de devant de la scène politique, ne plait pas à M. Mitterrand. Entre deux voyages, il a été mis au courant (...) Mitterrand, c'est comme E.T. : il a peur, il est seul et il plane à trente millions d'années-lumière de chez lui... » M. Patrick Gérard a proposé un triple objectif aux jeunes giscardiens : « Exister, tant au niveau des listes municipales que des idées, proposer et militer, à fond, loyalement derrière les candidats aux élections municipales. »

LES JEUNES DU M.R.G. RÉAFFIRMENT LEUR ATTACHEMENT A LA GAUCHE

Le Mouvement des jeunes radicaux de gauche a tenu son congrès national les 11 et 12 décembre, à Créteil (Val-de-Marne). Au cours de ces deux journées, des commissions ont travaillé sur divers dossiers : réforme de l'enseignement supérieur, formation professionnelle, service national, les jeunes et la vie municipale, questions internationales.

Des représentants des jeunesse socialistes et des jeunesse communistes étaient présents, ainsi que ceux de divers mouvements européens : Allemands, Ecossais, Néerlandais, Italiens.

Le M.J.R.G. a réaffirmé son attachement à la gauche, rejetant tout recours à une quelconque troisième force. Il a demandé une réduction à six mois du service militaire en liaison avec la liberté d'expression. Il s'est prononcé en faveur d'un référendum d'initiative populaire et s'est fait le défenseur des minorités, notamment des minorités sexuelles. Il envisage enfin de provoquer une réunion avec d'autres mouvements européens de même sensibilité, pour se pencher sur l'environnement et éventuellement dresser un bilan écologique.

Ce congrès statutaire, qui se tient tous les deux ans, avait aussi pour objectif d'élire les quinze membres du bureau. Cette élection s'est effectuée au cours d'un débat houleux. Alors que le samedi soir il semblait que les participants se soient mis d'accord sur dix membres de province et cinq de Paris, le dimanche, onze de Paris et quatre de province étaient élus.

Certains des anciens dirigeants, abandonnant toute fonction, repartaient « à la base ». Le dimanche après-midi, à l'issue du congrès, le nouveau bureau a réuni M. Bruno Martin, président sortant. Celui-ci a déclaré que le règlement intérieur serait revu, afin d'associer plus étroitement les fédérations de province, qui craignent que les Parisiens ne trahissent les postes.

F. G.

■ La « fête de l'unité », organisée par le P.C.F., les 11 et 12 décembre, à Brest, a réuni entre douze mille et quinze mille personnes, selon les organisateurs. M. Louis Aminot, membre du secrétariat de la fédération communiste du Finistère-Nord, a déclaré : « Nous récupérons, aujourd'hui, les déçus du socialisme ». — (Corresp.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Sondages à la lyonnaise

De notre correspondant régional

Lyon. — La cuisine (électorale) propose un nouveau plat au menu (politique) : les sondages à la lyonnaise. La recette est simple. Prendre un échantillon primaire, mélanger les deux composantes (au choix : 25 % de R.P.R. et 30 % d'U.D.F. et socialistes, ou inversement) en ajoutant, selon votre humeur, un soupçon de démagogie ou une brassée de promesses. Lier le tout avec un échantillon représentatif du milieu ambiant. Battre au fouet en respectant bien un mouvement circulaire de la droite vers la droite. Votre « sondage à la lyonnaise » est prêt. Servir soufflé (c'est-à-dire révélation) au réchauffé, s'adresser à M. Michel Noir, député R.P.R., à propos d'un sondage publié dans la presse locale du vendredi 10 décembre (...), six semaines après sa réalisation (1). Entre la publication des résultats et l'enquête se situe un « détail » politique : la rupture entre les deux tendances de la droite municipale au pouvoir. Ici, les résultats sont évidemment favorables au R.P.R. : 36 % des sondés préféreraient (s'ils avaient le choix) M. Michel Noir, contre 31 % qui choisiraient M. Françoise Collob.

Autre question dont la divulgation est tout à fait inédite : « Lequel des deux a le bon goût pour être maire de Lyon en 1983 ? » M. Noir (trente-neuf ans) gagne haut la main devant M. Collob (soixante-deux ans).

Une autre enquête (2) donne M. Collob gagnant. Mais la question posée ne manque pas de saveur : « Entre les trois candidats actuels de l'opposition à quel, du fond de vous-même, pensez-vous qu'il serait le meilleur maire ? » M. Raymond Barre obtient 16 %, un bon score pour un homme qui n'est pas candidat. M. Noir 23 % et M. Collob 39 %. 37 % des personnes de gauche interrogées ont refusé de se prononcer.

Les deux sondages font totalement l'impression sur la gauche. Elle n'est certes pas favorable, mais une telle mise à l'écart est étonnante.

CLAUDE RÉGENT.

(1) Réalisé par la Sofres du 23 au 25 octobre sur un échantillon représentatif de six cents Lyonnais de dix-huit ans et plus.

(2) Réalisé du 1^{er} au 7 décembre par l'Ifres, pour le journal *l'Economiste*, auprès d'un échantillon de huit cent une personnes représentatives de l'électorat lyonnais.

■ M. Jacques Dominati, député (P.R.) de Paris, chargé des négociations municipales dans la majorité au nom de l'U.D.F., devait rencontrer lundi 13 décembre M. Jacques Chirac. De son côté, M. Roger Chénouard (U.D.F.-P.R.), auquel il a été proposé de figurer en deuxième position sur la liste de M. Alain Juppé (R.P.R.), dans le dix-huitième arrondissement de Paris, dont il deviendrait le maire, devait faire connaître sa réponse mardi 14 décembre.

■ M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., qui participait dans la banlieue lyonnaise à une session de formation des candidats aux élections municipales, le 11 décembre, a déclaré : « Nous serons les candidats de l'opposition et surtout pas les candidats d'un parti giscardien. » M. Méhaignerie s'est félicité du mode de scrutin proportionnel retenu par le gouvernement : « C'est en effet pour nous le meilleur moyen de relancer le militantisme et de former des dirigeants. Nous voulons travailler sur le terrain et inscrire notre action dans la durée. Le plus important est de gagner la bataille des idées et non celle des hommes », a-t-il expliqué.

LE TROISIÈME CONGRÈS DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

M. Renouvin dénonce « les finalités illusoires » d'un système industriel secrètement totalitaire

Au cours de son troisième congrès réuni le samedi 11 et dimanche 12 décembre à Paris, la Nouvelle Action royaliste, que dirige M. Bertrand Renouvin, a approuvé quatre motions sur la politique industrielle de la France, sur sa politique culturelle, sur les institutions de la V^e République et sur le Proche-Orient. Elle a adopté une déclaration de politique générale qui résume ses positions dans ces quatre domaines.

Dans cette déclaration, la Nouvelle Action royaliste, qui apporte son « soutien critique » au président

de la République, déclare notamment : « Le président de la République n'a cessé d'affirmer, dans l'exercice du pouvoir qui lui a été confié, le souci de l'unité de la nation française (...). Cependant, la N.A.R. s'inquiète de la puissance du parti dominant qui fait peser une menace constante sur l'indépendance du pouvoir. Elle déplore que le débat politique demeure prisonnier d'une logique de guerre civile qui tend à séparer la nation en deux camps irréconciliables (...). Elle espère que le pouvoir aura la force de résister aux divers groupes de pression qui menacent son autonomie de décision sur le plan militaire, dans le domaine économique et social comme en matière de liberté d'enseignement. (...) Si la N.A.R. se félicite de la politique étrangère d'indépendance et de coopération qui est actuellement affirmée par le président de la République », elle « regrette » que dans le domaine de la politique industrielle « la cohérence du projet tarde à se traduire dans les actes » (...). La N.A.R. insiste notamment sur « la nécessité de repenser la politique et de remettre en cause les finalités illusoires d'un système industriel secrètement totalitaire ».

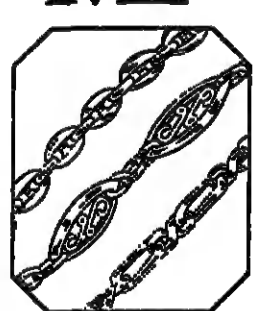
La N.A.R. réaffirme la nécessité d'« assurer la continuité du projet politique national par l'instauration d'une monarchie héréditaire » et témoigne de sa « fidélité » au comte de Paris.

■ Le Mouvement de la démocratie chrétienne française, que préside M. Alfred Coste-Floret, a réuni dimanche 12 décembre son conseil politique. Il a affirmé « l'échec du gouvernement socialo-communiste » et proclamé sa volonté de « reconstruire les Français autour de choix positifs », notamment « la sauvegarde de la famille et la dignité de la personne, la restauration de la confiance par une réduction massive du train de vie de l'Etat permettant des allègements fiscaux, la construction de l'Europe et la fidélité à l'alliance atlantique (...) ».

Portez-les pour les fêtes

avec le crédit

MP



Bracelet or dep. 2 510 F
Sautoir assorti dep. 9 280 F

Crédit MP 10 % comptant
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
(après acceptation du dossier)

MP 4 place de la
Madeleine 260.31.44
88 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande



OPÉRA STYLOS CADEAUX
26, bd des Italiens, Paris-9^e. Tel. 770-26-62
Tous les jours (et dimanche) de 9 h 30 à 19 h 30
Métro : Richelieu-Drouot - Opéra

SPECIAL FIN D'ANNÉE

La TUNISIE



CIRCUIT
MINI OASIS 3160⁺
à partir de
316 000 F

*Avis Paris-Paris. Personne complète.
tres bonne catégorie. 4000 km. Autour.
Demandez notre documentation via
téléphone.

PARIS TOURS
14, rue d'Antin 75002 PARIS
Tel. (1) 260 45 74

HISTOIRE PRÉHISTOIRE

■ Le corps des ponts et chaussées, par A. Brunot et R. Coquant ... 390 F

■ Atlas historiques des villes de France

— Basse ... 38 F
— La Réole ... 38 F
— Mont-de-Marsan ... 38 F
— Saint-Sever ... 38 F

■ Palais et maisons du Caire (T.I.), époque mamelouke, XIII^e - XVI^e siècles par J. Claude Garain ... 395 F

■ Jeanne d'Arc — une époque, un rayonnement (colloque) ... 150 F

■ La péninsule arabique d'aujourd'hui, sous la direction de P. Bonenfant ... 130 F

■ Journal de campagne de l'Amiral de Bauffremont (prince de Listeron) dans les pays barbaresques (1766), par M. Chirac ... 97 F

■ Barr-Adam — souvenirs d'Afrique orientale (1880-1887), par A. Bardey (le patron d'Arthur Rimbaud) ... 130 F

■ L'égyptologie en 1979, axes prioritaires de recherches (T.I. et II) ... 620 F

■ L'Égypte au XX^e siècle (colloque) ... 170 F

■ Archéonautica-3 — le trésor de l'anse de Saint Roch à Antibes, resp. V. Solier — les données de Grissian, par G. B. Rogers ... 300 F

ART THÉÂTRE MUSIQUE

■ Théâtre, public, perception, par A. M. Gourdon ... 150 F

■ Victor Louis et le théâtre — scénographie, mise en scène ... 115 F

■ Les vitraux de Senas, premières recherches sur leurs décors, leur symbolique et leur histoire, par G. et P. Bonenfant ... 130 F

■ Les origines du tiento, par L. Jambou ... 100 F

LITTÉRATURE

■ Fantastique et décadence en Angleterre (1890-1914), par C. Rancy ... 83 F

■ La songe du vergier, par M. Schnerb-Libère ... 290 F

■ Les grèves imaginaires, par E. Grassus ... 110 F

ÉCONOMIE DROIT

■ Formation et emploi (colloque) ... 89 F

■ Gestion de l'information et objectifs multiples, par M. Onilland ... 60 F

■ Écrire constitutionnels, par René Capitant ... 150 F

SOCIOLOGIE

■ Gao-Ba Rig-Pa (le système médical tibétain) ... 130 F

■ Rambo Solo (la fumée descend) le culte des morts chez les Toradja du sud, par J. Kouli ... 150 F

■ Occupations de terres et expropriation dans les campagnes portugaises, par M. Drin et B. Dornecq ... 90 F

■ Champs de pouvoir et de savoir au Mexique (ouvrage collectif) ... 72 F

PHILOSOPHIE

■ Temps de la vie et temps vécu (fondements des sciences : morale - médecine - mécanique - physique) ... 58 F

ASTRONOMIE

■ Le télescope spatial, perspectives de programmes, par F. Praderis ... 45 F

Documentation sur demande

Editions du CNRS

Le Monde

société

MÉDECINE

LA PRÉPARATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX DE LABORATOIRE

Un face-à-face tendu entre partisans et adversaires

Strasbourg. — L'expérimentation sur animaux vivants sera pour longtemps encore un mal nécessaire. Cette constatation est revenue comme un leit-motiv dans la bouche de la plupart des scientifiques et experts qui participaient, les 8 et 9 décembre, à l'audition parlementaire du Conseil de l'Europe sur « l'utilisation d'animaux vivants à des fins expérimentales ou industrielles ».

La réunion devait permettre à un « jury » de députés, membres de la commission des sciences et de la technique de l'Assemblée, de se faire une opi-

nion sur le bien-fondé ou la nocivité de ces pratiques soutenues par les représentants de la recherche médicale et pharmaceutique, voire cosmétique, mais vivement combattues par par les défenseurs des animaux.

La réflexion de ces hommes politiques est appelée à nourrir le débat que l'Assemblée des Vingt et Un doit ouvrir l'année prochaine sur le projet de convention européenne pour la protection des animaux de laboratoire.

Sur ce thème éminemment controversé, la réunion devait prendre à de nombreuses reprises l'allure d'un face-à-face tendu, le langage du cœur ne faisant pas toujours bon ménage avec la sécheresse du constat clinique. Il reste tant à faire dans le domaine de la connaissance médicale, pour vaincre des maladies telles que les affections nerveuses, les anomalies congénitales, les atteintes cardio-vasculaires, le cancer, sans compter la sinistre gamme des maladies tropicales, ont plaidé les porte-parole de la recherche. « Ceux qui, à l'heure actuelle, généralisent et restreignent arbitrairement l'expérimentation porteraient une lourde responsabilité dans l'ignorance et les souffrances humaines et animales qui en résulteraient et qui auraient pu être évitées », a dit un expert membre de la Fondation européenne de la science.

Les défenseurs des animaux, qui ont longuement évoqué le problème réel de la douleur des sujets d'expérimentation, n'ont pas manqué de dénoncer la « routine », le « manque d'imagination » des chercheurs qui répètent « à l'envi les mêmes expériences ». Et de plaider pour des procédures de renouveau, avec expérimentation sur tissus cellulaires et recours au modèle mathématique et aux banques de données pour limiter ou éviter la vivisection.

Personne n'a contesté la nécessité de faire progresser les méthodes d'expérimentation afin de réduire le nombre des animaux de laboratoire utilisés chaque année (25 millions en Europe occidentale), d'affiner les méthodes et de remplacer celles qui se révèlent inefficaces ou peu probantes.

On n'a pas manqué d'accuser les « méthodes moyennageuses » des toxicologues, gros consommateurs d'animaux. Un pharmacologue allemand devait révéler que la mise au point d'un médicament entièrement nouveau « consommait », en une di-

De notre correspondant

zaine d'années de recherches, une centaine de millions de petits animaux.

Pourquoi continuer les tests sur l'effet cancérogène de la nicotine, largement démontré déjà, ou bien mener jusqu'à terme pour d'autres substances les expériences d'appari- tion du cancer, alors que l'émergence des signes précurseurs pour- rait suffire ?

De nombreuses autres questions ont retenu l'attention du jury parlementaire, partagé entre son souci de respecter les impératifs de sécurité pour la santé humaine et son désir

de contenir l'expérimentation animale dans les limites du strict nécessaire. Un meilleur équilibre que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pourra faire passer dans le projet de convention européenne pour la protection des animaux de laboratoire. Les représentants des industries pharmaceutiques et chimiques continuent à penser que le projet de texte est trop sévère sur certains points et trop détaillé : les organisations de protection des animaux trouvent qu'il est trop timoré et qu'il manque véritablement de propositions de solutions concrètes.

JEAN-CLAUDE HAHN.

En Afrique de l'Ouest

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE SERA ÉTENDU

A QUATRE NOUVEAUX PAYS

Bamako (Reuter). — Au cours d'une réunion qui vient de s'achever à Bamako (Mali) l'ensemble des parties prenantes du programme de lutte contre l'onchocercose, aussi appelée « cécité des rivières » (1), qui s'étend à l'heure actuelle dans sept pays africains (Bénin, Côte-d'Ivoire, Ghana, Haute-Volta, Mali, Niger, Togo) ont décidé d'élargir la lutte contre la maladie à quatre autres pays : Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal et Sierra-Leone. Cette décision était attendue : l'autonomie de vol des mouches vectrices de la cécité des rivières est telle, en effet, que la zone protégée devra pratiquement être doublée en superficie pour que la stratégie reste efficace (Le Monde du 8 septembre).

Les membres du comité, réuni à Bamako, ont exprimé leur préoccupation face à l'insuffisance des fonds disponibles. Leur prochaine rencontre, ont-ils décidé, aura lieu à Paris en décembre 1983.

(1) Véhiculée par un moucheron, cette maladie entraîne la perte de la vue.

AU MANS

La chute d'un professeur

De notre correspondant

Le Mans. — Cordial mais rigoureux, M. Paul Thomas, soixante-deux ans, père de six enfants qui ont fait leur chemin dans la vie, était devenu le symbole du professeur modèle au collège Sainte-Croix, le principal collège privé du Mans. Si l'on avait décidé de lui retirer ses fonctions de coordinateur des classes de seconde du collège et s'il avait choisi d'abandonner son poste de président départemental du Syndicat professionnel de l'enseignement libre à la rentrée précédente, c'est parce que l'heure de la retraite allait sonner. N'avait-il pas reçu récemment les insignes de l'Ordre national du Mérite, après les palmes académiques, il y a quelques années ? Mais le professeur de mathématiques se doublait d'un joueur.

Il avait commencé à emprunter autour de lui. Lorsque ce fut insuffisant, il s'en alla frapper aux portes des parents d'élèves et des anciens élèves, une soixantaine au total, en prétendant que son syndicat allait construire un immeuble... Jusqu'au jour où l'un des pré-

teurs, impatient de ne pas être remboursé, déposa une plainte. L'enquête révéla rapidement la destination des sommes empruntées : deux à trois fois par semaine, dans deux bureaux de jeux, le professeur engageait des paris de 1 500, 5 000, voire 10 000 F. Des paris qui lui permettaient parfois de rembourser, plus souvent de s'enrichir. Au total, c'est entre 2 et 3 millions de francs qu'il a ainsi escroqués. Il avait réussi à gagner la confiance d'une veuve au point d'obtenir une procuration pour disposer des clés de son coffre... et pour le voler de tous ses titres et des trente-huit napoléons qu'il contenait (700 000 F de préjudice).

« J'ai le sentiment de la réussite, d'être aimé et d'être aimé moi-même, d'être très comblé dans l'être et le paraître. J'ai toujours pensé rembourser », avait-il affirmé au cours de l'examen psychologique.

Le tribunal correctionnel du Mans l'a condamné à trois ans de prison.

ALAIN MACHEFER.

RELIGION

UN DOSSIER DE « PANORAMA-AUJOURD'HUI »

« Va-t-on vers une Église sans prêtres ? »

L'Église — dans les deux sens du mot : institution et assemblée des laïcs — semble désemparée par le vieillissement du clergé et la raréfaction des prêtres et des vocations sacerdotales. L'indifférence d'une grande partie des nouvelles générations montre à quel point l'image de marque du prêtre vacille.

Intitulé avec un brin de provocation stimulante : « Va-t-on vers une Église sans prêtres ? », le dossier qui vient de paraître dans la revue catholique (1) prend, dans ce contexte, toute sa signification.

La rédaction de cette revue est bien persuadée que le prêtre est indispensable à l'Église romaine et elle ne veut rien insinuer par ce titre sinon que l'avenir s'annonce très difficile au cas où le barre ne se redresserait pas et où de nouvelles solutions ne se dessineraient pas.

« J'attends du prêtre, affirme un paroissien de Mâcon, qu'il ne fasse pas ce que le laïc peut faire. » En langage pédant, cela s'appellerait appliquer le principe de subsidiarité, à savoir qu'un supérieur ne doit pas succomber à la tentation de se réserver des tâches que peuvent accomplir ses inférieurs.

Voici peut-être une clef pour l'avenir du sacerdoce. Jean Guittou aime à dire que l'Église n'a besoin que d'un petit nombre de prêtres. Sous-entendu : permettre aux laïcs d'exercer toutes les tâches auxquelles le

baptême et la confirmation les rendent aptes. Autrement dit, pouvoir tout faire dans l'Église qui ne soit le pardon des péchés et l'Eucharistie.

« Que les prêtres nous laissent vivre », commente un autre laïc de Mâcon. Cela ne signifie pas pour autant que le prêtre soit moins utile, au contraire. « Le prêtre est un homme de communion : il rassemble. » Tel n'est pas le cas du laïc. « Il est donc essentiel qu'il y ait un prêtre signe d'unité. Sans prêtre, notre communauté chrétienne disparaîtrait et il y aurait risque de repli sur nous-mêmes. »

L'homme de l'unité

Le prêtre est ainsi placé sur son orbite. Et l'homme de l'unité dans un monde morcelé apparaît comme une fonction précieuse. Voilà exprimée en termes simples la quintessence de l'Eucharistie, sacrement de l'unité.

Le concile Vatican II, on le sait, avait institué un diocèse d'hommes mariés pour accomplir des tâches sacerdotales autres que la pénitence et l'Eucharistie. En France — mais pas toujours à l'étranger, — cette initiative n'a pas rencontré un grand succès. Il est des diocèses où le nombre des ordonnés diminue et annuellement du même ordre que celui des ordonnés à la prêtrise.

Pourquoi Rome n'a-t-elle pas autorisé les femmes à devenir diaconesses (comme dans l'Église protestante) ? La raison se devine : il faut tenir la femme éloignée de fonctions d'autorité analogues à celles du sacerdoce. Nombreux sont les hommes d'Église qui regrettent cette discrimination sexuelle dont les racines sont fort anciennes.

De même, quoique à un degré moindre, l'impossibilité pour les femmes de devenir prêtres apparaît anachronique. Il est des évêques pour le déplorer qui font confiance au temps pour que cette solution apparaisse recevable.

Le sondage Sofres réalisé pour Panorama-Aujourd'hui révèle que 88 % des personnes interrogées sont favorables à la possibilité, pour des hommes mariés, de devenir prêtres (comme dans l'Église catholique orientale) ; 45 % sont partisans de femmes prêtres. Ces pourcentages sont en hausse constante. L'ordination de prêtres mariés ou de femmes doit en parler moins aujourd'hui, car l'on sait que le pape actuel y est très opposé, n'est évidemment pas une panacée. Mais ce serait un signe important de la mise à jour de l'Église catholique, sans pour autant tenir lieu d'une réforme en profondeur du binôme prêtre-laïc et d'une théologie plus affirmée du sacerdoce. La crise actuelle a au moins l'avantage d'accroître la promotion du laïc.

Panorama-Aujourd'hui ne se contente pas de statistiques et de sociologie. Il publie divers articles sur les raisons historiques ou contemporaines — de la pénurie actuelle de prêtres. A dire vrai, ces raisons sont si complexes qu'il n'est guère de réponse passe-partout. Contentons-nous de citer ce passage d'une interview du Père Joseph Thomas se référant au Père Michel de Certeau qui affirmait en 1968 : « En 1789, on a conquis la Bastille et en 1968, on a conquis la parole ! »

HENRI FESQUET.

(1) Panorama-Aujourd'hui nov. 82, N° 165, 4 F. 21, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75 550 Paris Cedex 11.

DÉFENSE

DIX HÉLICOPTÈRES PUMA DE DAKAR RALLIENT PERPIGNAN EN SEIZE HEURES DE VOL

UNE ESCADRILLE DE dix hélicoptères de manœuvre Puma vient de réaliser une « première » tactique et technique pour le compte de l'aviation légère de l'armée de terre : un survol maritime et terrestre de 3 500 kilomètres en seize heures de vol effectif entre l'Afrique et la France.

Après avoir participé aux manœuvres franco-sénégalaises N'Diambour-III avec des éléments de la force d'assistance rapide (FAR), dix hélicoptères Puma SA-330 ont quitté Dakar le lundi 6 décembre et ont atterri à Perpignan le vendredi 10 décembre après une visite d'escadres, dites techniques, pour le ravitaillement, sur le porte-avion Foch en océan Atlantique, aux Canaries, à Agadir, Rabat, Tanger et Alicante. Ce périple a représenté une distance de 3 500 kilomètres en quatre jours, dont seize heures de vol effectif.

Au ministère de la défense, on considère que ce vol en formation de dix hélicoptères, organisé par le général de brigade Hervé Naveau, démontre l'aptitude de l'aviation légère de l'armée de terre à accomplir des vols autonomes sur longue distance. Ces dix hélicoptères appartiennent au 5^e régiment d'hélicoptères de combat (R.H.C.) basé à Pau.

Le nouveau volume du journal de frère Roger, de Taizé

Fleurissent les déserts du cœur

A Taizé, à Calcutta, sur la mer de Chine, en Afrique noire, le prieur de Taizé s'interroge : Comment éveiller sur la terre l'espérance du Christ ou, tout au moins, pour les non-croyants, le bel espoir humain ?

192 pages — illustré — 42 F

TAIZÉ-SEUIL

Faits et jugements

Deux avocats grenoblois s'en prennent à M^{re} Gisèle Halimi

Grenoble. — M^{re} Gisèle Halimi, députée de l'Isère (appart. socialiste) et présidente du mouvement Choisir, est-elle « appropriée » illégalement et d'une façon indélicatement deux de ses confrères grenoblois, M^{re} Bernard Ripert et Marie Mandroyan ? Les deux avocats, qui estiment avoir été évincés par M^{re} Halimi, ont déposé une plainte auprès du bâtonnier de Paris qui avait autorisé M^{re} Halimi à plaider dans cette affaire. Ils réclament le règlement de leurs honoraires et de leurs frais, soit la somme de 15 500 F.

M^{re} Halimi leur a répondu qu'elle était « intervenue gratuitement après un appel au secours » émanant d'une mère de cinq enfants qui avait étranglé son mari, en avril 1981, à la suite d'une violente dispute. M^{re} Halimi aurait été contactée par l'association Solidarité femmes ; d'autres personnes affirment qu'elle a « vivement sollicité » cette association qui a ensuite été reçue par l'avocate parisienne dans les locaux de sa permanence politique, à Volron (Isère).

M^{re} Ripert et Mandroyan reprochent à leur consœur d'avoir « usé de son titre de députée et de présidente du mouvement Choisir pour intervenir dans un dossier dont ils avaient la charge. La plainte des deux avocats grenoblois s'appuie sur l'article 90 du décret du 9 juin 1972, organisant la profession d'avocat qui interdit tout acte de démarchage ou toute sollicitation de clientèle, mais également sur l'article 92 du même décret qui précise qu'un avocat ne peut recevoir ni donner de consultation en dehors de son cabinet ou de celui d'un confrère lorsqu'il se trouve en déplacement. La permanence du député de l'Isère n'était donc pas, selon les plaignants, le lieu idoine pour une telle rencontre. — (Corresp.)

[M^{re} Halimi nous a indiqué qu'elle avait été autorisée par le bâtonnier de Paris et par celui de Grenoble à défendre la femme jugée par les assises de Grenoble. Dans une lettre du 9 décembre, lue à l'audience, le bâtonnier de Paris indiquait que la « volonté de l'accusé (d'être défendue par M^{re} Halimi) était formelle ». Il ajoutait : « Il n'appartient pas que M^{re} Halimi ait violé les lois et usages qui régissent notre profession. » M^{re} Halimi, qui a défendu bénévolement l'accusée, a démenti, d'autre part, avoir traité l'affaire dans sa permanence politique de Volron.]

● Membres du Mouvement d'insoumission bretonne, MM. Bernard Corbel et Hervé Kerrain, qui avaient été condamnés à deux ans de prison chacun par le tribunal des forces armées de Rennes, le 16 décembre 1981 (Le Monde du 16 février), viennent d'être libérés. Les deux insoumis, qui n'invoquent pas des motivations antimilitaristes, mais refusent le service militaire au nom du « nationalisme breton », restent cependant dans l'obligation d'effectuer leur service national.

(Publicité) — ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vial-Bodich, 14 de la Jura, 92, Neully Téléphone : 747-61-35 Alain GOUTHIER Centre officiel d'examen - Marine marchande TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

Le tribunal des forces armées de Rennes se décharge d'une affaire d'homicide involontaire

Rennes. — Le tribunal permanent des forces armées de la 3^e région militaire, siégeant à Rennes a ordonné, le 10 décembre, un complément d'information dans une affaire d'homicide involontaire et d'omission de porter secours dont on a répondu trois officiers membres du commando de fusiliers-marins Trebel de Lorient. Cette décision entraînera, en fait, la transmission du dossier à la nouvelle juridiction de droit commun qui remplacera, à partir du 1^{er} janvier 1983, les tribunaux permanents des forces armées. Elle permettra aussi à la famille de la victime de se constituer partie civile.

L'affaire est consécutive au décès survenu le 16 décembre 1981 d'un engagé de dix-neuf ans, Daniel Leborgne qui avait péri noyé dans les eaux en vue du Blévez, près de Hainebont (Morbihan), au cours d'un entraînement de nuit comprenant une marche de 30 kilomètres avant la traversée de la rivière à la nage.

C'est à la demande du commissaire du gouvernement M. Pierre Roques, magistrat civil détaché du parquet de Créteil, que le tribunal a pris sa décision. « J'avais reçu des instructions écrites du ministre de la défense pour faire venir cette affaire rapidement, devait déclarer M. Roques, mais la parole étant libre, je trouve personnellement anormal qu'elle soit évoquée aujourd'hui, car dans trois semaines la justice civile pourra se faire entendre et avoir accès au dossier. » — (Corresp.)

Prioritaire, mais responsable d'un accident

La cour d'appel de Rennes a déclaré entièrement responsable d'un accident de la circulation un automobiliste qui, bénéficiant de la priorité, était entré en collision avec un autre véhicule, dont le conducteur n'avait pas respecté cette priorité, mais circulait à très faible allure.

Selon l'arrêt de la cour, « le conducteur d'un véhicule circulant sur une voie prioritaire peut toujours, raisonnablement, prévoir la survenance sur son passage d'un autre usager qui ne respecte pas son droit de priorité, dès lors que cet autre (...) s'avance à allure lente ». La cour d'appel de Rennes a donc déclaré, le 9 décembre, entièrement responsable un automobiliste qui, en 1975, n'avait pas su prévoir un non-respect éventuel de la priorité par un autre usager. Selon la cour, un conducteur prioritaire doit être à même d'éviter cet autre usager dès lors que celui-ci, bien fautive au départ, s'engage à très faible allure dans un carrefour.

● Nominations de magistrats. — M. Henri Bezombes, cinquante ans, président de chambre à la cour d'appel de Nîmes, a été nommé président du tribunal de Montpellier en remplacement de M. Lucien Lassa- que, soixante et un ans, nommé premier président de la cour d'appel d'Angers ; M. Jacques Héderer, trente-six ans, premier juge au tribunal de Melun, est nommé président du tribunal de Vesoul (Haute-Saône).

POLITIQUE ÉCONOMIE, DROIT SOCIÉTÉ NOTES & DOCUMENTS Une collection contemporaine

Les bas-côtés de la ville

(Suite de la première page.)
Le processus de cette dégradation comme les causes qui la déterminent sont toujours les mêmes. Au départ, l'évidence : les villes a priori dépourvues de municipalités et propriétaires, à qui incombent les responsabilités au premier chef. Négligence, indifférence ou ignorance ? A propos de Paris - mais ses réflexions sont également valables pour n'importe quelle ville de France ou de Navarre - l'architecte Albert Laprade écrivait en 1967 : « En présence d'une construction non entretenue, non surveillée depuis cinquante ans, les réflexes d'un profane sont toujours les mêmes : « Vivement le bulldozer... ». Confiez cette même tâche à un architecte compétent et dévoué : il vous la rendra lumineuse et pimpante, « très désirable » (...). Mais il faut du temps, de la foi, de la passion, et un peu de goût. On ne soigne pas les vieillards à coups de revolver. Pour quoi ne pas avoir le même respect pour les vieilles maisons, capables de durer tout autant que les nouvelles, sinon plus ? » (1).

Et, dans le même ouvrage, bien qu'adoptant vis-à-vis de la capitale le parti contraire, Pierre Dufau, architecte lui aussi, déplorait qu'on ait adopté pour l'habitat parisien « un simple et tant de constructions : « Un grand nombre d'oreilles semblent sensibilisées au pic des oreilles, expression de rigueur. Mes oreilles moi sont sensibilisées à un long murmure, ininterrompu qui, jour et nuit, seconde après seconde, minute après minute, heure après heure, signifie la mort lente de milliers et de milliers d'immenses et de délabrées qui pourraient être sauvées... ».

La concurrence des ensembles périphériques

L'un des jeunes urbanistes qui œuvrent en faveur de la rénovation de l'habitat ancien, M. Alexandre Melissinos, n'y va pas, lui, par quatre chemins pour désigner les vrais responsables : « Pendant trente dernières années, si les différents gouvernements qui se sont succédés ont déterminé chacun une politique du logement, aucun d'eux n'a jamais eu le vrai problème, qui

repose sur une véritable politique urbaine... ». Pour M. Melissinos, « au lendemain de la dernière guerre, l'urbanisation de la périphérie des villes a été bâtie, menée, parfois même violente. Ces grands ensembles à caractère social se sont aussitôt changés en centres dangereux pour les centres-villes : en échange d'un loyer à un prix « raisonnable », ils offraient un confort jusqu'à inconnu des quartiers traditionnels, et, par ailleurs, des équipements inexistant dans la ville - à l'exception de la « démolition ». Cette démarche, poursuit notre interlocuteur, mais il avait fallu, au même temps, mettre conjointement en œuvre tous les moyens nécessaires à restructurer les centres-villes, à les faire bénéficier de curetages, des adductions, des espaces propres à leur assurer des avantages sensiblement égaux... Or, qu'a-t-on fait ? On a sciemment considéré comme « incurables » les quartiers qui peuvent devenir extrêmement plaisants à habiter, dès lors que les nuisances et les problèmes liés à leur âge sont éliminés... Les exemples abondent, qui qu'un tel rajustement soit même possible - et bénéfique... Réhabiliter convenablement, à tous les spécialistes semblent bien tomber d'accord sur ce point, mais obligatoirement par l'instauration d'une politique de longue haleine, qui ne peut se limiter à doter des moyens matériels mais aussi sur la participation active des organismes publics... Il faut, dans ce cas, un architecte, un maître d'opérations des opérations, qui, à des exceptions près, ont été par trop épisodiques, coûteuses - ce qui est le plus grave - stériles... ».

Le vrai problème, qui repose sur une véritable politique urbaine... Si la lente dégradation des quartiers anciens n'est pas un phénomène surprenant en soi, celle qui affecte désormais nombre de grands ensembles - dont certains ont été bâtis voici seulement vingt ou vingt-cinq ans - est tout à fait étonnante, plus inquiétante. Au point qu'un nombre toujours croissant d'organismes d'H.L.M. envisagent aujourd'hui la démolition purement et simplement de ces ensembles, jugés, tant leur état est devenu déplorable, impossibles à réhabiliter. A cet égard, M. Pierre Mauroy, député de Lille, a écrit : « Il convient de ne pas écarter, car il faut être lucide et courageux, la perspective de destruction de certains immeubles pour les remplacer, bien entendu, par d'autres logements sociaux (...). Il faut mieux prendre le parti de démolir pour reconstruire quelque chose de neuf plutôt que de se lancer dans une opération de réhabilitation dont on ne peut pas être sûr ; mais, bien entendu, le correctif est que chaque fois qu'on peut réhabiliter, c'est préférable, cela de soi » (3).

montre que le dépeuplement qui frappe les centres-villes a atteint, dans les treize années séparant les deux recensements opérés en 1962 et 1975, le chiffre de - 24 %. Durant ce temps, sur cent logements anciens, 36,5 % de démolition, 57,5 % changeant radicalement d'affectation ou étant démolis, 6 % seulement de la totalité bénéficiant d'un agrandissement, voire de quelques améliorations sur le plan du confort ! Mais, pour les auteurs du rapport, le logement proprement dit, en tant qu'entité physique, « ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen de l'habitat, unique, du dépeuplement : les facteurs de l'environnement urbain (services, équipements, etc.) n'est plus... » (2). Les départs sont à attribuer au rôle centralité de la configuration de la ville ancienne, c'est-à-dire tant à la forme urbaine qu'à la « démolition » qu'aux nuisances qu'elle produit, et la « démolition » à laquelle elle livre les fonctions de service de la ville de ce lieu privilégié de la ville de l'habitat qu'il représente » (2).

Les nouveaux pauvres

L'un des directeurs de l'Union H.L.M., M. André Barthélemy, analyse une situation qui ne laisse d'inquiéter, à tous les niveaux, les responsables : « L'accélération, parfois même le détonateur, c'est la crise économique et sociale qui a atteint les économies et les sociétés occidentales depuis les premiers chocs pétroliers. En déstabilisant la société par le chômage, en créant de nouvelles catégories de pauvres, en développant ce que certains ont appelé la précarité, on donne naissance à des angousses et à des frustrations, cette crise a rendu particulièrement critiques les lieux, déjà vulnérables, qu'étaient les grands ensembles... ».

De logements d'abord « valorisants » qu'ils voulaient être lorsqu'ils ont été bâtis, les grands ensembles sont devenus à présent un mode d'habitat totalement dévalorisé, réservé désormais à une population pauvre. Comme le dit M. Barthélemy, « dans les années 60, les pauvres étaient dans les cités de transit ou dans des quartiers anciens très dégradés. Petit à petit, la rénovation des centres-villes, la réhabilitation des logements anciens par des particuliers, la suppression des cités de transit, ont déplacé les populations pauvres vers les H.L.M. Diverses couches de population, de diverses origines, sont retrouvées dans les H.L.M. Insensibles chaque année, l'évolution est spectaculaire sur une longue période... » (4).

Mais au-delà des problèmes purement physiques qui grèvent lourdement ces logements devenus taudis, dont on peut dire qu'ils sont passés de la transition de l'enfance à l'extrême vieillesse, en quelque vingt années d'existence, d'autres facteurs interviennent, qui engendrent désormais, à aussi, un certain dépeuplement et une désaffection inquiétante. A cet égard, on reproche - le plus souvent à juste titre - leur éloignement par rapport au centre des villes, la concentration excessive de l'habitat, la hauteur des bâtiments, l'état, souvent déplorable, des logements et de leur environnement, leur situation à la lisière des zones industrielles, etc. Et, plus encore peut-être, la cohabitation d'une population de travailleurs immigrés jugés le plus souvent indésirables. Ce à quoi s'ajoute depuis quelques temps un certain sentiment d'insécurité, engendré par le moindre fait divers crapuleux, vite monté en épingle et, souvent, déformé au grossi dessin... ».

Prochain article : **DÉMOLIR ET APRÈS ?** PAR MICHÈLE CHAMPENOIS.

(1) Pour/Contre la démolition de Paris, par Pierre Dufau et Albert Laprade, Berger-Levrault, 1967.
(2) Centres anciens - Évolution de la fonction résidentielle, par M. Melissinos, 1978.
(3) (4) (5) - M. Melissinos, de l'habitat social par l'Union nationale H.L.M., n° 70 (janvier 1982).
(5) Notre ville, par X. Arsène-Henry, Mame, 1969.

LA BAGAGERIE®



Merveilleuses teintes fine croute velours et cuir
369 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

Sté Paris Renov

FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit



MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOV se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous styles
• Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Prix bloqués jusqu'au 31/12/82

Ex. : prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut
1 m large équipée en double vitrage ST-GOBAIN
sur ou en glace 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE

PARIS - TÉL. : 526.60.00

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

AIR AFRIQUE TARIFS VISITE

ABIDJAN Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

BANGUI Aller-retour
4890 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

CONAKRY Aller-retour
3760 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

LOME Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge...

* Prix en F.C.F. au 1^{er} décembre 1982. Conditions d'application.

POLITIQUE ÉCONOMIE, DROIT SOCIÉTÉ Notes & études documentaires

Une collection à l'échelle du monde sur les réalités contemporaines

NOUVEAUTÉS

- L'aménagement de la région parisienne et les villes nouvelles n° 4677-78, 212 pages, 32 F.
- Droit communautaire et droit français n° 4679-80-81, 288 pages, 43 F.
- La participation financière des salariés dans les entreprises. Exemples étrangers n° 4682-83, 188 pages, 32 F.
- Les transports en France. Situation au début des années 80 n° 4684-85-86, 350 pages, 51 F.
- La politique nouvelle et dans la CEE n° 4690-91, 192 pages, 32 F.
- Les coopératives ouvrières de production en France n° 4692-93, 192 pages, 32 F.

Abonnement pour 1983 : 484 F (50 numéros)

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Prise d'abonnement et correspondance :
124, rue Henri Barbusse
93308 - Aubervilliers Cedex

JUSTICE

L'APPLICATION DES LOIS SUR LES REPENTIS

Loterie judiciaire à l'italienne

Rome. — Les chemins de la justice italienne sont parfois difficiles à suivre. A la lumière des récents procès, on peut se demander quelle cohérence, dans quelle logique, préside à son action.

Il y a peu, un procès contre des membres du groupe terroriste Prima Linea se concluait par une pleine application de la loi sur les repentis, à la demande même du ministère public. Celui-ci a tenu compte dans son réquisitoire de la « dissociation » du « repentir » de certains accusés.

Récemment, la cour d'assises de Rome a condamné vingt et un membres d'un procès des Unités communistes combattantes (U.C.C.), un éphémère groupuscule qui exista entre juin 1976 et le printemps 1977. Au total, cinq ont été condamnés à la prison pour des crimes tombant sous le coup de la loi mais sans effusion de sang et, a fortiori, sans mort. Trente ont été déclarés coupables d'actes de séquestration d'un grossiste en viande ou pour une demande de rançon, la distribution de tracts de viande à un « prix politique » de 1 000 francs (7,36 F) le kilo.

Les doute les tribunaux sont-ils en droit d'interpréter les dispositions décidées par le législateur en fonction de l'espèce sur lesquels ils ont à statuer. Tout cela est la situation lorsqu'un tribunal refuse d'appliquer certaines lois. C'est ce qui s'est passé dans le cas du procès des U.C.C., dont les verdicts ont suscité de vives polémiques dans les milieux politiques et judiciaires. En fait, les d'assises italiennes n'ont pas jugé bon d'appliquer la loi sur les repentis, et, en définitive, le problème

que pose ce procès est celui de la « loi de la justice », souligne M. Rodota, député de la gauche indépendante. Car, précisément, la loi sur les repentis revient à instaurer une sorte de marché entre les inculpés et la justice. Un mécanisme qui suppose une coopération des premiers avec la loi.

Certes on peut se demander beaucoup de choses sur la loi sur les repentis, mais qu'une technique judiciaire, c'est avant tout une politique : elle offre en effet la possibilité à ceux qui se sont engagés au cours de la lutte armée de bénéficier de réductions de peine, voire de l'impunité, à condition qu'ils collaborent avec les autorités. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi, c'était en vertu des dispositions générales de l'article 4 de la loi dite Cossiga, autorisant des réductions de peine pour les accusés qui collaborent avec la police, que la justice avait pu appliquer la mécanique du repentir : une efficacité qui a permis, à partir des confessions de Patrizio Peci (1980), d'avoir une vision plus claire de l'organisation terroriste, et progressivement de démanteler la grande partie. On a vu après l'enlèvement du général américain Dozier.

Introduisant en fait la notion anglo-saxonne du « témoin de la couronne », la loi italienne sur la justice, le législateur italien a fait plus que le code fasciste, qui n'avait pas voulu « encourager l'infamie promise aux scélérats ». C'est peut-être aussi la mesure la plus encourage la délation tout politique et terroriste, en temps qu'elle tend à récompenser ceux qui ont le plus lourd

passé et qui donc le plus à révéler : les réductions de peine peuvent être importantes pour un repentir « contribution exceptionnelle » et minime pour la « lampiste », qui précisément n'a pas grand-chose à dire.

Etrangetés

Avec le verdict de la cour d'assises de Rome, ces procès ont balayés : alors que les inculpés de l'U.C.C. ont collaboré, les jurés ont pas compte et ont même condamné à des peines plus lourdes que ce que demandait le ministère public. Et on arrive à la situation paradoxale suivante : une repentie de l'U.C.C., Maria Pecchia, a été condamnée à vingt ans d'emprisonnement alors qu'un repentir, jugé par un tribunal, Sandalo, qui a avoué trois homicides et de nombreux attentats, et qui accusé de délits, mis en liberté provisoire.

Un autre, qui, l'instar du parti communiste, n'a jamais fait preuve de « complaisance » à l'égard de la lutte armée, dénonce l'ignorance par la cour d'assises de Rome des dispositions légales. Pour la Stampa, ce n'est pas tant la lettre de la loi qui a été violée que le sentiment de justice collective qui a été offensé. En revanche, à Gènes, dans un procès un appel de quarante-sept accusés des Brigades rouges, le verdict a été en pleine harmonie avec la loi sur les repentis.

Autre étrangeté de la justice italienne : la première phase du procès des assassins de l'assassinat d'Aldo Moro, qui a duré après huit ans et soixante-dix-sept audiences sans que la lumière soit faite sur nombre de points-clés de l'affaire, par exemple le lieu de la mort. Dans des cas comme ceux-ci, aux incerti-

quand, sur d'autres, d'importantes, au cours de tout bon procès, les conversations téléphoniques sont désormais enregistrées, les signaux de censure, sans s'y arrêter. Le ministère public a plaidé pour des réductions de peine le 6 décembre, mais l'enquête n'est pas terminée.

Tout est surprenant dans l'application de la justice dans le procès du « 7 avril », c'est-à-dire de l'assassinat d'Antonio Oliviero, dont le professeur Negri (1). Les accusés sont en détention provisoire depuis déjà trois ans et huit mois. Les accusés du « 7 avril » ne sont pas les seuls à attendre leur procès, mais sur les 24 000 prévenus (sur 10 000 détenus) qui attendent leur procès, les accusés sont dans la détention provisoire plus longtemps qu'en Italie mais aussi en Europe.

A côté de ces grands procès, il y a le petit monde des accusés dont les noms ne font pas un titre de journal : Caccia, Cerica, vingt-huit ans, qui continue une longue grève de la faim, réclamant qu'on le confronte aux repentis qui l'accusent : ce droit commun de Turin à qui on a retiré une remise de peine depuis un an et qui n'en avait jamais été averti, pas plus, en attendant, que le directeur de la prison, qui l'a appris par les journaux. En revanche, le meurtrier en 1975 de Pier Paolo Pasolini a été mis récemment en liberté, bénéficiant d'une remise de peine de six ans et demi.

PHILIPPE PONS.

(1) M. Marco Pannella, secrétaire du parti radical, a annoncé que M. Toni Negri sera candidat sur les listes de son parti en cas d'élections anticipées.

UN PÈRE DIVORCÉ POURSUIT UNE ENQUÊTE SOCIALE DU TRIBUNAL DE PONTOISE

Le « privilège de la tendresse »

L'amour maternel est-il irremplaçable ? Vaste question cent fois reformulée et qui était, le 10 décembre, au centre d'un procès (Val-d'Oise). M. Raymond Claude, enquêteur social auprès de l'administration judiciaire, poursuivi pour « discrimination sexuelle » en vertu de l'article 187-5 du code pénal par M. Jean-Olivier Bourbon, trente-trois ans, responsable de la formation dans une entreprise de travaux publics. Ce père de famille en instance de divorce s'était vu, en effet, retirer, après deux années, la garde de ses deux enfants par le juge aux affaires matrimoniales, qui fondait sa décision sur un rapport établi par M. Claude. Cette dernière évoquait dans son rapport, cette « tendresse dont les enfants ont incontestablement besoin et que seule une maman peut dispenser à ses enfants ». Soutenu par le Mouvement de la condition féminine (M.C.F.), M. Jean-Olivier Bourbon et son avocat, M. Agnès Fichot, avaient cité de nombreux témoins, et notamment des psychologues, des sociologues, M. Benoit Groult, écrivain, M. Marie-France Lecuir, députée (P.S.) du Val-d'Oise, et M. Guy Ducloux, vice-président de l'Assemblée nationale et vice-président du groupe parlementaire communiste.

L'histoire commence en décembre 1980 avec le départ définitif du foyer conjugal. M. Claude Bourbon, après huit années de mariage, a quitté son épouse, M. Bourbon, à l'époque, M. Bourbon a huit ans et Sylvain cinq ans. Selon M. Bourbon, présente au procès, « il existait entre nous un amour mutuel : la garde des enfants était alternée ». Le 15 septembre 1981, le divorce a été prononcé par M. Bourbon, mais que le juge aux affaires matrimoniales lui attribue le domicile conjugal et la garde matérielle des deux enfants. Le principe d'une égalité parentale conjointe est adopté. Deux mois plus tard, l'ordonnance de non-conciliation demandée, par M. Bourbon, le 15 septembre 1981, est rejetée. Une enquête est faite par M. Bourbon, présente au procès, depuis trois ans, le tribunal de Pontoise. Ses conclusions permettent à M. Bourbon d'assigner son mari en référé. Un jugement favorable à l'épouse, cette fois-ci, est rendu le 2 juillet 1982, et, le 30 juillet suivant, la garde des enfants doit être confiée à la mère. Rien ne va plus désormais entre

deux époux, et, estimant le rapport « sexiste » de M. Claude a influencé le tribunal, M. Bourbon a poursuivi en justice l'enquêteur social. C'est dans son rapport apparemment assez malheureux, M. Claude a écrit : « L'attitude du père est beaucoup plus révélatrice d'une attitude fixe que de l'intérêt qu'il porte à ses enfants, mais il a l'excuse d'être un homme, apparemment énergique, et s'exprime d'une manière d'un homme. Au contraire, M. Bourbon, une femme douce, coquette, de Jacques, a dégage une tendresse aisée à un certain charme. »

Stereotypes

Les témoins cités par la partie civile ont dénoncé ce « petit catalogue de stéréotypes sociaux et de préjugés sur le rôle des femmes et des parents ». Selon M. Groult, « qui a inspiré l'enquête, c'est les faits qu'un préjugé, c'est l'opinion selon laquelle les femmes sont plus... donner la tendresse aux hommes. Les femmes veulent... l'instinct maternel. L'amour maternel est un sentiment qui peut être fluctuant. M. Guy Ducloux s'interrogeait, lui, sur la qualification des enquêtes sociales. Quant à M. Marie-France Lecuir, elle rappelait la récente loi sur l'égalité professionnelle, « égalité qui doit exister aussi dans le domaine social et dans l'éducation des enfants ». Pour l'employeur de M. Bourbon, « le monopole de la tendresse n'est pas d'un seul côté ». Mais, au-delà des discours qui se tenaient dans l'enceinte du tribunal correctionnel de Pontoise, la réalité apparaissait durement au détour de certaines phrases, même si le déclinisme entre les époux n'était pas l'objet du procès. M. Bourbon apprend-on que M. Bourbon, au terme d'une garde partagée, cachait ses enfants depuis six ans et qu'aucune enquête de gendarmerie n'était parvenue à le retrouver. « Je n'ai pas eu cette affaire sous les yeux jusqu'à bout de cette enquête jusqu'à bout », a reconnu M. Agnès Fichot, « il y a un dommage que M. Claude ait gaspillé ce choix d'authenticité qu'avaient eu les deux parents d'organiser leur vie. » Seule M. Claude paraissait, ne rien comprendre au procès qui se jouait elle. Comme sa mère, et sa grand-mère probablement, elle avait dans son enfance qu'une femme est maternelle par essence et plus indispensable à un enfant que le père. Une conviction qui lui paraît être du simple bon sens.

Le père de Nicolas et Sylvain s'est peut-être trompé de « stigmate » en la rendant responsable de la décision judiciaire, alors que les enquêtes sociales n'ont de valeur qu'indicative. « Une enquête sociale n'est qu'un dépôt d'une autorité publique et un citoyen investi d'un ministère de service public, a précisé le substitut du procureur, M. Claude a fait un rapport qui sert à éclairer la décision du juge. Les éléments de fait ne sont pas établis, je m'en remets au tribunal. » En clair, qui était une manière de demander la relaxe du procureur.

Jugement le 24 décembre.

JACQUELINE MEILLON.

comment préparer...

SCIENCES-PO

(entrée en 1^{re} ou 2^e année) 200 pages. Présentation des L.E.P. (Paris, Provins), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, résumés.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE

350 pages. Note des présentations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et conseils, présentations, résumés de 25 écoles, résumés et annexes.

les ETUDES de MEDECINE et de PHARMACIE

120 pages. Présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et méthodes des spécialités.

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance 50 F par guide en chèque à Groupe SIGMA Editions 16, rue du Cloître Notre-Dame, 75004 Paris, tél. 325.63.30

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
nos préparations :
- Capacité en Droit
- Admission dans les Ecoles de Commerce
L'ECOLE CHEZ SOI
enseignement privé à domicile
1, rue Thérad
75004 PARIS CEDEX 05
Tél. 534.74.00

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10°
+
4 goulons d'acier anti-dégondage
+
renforcement du bois
+
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
+
1 barre de seuil
OFFRE EXCEPTIONNELLE
valable jusqu'au 31.12.82
(au lieu de 3.950 F)
3.000 F TTC
Pose et dépi. compris
PARIS-BANLIEUE
PARIS PROTECTION
55, rue de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
4 Vets.

RÉVISER OU APPROFONDIR
Math - Physique - Français
Langues
1^{er} AB/S TERM ASCD
U.P.A. SARI
cours 17 h à 19 h et 22 h à 24 h, 22 h à 12 h
Inscription :
68, av. d'Iéna - 75116 PARIS
Tél : 720-44-38 - 720-36-80



Un bon calcul pour Noël.

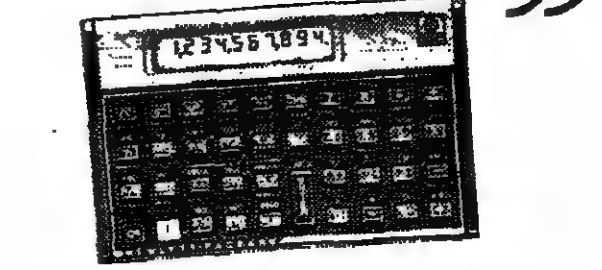
« Cher papa, chaque année, avant Noël, je vois, maman et toi, à la recherche du cadeau idéal, celui qui met d'accord enfants et parents. Alors, cette année, si vous voulez jouer les pères-Noël, vous user les méninges, faites un bon calcul : oubliez les livres, les vêtements et le reste. Offrez-moi le calculateur HP10C.

Question cadeau utile, on ne fait pas mieux : fonction math, trigo, logs et stats, mise point ligne par ligne, touche pause, logique informatique et 79 lignes de programme, de quoi éclater les épreuves du concours.

Si vous voulez d'autres raisons sérieuses, il y en a plein les publicités : « pour entrer de plain-pied dans le monde informatique », « Hewlett Packard, synonyme d'innovation technologique », et j'en passe. Mais la vraie raison, c'est que le HP10C est un super-

calculateur de poche ! presque un ordinateur
13 cm de long et 1 cm d'épaisseur.
Allez, les « supères-Noël », enflez vos fausses barbes et faites plaisir à votre petit Einstein.

Votre fils



Pour obtenir la liste des distributeurs, adressez-vous à Hewlett-Packard France, 91947 Les Ulis Cedex. Tél. (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



HEWLETT PACKARD

« Agro » par

Pro d'un goût Para la ro Hong

ÉDUCATION

A L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE DE PARIS-GRIGNON

« Agro » par vocation... ou par stratégie

Alors que l'on s'attendait à ce que l'enseignement supérieur agricole soit le domaine de la vocation, on constate un phénomène qui s'accroît : les écoles d'ingénieurs recrutent de plus en plus leur spécificité. Qui, aujourd'hui, imagine un polytechnicien en officier d'artillerie, un centralien en ingénieur des chemins de fer, ou un diplômé des Mines en directeur des Charbonnages ? Il faut se rendre à l'évidence : la plupart des écoles d'ingénieurs recrutent désormais en fonction d'un niveau d'études, la force en mathématiques ! — que dans une perspective professionnelle spécifique.

Il en est, pourtant, qui conservent une image « professionnelle » indéniable. C'est notamment le cas de l'Agro, aujourd'hui Institut national agronomique de Paris-Grignon (INA-P.G.) depuis la fusion de l'école de Grignon (Yvelines) et l'institut de la rue Claude-Bernard (Paris 5^e).

Même si l'on retrouve des « agros » dans tous les secteurs de l'économie et de l'administration, y compris dans la banque ou des industries sans rapport avec l'agriculture, le mode de recrutement de l'Institut et ses nombreuses écoles d'ap-

plication (C.N.R.S. rural, Eaux et Forêts, Haras nationaux, etc.) font de l'Agro un établissement d'enseignement supérieur « finalisé », aussi bien des cadres de l'industrie privée que des agents de l'État ou des fonctionnaires internationaux.

Macrédo après une préparation spécifique au lycée (« maths sup bio ») ou à l'issue d'un premier cycle universitaire (« concours B »), les élèves de l'Agro ont parfois une vocation professionnelle affirmée qui tranche avec la « classe » des élèves-ingénieurs sélectionnés sur des critères mathématiques.

Il faut dissiper tout doute : un malentendu ? L'Agro ne forme ni des agriculteurs ni des « agros » d'agrobusiness. C'est bien évident, précise M. Philippe Marchon, directeur des études, nous n'avons que 5 à 6 % d'enfants d'agriculteurs, ce qui correspond à la moyenne nationale. Situation bien différente, par exemple, des écoles normales supérieures, qui recrutent surtout dans le milieu enseignant (le Monde 6 et 24 novembre).

Qu'est-ce donc qui décide un bachelier — ou une bachelière (1) — à préparer l'Agro ? Il y a d'abord les passionnés de mathématiques, dont la vocation remonte parfois très loin. « J'ai toujours joué avec un petit microscope », se souvient Pierre, élève de première qui a choisi l'Agro depuis la classe de seconde. « J'ai toujours été intéressé par les animaux », reconnaît François, élève de troisième année originaire de Cognac. Lui pensait plutôt à « faire Vét » (l'école vétérinaire), mais il s'est finalement présenté à trois concours : Ulim, Saint-Cloud (2) et l'Agro. Reçu à Saint-Cloud et ayant échoué à l'Agro, il a choisi l'Agro et, en troisième année, l'option « zootechnie ». Il pense continuer la recherche, dans un temps, après son éventuelle admission à l'INRA, l'Institut national de la recherche agronomique.

Son camarade, passionné d'océanographie depuis que, tout jeune, il a vu les films de Cousteau, a choisi l'Agro par défaut. Après un bac C, comme 95 % des

élèves de l'INA, il a préparé en faculté un DEUG de biologie, car il était « allergique aux maths ». Et il est entré à l'Agro par le concours B, réservé aux étudiants de second cycle, car il rêve de « faire des fermes d'aquaculture en pays tropicaux ».

Pour Fabienne, en Mauritanie (« un pays sans arbres »), l'attrait pour la verdure a été le plus fort. « J'ai hésité entre les maths et les petites fleurs », avoue-t-elle. Car elle envisage un moment de devenir professeur de mathématiques. Elle a finalement opté pour l'Agro et, en troisième année, pour la biologie. Aujourd'hui, l'appel de la forêt est un peu oublié. Elle même à la recherche en secteur industriel (« pour gagner des sous »), à condition d'être en contact avec la nature en France, en contact avec les cultivateurs.

Gout pour les sciences naturelles, nostalgie de la ferme, grande-parents, fibre écologique, amour de la nature ou même pratique de l'équitation (beaucoup de jeunes filles, en particulier, sont à l'Agro par leur passion du cheval), les motivations « agromorphes » sont liées avec la découverte, parfois tardive, de la nature ou de ses composants.

Il y a dix ans, c'était l'environnement, aujourd'hui, c'est plutôt la faim dans le monde, l'agro-alimentaire sous son aspect international. Aux yeux de beaucoup d'élèves, en effet, l'agronomie d'aujourd'hui a l'image de grand voyageur. L'Agro

tente les étudiants à l'aventure tropicale et au dépaysement. Il offre aussi une formation à ceux qui, intéressés au développement du tiers-monde, envisagent de travailler au sein d'organismes internationaux ou à l'F.A.O. ou l'UNESCO.

Enfin, les étudiants trouvent à l'occasion d'un voyage, précisons-le, d'Hubert, un élève de troisième année, d'agronomie tropicale à Montpellier. « C'est un pays où j'ai découvert les besoins de ce pays. Il y a du boulot à faire là-bas », fonctionnaire à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie appliquée à Dijon, il touche 6 000 F par mois, mais finit par la coopération internationale, le monde à l'issue de son service national.

Pour la recherche

Les vocations, précoces ou tardives, existent. On en recense beaucoup à l'Agro. Mais en y trouvant une quantité d'élèves, l'agronomie par défaut, voire par stratégie de carrière, il y a d'abord les étudiants qui ont leur avenir professionnel — cela existe ! — qui écartent l'université sous prétexte qu'elle « ne mène à rien ». Ayant renoncé au principe de la grande école, ils préparent le concours de l'Agro (3) parce qu'ils se veulent pas « s'abriter de maths ». Beaucoup présentent aussi à des concours jugés voisins (en option biologique) à la rue d'Ulm ou

l'Ecole vétérinaire. Le concours de Saint-Cloud, dont les épreuves ont lieu juste avant l'Agro, apparaît comme un galop d'essai, pour ne faire la moitié, l'enseignement attire peu. Plusieurs passent l'Agro parce qu'ils ont renoncé à la médecine, « qui offre trop peu de débouchés actuellement ».

Une forte proportion d'étudiants choisissent l'Agro pour la recherche. C'est le cas de Claire, une Marseillaise de quatrième année (elle double sa dernière année pour préparer un deuxième diplôme d'agronomie approfondie), qui voulait faire la recherche fondamentale en physiologie végétale. Admise en « prépa », elle décroche au bout d'un an et termine son DEUG en faculté. A l'université, elle se rend compte que « les places de chercheurs sont occupées par les normaux et les agros ». Elle présente donc au concours B pour entrer à l'Agro, une école qui « lève l'hypothèque de la recherche ». Comme 15 % des camarades de promotion (180 diplômés par an), elle obtiendra peut-être une bourse de recherche à l'INRA (4).

Le terrain

D'autres, en revanche, préfèrent l'Agro pour se rapprocher de l'activité économique et des professionnels. « J'ai quitté la fac pour être femme de terrain », dit sans ambages Isabelle, « facarde » (5) de première année qui a préparé un DEUG à l'université « en pensant à l'Agro ». Certains veulent bien faire de la recherche, mais à titre de formation complémentaire. « C'est séduisant de faire de la recherche trop longtemps », affirme un élève de troisième année qui refuse d'être « fonctionnaire de vie » et envisage de « monter une entreprise » après avoir consacré à la recherche.

Bien des « agros », cependant, restent perplexes sur leur avenir professionnel. En effet, beaucoup ont choisi l'école pour son image de « pépinière d'hommes de terrain », pas trop déformés par l'abstraction mathématique et restés proches de

En même temps, cette école d'Etat, placée sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, débouche sur quantité de services publics (INRA, Génie rural, Aménagement du territoire, Eaux et Forêts, etc.) qui promettent à leurs diplômés un statut de fonctionnaire. Or un fonctionnaire, « de terrain », travaille beaucoup en bureau, ce que redoutent la plupart des élèves. Seul ceux qui, comme Emmanuel, souhaitent « entrer dans l'administration à un niveau intéressant ». En guise de troisième année d'Agro — après avoir collé à l'oral du Vét — il fait une deuxième année de Sciences pour « associer la gestion à la formation d'ingénieur » et devenir « haut fonctionnaire dans l'agriculture ».

Ainsi, qu'il envisage l'entreprise privée, l'aide au tiers-monde, la recherche ou la fonction publique, l'ingénieur agronome 1982 a une spécificité : une activité plus ou moins liée à l'agriculture ou au rural. « Trahit » pour la banque, « plutôt » le Crédit agricole : s'il se lance dans les affaires, « il a une préférence » pour l'agro-alimentaire, et s'il endosse définitivement la robe de chercheur, ce sera en priorité pour traquer l'insecte nuisible ou créer une nouvelle variété d'oléagineux. Les acquis d'études, cet attachement à la terre, à la vie marquent son homme. Les de Grignon ou de la rue Claude-Bernard en portent témoignage.

ROGER CANS.

- (1) L'INA-P.G. accueille 35 % d'étudiants.
- (2) Les écoles normales supérieures de la rue d'Ulm et de Saint-Cloud.
- (3) Outre l'Agro, le concours s'adresse aux écoles d'agronomie de Rennes, Montpellier, Nancy et Toulouse, aux écoles des techniques agricoles ou d'agronomie appliquée à Strasbourg, Lille, Dijon, Maastricht (Es) et à l'Ecole supérieure du bois.
- (4) 22 % des chercheurs de l'INRA proviennent de l'Agro.
- (5) Terme péjoratif pour désigner les agros passés par l'Agro.

CORRESPONDANCE

L'enseignement du français en Islande

A la suite de l'article intitulé « L'union dans la diversité », publié dans le Monde du 24 novembre 1982 (« Parler français »), l'Association des professeurs de français d'Islande demande d'apporter les rectifications suivantes :

(...) L'enseignement du français existe et bien, et seulement dans les lycées d'Islande, mais même en classe terminale, certains collèges d'enseignement où il est proposé en option. L'Alliance française n'a nullement pris le relais des établissements.

Le français est enseigné en Islande comme troisième langue étrangère (après le danois et l'anglais), en même temps que l'allemand, qui vient en tête, et l'espagnol, qui vient loin derrière. Les élèves qui choisissent le français entrent au lycée à l'âge de seize ans environ. Selon la section d'options choisies, ils poursuivront cette étude pendant deux à quatre années scolaires, à raison de quatre heures par semaine en moyenne.

S'il est vrai que certains professeurs qui enseignent le français au lycée de l'université arrondissent leurs fins de mois en donnant des cours du soir à l'Alliance française, il n'en demeure pas moins qu'ils ont avant tout des fonctionnaires à

l'Etat islandais, exerçant leur activité en premier lieu au lycée ou à l'université.

Il est à noter, en outre, que l'Alliance française n'est pas la même que celle des lycées. L'Alliance dispense son enseignement — dont il s'agit pas de sous-estimer la valeur — à des adultes de tous âges, qui n'ont généralement suivi la filière du lycée, mais qui souhaitent rafraîchir leurs connaissances anciennes. On y rencontre également, bien sûr, quelques lycéens soucieux d'acquiescer plus d'aisance dans la pratique orale de la langue, mais ils sont l'exception.

Il est donc faux de dire que l'Alliance française a pris le relais des lycées, qui n'offrent plus d'enseignement de français en Islande.

(Dans le cadre de la loi obligatoire sur la langue, les élèves de quatrième, cinquième, sixième et septième de l'enseignement primaire apprennent le français en système ou quatrième langue. A l'université, cinquante-cinq pour cent des étudiants apprennent le français comme langue étrangère.)

A propos des « pallikares »

M. Jean G. Xydias, d'Athènes.

Il est d'ailleurs passé, il y a plus de cinquante ans, dans la langue française par le truchement d'écrivains ou d'artistes philhellènes, durant la guerre de l'indépendance. Nous le remercions de la belle exposition « Le philhellénisme dans la vie quotidienne en France (1824-1830) », organisée à l'Institut français d'Athènes, où le « pallikare » apparaît à plusieurs reprises.

De nos jours, le « pallikare » est couramment utilisé pour désigner un homme jeune, vigoureux, vaillant.

Le « pallikare » (en grec pallikari) n'est pas un animal, comme le croit M. Fauvet, mais un homme en qui la notion de bravoure se trouve enrichie de nuances telles qu'intériorité, noblesse. En fait, le terme exprime quelque chose de plus que « combattant valeureux ».

Il est d'ailleurs passé, il y a plus de cinquante ans, dans la langue française par le truchement d'écrivains ou d'artistes philhellènes, durant la guerre de l'indépendance. Nous le remercions de la belle exposition « Le philhellénisme dans la vie quotidienne en France (1824-1830) », organisée à l'Institut français d'Athènes, où le « pallikare » apparaît à plusieurs reprises.

De nos jours, le « pallikare » est couramment utilisé pour désigner un homme jeune, vigoureux, vaillant.

Le « pallikare » (en grec pallikari) n'est pas un animal, comme le croit M. Fauvet, mais un homme en qui la notion de bravoure se trouve enrichie de nuances telles qu'intériorité, noblesse. En fait, le terme exprime quelque chose de plus que « combattant valeureux ».

Profitez d'un avant-goût du Paradis sur la route de Hong Kong.

Venez avec nous de Paris à Hong Kong dans l'excellent confort d'un Tristar. Les départs ont lieu tous les vendredis et dimanches et arrivent à Sri Lanka le lendemain à l'aube. Profitez d'un paisible stop-over sur notre île paradisiaque et repartez avec nous pour Hong Kong. Ou bien partez le vendredi de Paris et vous aurez une correspondance immédiate pour Hong Kong. Nous vous assurons au cours de votre voyage ce service chaleureux et attentionné propre aux habitants de ce paradis.

AIR LANKA
L'orient-gout du Paradis

Consultez votre agent de voyages ou Air Lanka à Paris.
Tél. 297.43.44, 9, rue de la République, Paris 10^e.

AL203

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage parallèle (février à juin)
- Stage intensif (juin à septembre)

IPEC Enseignement supérieur privé
10 bd Saint-Michel, 75006 Paris
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

ANIMATION ET CONDUITE DE REUNIONS
30 heures d'enseignement (6h/5 jours)
du 31/1 au 4/2 1983

Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

INCROYABLE
Au pied du Mont-Blanc
votre chalet individuel
dès cet hiver

179.000F Vallée de Chamonix

Entièrement équipé et meublé, dans le cadre grandiose de la vallée de Chamonix. Exceptionnelle, notre formule gestion-location vous offre une rentabilité assurée par Club Montamer.

UNE AFFAIRE A SAISIR QUANTITE LIMITEE

Pour recevoir la documentation complète, retourner ce bon à : SERITOUR, 15, avenue Gourgand - 75017 Paris

RENTAPIERRE Groupe Sérour
5, avenue Gourgand 75017 Paris
Tél. 01.706.04.33

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. bur. : _____
Tél. dom. : _____

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

DES AMBITIONS POUR L'ÉCONOMIE

VIVRE ET TRAVAILLER À PARIS

La première zone industrielle de la capitale a fait le plein

Sur environ 2 hectares, là où s'élevaient autrefois des vi-
lains gazomètres, devenus
inutiles, on a érigé une série d'hô-
tel pour P.M.I. Le principe est simple : la ville fournit le terrain, une société privée - Bail Investissement (1) - plante des cubes de béton de trois étages aux planchers renforcés, amène l'électricité, le gaz, l'air comprimé, aménage des rampes d'accès pour les camions et tout le tout par tranchées de 60 à 1 500 mètres carrés. Tarif de location : 320 francs par mètre carré et par an soit le prix d'un beau local du même genre en Ile-de-France.

alléchant : l'hôtel est à 250 mètres du boulevard périphérique et à 500 mètres de l'autoroute du Nord. Mais il y a aussi ce qu'on ne dit pas : aucun autobus ne passe devant la porte et la station de métro la plus proche est à un quart d'heure à pied.

Cette opération, lancée il y a deux ans, dans la nouvelle zone, pendant des mois, les industriels sont restés dans l'expectative. Puis ils se sont précipités : des imprimeurs, une entreprise de confection, des artisans, des firmes d'électronique. Aujourd'hui 80 % de l'espace est occupé. Et - miracle ! - la zone est une entreprise vient de la banlieue, l'annonce d'un grand immeuble industriel dans la capitale ? « Cap 18 » serait alors digne de figurer dans l'histoire.

Mais ce que dit l'un de ces personnes aventureuses, M. Michel Dubi, directeur de l'usine Impression, une usine qui imprime des documents publicitaires et administratifs. Il a loué 1 500 mètres carrés pour installer ses machines et ses cinquante employés. « Nous avions deux ateliers dans Paris et un autre aux Lilas », dit-il. « Nous travaillions, mais vous imaginez avec quelles difficultés ! En déménageant ici nous avons perdu un ouvrier et nos loyers ont augmenté. En revanche l'équipe s'est soudée, la rentabilité s'est accrue et nous allons pouvoir enfin développer nos activités ».

Il y a au moins un coin de France où l'on peut rencontrer des patrons heureux : dans le dix-huitième arrondissement, à Paris. Trente-six entreprises, avec leurs machines et leurs quatre cent trente ouvriers viennent de s'installer dans des bâtiments neufs. Certaines d'entre elles tournent déjà à plein régime. Elles occupent la première zone industrielle qui ait sans doute jamais été créée dans la capitale. Son nom : centre d'activités de Paris-18 autrement dit « Cap 18 ».

Vraiment, le ne regrette rien. Le personnel non plus.

Même son de cloche chez les quinze entreprises de l'industrie Data, une petite firme qui assure l'entretien des machines imprimantes branchées sur ordinateur et qui travaille au bord d'une rue au centre de Paris. Les 100 mètres carrés qu'ils ont loués leur paraissent un palais et, déjà, ils songent à s'agrandir pour accueillir d'autres commandes de la capitale.

« Cap 18 » est la manifestation la plus spectaculaire d'une nouvelle politique décidée il y a exactement quatre ans par le Conseil de Paris sur proposition de M. Jacques Chirac. Face au vide inexorablement en cours de la capitale, il s'agit d'aujourd'hui, de stopper l'hémorragie et si possible, même, de transformer un coin neuf dans les ar-
rêts économiques de la capitale.

Des atouts

Le diagnostic a été posé clairement en 1978 par une vaste enquête de la chambre de commerce qui a porté sur environ la moitié des entreprises de transformation ou de fabrication travaillant dans Paris. Première constatation surprenante : c'est un secteur fort mal connu. Toutes les statistiques le concernent, même les plus officielles, sont faussées.

A y regarder de près on s'aperçoit qu'en 1978 il restait, disséminés dans les vingt arrondissements, mille sept cent cinquante entreprises (dont dix-sept mille artisanales) employant en gros deux cent mille personnes et occupant 2 à 3 millions de mètres carrés. La confection, l'imprimerie, le travail des métaux, l'électronique, le bois, le

petite industrie alimentaire, les artisans de Paris, tel est l'éventail des activités. Les trois quarts de ces firmes sont installées dans des immeubles d'habitation et une sur cinq travaille même en étage. Les meilleurs locaux industriels ont un demi-siècle d'âge. On imagine les conditions de travail !

Deuxième surprise : les firmes que l'on croit moribondes car elles ont augmenté leur chiffre au cours des trois années précédentes. Beaucoup déclarent que leur clientèle n'est pas en panne de la région. Plus encore plus inattendue : les entreprises en cours d'extension, les deux tiers d'entre elles, de l'espace dans Paris. Les locaux cumulent par exemple sur 400 000 mètres carrés de locaux que la ville a fait siéger : à Paris doit pouvoir satisfaire sur son propre territoire les besoins de modernisation et de développement des entreprises.

C'est plus vite dit que fait car, en vérité, tout s'oppose à son objectif. Les locaux industriels sont, pour la plupart, vétustes, inadaptés et peu sûrs. Si le patron est propriétaire du terrain, il a tout intérêt à vendre pour s'installer en province. Il faut une opération financière que les pouvoirs publics encouragent au lieu de décourager. Quant à la politique de rénovation urbaine, menée depuis vingt ans dans la capitale, elle a cessé de remplacer les ateliers par des logements et les ateliers, tout le monde les rentent un fabricant, tout le monde les rentent un fabricant, tout le monde les rentent un fabricant.

Pour corriger le cours de l'histoire il faut donc peser sur tous ces facteurs. C'est ce que le municipal

palité a tenté depuis quatre ans. En diminuant la densité des constructions nouvelles on a voulu ralentir l'expansion vertigineuse du prix du terrain. On a surtout modifié le plan d'occupation des zones P.O.S. pour protéger la ou les parcelles occupées par des entreprises. Dans la ZAC, dont beaucoup ont été « refondues » en 1978, on a expressément prévu des espaces pour les activités industrielles et artisanales.

Exemple : les plans primitifs de la ZAC Bisson-Palikaou, le vingtième arrondissement, prévoyaient de créer quarante-cinq entreprises employant trois cent cinquante personnes. Après réflexion, on a décidé de sauver les locaux de six étages et travailler les firmes. La ZAC a été promise à la construction de 3 000 mètres carrés de planchers industriels, et au pied des immeubles du quartier, on espère installer une zone artisanale de 1 000 à 2 000 mètres carrés.

Concevoir l'impossible

Sur les intentions municipales abandonnées par Citroën, dans le quinzième arrondissement, on veut étaler un grand jardin et alentour un quartier neuf, 3 000 mètres carrés d'activités et un chèque-mat de 100 millions prévus dans un plan. M. Gabriel Kasperet, adjoint au maire chargé de l'industrie et du commerce, en a résumé le but : créer une zone plus industrielle et moins commerciale.

L'indépendance ne suit pas. Les aménageurs traînent les pieds et disent que leur métier n'est pas de concevoir des locaux industriels et que ça ne rapporte rien. On a même vu une société H.L.M. dépendant de la ville refuser nettement de donner la propriété d'un local elle avait la responsabilité, la ville n'avait pas le droit.

Après quatre ans de vœux pieux et de discussions énergiques on voit, enfin, apparaître quelques réalisations tangibles. Un immeuble industriel de six étages, dans le dix-huitième arrondissement, a été construit et la convulsion des amateurs de lofts et d'ateliers a été évitée. Un sort de terre boulevard Devout dans le vingtième.

Mais l'action la plus originale a consisté à concevoir l'indépendance : des zones industrielles au plein Paris. L'opération « Cap 18 » en est le premier exemple. Encourageant, puisque la capitale qui a construit les deux premiers bâtiments de l'opération a déjà d'entamer une troisième tranche de 15 000 mètres carrés, prévue en 1984. Comme le terrain est vaste, elle espère continuer ainsi par étapes : 40 000 mètres carrés supplémentaires. L'opération : écarter les firmes qui veulent louer des entrepôts pour ne louer qu'à des producteurs occupant du monde. Pour la première tranche de « Cap 18 » il a fallu décourager près de quinze entreprises de ce type.

La zone industrielle de la capitale s'étendra en fait dans les zones de la gare d'Austerlitz, la ZAC de la Gare d'Orly. Le projet, qui prévoit 80 000 mètres carrés de planchers industriels, est actuellement l'enquête publique.

Enfin la ville a décidé que la DATAM assouplisse les mesures d'occupation frappant les entreprises, tant s'agrandir ou s'installer à Paris. Il fallait un agrément, difficile à obtenir, pour une demande dépassant 100 mètres carrés. Le seuil a été relevé à 1 000 mètres. En zone industrielle on ne peut pas louer 150 mètres par mètre carré, la punition cessera d'être appliquée à partir du 1^{er} janvier 1983.

Toutes ces mesures, ces mesures récentes, ces mesures à se concrétiser, qui se heurtent à la force de l'inertie, à l'hémorragie industrielle qui affaiblit la capitale. C'est difficile à réparer, mais peu probable. Un point tout acquis : la capitale n'est plus la fatalité. La capitale n'est peut-être condamnée à devenir une agglomération de bureaux, de dortoirs. Pour Paris l'espoir d'habiter une vraie ville, équilibrée, aux activités multiples, où les ouvriers et les artisans auront le droit de cité.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Bail-Investissement, 37, rue Surène, 75018 Paris. Tél. : 245-79-18.

A VILLEPINTÉ (SEINE-SAINT-DENIS)

Un parc des expositions pour le vingt et unième siècle

IMMENSE structure d'acier, de béton et de verre surgie de la plaine de Villepinte, une petite commune de Seine-Saint-Denis, le nouveau parc des expositions de Paris-Nord surprendra certainement par son élégance, son modernisme et l'harmonie de ses lignes, dignes des plus belles réalisations américaines ou allemandes. Les visiteurs qui, bientôt, en prendront le chemin.

Dernier-né de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.), il vient, fort des 70 millions de surface d'exposition de sa première tranche, compléter les installations de la porte de Versailles, du Palais des congrès, du C.N.I.T. à la Défense et celles de Bourget.

Inauguré le 1^{er} décembre dernier par M. Jean Thévenaz, président de la C.C.I.P., et tout ce que la région Ile-de-France comprend de responsables politiques, administratifs et économiques, il fait déjà figure de réussite totale. Le devis initial (450 millions de francs en 1980) a été quasiment respecté puisque le total des investissements aujourd'hui réalisés s'élève à 500 millions de francs.

Conçu par les responsables de la chambre de commerce en 1979, mis en chantier en 1980 et achevé aujourd'hui pour sa première tranche, il a été réalisé dans les délais prévus, après trois millions d'heures de travail réparties entre plus de cent entreprises.

Situé à trois kilomètres de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, le parc des expositions de Villepinte est facilement accessible par l'autoroute du Nord (A1) ou l'autoroute B3 qui le rapproche de l'aéroport d'Orly. Le 17 janvier prochain, la station « parc des expositions » de la ligne B du R.E.R. (Gare du Nord-Roissy) sera mise en service. Elle est située à 150 mètres des nouvelles installations et à 11 mètres de la station parisienne Châtelet-Les Halles.

Au milieu de 18 hectares d'espace verts - encore en devenir - les halls d'expositions s'organisent autour d'un vaste parvis rose et semi-circulaire où voisinent bosquets et pièces d'eau.

Les visiteurs, venus du métro régional, d'une des 7 000 places de parking, du terminal taxi situé en sous-sol de l'héliport ou proche, accéderont au parc par une vaste galerie d'accueil vitrée et très claire. Guichets d'information, banques, centrale de réservation hôtelière et de spectacles, téléboutique, poste, librairie, agence de voyages, tabac, ainsi qu'un restaurant à terrasse de 230 places : tous les services

nécessaires ont été rassemblés là pour répondre à leurs besoins.

Les professionnels disposeront de cette galerie de plusieurs centaines de mètres carrés pour conférence et de réceptions et de deux salles polyvalentes. La première peut accueillir de cinq à six cent soixante-dix personnes. La seconde et les fauteuils sont mobiles. Elle est équipée d'un système de projection vidéo et cinéma, ainsi que de six cabines de traduction simultanée. La seconde peut accueillir soixante-dix personnes. Les bureaux du commissariat général, une salle de presse, un studio de télévision, également à la disposition des organisateurs à l'intérieur de la galerie.

Quatre halls d'exposition, groupés deux par deux en forme de lyre, permettront de présenter les produits. Le premier - 15 750 mètres carrés - peut recevoir des salons de petite taille, car les cloisons amovibles rendent possible un aménagement en deux zones indépendantes de 7 000 et de 8 750 mètres carrés. Les trois autres offrent des surfaces allant de 16 000 à 19 000 mètres carrés.

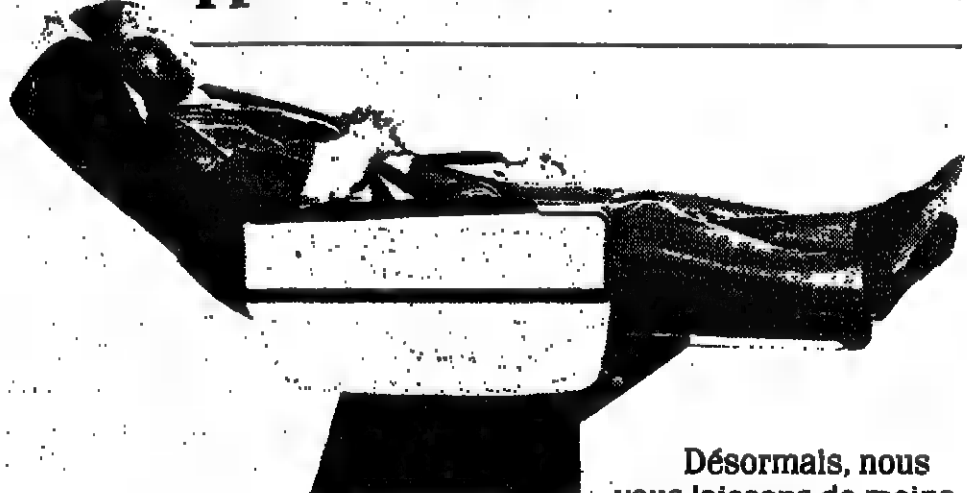
Chaque stand bénéficie d'un système de distribution d'eau, d'électricité, d'air comprimé, du téléphone et de la télétransmission par câbles. Ils sont reliés à des galeries techniques en sous-sol. L'éclairage, naturel dans la journée, est assuré par des dômes translucides et des bandeaux vitrés en façade.

Chacun des halls dispose de ses propres bureaux pour les commissaires du Salon, de salles de réunions, de soixante-quinze à deux cents places, et de services de restauration rapide, bars, sanitaires, vestiaires et consignes automatiques.

Filmé par la C.C.I.P., qui a confié la maîtrise d'ouvrage à la Société immobilière du Palais du congrès, conçu par le maître d'architectes CAR et réalisé par l'autorité de la SERI Renault ingénierie, le Parc des expositions de Paris-Nord devait accueillir ses premiers visiteurs les 13 et 14 décembre. C'est la C.N.P.F. qui a permis les plans des nouveaux bâtiments. Sept autres halls déjà retenus pour l'exposition à Villepinte : la Halle du jouet, du 19 au 25 janvier 1983, qui sera suivie par les ménagers, les industries papeterières et graphiques, etc. Autant de confirmations de la nécessité de construire un parc de plus en plus régional parisien et l'espoir, déjà, de voir se chanter rapidement la deuxième tranche de Villepinte Paris-Nord.

OLIVIER SCHMITT.

Paris Tokyo,
vous n'avez plus que 12 h 45 pour
apprécier notre sens du détail.



Désormais, nous
vous laissons de moins

en moins de temps pour tester la multitude de détails qui nous rend si différents des autres compagnies.

Ainsi sur Paris Tokyo via Moscou, en 747 le vendredi, le temps de vol a pu être réduit à 12 h 45.

• 12 h 45 pour apprécier le confort de nos 747, notre ponctualité bien connue, l'efficacité de notre service à bord.

• 12 h 45 pour goûter tous les avantages qui sont le privilège des passagers de JAL. Et en 1^{re} classe JAL, vous trouverez les fameux fauteuils inclinables à 60° et même un vrai lit pour dormir une vraie nuit.

Tout le monde sait que le caractère japonais recherche toujours la perfection. C'est là dessus que repose la réussite et le succès mondial de notre compagnie.

JAPAN AIR LINES

Les petites attentions
font les grands vols.



week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Guén, 75016 PARIS ou téléphoner 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
ville

MERCREDI



À PARTIR DU 15 DÉCEMBRE



POUR EN SAVOIR PLUS, ÉCOUTEZ GILDA 91MHz.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MON ISMÉNIE - GIBIER DE POTENCE. - (874-74-40).
LA GRANDE IMPRÉCATION DE LA VILLE. - Kiron (523-54-20).
h 30.

Les salles subventionnées

municipales
OPÉRA (742-57-50). 19 h 30 : Falsaff.
COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20).
20 h 30 : La vie est un songe ; 20 h 30 :
Andromède.
DEAUBOURG (277-13-35). 20 h 30 :
recréation-musée ; 15 h 30 : 23 h : pour
V. Woolf ; Chénier-Vidéo ; 15 h 16 h.
18 h 30 : Films B.P.L. : Concert ;
21 h 30 : Musique polonaise d'au-
jourd'hui.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-
19-31). Opéra, 20 h 30 ; 14 h 30 : la
Vierge Joyeuse.

Les autres salles

ARTS HÉBERTOT (387-23-23). 11 h :
"Exil".
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41).
21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE (281-00-11).
h 30 :
DAUNOU (261-69-14). 11 h : La vie est
trop courte.
ESSAÏON (278-46-42). 11 h 20 h 45 : les
Folies ; 20 h 30 : Bethsabée - la
Kabbale selon Aboukiss.
KUCHETTE (326-38-99). 11 h 30 : la
Cantatrice aveugle ; 20 h 30 : la Leprieux ;
21 h 30 : la Cantatrice aveugle.

LUCEBNAIRE (544-57-34). 11 h :
18 h 30 : J. Superville ; 20 h 30 : Six
heures au plus tard ; 22 h 15 : Tsimba ;
IL, 20 h 30 : La noce ; 22 h 15 : Monan.
- Poésie Solenne Française ; 22 h :
les Soupirs du lapin.
MARIGNY (256-04-41). Salle Gabriel
(225-20-74). 21 h : l'Éducation de Rita.
NOUVEAUTÉ (770-52-76). 11 h :
Hold-up pour rire.

PALAIS-ROYAL (297-59-81). Racine-
tes ; 20 h 30 : Boule M. Van Parys.
PENSÉE-THÉÂTRE (245-18-20).
21 h : Intrigue.

POCHE-MONTMARTRE (297-59-81).
20 h 30 : la Gare (583-15-63).
20 h 30 : la Gare (583-15-63).
SALLE VALMONT (584-14-18).
20 h 30 : les Petits.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79).
20 h 30 : l'Écume des jours ; 22 h :
Rogard les femmes passer.

TH. DES (225-00-02). (236-00-02).
20 h 30 : Brève histoire d'elles ; 22 h :
Liberté d'action.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02).
20 h 30 : les Babes d'acier ; 22 h : Nous
en fait ou nous dit de faire.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-43).
18 h 30 : le Silence de la marée ;
20 h 30 : le Silence de la marée.

THÉÂTRE DE MENILMONTANT
(366-60-60). 20 h 45 : Famille Fouc-
lard d'ère d'ère.

THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-
82-43). 20 h 30 : Un bain de ménage ;
20 h 30 : la Mal court.

Les cafés-théâtres
AU REC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-
bah ; 22 h : la Vie.

BEAUBOURG (277-13-35). 20 h 30 :
Sur une île flottante.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) 11 h :
20 h 15 : Archib - MC2 ; 21 h 30 : Phi-
lippes Ogouz dans Tout à l'heure ;
22 h 30 : Des bulles dans l'enfer ; 11 h
20 h 15 : Version originale ; 21 h 30 : Qui
a tué Betty Grand ? 22 h 30 : les Bon-
dés.

CAPÉ D'EDGAR (322-11-02) 11 h 18 h 30 :
Laissez chasser les clowns ; 20 h 30 :
Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 :
Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 :
L'annuaire, c'est comme un bateau blanc.
- II : 18 h 30 : Pas de fantaisie dans
l'orangeade ; 20 h 30 : Les blaireaux sont
fatigués ; 22 heures : Une goutte de sang
dans le gilet.

DE LA GARE (278-52-51).
h 30 : Palomar et Zigomar.

LE PANAL (233-91-17) 20 heures : La
Musica ; 21 h 15 : J. Mensud.

POINT-VIRGULE (278-67-03) 21 h 30 :
Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des
géants partout.

SENTIER DES HALLES (236-37-27).
20 h 15 : On est pas des pigeons ;
21 h 45 : Menteurs au 700 ter, rue des É-
padrilles.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (887-
07-48) 20 h 15 : le Retour de l'ar-
sène ; 21 h 30 : Les bulles ont des b-
bés ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-
44-45). 21 h : A la courtoise-paye.

THÉÂTRE DES DEUX-ANES (261-
10-26) 21 h : A vos rendez-vous.

La danse
DEJAZET (887-97-34). 18 h 30 : Elle
dit qu'elle est seule.

eio
jeudi 16 décembre 18 h 30
musique
chambre
Ives - Donatoni
Wolpe - Webern - Ravel
Zimmermann
une heure avec les solistes
l'ensemble
Intercontinental
CENTRE G. POMPIDOU
renseignements 260.94.27

Pour renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou les salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (signes groupés)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 13 décembre

OLYMPIA (742-25-49) 20 h 30 : Essai-
musee d'Arménie.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-47-77) 20 h 30 : Ballet national de
R. Foc.

Le music-hall

CENTRE MANDAPA (589-01-60)
20 h 30 : Bolivia.
ESPACE-GAÏTE (327-95-94) 11 h 30 : G.
Servat.

NOUVEAU CHÂTEAU-PORT DE
PANTIN (758-27-43) 11 h et 21 h :
H. Salvador.

Les concerts

ATHÉNÉE, 11 h : J. Brahms.
(Glock, Lull, Brahms...)
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-
TAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 :
P. Champagne, N. Mardoulet (Weber,
Beethoven, Martin, Prokofiev).

THÉÂTRE DU ROND-POINT, 20 h 30 :
Ensemble intercontinental, dir. :
A. Myrat (Weber, Kraus, Koz-
mowski, Prokofiev...).

FIAP, 20 h 30 : G. Ch. Andriani,
S. Fala, Ch. Roca (Milhaud, Bartok,
Prokofiev).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : A. Roussin,
N. Berthelot (Lacour, Ysaie, De-
bussey...).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : C. Joubert,
Ph. Alcho (Mozart, Brahms, Fauré).

Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (770-52-76).
11 h : films de l'I.D.H.E.C.
BEAUBOURG (278-46-42).
15 h : Jeune cinéaste italienne ; F. W. M.
M. Zaccaro ; O. B. Melano ; 17 h : aspects
de l'U. R. F. A. ; les films du n° 67
de U. R. F. A. ; et M. Meyer ;
20 h 45 : films cinéastes italiens ; la Racine,
de B. Wick.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v. d.).
(*) : Rio-Opéra, 21 h 30 : (742-82-54) ;
U.G.C. Rotonde, 21 h 30 : (833-06-22) ; Éri-
taga, 21 h 30 : (359-15-71).

L'AS DES AS (Fr.). : Berlioz, 21 h 30 :
(322-15-23) ; 21 h 30 : (233-36-70) ;
U.G.C. Rotonde, 21 h 30 : (833-06-22) ; Éri-
taga, 21 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS
18 h 30 : N. Denize, T. Raffalli (Scar-
lett, Hammett, Ravel...); 20 h 30 : Or-
chestre Colonne ; Ales d'opéra français,
russes et italiens ; Maurizio Arcas ;
Raima (Donizetti, Verdi,
Tchaikovsky...).

Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-
65-05). 21 h 30 : D. Dade.
FORUM (297-53-39). 11 h 30 : M. Wal-
dron, D. Hammond.
PALACE (246-10-87). 20 h 30 : Iggy Pop.
PETIT JOURNAL (326-28-59). 21 h 30 :
Docteur Chénier Ales.
PETIT OFFORTUN (236-01-36). 23 h :
T. Cos, G. Arvanitis.

Les festivals
FESTIVAL D'AUTOMNE
JEUNE THÉÂTRE NATIONAL (271-
51-00) 20 h 30 : La Comédie de Nan-
tath.

La région parisienne
CHATEL, Maison des arts A. Malraux
(899-94-50). 20 h 30 : Coal fan tute.
BARCELLES, C.C.M. (419-54-30).
11 h : Chants et danses de Géorgie.

cinéma
Les films marqués (*) sont interdits aux
moins de treize ans, (**) aux moins de dix-
huit ans.

La Cinémathèque
CHAILLOT (770-52-76).
11 h : films de l'I.D.H.E.C.
BEAUBOURG (278-46-42).
15 h : Jeune cinéaste italienne ; F. W. M.
M. Zaccaro ; O. B. Melano ; 17 h : aspects
de l'U. R. F. A. ; les films du n° 67
de U. R. F. A. ; et M. Meyer ;
20 h 45 : films cinéastes italiens ; la Racine,
de B. Wick.

Les exclusivités
AMÉRIQUE INTERDITE (A. v. d.).
(*) : Rio-Opéra, 21 h 30 : (742-82-54) ;
U.G.C. Rotonde, 21 h 30 : (833-06-22) ; Éri-
taga, 21 h 30 : (359-15-71).

L'AS DES AS (Fr.). : Berlioz, 21 h 30 :
(322-15-23) ; 21 h 30 : (233-36-70) ;
U.G.C. Rotonde, 21 h 30 : (833-06-22) ; Éri-
taga, 21 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE
FÉDÉRALE (A. v. d.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LA BALANCE (Fr.). : Gaumont Hallier, 11 h
(297-49-70) ; Quai de la Gare, 11 h 30 :
(583-15-63) ; U.G.C. Rotonde, 11 h 30 :
(833-06-22) ; Éri-tag, 11 h 30 : (359-15-71).

LES AVENTURIERS DE L'AR

CARNET

Naissances

23 ■ 20 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3
■ h 35 *Cinéma (le rire du) : le Coup de*
Sirocco,
 Film français d'A. Arcady (1978), avec R. Hanin,
 M. Villalonga, M. Ausclair, P. Bruel, P. Sève, L. Layani,
 N. Guérin.
■ *épicer et sa famille son bonheur, dans un bour-*
gade d'Oranie. Mais, après un guerre d'Algérie, lui doi-
vent en 1962, venir en France où ils ont bien du mal à se
refaire en vieillesse, dans une petite colonie, où il
voudrait rapatrier sa métropole, traité comme comédie qui
voudrait à l'italienne... Scènes pittoresques, humour,
émotion. Interprètes sympathiques.
22 h 10 *Journal.*

B **BLACK FLUX**
ELECTRONIC JAZZ

■ h 40 **Magnum** : 11.000.000.
L'achat d'un bateau d'occasion.
■ ■ 10 **Musiclub**.
George Sand, **Magnum** ?

FRANCE-CULTURE

20 h, Ma vieille Russie, de J. Marcellac, d'après Tourgou-
niev, avec A. Kreis, E. Saint-Paul, M. Derville...

■ 1 h, L'autre scène on les vivants et les dièux : Vers une
science de la création et de la liberté, enquête sur un nou-
veau paradigme, par P. Neuix, avec J.-P. Dupuy.

■ 2 h 30, Naïfs magnétiques : Des hommes dans la maison.

FRANCE-MUSIQUE

20 h ■ Concert : (donné au Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées le 10 octobre 1982) : « Village de bruisse » ■ Déprez : « Concerto pour clavier » de de Falla ; ■ Symphonie concertante pour harpe et ensemble de concertino de Dubarton Oles ; de Sviadski ; ■ L'ensemble intercontemporain ; Dir. J. Mercier ; Sol. C. Petruscu, clavier ; M.C. Jamet, harpe.

22 h ■ La nuit sur France-Musique : Musique de nuit : œuvres de Schubert, Hummel, Mozart ; 23 h 5. Aspect de ■ musique française ; 0 ■ 5. Un Italien à Paris ; P. Coppola : œuvres de Bizet, Ducas, Leroux, Coppola, Reyer.

décembre

20 h Les Jeux.
h 25 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
h La minute nécessaire de M. Cypolopale.
Matriusons un escargot forcé.

20 h 35 cinéma : la Cousine Angélique.
Titre original de l'œuvre (1973) : avec J.-L. Lopez
Vasquez, F. Delgado, L. Casalejas,
I. Cardona, M.-C. Fernandez de Loza.
Un homme de quarante-sept ans reviens à une ville de
la région du pays d'enfant, les vacances l'été 36
la famille de sa mère, et s'éprouve de sa Angélique.
Exploration du passé, de la mémoire, des
enfants. On peut évoquer les de Marcel Proust
ou le film d'Ingmar Bergman, les enfants sauvages.
Le récit est en français, écrit par une femme, a été une créa-
tion profondément personnelle, originale.

h 25 Magazine : Mémoires du France.
Emission historique de P. Orry. - L'archéologie vue du
ciel, réal. P. Bouhlin.
h 45 Les voix du vol. 00 diapositives : René Gosseur
silence le ciel depuis vingt ans. L'équipe de M. Mémoires
France - a suivi cet archéologie celtique dans
ses découvertes.

23 h 17 Journal.
h 45 00 nuit.
Résumé : la Choralie universitaire de Varsovie, dir.
J. Dobrowski.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Mathématiques** : L'accueil des villes françaises : Tours ; livres d'événements ; les sapeurs-pompiers de Paris.

■ h 4, **Les chemins de la connaissance** : Ecrits bruts, tous littéraires : ■ h 32, la mythologie gauloise retrouvée ; ■ h 50, l'herbe des fausses.







9 h 7, **La matrice des autres** : Chevauchements du nom (Marie Cresset et hypocrisie Bourdieu).

10 h 45, **Les amis** : « Nous sommes au regret de la Ding-Buzen ».

- 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- h S. Agora.
- h 45, h 15.
- h S. Sora.
- h 5, Un livre, des voix : « Mon double à Malosoa » et « Le loup en scène » de C. Ollier.
- h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier (Yehudi Menuhin) : à 15 h 30, Points cardinaux (André : à 16 h 15, L'actualité africaine : à 16 h 30, Micromas : à 17 h, Route libre.
- h h Feuillets : Dracula.
- h 25, Jazz à l'ancienne.
- h Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie du monde (des catastrophes cinématographiques).
- h Dialogues : Qui était Gobineau ? ■ J. Boiesel ■
- h 30, Neits magiques : Des hommes dans la maison.

FRANCE-MUSIQUE

- **h 2.** *Musiques du matin* :  de Wiren, Abelard, Rachmaninov, Haydn, Dvorak, Debussy.
- **h 7.** *Quotidien-Musique.*
- **h 9.** *Musiciens d'aujourd'hui* : œuvres de Bon, Maderna, Rihm, Biales, Gorecki, Janson, Horvath, Johansson, Sino-
- **h 13.** *La musique populaire d'aujourd'hui.*
- **h 15.** *Jazz* : le vibraphoniste W. Dickerson.
- **h 16.** *Opéra* : « Persée » Andromède ou le plus heureux des rois - J. Ibert.
- **h 14.** *Musique* :  Lejeune.
- **h 15.** *Les enfants d'Orphée.*
- **h 16.** *D'une*  l'autre :  Scriabine, Roussel, Debussy, Schmidt, Villa-Lobos.
- **h 17.** *Repères contemporains* : le paradis retrouvé ; œuvres de Hall Lewis.
- **h 17.** *36 Concerts* : les symphonies de Mendelssohn.
- **h 18.** *Concert* :  S.-Bach, Rantzen, Berkeley, Martin, Rawsthorne par H. Olah, clavier.
- **h 19.** *h 38.* *Jazz.*
- **h 20.** *Premières loges* : œuvres de Verdi, J. Brahms par M. Anderson, contralto.
- **h 20.** *Concert* : avec T.F.I.) - le Fou - drame lyrique de M. Landowski.
- **h 15.** *La nuit sur France-Musique* : « saisons, à châteauneuf » œuvres de Berlioz, Irturb, Adinssell, .

J.-S.                  

TRIBUNES ET DÉBATS
LUNDI 23 DÉCEMBRE
— M. Stanislaw Ciosek, ministre polonais chargé des relations avec les syndicats, ■ reçu au journal de TEL en direct de Pologne ■ 26 heures

- **Edith WALLON, Marianne PAQUET-WALLON et Alice** font part à leurs amis de la naissance de Louise,
le 11 Mars 1931.

Décès
- M. et M^{me} Jean Bichon et leurs enfants.
M. Jean Bichon et ses enfants.
Les Enfants Bichon, Debois, De

- M^{me} Chantereau,
Le docteur et M^{me} Jean-Paul
Chantereau,
Le docteur et M^{me} Philippe
Chantereau,
M^{me} Sylvie Chantereau,
M^{me} Chantereau.

pharmacien-biologiste,
leur époux, père, grand-père, fils, beau-
frère et parent.
survécu subitement, le 10 décembre
1982, à l'âge de cinquante-sept ans, en
son domicile de Sceaux.

Le service religieux ■■■ célébré ■
mardi 14 décembre 1982, à ■ h 30, en
l'église Saint-Jean-Baptiste
Sceaux (92), sa paroisse, où l'on se réu-
nira. L'inhumation aura lieu au cime-
tière de Blois (Loir-et-Cher) ■■■ la
sépulture de famille.

10, rue Quessy, 92330 Sceaux.

Sous-sol et établetoiles,
M^{me} Colette Chevrel, m^{me}
M. et M^{me} René Chevrel,
M. Jean Chevrel,
 ses frères et belle-sœur,
 M. et M^{me} André Barthélemy,
 ses beaux-frères et belle-sœur,
 Ses sœurs, nièces, parents et amis,
 au douleur de faire part du décès de
M. Pierre CHEVREL,
 survenu, le 11 décembre 1982, dans sa
 soixante-troisième année.

La **_____** religieuse **_____** lieu au
 l'église de Ricey-Haut le mercredi
 14 décembre 1982, à 14 heures, en sa salle
 de l'inhumation au cimetière des Riceys
 (Aube), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Colette Marie, M^{me} Catherine Delhomme,
sa petite-fille,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Emile MALEY,
directeur honoraire de banque
(B.N.C.I.),
le 9 décembre 1944, à l'âge de
quatre-vingt-un ans.
Les obsèques auront lieu à 14 heures à la
plus stricte intimité à l'église
de Saint-Maur.
19, rue de la Marquise,
Saint-Maur-des-Fossés.

MONNET,
professeur honoraire,
survécu le 9 décembre 1982, dans sa
soixante-dix-huitième année, en son
domicile, 5, Charles-Godon, dans le
deuxième arrondissement.

L'inhumation aura lieu à Collonges-
au-Mont-d'Or (69-Rhône) le mardi
11 décembre, à 16 heures.
Rendez-vous au cimetière.

— On nous prie de faire part du décès de

M^{me} (M^{lle}) NOWINA,
survenue, le 11 décembre 1982, à l'âge de
quatre-vingt-dix ans.

De la part de :

M^{lle} Yves Quintin, sa sœur,
M^{lle} Emile Gabey, sa belle-sœur.
De toute la famille et de ses amis.
L'incinération, suivie de

dans le caveau de famille, aura lieu le

11 décembre 1982 au columbarium du cimetière

Péro-Lachaise

à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24 Kériveau

— M. Jean-Albert Boudier et sa famille, ont la grande douleur de faire part du décès, M. Boudier, le quatre-vingt-dixième année, de

M= Henri VUILLET,
néc Henriette Mezzara,
surveillé le 11 décembre à l'âge de quatre-
vingt-cinq ans.
Les obsèques ont eu lieu à l'In-
stitut funéraire.

dece de
Mr. Franck FORGET,
et dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, prient ceux qui en sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

— M^{me} Renée Landucci
Et sa famille,
expriment leurs remerciements émus à tous ceux qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières, leurs fleurs, ont témoigné de leur amitié lors du décès.

Tous ceux qui l'ont aimée pensent à elle.

— Pour le dixième anniversaire de son décès, le 13 **MARS** 1972, on rappelle le souvenir de

René MAYER,
ancien député de Constantine,
ancien président
du conseil des ministres,
ancien président
de la Haute Autorité
de la Communauté européenne
du **MAROC** et de **TUNISIE**.

L'aménagement du parc de La Villette serait confié à l'architecte néerlandais Rem Koolhaas

publique. Contrairement à ce qui est prévu pour les autres ministères (ministère des finances à Bercy, ministère de la communication à la Défense, etc...), le ministère du jury souverain s'impose en principe au Pouvoir, c'est-à-dire l'État propriétaire des cinquante-cinq hectares de la Villette : le parc doit être aménagés sur trente hectares environ, les dix autres sont réservés à des techniques qui ne sont pas de la même nature que les autres : la salle des ventes, et les bureaux de la M. musique qui borde l'avenue Jean-Jaurès (le M. musique a 4 msi).

tembre). Le programme — très chargé — du parc prétendait concilier les objectifs divers : détente, attention à l'intention des personnes âgées, maintien des habitudes des parcs et jardins, mais aussi adultes, jeunesse, travailleurs qui forment l'essentiel de la population du quartier, et la badelice proche de La Vilette.

Le projet est difficile, mais limité. On ne pouvait pas acheter une franchise à la pelle, on ne pouvait pas acheter un terrain à la pelle. On a traversé le domaine : tout en eau

14 200 F

MP 10 mois comptant
solde jusqu'à 24 mois dont
de 18 mois de crédit gratuit
(après acceptation du dossier)

Un choix considérable :
Diamants - Rubis - Saphirs -
Emeraudes et tous les bijoux

MP 4 places en
138 rue Mablette 260.31.44
86 rue de Rivoli - Marseille La Fayette

— Jean-Jacques, Mireille Lefebvre-Martin et leur fille Servanne, pour le premier anniversaire du décès de leur père et grand-mère

M^{me} Louis MARTIN.

— Une messe sera célébrée le samedi 18 décembre, à 9 heures, à l'église du Mont, Paris-5^e, à 10 heures de :
Maurice MINOST,
décédé accidentellement le 18 décem-

— Université (U.E.R. de science politique), mardi 14 décembre, 14 h. 45, 504, M. Dominique : « Histoire des sciences politiques et de leur enseignement, des lumières au socialisme ».

Sont promus commandeurs :
MM. Jean Bourdin, André Auriol,
Fleury, Louis George.

Christian Gaspelin, Jacques Marc,
Armand Turck, Joseph Gourcelle,
Octave Giuganti, Roland Cser,
René Arnaud, André Bertagnolli, Guy
Cometon, Jacques Buchet, Jacques
Champaux, Christian Chauvreau,
Albert Chavannes, Bernard Degenne.

ouley, Jean-Paul Chollet, Pierre
ouffice, Jean Durand, Jean-Claude
ouffeff, Gilbert Guizol, Lemieux,
Bernard Mazuet, Jean Ronzevalle,
André Vautier.

daï Rem Koolhaas
domaine, aux abords de la halle
allique du dix-neuvième siècle
(elle couvre deux
ares). Les organisateurs du concours

Portez-la

MP



**Bague diamants
forme marquise**

PUBLI 57

**Un choix considérable :
Diamants - Rubis - Saphirs -
Emeraudes et tous les bijoux ■**

MP 4 place ■ En

IVII Madecasse 260.31.44
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande

Le Monde

ECONOMIE

Aux États-Unis

L'essor des marchés à terme des titres financiers

Les fluctuations des taux d'intérêt ont suscité des réactions de défense. Depuis plusieurs années fonctionnent à Chicago des marchés à terme d'un nouveau type portant sur les titres à revenus fixes, et notamment sur les bons et les obligations du Trésor américain. En opérant sur ces marchés, on s'assure d'avance d'un taux, et on le présume, en conséquence, contre le risque inhérent aux variations du loyer de l'argent. Les titres en cas de hausse des taux et vice-versa. Ces marchés continuent de connaître une vive expansion, et Londres vient d'en créer un de son côté, la "London Futures Exchange". Les professeurs Yves Simon et Michel Levasseur en décrivent ci-dessous le fonctionnement.

LES fortes fluctuations des taux d'intérêt qui affectent le dollar depuis deux semaines ont suscité l'importance de l'utilisation des marchés à terme de titres financiers.

Sur le détail desquelles il est inutile d'insister, empêchant une parfaite compensation de la hausse des taux sur le marché à terme. Troisième et dernier exemple, les assurances-vie (et les caisses de retraite) peuvent faire des opérations financières assez précises. Connaissant en juin les sommes qu'elles recevront en septembre, elles peuvent utiliser les marchés à terme pour se protéger contre un risque de baisse des taux et bénéficier ainsi de rendements élevés sur des titres qu'elles ne possèdent pas. Il leur suffit d'acheter les contrats à terme en septembre lorsqu'elles investissent à taux réduit les fonds reçus de leurs assurés. Le manque à gagner sur le marché à terme sera compensé par un gain sur le marché des contrats.

Non évidemment, l'opération de couverture est parfaitement symétrique. Si les taux s'élèvent au lieu de baisser, les institutions financières qui se sont couvertes sur le marché des contrats ne pourront bénéficier de cette hausse.

En intervenant sur les marchés à terme les opérateurs réalisent un

a de bénéfices. Mais il est intéressant de penser qu'il ne s'agit pas de spéculer, mais d'assurer un proche avenir pour les marchés à terme de titres financiers.

Les marchés à terme financiers américains ont connu une véritable explosion depuis le 30 octobre 1975. Les premiers contrats négociés furent des certificats hypothécaires garantis par une banque américaine. Par la suite furent ajoutés des titres publics (bons du Trésor, obligations du Trésor, et "notes" du Trésor). Dans un troisième temps furent échangés des titres privés. Enfin, plus récemment, en juillet 1981, furent ajoutés les premiers contrats portant sur des certificats de dépôt. Les opérations furent nombreuses, il faut cependant signaler que les transactions se sont concentrées sur quatre marchés : ceux des certificats hypothécaires, des bons du Trésor, des obligations du Trésor et des certificats de dépôt.

Les premiers marchés à terme de titres financiers furent créés par les deux grandes bourses de Chicago : le Board of Trade et le Mercantile

1981. Le 30 septembre 1982, le London International Financial Futures Exchange ouvrit deux contrats de produits financiers. Les prochaines places financières concernées devraient être Singapour et Hong-Kong.

Les plus importants problèmes soulevés par le développement des marchés à terme de titres financiers sont de deux ordres.

1) Les autorités monétaires ont peur que le développement des transactions à terme amoindrisse leur possibilité d'influencer par l'intermédiaire des opérations sur le marché monétaire l'évolution des taux à court terme et leur capacité à intervenir en place une politique monétaire spécifique. Cette crainte formulée au début de l'année 1978 n'est plus aujourd'hui retenue depuis que les banques centrales et le Trésor ont compris que les taux à terme n'étaient que le reflet de ceux qui s'établissent sur le marché à court terme.

2) En admettant qu'il n'y ait pas de perte de contrôle, n'y aurait-il pas alors un risque d'accroissement de l'amplitude des fluctuations ? Cette

Nouveaux risques... pour les pays débiteurs

A considérer les projets mis en œuvre pour écarter le risque d'une nouvelle et plus profonde détérioration du système financier international, il n'y aurait rien de très étonnant à ce que les pays débiteurs, incapables de faire face à leurs obligations et même de payer les intérêts sur les emprunts, se voient imposer des mesures d'urgence. Les industriels s'apprêtent à augmenter la façon substantielle les ressources du Fonds monétaire, l'objectif avoué de l'opération étant de permettre aux banques commerciales afin de leur permettre de continuer à prêter. Le système, on dit, n'aurait pas trouvé d'autres remèdes que de faire défaut. Un défaut dans la même direction : pour dissiper le cauchemar des débiteurs, prêts à tout.

La situation est différente. Pour qu'un pays comme le Brésil, qui a finalement décidé de se résigner à l'appel au F.M.I. puisse avoir des chances d'emprunter en sus auprès des banques commerciales, bien déterminées par la force des choses à ne pas encourir les risques supplémentaires, il lui faut procéder à une révision complémentaire de sa politique économique. Il a commencé à le faire. Le résultat est d'abord la renonciation à nombreux investissements à rentabilité différée.

Au Mexique, les premières mesures annoncées par le nouveau président, M. La Madrid, ont surpris leur caractère draconien. Le brutal coup de frein donné aux banques internationales depuis l'été dernier est en train de se traduire par des changements fondamentaux dans la conduite des affaires économiques. Dans

la première phase, il risque d'en résulter un approfondissement de la récession, mais la voie alternative qui consisterait à ouvrir un grand crédit paraît pour l'instant bouchée.

Cela signifie que qu'il n'y a plus de beaux jours de mauvais - jours en perspective pour les pays qui n'ont pas encore épuisé leur faculté d'emprunts (et la souplesse du système permet une grande élasticité d'appréciation à cet égard).

A peine la France venait-elle conclure avec les banques un emprunt de 4 milliards de dollars qu'elle entrait en négociation avec l'Arabie Saoudite pour obtenir une dernière faculté supplémentaire de tirage qui, au total, pourraient s'élever à un montant équivalent. Comme on l'a déjà écrit dans ces colonnes, Paris dispose d'un domaine d'une certaine marge, mais considérable, malgré le doublement en dix-huit mois de l'endettement extérieur.

Cependant, la poursuite d'une politique impliquerait un risque beaucoup plus grand que le passé : dans un monde où les marchés ont tendance à se rétrécir, il est plus en plus probable que par un effort d'exportation les devises nécessaires pour satisfaire aux charges des emprunts. Les pays devront être dégoûtés par la contraction des importations et une déflation du niveau de vie. S'endetter en période de déflation (relative), c'est condamner à la position inconfortable du porte-à-faux.

P. F.

LES PRINCIPAUX MARCHÉS AMÉRICAINS DE TAUX D'INTÉRÊT

		1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Titres hypothécaires	C.B.T.	20 125	128 568	422 421	953 161	1 371 078	2 325 892	2 292 882
Bons du Trésor	I.M.M.		110 223	321 703	768 980	1 930 482	3 338 773	5 431 290
Obligations du Trésor	C.B.T.			32 101	555 350	2 659 294	6 489 555	13 967 968
Certificats de dépôt domestiques	I.M.M.							423 718

Unités : nombre de contrats.
* C.B.T. : Chicago Board of Trade.
** I.M.M. : International Monetary Market, filiale du Chicago Mercantile Exchange.

Ouverts en octobre 1975 dans une totale indifférence et une quasi-clandestinité, ces marchés ont connu en un an un développement tout à fait extraordinaire au point d'être aujourd'hui considérés comme l'un des rouages essentiels du système financier américain. Conçu sur leurs modalités pratiques par Richard Sandoz, un jeune professeur de finance de l'université de Californie (1) et mis au point par la commission financière de Chicago sur le modèle des marchés à terme de produits primaires, ces marchés remplissent trois principales fonctions.

Ils sont d'abord des instruments de gestion au service des courtiers en titres financiers, des banques, des institutions financières, des fonds de placement et des compagnies d'assurance maintenant les entreprises. Quelques exemples permettent de comprendre mieux qu'un long développement, les services rendus par ces marchés.

Une protection

En janvier, une banque souhaite placer des liquidités pour un mois, en souscrivant des bons du Trésor à 90 jours qu'elle craint de voir leur valeur baisser. Elle se protège contre une éventuelle hausse des taux et évite ainsi une moins-value due à la vente des bons du Trésor. Si elle s'endette en janvier des contrats à terme de bons du Trésor, si elle est effective en février, la hausse des taux annulerait partiellement ou totalement son profit, la banque vendrait en janvier des contrats à terme de bons du Trésor. Si elle est effective en février, la baisse des taux annulerait partiellement ou totalement son profit, la banque vendrait en janvier des contrats à terme de bons du Trésor. Si elle est effective en février, la baisse des taux annulerait partiellement ou totalement son profit, la banque vendrait en janvier des contrats à terme de bons du Trésor.

Les marchés à terme de taux d'intérêt peuvent être utilisés par l'entreprise industrielle ou commerciale. Si, en janvier, une entreprise détermine ses besoins de financement pour l'année à venir, décide de s'endetter et émettent des reconnaissances de dettes à 180 jours d'échéance. Elle décide de renouveler cette émission au début juillet, elle peut se prémunir contre une éventuelle hausse des taux par la vente de contrats sur le marché à terme des taux d'intérêt.

Précisons les modalités de cette protection. Si entre janvier et juillet le taux d'intérêt s'élève, le cours des titres financiers et des contrats va baisser. La banque réalisera par conséquent, en juillet, des contrats à un cours inférieur aux prix auxquels elle les avait vendus en janvier. Cette plus-value sur le marché à terme compensera la hausse

des taux sur l'émission des reconnaissances de dettes. La protection n'est cependant jamais parfaite car des imperfections existent dans les marchés. S'ils craignent une hausse, ils se couvrent par une vente de contrats ; s'ils redoutent une baisse, ils se protègent par un achat de contrats. Qu'ils aient raison ou tort (que les taux s'élèvent ou non) les opérateurs ont verrouillé par leurs opérations à terme un certain niveau. Ils stabilisent ainsi le coût de leurs ressources ou la rentabilité de leurs placements.

Le fantasme des marchés à terme de titres financiers s'explique par l'incertitude qui entoure les marchés financiers et l'impossibilité de prévoir correctement les évolutions de taux. Les marchés à terme de titres financiers sont par ailleurs des instruments de placement à très haut risque. Moins bien perçus et plus difficilement appréhendés que la première, cette deuxième fonction est cependant très importante, car elle permet aux opérateurs qui se couvrent contre les fluctuations de taux de transférer les contreparties prêtées à prendre ce risque. Le spéculateur qui anticipe une hausse vend des contrats qu'il espère ultérieurement racheter avec profit. Celui qui anticipe une baisse des taux achète des contrats qu'il revendra plus tard. Tout intervenant sur le marché opère en versant un dépôt représentant une fraction de la valeur des contrats. Il est en conséquence possible d'acheter à 1 million de dollars de bons du Trésor avec un investissement de 100 000 dollars. Il suffit que la variation des taux induise une plus-value ou une moins-value de même montant pour que le spéculateur réalise son investissement ou perde tout son capital.

Ce fantasme effectif de levier présente des dangers pour les spéculateurs, qui peuvent être confrontés à des pertes importantes rapidement consommées, et pour la stabilité des marchés. Des liquidités induites par les anticipations des spéculateurs pourraient, en effet, perturber l'équilibre du marché. La prudence et le professionnalisme des grands opérateurs ont pour l'instant évité la matérialisation de ce risque sur une grande échelle.

Les marchés à terme de titres financiers sont enfin, et c'est leur troisième fonction, des indicateurs fiables des anticipations des taux des opérateurs pour le proche avenir. Ce sont en quelque sorte des baromètres de diffusion de l'information. Cette fonction est très significative et l'on ne met pas suffisamment l'accent sur son importance. Or les grands marchés à terme des titres financiers (céréales, métaux, oléagineux, etc.) sont une base de référence plus en plus utilisée et acceptée par tous les opérateurs pour fixer le prix de leurs transactions sur les produits physiques. Il y

Exchange, par l'intermédiaire de la filiale financière, l'International Monetary Market (I.M.M.). Jusque'en septembre 1978, les marchés à terme d'intérêt furent une spécialité de Chicago, puis, progressivement, les bourses de New-York ont tenté d'acquiescer avec ce nouveau produit. Les marchés à terme de titres financiers ont la fonction de servir de pont entre les places financières américaines et

fait, jamais été clairement défini. Divers travaux ont au contraire démontré que les marchés à terme avaient plutôt tendance à atténuer l'amplitude des variations de prix. L'apparition de petits mouvements erratiques qui ne seraient, certes, pas négligeables en l'absence de marchés à terme.

MICHEL LEVASSEUR et YVES SIMON.

(Lire la suite page 22.)

L'ÉCONOMIE A BRAS-LE-CORPS, Philippe HERZOG

Prolonger le capitalisme par des mesures anticapitalistes ?

« AUCUNE » capitalisme n'est envisageable ; ce qui signifie « pas pour » le capitalisme sera quand nous aurons vaincu la crise ! », écrit Philippe Herzog dans l'« Économie à bras-le-corps », ouvrage qui porte en sous-titre : « Initiatives politiques économiques alternatives ». Le point d'exclamation qui achève cette phrase n'est pas de trop, car le langage qui unit ces deux affirmations successives ne passe d'emblée aux yeux du lecteur, à moins que... Mais poursuivons la lecture de ce passage : « Les fondations du capitalisme progressif, nous le savons, ne sont pas obtenues par la destruction de la société, mais par la mise en œuvre d'une véritable révolution sociale, par la mise en œuvre d'une véritable révolution sociale, par la mise en œuvre d'une véritable révolution sociale... »

Le socialisme n'est pas l'objectif actuel, la majorité des Français. Un sous-chapitre consacré au socialisme à la française : il comporte une demi-page avec des phrases de ce genre : « Nous sommes la France indépendante ». Représentant le développement de la « capitalisme monopolistique d'État » (Paul Boccara), l'auteur de l'« Économie à bras-le-corps » donne une explication de la crise dans le droit fil de la thèse centrale de Marx sur l'évolution à long terme de la production marchande. Le système, après avoir permis une longue phase d'expansion (que Philippe Herzog explique que très schématiquement), connaît actuellement une « crise d'efficacité ». Les dépenses d'investissement sont trop développées par rapport aux dépenses destinées à améliorer le bien-être des travailleurs (salaires, dépenses de formation professionnelle, etc.). Il résulte une baisse des profits du secteur productif qu'on essaie de compenser par une augmentation forcée des revenus financiers. Empruntant sur le marché international, les grandes firmes préfèrent investir à l'étranger qu'en France.

La colonisation Pour essayer de réduire les effets négatifs d'une accumulation excessive de capitaux matériels, un coup sauvagement les programmes d'équipement en France, on ferme les usines sous prétexte qu'elles sont insuffisamment rentables, et on se rattrape par l'exportation systématiquement favorisée par rapport au marché intérieur. Celui-ci est de plus en plus colonisé par les produits importés.

L'explication ne vaut que par elle-même. La théorie marxiste de la plus-value, source du profit. Ce à quoi on a assisté dès le milieu des années 60, c'est, dans le vocabulaire de Marx repris ici par M. Herzog, à une augmentation de la « composition organique du capital », due au fait que la part du « capital fixe » (machines, installations, etc.), produit du « tra-

vail passé » (ou « mort ») s'est accrue par rapport à la part du « capital variable », celui qui sert à payer le « travail vivant » (travail humain). La main-d'œuvre actuellement employée. Or, d'après Marx, le capital variable est le seul productif (plus-value grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre). Dans un premier temps, l'accumulation du capital permet une hausse des salaires, mais cette hausse finit par réduire le profit, et les capitalistes s'efforcent de reconstruire leurs profits en réduisant l'emploi par de nouvelles investissements. Ce qui globalement aggrave encore la situation à laquelle ils cherchaient à remédier, et ils tirent le plus d'effort possible de chaque travailleur (accélération des cadences) pour améliorer la productivité.

Pour réfuter cette thèse, en fait, il faut à la théorie de la valeur-travail que l'avait implicitement conçue le plus grand économiste classique britannique, dont Marx a interprété l'œuvre de manière, il faudrait un long développement qui n'a sa place ici. Disons que la version marxiste tourne le dos à la logique de l'échange à vertu de laquelle les biens matériels (capitaux) mis en œuvre pour donner effet au travail de ceux qui permettent de produire des richesses dont la valeur le marché correspond à la fois au coût et au remplacement des capitaux ainsi engagés. Le profit destiné à rémunérer l'épargne accumulée en vue d'acquiescer à la production de biens n'y a pas à faire de distinction entre les différents types de capitaux, tous également susceptibles d'engendrer un profit (sans préjudice par la plus-value), mais, bien sûr, il existe des biens de production qui n'ont pas la qualité de capital au sens économique du terme parce que leur coût d'exploitation est trop élevé par rapport à la valeur chande de biens et services qu'ils produisent (ou rendent). L'avion Concorde est un bon exemple.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 23.)

Jean-Claude Courdy

Le BANZAI de l'économie japonaise

Une étude et une explication de la suprématie nipponne par un journaliste spécialisé, correspondant de PORTF à Tokyo de 1963 à 1970

DOCUMENTS
Rocher



le P.I.B. de l'Amérique
pourrait baisser de 1,6%

(2) La production ~~devrait~~ **repartir** en avant ~~vers~~ **1985-1990** ~~avec~~ **l'exploita-**
tion de nouveaux gisements.

opérations, de protéger l'intégrité financière des bourses et des courtiers et de garantir, enfin, les droits des clients.

Le rapport de la Banque Interaméricaine de développement le P.I.B. de l'Amérique latine pourrait baisser de 1,6 % en 1982

par DANIEL SOLANO

Le rapport 1982 de la B.I.D., la Banque Interaméricaine de développement, n'est guère encourageant. Après avoir enregistré un taux annuel de croissance d'environ 5 % au cours des dix dernières années, l'économie de l'Amérique latine devrait cette année, selon les résultats s'accompagnant d'un endettement de plus en plus inquiétant.

ES difficultés financières de plusieurs pays d'Amérique latine ont mis en évidence le phénomène de l'endettement extérieur. Le rapport de la B.I.D. - *Progrès économique et social en Amérique latine* - est consacré à l'analyse des problèmes commerciaux et financiers de l'Amérique latine. L'ouvrage met en évidence les mécanismes qui ont fait plusieurs pays de la région entrer dans l'asphyxie financière.

Les auteurs du document rappellent que la forte croissance de l'économie latino-américaine par rapport à la période 1970-1975 s'est accompagnée d'un essor d'ouverture aux échanges internationaux. La part du secteur privé (exportations et importations de biens et de services) a été de 27 % du P.I.B. global en 1973 et 50 % en 1975. Les exportations de produits manufacturés ont enregistré une progression sensible, puisque leur part dans les exportations de la région a passé de 10,1 % en 1970 à 27 % en 1975-1979. En outre, dans les pays du Brésil, du Mexique et de l'Argentine, les exportations de services ont enregistré une progression remarquable, puisque leur part dans les exportations de la région a passé de 10,1 % en 1970 à 27 % en 1975-1979. En outre, dans les pays du Brésil, du Mexique et de l'Argentine, les exportations de services ont enregistré une progression remarquable, puisque leur part dans les exportations de la région a passé de 10,1 % en 1970 à 27 % en 1975-1979.

Cette ouverture vers l'extérieur a produit dans la région une orientation des flux commerciaux à l'avantage de l'Europe et des États-Unis à l'égard du Japon, de l'Amérique latine et de autres pays en développement. Ainsi, la part de la région dans les importations de l'Amérique latine a diminué de 28,1 % en 1961-1963 à 19,4 % en 1977-1979. La part du Japon a augmenté de 3,7 % à 7,9 %. Autre phénomène intéressant : le développement des échanges intra-régionaux qui représentaient en 1977-1979, 15,9 % du commerce extérieur des pays latino-américains (contre 8,4 % en 1961-1963).

En ce premier choc pétrolier, les pays d'Amérique latine ont préféré l'endettement à la mise en place de mesures d'ajustement, ce qui a

été rendu possible par l'abondance des capitaux sur le marché international et le caractère négatif des taux d'intérêt. Le taux de croissance, bien qu'en retrait par rapport à la période antérieure, a progressé à un rythme rapide (5,5 % par an en 1974-1980 contre 7,5 % en 1971-1973). Il en est résulté un accroissement de la dette extérieure (publique et privée) dont le montant est passé, selon les statistiques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), citées dans le rapport, de 208 milliards de dollars entre 1974-1975 et 1980. Le rapport de la dette extérieure au P.I.B. est situé à 28,3 % en 1974-1975 et à 38,3 % en 1980.

Le document met en évidence les caractéristiques propres du processus d'endettement en Amérique latine. Ainsi, en 1980, les sept principaux pays emprunteurs (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela) ont représenté 89 % de la dette extérieure de la région. Autre caractéristique : la dette publique (secteur public à plus d'un an + garantie par l'État) représentait en 1980, selon une étude de l'économiste chilien Ricardo French-Davis, 60,2 % de la dette totale contre 69,5 % en 1975-1979. L'ensemble des pays en développement - dans la région, à elle seule, accuse plus de 60 % du passif des pays en développement vis-à-vis des institutions bancaires privées - peut-on lire dans le document. Cette situation a placé l'Amérique latine dans une position de grande vulnérabilité.

En effet, la balance internationale des paiements s'est traduite par une progression du coût de l'endettement. Le taux d'intérêt moyen est passé de 7,3 % à 12,5 % entre 1973 et 1980, soit une progression supérieure à ce qui est constaté pour les pays en développement (9,7 % contre 5,5 %). Le poids des paiements au titre des intérêts de la dette a passé de 2,5 à 23,4 milliards de dollars entre 1969 et 1980. Et ce poste est devenu le facteur primordial du déficit de la balance des paiements courants.

Les auteurs du rapport mettent en évidence les conséquences des délais d'amortissement. Ainsi, les prêts à échéance de dix ans et plus ont diminué nettement dans le montant de la dette publique (14,2 % en 1980 contre 32 % en 1970). En 1980, pratiquement la seule source de financement à long terme (sur plus de quinze ans) qui restait aux pays de la région était l'aide publique multilatérale, précise le document.

Le *Progrès économique et social en Amérique latine*, le secteur extérieur, rapport 1982, Banque Interaméricaine de développement.

Prolonger le capitalisme par des mesures anticapitalistes ?

(Suite de la page 21.)

Pour la suite de la démonstration, sur laquelle il appuiera ses propositions de solution, en vue d'une nouvelle gestion, Philippe Herzog, utilise d'abord le concept trop théorique de composition organique du capital, préféré en employer un autre, qui lui correspond mieux : celui du rapport capital-produit : le terme de capital désigne l'accumulation matérielle et financière, et le terme de produit, la valeur ajoutée brute (salaires, prélèvements publics et sociaux, profits nets et amortissements du capital fixe consommé). Le rapport a augmenté au fil des années en ce sens que la masse des capitaux accumulés a crû plus vite que le produit. C'est cette évolution qu'il convient de corriger. C'est pourquoi M. Herzog, à la suite de Paul Boccara, propose, « face au critère de la valeur ajoutée brute », un « critère de gestion », celui du rapport dont il s'agit d'être conscient. Il s'agit du rapport de la valeur ajoutée nette (valeur ajoutée brute moins les amortissements) au capital matériel

financier avancé. Une bonne « consistance » à augmenter ce rapport. « Le critère », dit l'auteur, incite à réduire l'accumulation du capital par rapport à la production et à en combattre tous les gâchis ».

Intervention des facteurs

Qui souscrit la première vue d'un tel programme ? On peut tout demander si l'on ne se trouve pas en présence d'une formidable intervention des facteurs. Le résultat d'une gestion judicieuse est en effet d'augmenter la productivité du capital. Toute la question est de savoir comment y parvenir. La recette éprouvée, mais aussi, il faut le dire, souvent déviée, est la finalité par la pratique des monopoles, ne serait-elle pas celle qui consiste, pour chaque firme en particulier, à rentabiliser son investissement au taux moyen du marché ? Mais disons que le taux moyen ne passe pas à un taux systématiquement « maximisé », car les « surprofits » de l'entreprise (qui est alors en situation de monopole) ont

nécessairement leurs contreparties sous forme de « sous-profit » ou de perte au compte d'exploitation des coéchangistes de la firme - mieux placée ».

Autrement dit, M. Herzog élève le critère de ce qui est normalement le résultat heureux d'une bonne gestion. On voit bien ce qui se passe dans ce cas. Ce qu'il veut, c'est, au-delà de l'accroissement de la valeur ajoutée nette, la croissance absolue de ce qu'il appelle la « valeur ajoutée utile », qu'il nomme la « valeur ajoutée disponible » pour les travailleurs et la société (salaires plus prélèvements publics et sociaux). Ce critère devrait aboutir à choisir les techniques de production économes en capital matériel et en investissements de main-d'œuvre. Est-ce le plus sûr moyen d'obtenir le système économique le plus efficace et donc le plus apte à satisfaire mieux les besoins ? Est-ce le plus sûr moyen d'assurer à l'emploi un plein emploi (il n'y a pas d'exemple qu'une révolution technologique n'ait finalement entraîné plus d'emplois qu'elle n'en a détruits) ? Mais une autre question se pose : le retour à l'esprit de M. Herzog, qui ne nie pas la nécessité pour les entreprises de faire des bénéfices et qui ne jusqu'à écrire : « Le critère de rentabilité remplit d'une certaine façon les fonctions d'un critère d'efficacité », car, pour lui, son propre critère est d'appeler à coexister, au sein d'une économie mixte, avec celui des capitalistes. Marxiste, il pense que le profit ne peut être engendré que par le capital variable. Sans augmentation de l'emploi, adieu les bénéfices brutes d'exploitation...

La reconquête du marché intérieur

Pour l'auteur, l'inflation est due au gaspillage du capital, aux frais financiers excessifs. Le lien de causalité ne serait-il pas là aussi inversé ? C'est l'inflation qui a provoqué la hausse des taux d'intérêt que les capitalistes « subissent » mais que, bien sûr, quand elles le peuvent, elles font tourner à leur profit (comme ce fut le cas pour les banques au cours des dernières années).

Le dégrèvement du système financier et financier, qui aura aucun effet sur la production d'une unité de valeur, est donc une mesure qui ne change rien à la situation des entreprises. Les hypothèses de la théorie de la valeur travail, qui ne sont que des hypothèses, ne peuvent servir de base à une description utile du monde de formation des prix au moyen d'une période.

(Nous donnons bien volontiers acte à M. Gérard Maarek qu'il n'a jamais été marxiste. Mais nous constatons (ce que nous avons écrit) que, pour lui, la théorie de la valeur travail est la version marxiste de la théorie, comme si il n'y avait pas chez Ricardo les bases d'une autre interprétation... P. F.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Gérard Maarek

M. Gérard Maarek, auteur de la *Question monétaire*, rend compte dans ce numéro (le Monde du 11 novembre), sous le titre, « La théorie de la valeur travail », de la situation des entreprises. Mais, ne pouvant qu'il fut d'un marxiste, Gérard Maarek se réfère aussi à la théorie de la valeur travail.

Il nous rappelle qu'au contraire son premier livre, *Introduction au Capitalisme*, était une parution, « l'histoire déclarée de nombre d'économistes d'obédience marxiste ».

Il ajoute : « Dans la *Question monétaire*, je reconnais aussi la théorie de la valeur travail, le pouvoir d'expliquer les évolutions de prix en moyenne période, mais cela dans un cadre d'hypothèses très restrictif. Ce qu'il faut savoir, c'est que Colin Clark, Keynes, Samuelson et d'autres auteurs, qu'on ne taxerait pas de marxisme ».

On peut lire en effet page 56 : « Considérons le cas particulier où chaque bien, à l'exception du travail, est produit à partir de l'un ou plusieurs autres biens, et de travail. La valeur de chaque bien est alors réduite, en dernière analyse, une fois toutes les théories de production, à la valeur du travail. Plus précisément, le rapport d'échange de chacun des biens contre le travail

doute une des causes majeures de la crise actuelle, à fini par pervertir le mécanisme de l'échange. C'est un fait que, à une époque où chaque pays s'efforce de soutenir son activité en cherchant sur le marché international les débouchés propres à compenser la stagnation de la demande intérieure, il peut y avoir danger à laisser entièrement à son propre marché, qui fait figure de fraction du marché international pour les concurrents étrangers. C'est pourquoi les propositions de M. Herzog de reconquête du marché intérieur, qui constituent un leitmotiv de son livre, convaincront plus d'un lecteur, même que beaucoup d'entre eux sans doute mis en défiance par l'incapacité de l'auteur à répondre sérieusement à la question : une économie peut-elle être efficace si, d'une façon ou d'une autre, elle ne joue pas le jeu de la division internationale du travail ?

Le système pilote

M. Herzog écrit que, « le plan de la technique, les socialistes imitent » les capitalistes. Le capitalisme, le corps défendant, apparaît comme le système économique qui, malgré ses ratés, continue à donner le ton (les références aux plans socialistes sont pratiquement absentes). Ne serait-ce parce que les socialistes sont inconscients, « sauf à renoncer au progrès de la production ? Il faut que, à force de méconnaissance des propres lois de l'équilibre financier, le capitalisme finisse par s'enfermer dans une spirale où il a le plus grand mal à sortir. Les critères de gestion que M. Herzog préconise, s'ils venaient à être adoptés (et la tentation sera grande qu'ils le soient), ou prouvent le système nationalisé, constitueraient des transgressions supplémentaires. Or il est téméraire de penser que c'est en méconnaissant la loi de la logique que ce système a le plus de chances de survivre. C'est pourtant ce que M. Herzog écrit, ou peu s'en faut : « Sans changements anticapitalistes, la société actuellement capitaliste ne sortira pas de la crise ».

PAUL FABRA.

Le Monde, 14 décembre 1982, pages 21-22.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

EAP: LE RÉFLEXE INTERNATIONAL.

Dans un marché de plus en plus concurrentiel, sont les entreprises qui ont le réflexe international qui gagnent. Avoir le réflexe international, c'est avant tout avoir l'esprit de conquête et l'ouverture sur un monde en perpétuelle mutation. Car aujourd'hui, chaque entreprise qui veut élargir ses marchés doit nécessairement dépasser les frontières.

C'est pourquoi l'Ecole Européenne des Affaires, implantée dans 3 pays, a pour mission de donner à ses étudiants ce « réflexe international », fer de lance du développement économique.

LEAP : formation internationale à la gestion d'entreprises, pour acquérir des compétences professionnelles irremplaçables, mieux comprendre le monde d'aujourd'hui.

Concours d'admission :

- Ouverts aux diplômés de l'enseignement supérieur (DEUG, Vordiplom, Kandidaats...) à Amsterdam, Athènes, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Düsseldorf, Luxembourg, Nijmegen, Oxford, Paris, Rome, Turin.
- Ouvert à Paris : étudiants des classes préparatoires.



LA PREMIÈRE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉCOLES

EAP
Ecole Européenne
des Affaires
108, bd Malesherbes
75017 PARIS
Tél. : (01) 765.51.34

EAP
European School of
Management Studies
12, Merton Street
OXFORD OX4 4HA
Tél. : (085) 72.45.45/6

EAP
Europäische
Wirtschaftsschule
Universität Düsseldorf
Universitätsstrasse 1
D-4000 DÜSSELDORF
Tél. : (021) 34.70.51

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 990 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

600 F 1 070 F

IL - SUISSE, TUNISIE

1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque
postal (trois virements) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines au plus) :
les abonnés sont invités à fournir
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

André Laurens, directeur de la publication

Directeurs adjoints :

Hubert Beauvillier-Méry (1971-1975)

Jacques Fauriol (1975-1982)

Imprimerie

de la « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord de l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.

ISSN : 0026 - 9360.

Pour accroître son patrimoine locatif

felix potin

recherche à PARIS

des emplacements de qualité

- DES IMMEUBLES DE RAPPORTS
- DES TERRAINS A BATIR
- DES MURS DE BOUTIQUES

(minimum 100 m²)

19, rue Montaigne PARIS. Tél. 01 47 33 40 40

CATALOGUE TECHNOLOGIQUE EUROPÉEN



Un outil indispensable pour accéder
au marché européen
de la technologie.

Le CATECH EUROPE, c'est :

1. Une sélection d'opportunités d'affaires
autour de produits et procédés nouveaux.

2. Un annuaire des entreprises innovatrices -
moteurs de la technologie d'aujourd'hui - sou-
haitant travailler avec la haute technologie en Indus-
trie française.

3. Des OFFRES de technologie (description, appli-
cations, etc.) de développement, économique, commerciale,
présentant les innovations émanant d'entreprises de haute technologie européennes.

4. Des DEMANDES de technologie (description, appli-
cations, etc.) de développement, économique, commerciale,
présentant les innovations émanant d'entreprises de haute technologie européennes.

5. La possibilité d'exploiter les développements technologiques dans les industries : biotechnologies, génie biologique et génie chimique, informatique, électronique, télécommunications, énergies nouvelles, etc.

BON DE COMMANDE

renvoyer à : INNOVATION 128 - 24, rue du Quatre-Septembre - 75001 Paris

Nom : _____ Fonction : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Veuillez me faire parvenir le catalogue Opportunités Technologiques Euro-
péennes CATECH EUROPE (édition 1982) au prix de 200 F HT (220 F TTC).

□ Je joint mon règlement à _____ N° 128 □ Je préfère régler la réception
de votre facture.

Les notes de lecture d'Alfred SAUVY

O.C.D.E.

La politique scientifique et technologique pour les années 80. Ce sont les rapports du Comité de la politique scientifique et technologique, qui s'est réuni en 1981.

La recherche développement, un ordre logique, en faveur desquels un sondage d'opinion donne une presque unanimité de « pour », que l'avis soit toutefois suivi, l'intensité souhaitable.

Quatre parties, un ordre logique, qui n'est cependant pas pleinement peccé (c'est un texte collectif) : Etat des sciences, des techniques, rapports entre innovation et économie. Vues des années 80, enfin Coopération dans la O.C.D.E.

Vive importance, attachée, dans la première partie, aux priorités ; suit alors la réponse donnée à divers pays.

C'est la question, et mal des rapports, l'innovation et l'économie, que porte, semble-t-il, l'effort principal. Il s'agit, en clair, de réagir l'opinion, le courant, selon laquelle le progrès technique réduirait le nombre d'emplois, d'où une réserve possible à l'égard des innovations. Nous n'allons malheureusement au-delà du simple avis des progressistes, dix-huitième, au début de la machine : aucune exploration du phénomène, ni profond, dans le cadre national.

Nous retrouvons quelque peu les mêmes sujets, au dix-huitième, années 80 ; opportunités soulignées l'importance de l'orientation du progrès technique, mais l'idée, est, en clair, encore, privée du support macro-économique nécessaire. Vient ensuite une liste, quelque peu impressionnante, de « nouvelles exigences sociales », lesquelles du régime alimentaire au recyclage des matériaux, en passant par le sentiment d'aliénation, vis-à-vis d'une société complexe.

C'est, en fin d'ouvrage, la présentation, quasi protocolaire, la coopération à l'intérieur de l'O.C.D.E., l'OTAN, l'économie de méthodes, de principes. Ensemble d'une grande utilité, quelque peu desservi par certaines redondances, style et où l'on peut regretter, aussi, la très attention accordée aux recherches agronomiques.

Organisation, de développement économique, Paris 1981. 23 pages, 187 F.

PIERRE GEORGE. - Fin de siècle en Occident. Déclin ou métamorphose ?

Le Pierre George nouveau est arrivé. Il est d'une bonne année. Retrouvant deux vieux amis, l'auteur de *La Ville* et *La Campagne*, bien changés.

L'obéissance stricte à la nature a permis de la commander, telle maîtrise

que la disette millénaire fait place aux excédents agricoles, tout en exerçant les hommes, un effet d'expulsion ; il y a certes encore paysans, le terme pris lui-même, une allure anachronique. Les campagnes sont vouées à la désertification ou à la reconquête urbaine.

Plus forte encore, la transformation du traitement produits naturels, au point qu'il est ici question d'archéologie industrielle.

Éclairée par souci d'évasion et de mobilité et devenue ainsi plus morne, laville a besoin d'animateurs. Sans doute résultats du recul de 1982 ont-ils manqué, pour souligner la baisse du nombre d'habitants de nombreuses villes, jusqu'ici promises à la croissance.

Sur la ville nouvelle, approbation au principe, mais pronostic réservé. Au-delà des regrets, perçants, à l'égard de Le Corbusier, indulgence à jeunes cités et recommandations pour leur entrée dans l'adolescence.

Et voici le drame, parmi les drames : le vieillissement, par non-renouvellement des générations. Excellente analyse, parfois sévère, par exemple, l'évocation des millions d'animaux domestiques, appelés à compléter la vie familiale, dont le coût dépasse le montant de l'aide au monde pauvre. Le pronostic ne porte cependant guère sur la couverture des retraites, non plus que l'état d'esprit d'une population âgée.

Un d'Europe, pittoresque à souhait, parfois saisissant, achève ce remarquable parcours d'Asmodée, mais réponse n'est pas donnée à titre. Toujours bien présente, l'indulgence.

Presses universitaires de France, Paris 1982. 191 pages, 22 cm, 95 F.

FRANÇOIS ECK. - Le Trésor.

Ce terme, qui évoque les images fabuleuses de votre enfance, désigne, fois pour fois de la majuscule, un être multiforme, si multiplicité, donnant ou prenant, qu'il se prête mal à définition. Le populaire dira volontiers « la caisse », simplification abusive.

Consacrée au budget, la première partie, rappelle clairement les principes classiques ou néoclassiques, pénétrant, notamment, assez subtil, de neutralité, au sens budgétaire, financier ou monétaire, voire économique. Bien au rendez-vous, le mouton, devenu classique lui aussi, les dommages, déficit budgétaire, alors qu'est en jeu la création monétaire, précise d'ailleurs, plus loin, une citation de M. Le Bourva.

Il n'est, par ailleurs, fait mention de l'origine de la prétendue règle d'or qui limiterait le déficit budgétaire à 3 % du PIB.

Le risque de nous perdre dans la seconde partie, consacrée aux concours, c'est-à-dire aux subventions, est heureusement évité,

grâce à une série d'exemples et tableaux révélateurs. A la base donc, l'évolution fait, particulièrement France, de à à Panorama saisissant, dépourvu de commentaires affectifs, comme précieux instrument.

Plus contestable, la troisième partie consacrée à l'endettement, moins par l'optique, si orthodoxe, selon laquelle un franc est toujours égal à un franc, ce qui conduit à dénoncer le surcroît des indexations. Il s'agit de comptes nominaux et l'expression à francs constants n'est employée qu'à l'occasion.

Cette vue comptable en francs courants, très « Rue Rivoli », est éloignée de l'économie plus l'emploi. Une plus apparaît la pauvreté globalistes, ainsi que l'absence de notion d'élasticité. Le full employment budget surplus États-Unis, opportunément évoqué, lui-même loin compte.

Presses universitaires de France, Paris 1982. 21 et 279 pages, 120 F.

ROBERT L. CLARK ET J.J. SPENGLER. - Aspects économiques du vieillissement des hommes et des populations.

Le professeur de University, qui avait naguère jeté une vive lumière sur les économistes et démographes français antérieurs à Malthus, en avait découvert quelques-uns, ce remarquable chercheur qui avait également étudié les conséquences de la « dépopulation » France (avant la seconde guerre) décrit ici, son jeune collègue A. Clark de l'université de la Caroline du Nord, un sujet déjà ancien mais qui, pendant longtemps, n'a guère attiré l'attention. Les congrès mondiaux cette année à Vienne, sous les auspices des Nations unies, en soulignent désormais l'importance.

Enfin longtemps l'économie pauvre, la bibliothèque sur la question à pris ces dernières années, du moins aux États-Unis, une importance considérable.

Enfin bien spécifié, l'abord, que, contrairement aux apparences, le vieillissement d'une population n'est pas dû à l'allongement de la vie mais à la baisse de la natalité, qui réduit la base de la pyramide des âges.

Leur tâche de maintenir le ton scientifique, les deux auteurs s'abstiennent de commentaires normatifs et de vues personnelles critiques. Ils présentent le comportement des hommes aux divers âges et en diverses situations, ainsi que les recherches faites à ce sujet. C'est aux États-Unis qu'il est question.

Selon méthode, sont bien mis en lumière le problème des retraites et vie de travail (l'inflation est contraire aux systèmes sur la capitalisation), le soutien, public ou privé, accordé aux personnes âgées (en pleine évolution, depuis un demi-siècle), aspects sanitaires, relations entre l'âge, la productivité, la mobilité, l'épargne, les investissements, la mation.

Remarquable étude, qui peut servir d'exemple.

Bibliographie imposante, qui pages, mais presque entièrement du pionnier P. Pallat, son collègue A. Parant. Bonne traduction Jacques Tournier.

Economica, Paris 1982. 24 cm, 187 pages, 95 F.

HÉLÈNE MARCHISIO. - La vie dans les campagnes chinoises.

Loin des relevés statistiques propres à saisir l'état et l'évolution d'un milliard de personnes, l'auteur décrit, après avoir passé plusieurs années dans les communes populaires, l'existence des villageois. Sans dissimuler sympathie ni bienveillance, la description témoigne d'un souci profond d'observation (souvent même chiffrée) des divers aspects de la vie rurale : économie, famille, rapports sociaux. Il s'agit particulièrement des années 1977 à 1981, mais observations et témoignages rétrospectifs abondent, sur la famille traditionnelle et même sur l'occupation japonaise, jusqu'en 1944.

Un précieux calendrier, donnant les principales dates, permet au lecteur de suivre l'évolution chronologique.

Quelques données nationales percent, ici ou là : l'absence de catastrophe alimentaire majeure dans le pays, malgré l'accroissement de la population, est présentée comme un succès, en dépit de la doctrine exprimée clairement dans l'Encyclopédie soviétique : « Dans un pays socialiste, il ne peut pas y avoir de surpopulation ». Les années noires, vers 1960-1965, sont bien signalées (le mot famine est bien en place, mais le mot famine), sans indication, sur la mortalité. Cette lacune ne doit pas être attribuée qu'à la difficulté de l'obtention de données précises, mais se manifeste, en même occasion, le fait de l'exacititude et du détail.

Si notable qu'il soit, le progrès de l'instruction n'a pas encore détruit les vieux préjugés des intellectuels, concernant la coutume de laisser pousser un angle, plutôt que non-recours au travail manuel.

Vues saisissantes sur le plan familial et les sévères mesures à son endroit. « Un provisoire », la fille, en fait, une non-valeur, car elle s'en ira un jour dans une famille.

Document remarquable qui, tout en nous rappelant Pearl Buck, la fait rapidement oublier. Lecture très recommandée.

Le Centurion, Paris 1982. 22 cm, 239 pages, 98 F.

GÉRARD-FRANÇOIS DUMONT. - Apprendre l'économie.

Si clair et si pressant qu'il soit, dans les pages de la société, le besoin insatiable, de lumière, la plupart des hommes déjà le serait. Après avoir dénoncé le simplisme des grandes doctrines opposées, mis en garde l'abus des chiffres pris comme projectiles plus que matériel, l'auteur conduit dans le divers de la science, compromise par la force des intérêts, substituée à la réflexion.

A l'énoncé de la production, source de la richesse (tautologie si souvent oubliée, en lieu très élevé) suit le sujet, plus chargé, de la finance, déjà quelque peu ouvert à la magie. Nous l'avons ensuite le tour le mode en (ou peu s'en faut), parcourant ce milieu environnement, vital pour la science si oubliée, pour en arriver aux pièges et aux sèbres des sciences, des priés et de l'emploi, sans appel de la croyance à un excès d'hommes qui fausse, l'abord, le jugement et n'inspire que des contradictions.

Economica, Paris 1982. 31 pages, 302 pages, 75 F.

HENRI COUFFIN ET DIVERS. - Les perspectives énergétiques internationales à long terme.

Encore tout-chaud ce sujet : nous lions avec fruit le rapport du groupe de travail qui, accompagné de deux annexes, clôture six mois de recherches. Après avoir opportunément rappelé la violence des deux chocs pétroliers, l'analyse suit étroitement les scénarios américains, terminologie, par effet classique de la culture.

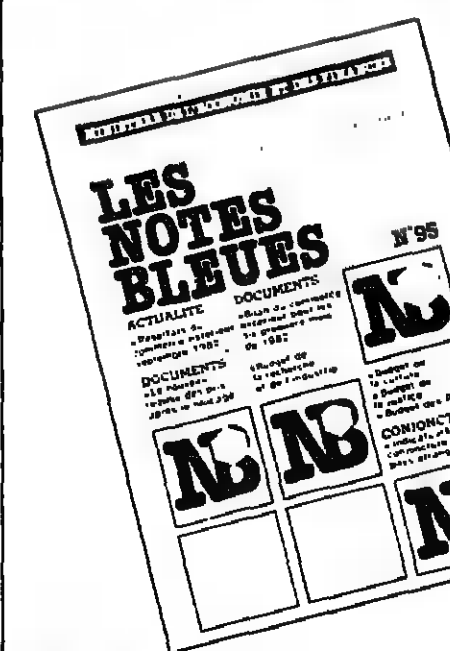
La consommation va doubler, d'ici à l'an 2000, dans les pays en développement. Le pétrole revient, si l'on ose dire, à la fin, et les réserves prouvées de pétrole dépasseront de pétrole. Toujours quelque peu contesté, le nucléaire n'est qu'un appoint appréciable.

Le soleil a disparu.

La Documentation française, Paris 1982. 24 cm, 111 pages, 55 F.

ENTREPRISES

augmentez votre capital d'informations



Une information claire, précise, synthétique sur l'actualité économique et financière : voilà ce que vous apportent chaque semaine les Notes Bleues, rédigées par les spécialistes du Ministère de l'Economie et des Finances.

Chaque semaine, vous disposerez ainsi des éléments de réflexion et d'action qui vous sont nécessaires : études sur la conjoncture nationale et internationale, indicateurs de tendance, exposés commentés des plus récentes décisions relatives aux prix, à la fiscalité, au budget...

Aujourd'hui, les Notes Bleues vous proposent, pour tout abonnement souscrit, de recevoir gratuitement le livret « De l'argent pour investir ».

LES NOTES BLEUES

Je désire recevoir les 50 prochains numéros de 240 F dont je vous adresse ci-joint le règlement. Je recevrai gratuitement le livret « De l'argent pour investir ».

Nom ou Raison sociale : _____ Prénom : _____

Profession : _____ Secteur d'activité : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

Signature : _____

SKI

maintenant les meilleures stations à formule votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection

BUDGET HIVER 83

Territoire (S.E.T.I.) 25, rue La Boétie, Paris

Tél. : 268-15-70

CROISIÈRE D'HIVER AUX ANTILLES SUR NEW LIFE

Luxueux voilier 13 mètres (Gib Sea 126)

Croisière et séjour 1 ou 2 sem.

Renseignements et document. AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue La Boétie, Paris

Tél. : 268-15-70

PLANS/CONTRECALQUES

MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE REDUCTION / AGRANDISSEMENT

ETRAVE 38 Daumesnil PARIS 12 ☎ 347.21.32 Tx 220064 F

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

APPEL D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DU BARRAGE DE BOU-HALLOU SUR L'OUED BOU-HALLOU - WILAYA DE CHLEF

Le Ministère de l'hydraulique, direction générale des infrastructures hydrauliques lance un appel d'offres ouvert national international pour la construction du barrage Bou-Hallou sur l'oued Bou-Hallou, Wilaya de Chlef.

Les travaux, objet du présent appel d'offres sont les suivants :

- Excavations 90.000 m³
- Remblai batardeau amont 5.000 m³
- 140.000 m³
- Forages et injections 19.000 ml

Les entreprises intéressées peuvent retirer le dossier en s'adressant au Ministère de l'Hydraulique - Direction générale des infrastructures hydrauliques, D.I.M.T., Kouba, Alger, - à la somme de 2 D.A., à partir du 18 décembre 1982.

Les offres, établies conformément aux clauses du dossier et à la réglementation en vigueur, notamment la circulaire n° 021 du 4 mai 1981 du Ministère du commerce, devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique, Direction générale de l'administration, bureau des marchés, Kouba, Alger - mention « ne pas ouvrir » - appel d'offres pour la construction du barrage Bou-Hallou.

La date limite de dépôt des offres est fixée au 17 mars 1983, à 11 h 30.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant cent vingt jours.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

engagement

COURS LE FÉAL

367 25 00

30, rue de la Damie Paris 17^{ème}

L'ANGLAIS à OXFORD

individuelle de

préparation pour BAC, DEUG, LICENCE, CAPES, AGREGATION...

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Agencé par le British Council - Association loi 1901

Membre du F.E.C.O. - Membre Fondateur de l'U.R.C.E.S. 21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris - Tél. : 367 25 00

RESTEZ JOIGNABLES !!!

DÉTOURNEURS D'APPEL

de fabrication française

vous tous vos appels immédiatement dans le monde entier

au prix exceptionnel de

1.100 F.

Garantie 1 an

TELEPHONIE MODERNE

26 rue Roger 37000 Tours

phone (47) 64 24 80

telex 750 289 code 84

Matériel non agréé par les P.T.T.

DIR

directeur administratif et financier

DIRECTEUR EXPORT

ENOS

Directeur des

Stam

Un directeur financier

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Large	Large T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ENCADREES	Large	Large T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Degrés de surface : nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Formations Nationales et Internationales

directeur administratif et financier

STRASBOURG

Vous serez l'un des principaux artisans de la modernisation d'un Groupe de PME fabriquant et commercialisant des produits de luxe. Votre objectif immédiat sera de concevoir, avec l'aide d'un Conseil d'Administration, les systèmes de gestion, de les mettre en place et de les faire fonctionner. Vos responsabilités engloberont la gestion financière et comptable, la gestion du personnel et l'information. Vous appartiendrez au Comité de Direction vous donnant l'autorité, l'information et les moyens de mener à bien votre mission.

On exigera dans vos compétences l'expérience d'une Direction du contrôle de gestion dans une entreprise industrielle, la pratique de la gestion de trésorerie, et d'avoir participé à la définition d'une politique industrielle et commerciale. Au cours de votre carrière, vous avez été amené à pratiquer l'anglais. A 35 ans, vous êtes devenu un gestionnaire rigoureux capable de collaborer à la Direction d'une entreprise.

Votre C.V. détaillé avec salaire actuel sera adressé sous référence 7640-81 à L.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising NEW YORK PARIS



Direction des ventes "systèmes"

300.000 F

Du microprocesseur au micro-ordinateur - Depuis sa création en 1970, ce groupe français a su se consacrer à la distribution de produits réputés et à la qualité du service rendu à la clientèle. En 1982, commercialisant lignes de produits (composants passifs, composants actifs, petits systèmes), le groupe du marché français, il recherche le "manager" capable de prendre en charge les ventes de systèmes, les lignes de produits, les années. Responsable d'une équipe d'une dizaine de personnes (ingénieurs, techniciens, ingénieurs d'application) qu'il encadrera, il fera d'abord preuve d'un développement de la région parisienne et de la France, le chiffre d'affaires réalisé en systèmes, il supervisera rapidement le développement d'une grande autonomie, au niveau national. Ce poste important est un poste commercial, ayant à partir d'une expérience d'ingénieur acquise, un distributeur expérimenté du marché industriel des petits systèmes, du management des hommes. La rémunération globale proposée, fonction des compétences offertes, pourra atteindre 300.000 F. Ecrire à J. SCARINOFF.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. C.V. en rappelant à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue de la République - 75782 PARIS 16 - Tél. 505.14.30

Paris - Lyon - Strasbourg - Toulouse



Directeur des ventes

270.000 F

Micro-informatique - La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de machines performantes, le domaine de la micro-informatique, crée le poste de Directeur des ventes. Placé sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de développer la structure commerciale, l'ensemble des territoires français : organisation, rationalisation, réseau de distributeurs, clients importants, promotion, publicité, animation, équipe de 6 personnes. Le poste vient à un candidat expérimenté, ayant acquis une solide expérience commerciale dans un secteur technique à pointe de concurrence (bureautique, reprographie...). Il aura prouvé ses qualités d'animateur d'équipe et sera si possible familiarisé avec les problèmes de distribution. Une connaissance de l'anglais vivement souhaitée. La rémunération annuelle composée d'un fixe et d'un intéressement s'élève à 270.000 F. Plus de 10 ans d'expérience du poste. Une voiture fonctionnelle fournie. Ce poste peut offrir de réelles perspectives d'évolution à un élément de valeur. Ecrire à Christine CHABAUD. Réf. 111111

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. C.V. en rappelant à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue de la République - 75782 PARIS 16 - Tél. 505.14.30

Paris - Lyon - Strasbourg - Toulouse

DIRECTEUR EXPORT DE NOS FILIALES

Constructeur informatique, nous nous situons dans une technologie de pointe. Leader dans notre spécialité, nos produits font appel à des technologies des plus avancées. Notre Compagnie recherche le DIRECTEUR DE SES FILIALES : en Belgique, Hollande, Suisse, Allemagne. Ce patron, 40 ans minimum, sera parfaitement bilingue français / anglais (l'allemand est apprécié). Sa formation HEC, ESSEC, ou Ingénieur, il aura une expérience réussie dans la vente sur le terrain, ou dans le marketing international. Représentant de notre Compagnie à l'étranger, il devra développer notre image de marque, soutenir nos compétences et la qualité de nos produits. Il définira les stratégies marketing des filiales et gèrera les budgets d'investissement. Ce poste basé à PARIS, mais réclamant de nombreux déplacements à l'étranger, est de nature à intéresser un candidat à valeur. Merci de bien vouloir adresser votre candidature complète, sous référence 9410 M à Didier LAURENT, 66, Boulevard de Picpus - 75012 PARIS - qui tiendra toute la discrétion que vous attendez.

direction des ressources humaines et des communications

Une entreprise à taille humaine, parmi les plus importantes de ROUSSILLON, fabrique et commercialise des produits destinés au grand public et bénéficie d'une large réputation en France comme à l'étranger. Après avoir connu quelques difficultés, sa reprise par le premier groupement français de la spécialité, favorise un redéploiement qui lui permet de réaliser ses objectifs. Aujourd'hui le développement de la société constitue un enjeu essentiel et nous recherchons un jeune professionnel de la gestion du Personnel. En liaison avec le Directeur Général, à partir du respect précis du cadre juridique, ce Responsable aura pour première mission de concevoir et de mettre en œuvre une politique sociale avancée. Plus, il aura la charge de l'ensemble du personnel sur les plans administratif et économique. Ce poste intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, formation juridique, préférence, il sera homme de dialogue et capable d'imaginer et de mettre en œuvre des solutions efficaces. Le domaine des communications à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise. Son expérience professionnelle de 4 à 5 ans lui aura permis de familiariser avec les aspects techniques de la fonction. Il aura une rémunération de niveau et une région très agréable, c'est la région de Roussillon et d'innover avec lui le candidat retenu.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 7832 à REALISE 57, la République, 69002 Lyon, nous assurons dans la recherche.

directeur des ventes "lingerie"



Nous sommes l'une des plus importantes marques françaises de lingerie de mode féminine. Le Directeur des Ventes de notre département Lingerie part à la recherche et nous recherchons aujourd'hui son successeur. Il lui confierons la commercialisation des produits Lingerie sur le marché français auprès d'un réseau de distributeurs indépendants. Il animer une équipe de 8 Représentants Exclusifs. Le poste convient à un homme jeune, justifiant d'une expérience dans l'animation d'une force de vente, et connaissant le marché détaillant "mode". Ce poste est pourvoir à BAGNOLET, dans la banlieue Est de PARIS, et nécessite de fréquents déplacements en France (environ 10 % du temps de travail).

Si votre proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 220.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Hausmann - 75001 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHE



recherche pour ses chantiers au Moyen Orient

UN DIRECTEUR D'USINE PRE-FABRICATION

- La mission : direction technique et gestion d'une usine produisant dix logements par jour, organisation du stockage et du transport des pièces, suivi du planning, négociation avec les fournisseurs.
- L'homme : Ingénieur Arts et Métiers ou de Grande Ecole du BTP, minimum d'hommes (800 personnes) ses ordres, ayant une solide expérience technique pré-fabrication, confirmé dans la direction à haut niveau.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Adresser votre C.V. sous référence DIFAS à la Direction du personnel S. A. E. 32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16

COFAP



europa computer systèmes

Nous sommes spécialisés dans la location de matériel informatique et développement rapide et important. CA 1982 : + de 700 M de F.

Nous recherchons pour notre siège aux Champs-Élysées

Un directeur financements

35 ANS - HEC/ESSEC

Expérience des établissements financiers Société de crédit, prêt au logement, financement. Précis et méthodique. Les capacités importantes mises à la disposition Générale. Il optimisera les procédures.

Nous remercions l'envoyeur de votre dossier de candidature à F. Fabre ECS - 118 Champs-Élysées 75001 Paris.

Un directeur relations bancaires

30 ANS - Sc. Po/HEC/ESSEC

Connaissant l'administration générale d'une grande banque. Imaginatif et homme de contact. Il maitrise de nouvelles sources de financement et négociera avec les banques les conditions de leur concours.

media-system

Direction des achats

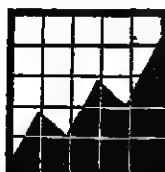
200.000 F +

Une entreprise prestataire de services collectifs industries (CA 400 millions de francs) recherche Responsable du Service Achats. Rattaché à la Direction Générale, il est chargé d'assurer, avec l'appui d'une équipe, l'approvisionnement d'une entreprise de 1000 personnes en France. Il négocie personnellement les achats, les meilleures conditions et auprès de fournisseurs sélectionnés. Grâce à son sens du dialogue, il participe à la définition de la politique générale des achats en collaboration avec les services Qualité et Technique. Il est, en effet, le soutien technique des procédures internes et de gérer au mieux les achats par des campagnes programmées. Le poste requiert une formation supérieure et une expérience obligée des achats d'au moins cinq ans, si possible dans des secteurs techniques. Il ne peut être tenu par un homme de poids et d'organisation qui porte-parole d'une Direction fermement convaincue de l'importance de la mission.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence à :

Organisation Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Éditions Mensuelles et Internationales

SECTEUR AUTOMOBILE

Nous sommes un Grand Groupe industriel français (32 usines dans le Monde) intervenant dans le domaine des productions diversifiées pour l'automobile, les transports, l'industrie.

Pour l'une de nos usines (100 personnes) produisant des pièces moulées à haute précision, nous créons le poste :

DIRECTEUR TECHNIQUE

Mission : de l'ensemble au service de la production d'un outil de travail en état.
Services Techniques : Méthodes, Prix, Revient, Entretien, Immobilisations, Prototypes, soit un effectif total d'une centaine de personnes.
 La fonction conviendrait à un ingénieur de formation supérieure mécanique (Arts et Métiers ou équivalent). Il possède une expérience suffisante (environ 10 ans) pour maîtriser les problèmes de technique et d'organisation.
 La connaissance du caoutchouc industriel serait un avantage.
 L'usine est située dans la Sarthe (Alençon 15 km, Mans 50 km).
 Une carrière évolutive est possible pour un homme de valeur.
 Merci d'adresser votre dossier à EUREQUIP, référence 8255 M, à qui nous avons confié la recherche et qui nous garantit la plus grande discrétion.



PARIS - LYONNAIL - ALGERIEN

EUREQUIP
 Département Recrutement
 15, avenue d'Eylau - 75007 PARIS
 Tél. 544.38.29

DIRECTEUR TECHNIQUE

COMPTABILITES TRAVAUX PUBLICS

La Direction Financière d'une importante Entreprise T.P. recherche pour prendre la Direction Comptable (20 pers.) un **DIRECTEUR COMPTABLE** de formation supérieure (DECS) possédant une solide expérience COMPTABILITES (clients, fournisseurs, bilans, analytique, trésorerie, export...) acquis possible dans une Entreprise de Bâtiment, T.P., Civil, Ingénierie...
 Il sera responsable du haut niveau organisationnel, contrôlera les opérations comptables de l'Entreprise.
 Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Envoyer lui votre C.V., sous référence 1105 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Directeur technique

L'OFFRE :
 Prendre la direction technique d'une équipe de 45 personnes. Vous serez responsable de la fabrication, de l'ordonnement, du développement.
 Le poste est situé à la Garene Colombes (92).

VOUS ÊTES :
 Ingénieur mécanicien, âgé de 35 ans environ.
 Vous avez une solide expérience de la découpe fine et de l'emboutissage de précision de feuillards de l'ordre du dixième de millimètre en acier inox ou alliages spéciaux. Vous maîtrisez également les techniques de soudure sous argon.

NOUS SOMMES :
 La société CALLISTO, filiale de la société SIDETEL, appartenant au groupe LUCHAIRE.
 Nous fabriquons des capsules et des soufflets de précision servant de base à des systèmes de mesure ou de régulateur.

Envoyez nous votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 21104 M (à renvoyer sur l'enveloppe).
 Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 544.38.29.

bébé confort

DIRECTEUR DES VENTES

faire face au développement du chiffre de son réseau de Clients Spécialistes français (Chânes, Groupements, Clients indépendants...).

Ce nouveau Collaborateur aura une grande expérience des contacts à un niveau élevé et animera une équipe de représentants exclusifs.

une expérience significative dans le domaine du Textile ou des vêtements lui permettra une adaptation rapide.

Le poste en région parisienne implique déplacements fréquents en province et s'accompagne d'une rémunération avec prime de résultats attractive + salaire + voiture de fonction.

Veuillez adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle à :

à Cte 20, rue de l'Opéra 75002 PARIS 01.
 Après référence 54.381

DIRECTEUR COMMERCIAL REIMS

Fille d'un groupe industriel important, la société (100 personnes) distribue sur départements (02, 08, 51) les produits de l'un des premiers fabricants français de peinture. Elle occupe une place dominante dans la région Champagne. Sa clientèle est composée d'entrepreneurs et de collectivités. Le Directeur Commercial recherché aura pour mission de développer le chiffre d'affaires en animant un réseau de 4 exclusifs. Le poste convient à un cadre commercial expérimenté ayant de bonnes connaissances en gestion (B.I.L. ou similaire) : 160/180.000 F. Evolution possible.

Adresser CV détaillé s/réf. 1105 M à :

France Cadres
 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES CHAUDRONNERIE MÉCANIQUE RÉGION SUD-OUEST

DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur 35 ans minimum ayant expérience industrielle confirmée de bureau d'études, d'atelier, de chantier, de gestion et relations sociales.
 Connaissance de la langue anglaise souhaitable.

curriculum manuscrit, photo et prétentions sous n° T 037.371 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - 95500 GONESSE

DIRECTEUR FINANCIER

35-40 ans
 - Comptabilité française, anglo-américaine ;
 - Budgets, reportings aux U.S.A. ;
 - Personnel ;
 - Formation expertise ou B.S.C. ;
 - Anglais indispensable.

Env. C.V., prêt, photo sous n° 7424 le Monde Pub. service annonces classées, 3, r. des Italiens, 75009 Paris

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Futur

La société (135 personnes) est spécialisée dans la chaudronnerie lourde et la grosse mécanique. Elle fabrique des appareils spéciaux liés à la maintenance et, en sous-traitance, des pièces unitaires importantes. Elle exporte plus de 30% sa production. Son expansion et l'orientation de ses fabrications vers des produits plus sophistiqués, notamment vers le nucléaire, imposent d'étendre la structure existante.

Responsable de l'ordonnement, du planning, des méthodes et des ateliers, le candidat devra être un ingénieur diplômé (AM ou similaire) ayant l'expérience des fabrications unitaires ou en petite série, 8/10 d'expérience. Evolution prévue. Résidence ville agréable des bords de Loire.

Adresser CV détaillé s/réf. 222/47M à :

France Cadres
 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

ASSOCIATION DÉPARTEMENTAL INFORMATION ACTION MUSICALES 91

DIRECTEUR (TRICE)

Député(e) départemental(e) de la musique

licence ou sortie gde école connaît. musique pratique souv. Expérience gestion structure culturelle. Diderot dossier avant 20-12-82 à ADALAM 91 105, place des Miroirs, 91000 EVRY.

DIRECTEUR (TRICE) ADJOINTE (E)

Responsabilités : Accueil et suivi des résidents, et secteur socio-éducatif. Exp. en formation adultes. Salaire de départ : 6.000 F.

Adresser candidature et C.V. à :

C.I.T.
 1, rue Royce-Collard, Paris-8.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

OUI... MAIS AYANT LA FIBRE COMMERCIALE

Votre expérience ? Elle a permis de maîtriser avec succès les fonctions finance et comptabilité. Vous avez élaboré, mis en place des systèmes de gestion efficaces et performants pour lesquels vous avez utilisé votre compétence l'outil informatique.

Jeune, bonne formation supérieure, qualités d'enthousiasme, votre expérience de l'organisation et du dialogue sont vos atouts.

Vous cherchez à évoluer. Vous avez le besoin d'élargir votre domaine. Nous vous proposons d'ajouter une dimension à votre expérience : la gestion commerciale.

Dans une entreprise commerciale à forte croissance, nous vous offrons une fonction polyvalente et essentielle : en liaison directe avec la Direction Générale, vous dirigerez l'ensemble de la gestion financière et commerciale. Vous animerez des équipes jeunes et compétentes (20 personnes). Vous serez les compléments et les formateurs.

Intéressé ? Adressez : C.V., photo et indiquant votre rémunération actuelle référence 136 M, à Fabrizio RUSPOLI

DENEB CONSULTANTS
 6, rue Lincoln 75008 PARIS
 qui garantit la plus grande discrétion.

Produit Grand Public

280.000 +

Vivre le principe des vases communicants : développer sa carrière et simultanément accroître notre leadership...

LES IMPÉRATIFS OBLIGES DU PROFIL :

- 5 ans minimum
- formation supérieure commerciale (HEC - ESCP ou équivalent)
- expérience direction ou direction commerciale opérationnelle, 5 ans la vente de produits grand public et une connaissance approfondie des systèmes de distribution
- obligation d'habiter sur le lieu de travail - hors région parisienne.

NOUS VOUS OFFRONS DE :

- vous intégrer une équipe de Jeunes Managers style "Marathonien"
- tenir la distance longtemps sans relâche.

COEQUIPIER ET MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION VOUS SEREZ LE

DIRECTEUR COMMERCIAL

Responsable du développement nos 130 millions de CA, de notre Centre Profits (80 personnes) participerez à nos projets d'expansion France et étranger.

TOUT UN PROGRAMME...

Merci nous faire parvenir candidature sous réf. 54582
 Centre Publicité 20, av. Opéra 75001 Paris 01 q.tr.

Directeur d'une unité d'éclairage décoratif Paris

L'OFFRE :

- dans le marché en plein essor du "mobilié urbain", vous devrez créer et développer une unité d'éclairage décoratif.
- autonome, vous aurez à définir les besoins du marché, concevoir et développer une gamme de nouveaux produits et en assurer la commercialisation.
- vous serez responsable de la production et de la distribution de nos produits.

VOUS AVEZ :

- une formation supérieure et une expérience réussie d'homme de marketing.
- la capacité à travailler avec des architectes et des designers et d'orienter leur recherche en fonction d'une politique produits préalablement définie.
- une bonne connaissance des marchés publics en France, et notamment des collectivités locales.
- des talents de négociateur et une grande efficacité commerciale.
- un esprit ouvert à la compréhension de problèmes techniques simples.

NOUS SOMMES :

- la filiale française d'un groupe international produisant et commercialisant du matériel d'éclairage public et intérieur. Nous connaissons actuellement un développement très rapide.

Merci nous adresser : C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 205163 à mentionner sur l'enveloppe.
 Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 544.38.29

UNION MUTUALISTE VILLE-ET-VILLAINES

recherche les plus brefs délais

UN DIRECTEUR

pour sa clinique mutualiste

Il assurera avec autonomie le fonctionnement de la clinique.

expérience professionnelle de travail en milieu hospitalier et si possible connaissance de la mutualité.

Convention collective FEHAP du 31 octobre 1951.

Adresser s.v. + photo à : U.M.L.V.
 B.P. 1.315 Villejean, 35016 Rennes Cedex.

INST. TECH. PRIVÉ sous contrat Rhône-Alpes

DIRECTEUR (TRICE)

Diplômé enseignant, supérieur avec expérience enseignement Ec. HAVAS ANNONCES 5485 81, rue de la République, 69002 Lyon.

Etablissement privé sous (école, collège, lycée) 1.300 élèves.

DIRECTEUR

Rentré septembre

Ecrire sous le n° T 037.286 à REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris.

emploi/req

AIT Groupe CGE

Chef de service achats

CAPFOR

emploi/int

MAROC

chef du département org

MANAGEMENT

3 INGÉNIEURS HYDRAULIQUES CONFIRMÉS

HYDRAULIQUES CONFIRMÉS

KARAT ALGER

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SAIT Groupe CGE

Notre DEPARTEMENT ACCUMULATEURS est leader mondial dans le monde. Pour notre Centre principal de Production de BORDEAUX (1 000 personnes), nous recherchons notre

Chef de service achats

- Vous serez responsable d'un Service de 10 personnes. Montant annuel global des Achats : 100 MF (dont métaux nobles et composants élaborés).
- De formation supérieure (ESSEC, Sup de Co...), vous avez une première expérience d'au moins 5 années dans la fonction, en milieu industriel.
- Nous attendons des compétences et des qualités personnelles une évolution moderne, dynamique du fonctionnement de ce Service.
- Vous serez notamment effectuer la mise en place d'une gestion informatisée. Déplacements courts durée France et Etranger à prévoir. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Ces fonctions valorisantes requièrent de solides qualités humaines : sein d'une équipe de Direction fortement motivée.

Ecrire référence 6691/C à notre Conseil, Christian LOUVRIER - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - BORDEAUX - MONTPELLIER - NIMES - QUIMPER - LORIENT



Contrôleur de gestion

200.000 F

Industrie de haute technologie - La Baule - Cette entreprise fabrique des machines à outils de pointe, filiale de deux puissants groupes internationaux, développe des technologies de pointe, contrôle la gestion. Dépendant du directeur financier et en liaison avec les directeurs du département, il aura à charge la gestion des budgets, des prévisions, des plans stratégiques à long, moyen et court terme. Il implantera un système informatique des coûts financiers, la production de dépenses d'investissement, il analysera les coûts ou ponctuellement il supervisera une équipe de cinq collaborateurs. Il sera un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience de cinq ans minimum, le contrôle de gestion, acquise au sein d'une unité industrielle. Il possèdera un très bon anglais ainsi que la pratique du reporting anglo-saxon. Le poste est à temps plein, départ, l'expérience acquise, sera de 10 à 15 ans. Ecrire à J.B. FOURNIER Réf. A/1184M

pour renseignements : C.V. et l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 02 51 11 11 11

Bordeaux - Clermont - Dijon - Lille - Nantes - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable promotion du commerce

Rhône-alpes

Chambre d'industrie - L'une des principales Chambres de Commerce d'industrie de la région Rhône-alpes renforce ses structures pour faire face à un plan de développement important et recherche un responsable de la promotion du commerce. Dépendant du directeur général, il aura pour mission de favoriser l'expansion du commerce en initiant et gérant toutes les actions devant y concourir. Il devra développer, promouvoir et mettre en œuvre une gamme de services opérationnels : urbanisme commercial, législation, stratégie commerciale, gestion informatique et un service dont il contrôlera les réalisations concrètes. Il aura également des relations avec les instances représentatives. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, titulaire d'un diplôme ou équivalent et justifiant d'une expérience dans le domaine commercial ou marketing, actrice en entreprise, soit en cabinet. Il doit prouver de qualités de création et d'innovation dans l'élaboration de stratégies. Une expérience d'animation serait un atout supplémentaire. La rémunération est liée à l'acquis professionnel du candidat. Pour ce poste, les réponses seront envoyées directement à notre client : prière d'indiquer les sociétés auxquelles elles doivent être communiquées. Réf. A/1184M

Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

78, Boulevard 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 02 51 11 11 11

Bordeaux - Clermont - Dijon - Lille - Nantes - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Strasbourg - Toulouse



Automatismes industriels

Lorraine

Ingénieur instrumentation automation - Recherche pour son usine de Longwy, un jeune ingénieur pour lui confier la responsabilité du service d'études, de réalisation et de mise en service des automatismes appliqués à la sidérurgie. Sa mission sera de développer, maintenir et optimiser la technologie des matériels et systèmes d'automatismes qui contribuent à améliorer la performance de l'outil industriel. Il aura autorité directe sur l'interieur des "automatismes" existants, une dizaine de techniciens supérieurs (DUT ou équivalent) et travaillera en relation fonctionnelle avec une vingtaine de techniciens d'intervention. En dehors de ces compétences théoriques requises (ingénieur spécialiste en physique et mécanique) cette responsabilité nécessite de grandes qualités humaines (sens pédagogique et esprit d'équipe) ainsi qu'une affinité naturelle pour les matériels programmables. Pour ce poste, il pourra rapidement, la société offre, outre un logement attractif, un logement ainsi que des avantages sociaux substantiels. Les perspectives d'évolution sont réelles pour un ingénieur valeur. Réf. A/8165M

pour renseignements ne sera transmis l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence :

PA Conseiller de Direction S.A.

3 quai Kléber - 57055 ETTLEBACH Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Bordeaux - Clermont - Dijon - Lille - Nantes - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Strasbourg - Toulouse

Pour jeune financier : élargissement de responsabilités

Il s'agit d'une des filiales d'un groupe français de 4 personnes réalisant 2 milliards de C.A. aux activités diversifiées et performantes. L'unité de production concernée est située dans le Nord de la France. Un poste de RESPONSABLE COMPTABILITE, ADMINISTRATION ET PERSONNEL est créé, qui regroupe des fonctions jusque là réparties.

- Vous dirigez un service de cinq personnes.
- Vous contrôlez les fonctions comptables existantes (par ex. : comptabilité analytique, paie) en appliquant les procédures, éventuellement en les révisant, en développant l'informatisation. Vous créez et interprétez les tableaux de bord non seulement pour le chef d'établissement dont vous êtes le collaborateur direct, mais aussi pour les différents responsables des services de l'exploitation.
- Vous prenez également en charge la fonction personnel depuis la gestion des aspects classiques (par ex. : administration - formation - sécurité) dont vous améliorez le fonctionnement, jusqu'à devenir l'animateur de la fonction nouvelle dans l'usine, le conseil privé légitime l'encadrement.

Nous vous souhaitons diplômé d'Ecole de Commerce option Finance-Comptabilité, possédant au moins 3 ans d'expérience dans les services comptable et contrôle de gestion d'une usine, ou bien sûr fortement motivé par cet élargissement de responsabilités.

Nous vous remercions et nous adresserons dossier de candidature sous référence JF 1271M.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTET

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

MAROC

Chef du département organisation Banque

Notre Client est un organisme financier qui démarque par sa politique commerciale : création et développement de nouveaux produits. Fortement informatisé, il utilise cet outil pour optimiser son organisation. Attentif à l'évolution des Hommes et Techniques, cet organisme souhaite intégrer un Cadre capable d'assumer la responsabilité de l'harmonisation de son organisation sur les plans de la Conception et de la mise en place des nouvelles applications informatiques, tenant compte du matériel central et du matériel réseau, des Applications, des nouvelles méthodes de travail et de l'élaboration de procédures et de manuels de formation des utilisateurs.

Cette responsabilité sera confiée à un Cadre marocain, âgé de 35 ans minimum : impérativement diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, de Gestion, option Organisation ou Finance - Comptabilité. D'autre part, il devra justifier de connaissances de l'informatique et, si possible, des opérations bancaires.

Nous vous garantissons la plus totale discrétion et la confidentialité de vos données.

Monsieur Christian SANQUER vous remercie et adresse sa lettre de motivation, photo et références, en rappelant la référence 6691/C.

Les réponses seront envoyées à l'adresse :

MANAGEMENT DEVELOPMENT

113, Av. Mers Sultan - CASABLANCA - MAROC

SCET-MAROC

FILIALE DE LA CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION LEADER DE L'INGENIERIE MAROCAINE

recherche pour son Département

"Infrastructures Urbaines"

3 INGENIEURS HYDRAULICIENS CONFIRMES

Adresser C.V. et photo à :

SCET-MAROC - 30, Châta Al Alaouine

RABAT-MAROC.

DIPLOMES GRANDES ECOLES

6 à 12 ans d'expérience dans

domaines de l'économie, des

statistiques, des finances publi-

ques, des études de marché et

de l'analyse financière des en-

treprises. Anglais, espagnol

souhaités.

C.V. et photo et prés.

s/réf. 6691/C à M. Pub.

27, r. Taitbout - PARIS 9.

Enregistrez maintenant votre candidature, même si vous

n'êtes pas immédiatement disponible à court terme.

Nous réviserons vos candidatures de niveau

pour les besoins de 1 à 3 ans.

CONSEILLERS

POUR PAYS EN DEVELOPPEMENT

Ingénieur grande école, en économie ou fi-

sière, trois ans d'expérience dans la direc-

tion d'un service chargé de préparer/évaluer/sélection-

ner des projets d'investissement dans les secteurs

d'activités variées (y compris l'industrie), dans un

pays en développement. De préférence familier des

banques de développement.

2. POLITIQUE INDUSTRIELLE

Niveau : en économie. Au moins deux ans d'ex-

périence en tant que conseiller de direction dans un

organisme national chargé de la stratégie/promo-

tion/planification dans un pays en dévelop-

pement. Connaissance des systèmes de taxation et d'in-

vestissement.

Niveau : en économie ou marketing. Au moins

deux ans d'expérience comme conseiller de direction

dans un organisme national spécialisé dans la politi-

que/promotion/réglementation des échanges exté-

rieurs, particulièrement l'exportation de produits

dans un pays en développement. De préférence, expé-

rience de la promotion des exportations (exemples : Corée, Hongkong).

3. POLITIQUE INDUSTRIELLE

Niveau : en économie ou marketing. Au moins

deux ans d'expérience comme conseiller de direction

dans un organisme national spécialisé dans la politi-

que/promotion/réglementation des échanges exté-

rieurs, particulièrement l'exportation de produits

dans un pays en développement. De préférence, expé-

rience de la promotion des exportations (exemples : Corée, Hongkong).

Envoyer votre candidature, C.V. chronologique détaillé

et ordre de référence souhaitée à :

F. PILLET

DEVELOPMENT ITALIA CONSULTANTS S.A.

17, rue Georges-Bizet - 75116 PARIS

Nous prions les lecteurs répondant aux

ANNONCES DOMICILIEES de vouloir bien

indiquer sur l'enveloppe le numéro

de l'annonce qui les intéresse et de vérifier

l'adresse, selon qu'il s'agit du

Publicité ou d'une réponse.

Groupe Industriel Français

dont les produits d'équipement pour le grand public sont pré-

sentés sur le marché national, pour l'une de ses sociétés de production dans une agréable

région.

Ouest de la France

la proximité d'une

CHEF DU SERVICE COMPTABLE

Rattaché au Directeur Financier du Groupe et à la comptabilité qui

il est responsable de l'ensemble de la comptabilité qui est informatisée,

comptabilité générale, fournisseurs, clients, paie jusqu'à la clôture du

bilan.

Animer une équipe de personnes, administratives justifi-

es d'une compétence technique comptable et fiscale.

Rémunération attractive.

Il sera répondu à la candidature comprenant : manuscrite, C.V., photo,

téléphone, prétentions et disponibilité adressée, réf. CCMT,

à :

G.S.H.

9 Square Bazin - Parly

75150 Le Chesnay

Discrétion

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



recrute
pour son Département Service Industriel

DEUX INGÉNIEURS

en analyse et surveillance vibratoire.

1^{er} poste : - Développement méthodes.
- Applications nouvelles.

2^e poste : - Mesures expérimentales.
- Surveillance de machines.
- Ingénierie de systèmes à base de micro-calculateur.

Débutant ou quelques années d'expérience.

Envoyer C.V. à METRAVIB, Service du Personnel,
64, chemin des Mouilles, 69130 ECULLY.

Responsables informatiques

Franche-Comté réf. S 207
Analyste-programmeurs confirmés, ils maîtrisent le langage GAP II et/ou GAP III ainsi que les applications de gestion (pola, comptabilité commerciale, etc.). De bonnes connaissances de gestion de production sont un atout.

Responsables programmeurs

Région parisienne - Franche-Comté réf. S 208
De formation IUT ou maîtrise, + 1 à 3 ans d'expérience, ils assurent l'analyse et la programmation d'applications temps réel. Bonnes perspectives d'évolution au sein d'un groupe de tout premier plan.

Envoyer dossier de candidature et prétentions en précisant la référence à :

SVP RESSOURCES HUMAINES

7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CHEF
DES SERVICES
ADMINISTRATIFS

ANS 50/55

et comptable.
Grande aptitude
aux contacts humains.
Sens de l'organisation.
Il coordonne les services
comptable personnel,
budgétaire
et achats de stocks
et du secteur
service-public (personnel).
Région Sud de Rouen.

Envoyer C.V. et prétentions à :

SAPN

Service du Personnel
41 bis, avenue Bouquet,
75017 PARIS.



LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE
DE L'ARDECHE, recherche

Analystes-
Programmeurs

- conduite, réalisation et maintenance de projets
- encadrement d'un groupe de programmeurs
- formation supérieure DUT - MIAGE ou équivalent
- expérience 1 an minimum
- connaissance bases de données et télégestion
- connaissances souhaitées CII-HB, S, IDS, TDS

LIEU DE TRAVAIL :
PRIVAS, Préfecture de l'Ardèche
à 15 km de la Vallée du Rhône

Ecrire par lettre manuscrite C.V. et prétentions à
Monsieur le Chef de Personnel
C.R.C.A.M. de l'ARDECHE
B.P. 205 - 07100 PRIVAS Cedex.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RECHERCHE
D'UN ÉTABLISSEMENT DE PICARDIE (250 pers.)

UN CHEF DE SERVICES
ADMINISTRATIFS

qui aura la responsabilité de l'organisation,
de la comptabilité et du personnel.

- 35 ans ;
- Formation Supérieure Commerce ou
équivalent ;
- Expérience la fonction, esprit rigoureux et
aptitude à la communication sont indispensables.

Seul candidat rattaché au Directeur Financier
Administratif et aux Ressources Humaines de la Société
qui envisage la succession.

Adresser C.V. et prétentions à n° 0000
le 15 rue de la République, 75001 Paris, classées,
5, rue des Filles du Calvaire, 75002 Paris Cedex 02.



recherche pour son usine de
MARDYCK (Dunkerque)

un ELECTRONICIEN
INGENIEUR
DEBUTANT

diplômé d'une Grande Ecole (E.S.E., I.S.E.N.,
E.N.S.E.E.I.T.H.) il est appelé à assister le
responsable du secteur régulation - mise au
point - laboratoire d'électronique et à encadrer
une importante équipe de techniciens de haut
niveau en électronique, électrotechnique et
automatique.

Dans une usine à mutation technologique
constante, il aura pour rôle, au sein d'un service
de 150 personnes, de développer les
perfectionnements des installations et des mé-
canismes de contrôle des complexes comman-
dés par calculateurs de processus.

La taille de l'usine, de la Société et du Groupe
garantit des évolutions progressives de carrière
intéressantes dans des fonctions diversifiées et à
une grande variété de niveaux.

Adresser lettre de candidature et CV
à l'attention personnelle du Directeur de l'Usine
USINOR MARDYCK - BP No 7
59760 GRANDE SYNTHE

La compagnie de chauffage intercommunale de
l'agglomération grenobloise, d'économie
mixte de 100 personnes, concessionnaire d'un
important réseau de chauffage urbain

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Pour son secteur (distribution de chaleur-clientèle)
Expérience substantielle en distribution de chaleur et ou en
exploitation de chaufferies importantes.

LES QUALITÉS SOUHAITÉES :

- Un caractère dynamique qui impose ses décisions à des
équipes de techniciens.
- Un sens aigu de l'organisation et le goût des responsabi-
lités matérielles et humaines.

Faire offre avec C.V. manuscrit + photo et prétentions
au cabinet VITTE ET MOSSAN,
15, rue de la République - 38000 GRENOBLE.
DISCRETION ASSURÉE.

Ingénieur

Chimie minérale

La Société : Spécialisée dans les analyses des sols et les ser-
vices pour l'Agriculture.

Le poste : Cet ingénieur doit concevoir l'organisation du
laboratoire qui sera implanté à l'été 1983, diriger et animer une équipe de 20 personnes, assu-
rer le fonctionnement de cette unité ; enfin, démontrer de
nouvelles méthodes pour l'analyse de l'outil informatique.

L'homme : 35-40 ans environ, ingénieur chimiste, il
possède une expérience principalement acquise dans un labo-
ratoire. En matière d'analyses, il maîtrise les méthodes
classiques. C'est un homme qui sait démontrer ses
capacités techniques.

Les conditions : Statut cadre. Rémunération à négocier
selon compétences. Lieu de travail : Région Parisienne
pendant environ 10 mois, puis installation à Orléans com-
mencer.

Adresser lettre manuscrite + C.V. complet s/réf. JF/960
à CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75001 PARIS.



PARIS - LYON - NANTES - BRISTOL - MONTPELLIER - NORD - Orléans - LORIENT

BETZ Filiale française d'un groupe
FRANCE S.A. traitement fluides industriels

3 ingénieurs

• Eau et process - Normandie (Rég. NANTY)
- Rhône-Alpes (Rég. NANTY)
• Papier - Normandie (Rég. M 671)

Après formation approfondie à nos produits et technolo-
gies, et avec appui de notre département technique (chefs
de produits, laboratoires), vous faites progresser notre
implantation en présentant aux entreprises spécialisées de
haute technologie aux entreprises (prospects et clients) de
votre région.

Ces postes, créés ou faisant suite à des promotions, demandent une formation d'ingénieur (chimie, génie chimi-
que, papier) et une expérience de quelques années, technico-commerciale ou usine (fabrication).

La préférence sera donnée aux candidats ayant le meilleur
potentiel d'évolution. F.m.e. prime de résultats, voyage, frais.
Adresser lettre C.V. et prétentions à : Résidence, 80 rue d'Abouville, 80 000 TROUVILLE-sur-MER.

CONSEILLER EN FORMATION
CHEF DE PROJETS
INTRA ENTREPRISES

Précisons sommes l'un des principaux organismes
de formation et nous recherchons des dirigeants à la
fois techniciens et chercheurs pour l'un de nos Etablisse-
ments Régionaux : NANCY, un

- Homme 35/45 ans d'expérience, formation
supérieure ou autodidacte, spécialiste d'un
domaine de la gestion, si possible en
Ressources Humaines.

- Chargé de diagnostiquer les besoins,
concevoir et organiser ses projets, partici-
per à l'enseignement.

- Négociateur, animateur, pédagogue, il coo-
père au développement de l'Etablissement.

- Poste basé à NANCY avec déplacements
réguliers sur la région.

Adresser C.V. + photo + rémunération
souhaitée (référence n° 1) à :

FB. CONSEIL 57, rue des Eglises
54000 NANCY.

ENTREPRISE DE MÉCANIQUE
GÉNÉRALE ET MÉCANO-SOUDURE
RÉGION OUEST RECHERCHE
pour son développement

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

■ Ayant 3 à 5 ans d'expérience en mécanique
précision.
■ Désireux s'orienter vers un poste responsable
d'un service technique.
■ Des connaissances en soudage non destructif et en
soudage appréciées.

La rémunération offerte sur 12 mois sera en fonction de
l'expérience de candidats retenus.

Logement possible.

Ecrire C.V. photo et prét. à n° 948.666 H.A.P.
HALL, petites 7 X 44040 NANTES Cedex.

pharmacien HF

Société matériel médico-chirur-
gical zone Rambouillet/Chartres
recherche PHARMACIEN HF pour un
contrat à durée déterminée de 6 mois.

Rattaché directement au Directeur du
Service de contrôle qualité.
Ses domaines de responsabilités compor-
teront :

• le contrôle réception matières premières
• le contrôle en cours de fabrication.

Anglais indispensable.

Nombreux avantages : logement, etc.

Adresser CV et prétentions s/réf. 40931 à
projets publicités
12, rue des Pyramides 75001 Paris,
qui fera suivre.

Entreprise industrielle, filiale d'un important
groupe français, cherche son marché, recherche

1) POUR COTE-D'OR (100 personnes)

ingénieur

grande Centrale, Mines
ou équivalent réf. 1412/1

ou ayant quelques années d'expérience.
Il prendra la responsabilité du service
MÉTHODES, puis d'un service

Evolution ultérieure envisageable vers un poste
responsabilité importante de l'entreprise.

2) POUR USINE EURE (100 personnes)

ingénieur entretien

travaux neufs

diplômé A ou équivalent, débutant
réf. 1412/2

Excellentes perspectives en production.

Adresser lettre de candidature et CV avec réf.
correspondante à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hérold
75008 PARIS.

CELAR-BRUZ
(près RENNES Ile-et-Vilaine)

DEUX INGÉNIEURS
INFORMATIENS DIPLOMÉS

(Centrale, SUPÉLEC, INSA,
MAITRISE Informatique...)

• L'un d'effectuer des tâches de développement du
génie logiciel et de la téléinformatique, fréquents
déplacements région parisienne ;

• L'autre de développer des systèmes de simulation spé-
cifiques d'images télévision pour simulateurs ;
connaissances en systèmes de visualisation gra-
phique appréciées.

C.V. manuscrit et prétentions au
d'électronique, l'armement, 35170 BRUZ.

DÉPARTEMENT d'un GROUPE de
PREMIER PLAN ÉLECTRONIQUE

(Provence)

Notre :

CHEF DE PRODUCTION

pour fabrication
de produits professionnels
destinés à l'industrie du composant électronique.

Dépendant directement de la Direction, il sera le garant de
la QUALITÉ, du RESPECT des DÉLAIS, et des COÛTS.

Animateur et meneur d'hommes, 35/40 ans,
c'est un PATRON
rigoureux et dynamique que nous recherchons.

Ingénieur de formation, il sera acquis une expérience simi-
laire, de préférence dans le domaine de pièces mécaniques
de haute performance.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions
à : HAVAN 297, 397, 397 GRENOBLE.

Conseiller et animer les entreprises dans la
réalisation de problèmes humains qu'elles
se posent, avec une équipe réduite.
Adresser vingt questionnaires remplis sur
une agence régionale spécialisée à votre
tâche passionnante. Le développement de nos
activités dans le SUD de la FRANCE nous
conduit à rechercher un

PSYCHOLOGUE
DU TRAVAIL

Vous avez de l'expérience en sélection, recru-
tement et formation, vous êtes motivé par les
problèmes d'adaptation des hommes à leur
travail, vous êtes intéressé par le développement de nos
activités dans le SUD de la FRANCE nous
conduit à rechercher un

La poste nécessite des déplacements fréquents
dans le sud de la France.

Merci d'adresser votre candidature à :

AINF RESSOURCES HUMAINES

Rés. Marie - Magdeleine
173 Ch. de St Marthe
980 000 MARSEILLE

Bordeaux - Dijon - Dunkerque - Lille - Lyon -
Marseille - Metz - Montpellier - Nantes - Paris -
Strasbourg - Valenciennes.

LYON
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour une unité d'études et de production de
matériels électroniques (400 personnes dont 70
ingénieurs).

INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN

E.S.E. - INPG - INSA

pour participer à l'étude et à la mise au point
d'équipements électroniques complexes de
haute technologie.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions
à : 74, rue de la République - 69001 Lyon
Cedex 07.

LE CONTRÔLEUR DE GESTION
D'UN IMPORTANT HOLDING

recherche

UN ADJOINT

débutant

formation E.S.C.A.E. REIMS ou ROUEN
ou IUT gestion.

Une année d'exp. professionnelle sera appréciée.
Le postulant aura à traiter les problèmes de
gestion de départements du groupe.
Lieu de travail PARIS.

Position cadre.

Adresser C.V. manuscrit, photo
à : MARTIN, Chaussées ANDRÉ,
rue de Flandre, 75001 PARIS CEDEX 19.

RESPONSABLE DES SERVICES
FINANCIERS ET COMPTABLES

pour NANTES

par important organisme financier.

Ce poste de haut niveau, comporte la responsabilité
de la gestion financière (important portefeuille
d'actions et d'obligations), la comptabilité générale
informatisée, l'animation et de la formation d'une
équipe de personnes.

Le candidat devra avoir une collaboration
avec la Direction Générale.

Il aura une formation supérieure comptable (DECS
équivalent) financière, une expérience dans
domaines (par exemple dans une banque) - 35
minimum.

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo,
prétentions référence 1906
à Madame A. GARRET
11 rue de la République 44200 NANTES.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VELIZY
Ingénieur logiciel confirmé

Une société d'électronique située à **VELIZY (78)** recherche, dans le cadre d'un **IMPORTANT CENTRE DE CALCUL**, un ingénieur logiciel expérimenté.

Il aura pour tâche de confier la responsabilité d'une équipe pour la mise en exploitation de la suite de **PARVUS**.

Il utilisera les matériels **MITRA**, **VAX** et **MICROMEGA**.

Merci d'adresser votre manuscrit, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence **2200**.



(réponse en 15 jours)

Cabinet International de Conseil recherche un

FISCALISTE

Pour sa clientèle internationale de premier plan.

Le poste à Paris requiert :

- Une formation type DES ou Droit ENI ou/et Expertise Comptable/Grande Ecole.
- Une expérience de 3 ans minimum de ce type de clientèle soit en tant que Conseil soit en entreprise.
- Une excellente connaissance de l'anglais.

Les candidats à fort potentiel trouveront dans la structure actuelle un cadre favorable à une évolution vers le poste d'Associé.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence **2200** à **PIERRE LICHOU S.A.** - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

emploi régional

ENTREPRISE ORLEANS
Filiale dynamique d'un groupe d'envergure internationale, l'entreprise recherche une position de spécialiste en son développement ingénieurs diplômés d'une grande école : Centrale, Alstom, etc. pour les postes suivants :

CHEF DU SERVICE CENTRALE QUALITE
CHEF DE DEPARTEMENT FABRICATION
INGENIEUR METHODES SPECIALISTE TOLERIE EMBOUTISSAGE

La préférence sera donnée aux candidats qui auront acquis leur dynamisme à leurs capacités de développement dans le cadre d'une expérience antérieure de 3 années minimum.

Rémunération en rapport avec les responsabilités des postes à pourvoir.

Documentation des postes aux candidats sélectionnés.

Adresser votre manuscrit, C.V., photo et salaire actuel et prétentions sous réf. **11808** à **PIERRE LICHOU S.A.** BP 220-75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Pour compléter dans une phase de renouvellement les équipes d'études et d'interventions en usines

Le Centre Technique des Industries de la Fonderie
recrute

DES INGENIEURS
dans les spécialités suivantes :

JEUNES INGENIEURS D'ETUDES

- **ALLIAGES LEGERS :** un métallurgiste en fonderie (Ref. I)
- **METALURGE :** un chimiste pour la moulage des alliages ayant des connaissances en chimie organique (Ref. II)
- un mécanicien pour la moulage des alliages métalliques (Ref. III)

Ils seront chargés d'études en Laboratoire, de la mise au point des alliages et de la promotion des techniques modernes de fonderie.

— **INGENIEUR MATHÉMATICIEN-PHYSICIEN** (Ref. IV)
Formation informatique, thermique et hydraulique, intéressés par les études et travaux variés sur **MICRO** et **MINI** ordinateurs.

— **UN MECANICIEN INSTALLATIONS ET MATERIELS :** (Ref. V)
Il participera, en liaison avec les équipes de fonderie et les fournisseurs d'équipements, aux études d'installations et à la modernisation. Une expérience industrielle d'une ou deux années en fonderie est souhaitable.

INGENIEURS CONFIRMES

— **INGENIEUR ACIER MOULE** (Ref. VI)
Il sera chargé de développer l'action technique auprès des entreprises dans un cadre régional, ayant acquis une formation de 5 années minimum en fonderie. Formation aux postes équivalents, Ecole Supérieure de Fonderie.

— **INGENIEUR ACIER MOULE** (Ref. VII)
Sa mission principale sera d'animer et de gérer des groupes de travail qualifiés en usines. Il aura pour tâche de promouvoir les techniques modernes de fonderie.

Les candidats devront adresser leur lettre de motivation, leur curriculum vitae, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence **2200** à **PIERRE LICHOU S.A.** BP 220 - 75063 PARIS.

ROCHE bioélectronique KONTRON

Notre société de grande renommée fabrique et commercialise des appareils de haute technologie pour continuer notre progression nous recherchons pour notre département Recherche et Développement

DEUX INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

- Un ingénieur ayant de deux à cinq années d'expérience dans les domaines des automatismes et acquisitions de données et possédant en outre des aptitudes en mécanique et/ou hydraulique ;
- Un ingénieur justifiant de quelques années d'expérience dans la conduite de projets et intéressé par les problèmes d'imagerie et de traitement du signal.

Pour ces postes, les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire en électronique ou en microprocesseurs. La pratique de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, 2, avenue du Manet, 78180 Montigny-Le Bretonneux.

Importante Banque de l'Yonne
recherche dans le cadre de son expansion

- **Un Chef de Bureau**
chargé d'une clientèle variée au sein d'une équipe dynamique.
- **Caissier Qualifié**
expérience minimum 3 à 5 ans.
- **Des Guichetiers Qualifiés**
capables d'assurer la gestion et le développement d'un portefeuille de clientèle.
- **Des Chargés de Clientèle**
rattachés à la pratique de la négociation avec une clientèle variée.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions sous réf. **3017** à **SCG Carrières - 44, rue de Ferdinand - 75017 PARIS** - qui transmettra.

SNR ANNECY (Haute Savoie)
La Société Nationale de Recherches Mécaniques et Thermiques
Filiale d'EDF-EREA

JEUNE INGENIEUR
possédant une formation en MECANIQUE ANALYTIQUE ou METALLURGIE ou un diplôme d'expérience en mécanique.

Il aura pour tâche la responsabilité scientifique (recherches appliquées à la mécanique analytique, les traitements thermiques des matériaux, la lubrification), la responsabilité hiérarchique d'un groupe d'agents techniques de haut niveau, la responsabilité de gestion.

La connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer avec CV détaillé et photo à : **SNR Emploi - Réf. RCH, 1, rue des Miniers - BP 17 - 74000 Annecy**.

Ingénieur logiciel chef de projets

TITN Rhône-Alpes, filiale Thomson-CSF Informatique, recherche pour projets informatiques, réseaux locaux et systèmes de messagerie sur mini-calculateurs un **Ingénieur logiciel chef de projets**.

Plusieurs années d'expérience ainsi que de bonnes connaissances en modèles d'architecture et en réseaux sont nécessaires.

Ecrire avec C.V. à **TITN Rhône-Alpes - Immeuble Le Trident - 34, rue du Gal-de-Gaulle - 38100 GRENOBLE**.

TITN

Société région Marques cherche

CHEF COMPTABLE (ESC, DECS)

Poste évolutif et d'avenir. Rémunération : 1.200 F net, T. p. R. (42) 1.200 F net.

Quotidien régional Est cherche

plusieurs d'expérience. Envoyer manuscrit, copie des diplômes, photo d'identité et passe-book, etc. à **REDACTEUR PRESSE, n° 1.272 85 bis, rue de la République - 92000 NANTERRE**.

digital
N° 1 de l'informatique interactive

L'étude **DIGITAL 01** Informatique nous a été n° 1 en France pour la 3^{ème} année consécutive à l'indice de satisfaction des utilisateurs.

Nous voulons en faire plus : le Service Education pour son Centre à Evry-Ville Nouvelle, à des hommes et des femmes dynamiques des postes :

Instructeurs Software
Pour assurer la formation des clients sur nos logiciels ou sur des logiciels généraux d'informatique. Une expérience de la maintenance renforcée par une connaissance des logiciels est souhaitable. La connaissance de la langue anglaise est souhaitable. (Ref. M 19).

Instructeurs Hardware
Pour assurer la formation interne des clients sur les équipements DIGITAL. Une expérience de la maintenance renforcée par une connaissance des logiciels est souhaitable. Le goût de la pédagogie et une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont indispensables. (Ref. M 20).

Nous vous remercions d'adresser votre CV en précisant la référence à **DIGITAL EQUIPMENT FRANCE** à l'attention de **Mr André ARNAULT, Service Education, 3 rue Gaston Crémieux, BP 138 - 91004 Evry**.

VIVEZ L'INFORMATIQUE DIGITAL

GROUPE GUERBET
CHALLENGE DE L'INNOVATION 1981
Groupe Pharmaceutique Français, en expansion, 200 MF de CA, renforce la structure de sa Filiale Chimique GCA en créant un Service **Ingénierie**.

Il recherche :

UN INGENIEUR
expérimenté en chimie organique et en génie chimique, possédant plusieurs années d'expérience en ingénierie, pour prendre la responsabilité de ce nouveau service.

Dépendant du directeur de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (93), il sera plus particulièrement chargé des études d'avant-projets pour les installations de matériel GCA.

Il sera technicien et bon coordinateur, ses qualités humaines devront correspondre aux exigences de la fonction ingénierie : un bon travail d'équipe, des services de fabrication et de maintenance chimie d'une part, les services entretien et travaux neufs d'autre part.

UN TECHNICIEN
ayant au moins cinq années d'expérience en ingénierie générale (études et réalisation).

Il sera plus particulièrement chargé des études d'avant-projets (APS, APD) et de la mise en forme des spécifications techniques détaillées (STD).

Il participera à la rédaction des documents de construction (DCE).

UN DESSINATEUR
ayant plusieurs années d'expérience en ingénierie.

Il sera plus spécialement chargé des schémas, des procédés, plans d'implantation, tracés de tuyauteries, etc...

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à : **guerbet s.a.**
BP N° 15-93601 AULNAY-SOUS-BOIS (93)
réf. JCH 1022, en précisant bien le poste visé.

IMPORTANTE REVUE INDUSTRIELLE SPECIALISEE LEADER DANS SA BRANCHE
recherche

2 JOURNALISTES
Dans le domaine de la

MANUTENTION
STOCKAGE - TRANSPORTS - LOGISTIQUE

PROFIL IDEAL :
Journaliste ayant une formation d'ingénieur, 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques de distribution physique et leurs applications.

Ce poste peut également convenir à un ingénieur, un technicien supérieur ou un homme de marketing ayant le goût et l'aptitude à communiquer par écrit.

Poste évolutif à pourvoir rapidement à PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : **RÉGIE-PRESSE** sous réf. **T 037 326 M**, 11 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante union de coopératives
FIRME SERVICE PRODUCTIONS ANIMALES
recrute

UN COLLABORATEUR
POUR SON DEPARTEMENT RUMINANTS

Avec mission vaches laitières et moutons. Ingénieur INA ou ENSA. Expérience souhaitée. Anglais indispensable.

Lieu de travail : **RÉGION PARISIENNE** et nombreux déplacements.

Ecrire sous réf. **T 37.291 M - RÉGIE PRESSE** 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

VOLVO FRANCE s.a.
recherche pour sa Division Véhicules Industriels et pour sa Division Véhicules Légers :

conseillers de gestion

MISSION : Procéder à l'analyse financière de nos concessionnaires, assister les directeurs des sociétés, l'établissement de la suite de leur tableau de bord, de leur compte d'exploitation et de leur budget.

un contrôleur budgétaire

MISSION : Assister le contrôleur de gestion dans l'établissement de l'analyse des résultats internes ainsi que dans le suivi et le contrôle du budget.

FORMATION : Supérieure de Commerce ou équivalent. Première expérience en gestion, soit dans un cabinet de conseil, soit dans une grande entreprise. Connaissance de l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à : **VOLVO FRANCE S.A. - Direction Personnel** 49, av. d'Iéna - 75116 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI

McKin

PUBLIC

AUDIT INT

ADJO AU RESPO INFORM

SYDONI

SY

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

McKinsey - Paris

McKinsey - Paris recherche des candidats et candidates pour le

Conseil en Gestion Stratégique et Opérationnelle

Issus d'une Grande Ecole de tout premier plan, ils ont entre 4 et 8 ans d'expérience professionnelle réussie dans un poste où ils ont su prendre des responsabilités faisant largement appel à leur créativité, leur esprit d'initiative et leur sensibilité aux facteurs humains.

Dans l'examen des dossiers, les candidats - de nationalité française - exerçant actuellement des activités opérationnelles seront préférés à ceux occupant des positions fonctionnelles ou de conseil.

Après sélection et formation progressive à nos méthodes à Paris et dans plusieurs des 32 autres bureaux de McKinsey, en Europe, au Japon, ou aux États-Unis, ils pourront prendre des responsabilités dans nos équipes travaillant au service de l'économie française.

Pour satisfaire aux exigences de formation continue et d'échanges d'expérience, sur le plan mondial, ils devront posséder une très bonne maîtrise de l'anglais.

Veillez adresser un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre manuscrite à Madame C. Lemoine

McKinsey - 27/29, rue de Bassano - 75008 PARIS.

PUBLICIS
conseil

AUDIT INTERNE

PUBLICIS CONSEIL est leader de son marché, 1^{re} agence de France, tant par le chiffre d'affaires que par la qualité de sa production. Le fort développement de son réseau de filiales a conduit à renforcer sa structure par la création d'un poste d'Audit Interne.

Sa mission consiste à contrôler sur place la régularité des opérations comptables selon les procédures du Groupe, dans une optique de conseil et d'assistance. Il est rattaché au directeur des services comptables de la société.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, possédant le DECS. Il justifie d'une expérience comptable de 2 à 3 ans, acquise en cabinet ou en entreprise. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11674 B, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontieu 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON MONTREAL

egor

**LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
INTERDÉPARTEMENTALE
VAL-D'OISE - YVELINES**
recherche un

CONSEILLER DE GESTION

Pour renforcer son service création d'entreprises.

FORMATION :
École (H.E.C., E.S.S.E.C., E.N.S.I. + formation complémentaire en gestion).

Expérience : Deux ans minimum en P.M.I.

Le candidat retenu devra s'intégrer à l'équipe qui anime l'un des plus importants clubs créateurs d'entreprises en France.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à :
Chef du Personnel, 21, av. de Paris, 78011 Versailles.

Un groupe de SOCIÉTÉS DE SERVICES AUX INDUSTRIES parmi les plus importantes dans leurs domaines recherche pour PARIS et RÉGION PARISIENNE

DES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour ses activités :

- NETTOYAGE INDUSTRIEL (appareils à haute pression).
Réf. M215

- MAINTENANCE (entretien mécanique, électrique, peinture, menuiserie, tuyauterie, mécano-soudure, etc...).
Réf. M216

Pour poursuivre son développement, un marché en pleine expansion.

- Les candidats retenus auront pour mission de prospecter des entreprises industrielles (de plus de 500 personnes) sur le secteur, négocier les contrats, suivre leurs réalisations et maintenir un contact permanent avec leur clientèle.

- Ils devront posséder des connaissances techniques générales ainsi qu'une expérience commerciale de haut niveau, si possible la services aux industries.

- Ils devront prouver d'excellentes qualités commerciales, bon et tenacité.

Les sociétés qui disposent de moyens techniques importants offrent de bonnes possibilités d'évolution.

Envoyer curriculum vitae + photo en précisant la ou les références à Charles RAYNAUD

SOLARA recrutement

17 Quai Grenelle - 75015 PARIS.



SYDONI
Banque juridique

ADJOINT AU RESPONSABLE INFORMATIQUE

Attiré par les techniques nouvelles, le candidat recherché devra avoir un diplôme d'études supérieures et une expérience d'environ 3 ans sur MINI en Temps Réel.

Une compétence en langage Pascal serait très fortement appréciée, ainsi qu'une connaissance Réseau.

Il prendra en charge le développement d'applications sur Mini réparties et assurera les relations avec les centres serveurs de SYDONI (banques, données, vidéos).

Nous avons confié ce recrutement au G.C.A.M à qui nous vous demandons d'adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions.

G.C.A.M - Marie-Françoise Alessi (réf. 179) - Tour Maine-Montparnasse
Boite Postale 8 - 75755 Paris Cédex 15.

**ETABLISSEMENT FINANCIER
SPÉCIALISÉ DANS L'INTERMÉDIATION**

CHARGES DE CLIENTELE POUR LE DÉPARTEMENT EXPLOITATION

diplômés l'enseignement supérieur
ou Ecole de Commerce plus niveau DECS

CAPABLES :

- De gérer les contrats conclus avec une clientèle de P.M.E. tous secteurs d'activités ;
- De proposer à nos clients des initiatives de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à améliorer la qualité des services rendus à la clientèle ;

Ces postes sont confiés à des candidats maîtrisant les techniques d'analyse financière et de contrôle comptable pour les avoir pratiqués au sein d'un service de préférence en cabinet d'audit.

Les candidats retenus devront avoir un sens aigu du risque et des responsabilités et allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.

Ecrire avec C.V., prétentions et photos à :
FACTORFRANCE HELLER
Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse
75008 PARIS CEDEX 15.

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE GRAND RENOM,
Banlieue Parisienne Nord Ouest**
recherche pour Services Financiers
liés à ses activités d'importation

UN JEUNE CHEF DE SECTION

Prix et estimation de coûts commerciaux,
contrôle budgétaire, etc...

Formation : DECS - DUT (Finance-Comptabilité).

Le candidat devra posséder une connaissance pratique de la langue anglaise (écrite ou parlée), le sens de la communication et le désir de progresser.

Le niveau de la rémunération sera de l'ordre de 70/85.000 F

Envoyer en adressant CV détaillé, prétentions et photo sous réf. 1745 à : **Publicité 20**, avenue de l'Opéra
75001 Paris Cedex 01 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



6^e producteur mondial de tubes d'acier ingénieur technico-commercial

diplômé Grande École d'Ingénieur, ayant plusieurs années d'expérience dans l'industrie, si possible tuyauterie, parlant parfaitement anglais et, si possible, une autre langue, disponible pour déplacements en France et à l'étranger.
Responsable la commercialisation des raccords à souder pour tubes d'acier auprès de la clientèle utilisateurs participant à la mise au point et au développement de produits nouveaux sur le plan marketing liaison avec l'usine et les clients, il sera chargé de doubler en 2 ans le CA actuel de ce secteur.
Outre l'animation des agences, l'administration des ventes, le suivi des offres et des commandes, il aura à négocier l'achat de produits finis ou semis-finis non fabriqués par Vallourec, puis les commercialiser.

Adresser manuscrite - CV + photo + rémunération souhaitée sous référence 5882 A
à Mme Varène - VALLOUREC - 7, place du Chancelier-Adenauer - 75116 PARIS.

juriste

spécialisé en droit commercial et fiscal

Important cabinet de juristes étrangers à Paris recherche collaborateur spécialisé en droit des affaires et droit fiscal.

Le candidat sera :

- âgé d'environ 27 ans ; □ titulaire d'un D.E.A. de droit des affaires ou de droit privé ; □ titulaire d'un diplôme d'une université américaine ou anglaise si possible ; □ pourvu de quelques années d'expérience pratique ; □ excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit.
- Perspectives de carrière intéressantes pour candidat de valeur.
Envoyer C.V. détaillé sous référence 9591M à l'attention de :
V.W.H. GREENWAY, CONSULTANT ERNST & WHINNEY,
Louise 523, 30, B-1050 Bruxelles, Belgique.
Les entretiens auront lieu à Paris. Discretion totale assurée.

Ernst & Whinney
EW

FINANCIAL TIMES EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

INTERNATIONAL SALES REPRESENTATIVE PARIS BASED

In the past three years since the Financial Times has been printed and published in Frankfurt, the European circulation has increased dramatically.

We are now looking for another sales representative who will be responsible for developing sales of the newspaper in France. Ideally you will be aged between 25 and 35, fluency in French and English is mandatory and a working knowledge of German useful. A proven track record of selling is required, though not necessarily from the newspaper sector, but may well have been gained in the service of financial industries.

Salary and conditions commensurate with the responsibility of the position.

Apply in writing to Colin Kennard, Financial Times (Europe) Ltd.,
Chancery Lane, 54, 1000 Frankfurt-am-Main 1.

TELESYSTEMES EURODIAL

L'unité sur le marché vidéotex professionnel, recherche, pour partager la réussite de son département "Communication Télématique", des

ingénieurs d'applications télématiques

De formation supérieure avec option informatique (Telecom, Supélec, INSA Lyon, ou équivalent).

Debutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, les candidats seront rapidement confiés la responsabilité de projets orientés "réseaux" micro/vidéotex avec : la définition des besoins (avant-vente), la réalisation du cahier des charges, la mise en œuvre du projet (depuis l'analyse jusqu'à la réalisation), le suivi du projet après son implantation.

Il sera demandé : un réel enthousiasme pour les technologies à pointe, un dynamisme dans les réalisations, avec ouverture d'esprit, un bon sens.

Lieu de travail : BOULOGNE S/SEINE.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 33.86/IA/503 à Madame JACOB, ADEQUATION 62-64 avenue Emile Zola - 75015 PARIS.



THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Domaine : simulation temps réel. Champs d'action : aéronautique, énergie...

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la réalisation et la vente de simulateurs (secteurs aéronautique, énergie, marine...).

Nos équipes d'études utilisent les techniques les plus avancées dans le domaine de l'informatique temps réel et de l'électronique rapide : nous proposons de les rejoindre.

Ingénieurs grandes écoles Débutants... 3 ans d'industrie Motivation : logiciel

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence IC/8217/M à Alain Bejarry - THOMSON CSF - Simulateurs - Chaussee Jules-César, Z.I. des Beaux Soleils - 95520 OSNY.

CPA

C'est avant tout une ambition commune et une réussite valorisante qui motive le développement de nos projets.

Nous voulons coopter deux :

CHEFS DE PROJET

confirmés pour participer à part entière à notre croissance.

Nous intervenons en :

- Conseil en Organisation.
- Conception et développement de logiciels.
- Solutions informatiques spécifiques.

Vous êtes :

- diplômés d'écoles supérieures et informaticiens confirmés temps réel,
- aptes à encadrer une équipe et à répondre aux attentes des utilisateurs,
- rigoureux, méthodiques, soucieux de faire aboutir efficacement chaque projet.

Les consultants du CPA sont chargés de vous accueillir confidentiellement et de nous présenter votre dossier.

Ecrire, sous réf. 32 M 268, en précisant le salaire souhaité au CPA, 69, rue de Monceau 75008 Paris.

Société de conseil
des Champs-Élysées

La Direction Industrielle d'une des plus grandes entreprises françaises recherche

INGENIEUR DEBUTANT

GRANDE ECOLE

pour occuper la fonction d'Adjoint Responsable du Service CONTRATS INFORMATIQUES

Sa mission, de nature technique, consistera à :

- concevoir et réaliser des logiciels pour les utilisateurs,
- étudier les caractéristiques techniques des logiciels proposés,
- conseiller les utilisateurs sur les logiciels à utiliser et à long terme.

Le poste est amené à évoluer rapidement vers la Direction du service

Si ce poste vous intéresse, envoyez votre C.V., sous la référence CC/T à : CCE - 14, rue Lincoln - 75001 PARIS

Ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS ou 1^{ère} EXPERIENCE

Un important groupe Bâtiment-Travaux Publics, dans la branche, recherche pour ses ingénieurs Grandes Ecoles débutants ou ayant 2-3 ans d'expérience.

Leur profil :

TRAVAUX, COMMERCIAL ou BUREAU D'ETUDES

Si vous avez de l'ambition, nous pouvons vous offrir des opportunités à la mesure de l'expérience nationale et internationale de notre groupe.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 3658 A à :

Organisation Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui vous contactera.

TELE-INFORMATIQUE
GESTION TRANSACTIONNELLE
BUREAUTIQUE

INGENIEURS D'AFFAIRE

Constructeur informatique, nous sommes déjà leader dans notre domaine. Notre développement en pleine expansion nous amène à recruter deux INGENIEURS D'AFFAIRE.

Ces postes nécessitent une formation supérieure et une expérience de 8 à 12 ans dans le domaine des mini-ordinateurs.

Les candidats auront à prendre en charge la responsabilité, avec l'aide de petites équipes, de secteurs de clientèle diverse. Les Ingénieurs d'Affaire seront responsables sur le plan technique, financier, des principaux clients de la Société.

Avant tout techniciens, les candidats devront posséder une très bonne connaissance de tout ce qui touche à la télé-informatique, à la gestion transactionnelle et/ou la bureautique.

Postes situés en Banlieue Sud de PARIS.

Merci de bien vouloir adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite C.V. et prétentions) sous référence 9-114 M à :

ALINEA 49, rue Trudaine PARIS 9 - qui vous attendra avec la conviction que vous attendez.

UNILOG

LA FILIALE INFORMATIQUE D'UN GRAND ÉTABLISSEMENT FINANCIER FRANÇAIS

ingénieurs débutants

Après formation aux techniques informatiques (traitement de données, réseaux...)

rejoindront les équipes de réalisation et de développement de projets importants.

Les candidats sont diplômés d'école d'ingénieurs et attirés par une évolution de carrière dans un environnement technique de haut niveau.

Candidatures et CV sont à adresser, sous réf. 75303, à :

UNILOG-ETHOS Conseil en Recrutement
3, rue Alfred-de-Vigny
75008 Paris

Membre de Syntec informatique.

OFFRES D'EMPLOIS

Concours
à la ma

entre le 1^{er} janvier 19

INGEN
COMME
Equipements IB

INGENIERIE
DEFENSE
recherche

Groupe bancaire
Contrôle de

Diplôme
d'une gran

NTUBE IMAGE COM
technico commerc

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Concours d'accès à la magistrature

Un concours exceptionnel, qui porte sur 70 postes de magistrats du second grade, premier groupe, (juge au tribunal de grande instance, substitut) est ouvert aux personnes :

- nées entre le 1er janvier 1930 et le 31 décembre 1945,

- titulaires d'une licence en droit, ou d'une licence, ou d'un des autres titres ou diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'École Nationale de la Magistrature,

- qui justifient au 1er janvier 1983 de 15 ans d'activité professionnelle dans le domaine juridique, administratif, économique ou social (durée réduite à 8 ans pour les fonctionnaires, agents publics titulaires, avocats, avoués, notaires et assistants des U.E.R. de droit, notamment).

Les épreuves, de caractère pratique, auront lieu les 14 et 15 mars 1983 (admissibilité) et en mai 1983 (admission). Le classement indiciaire des candidats admis lors de leur nomination comme magistrat tient compte de leur activité professionnelle antérieure.

Date limite de dépôt des candidatures : 31 décembre 1982.

RENSEIGNEMENTS :

- en téléphonant au 800.95.71 (9h - 13h et 14h - 18h),
- ou en écrivant au Ministère de la Justice, Service du concours exceptionnel, Direction des Services Judiciaires, 13 place Vendôme, 75002 Paris, Cédex 01.

Pour réaliser un déploiement géographique, et répondre à l'accroissement continu des charges de l'Informatique Industrielle et de gestion, une société d'ingénierie informatique fait appel aux talents de ses collaborateurs.

Dans l'immédiat, elle crée à PARIS, LYON, GRENOBLE, MARSEILLE des postes de :

Directeur Automatismes

(réf. 82.1300/M)

Directeur Informatique de Gestion

(réf. 82.1350/M)

qui assumeront des responsabilités commerciales, techniques, la gestion budgétaire et d'animation d'équipes d'ingénieurs chargées de concevoir et de réaliser des logiciels.

Ingénieurs en Chef Automatismes et Informatique de Gestion

(réf. 82.1400/M)

Les ingénieurs suivront leurs directeurs respectifs dans le suivi des chantiers et la formation.

Pour ces postes, une première expérience aura été acquise dans une SSCI, une entreprise d'ingénierie, un constructeur, par exemple, la conduite de projets, la responsabilité d'un service, ...

Une lettre manuscrite indiquant la rémunération actuelle, la ville de la ville préférée, la GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Guimet, LYON. La confidentialité

**sélé
CEGOS**
RHÔNE-ALPES

Ingénieur et pédagogue

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, âgé de plus de 28 ans, votre expérience opérationnelle, votre production, votre pratique de la communication, les lieux de travail vous incitent à dépasser la dimension purement technique de votre métier, au bénéfice d'une vision plus globale de l'entreprise faisant intervenir les sciences humaines (économie, sociologie...).

« CULTURE ET PROFESSION », unité de conseil et de formation du Groupe CEGOS, vous offre la possibilité de rejoindre une démarche.

L'équipe (8 intervenants) souhaite associer rapidement à ses actions de formation un ingénieur place de processus pédagogiques permanents. Vous nous proposez surtout de contribuer au développement de l'organisation de la communication entre les entreprises.

Le poste est à pourvoir à Paris. La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Manuscrite, CV et prétentions à la référence 4008/M. Guy PELLAE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont-de-Sèvres, 91400 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

Vous êtes «dans le pétrole»... et vous avez aussi «des idées» !

Vous venez de passer quelques années dans l'offshore ou le maritime, vous pensez qu'il est temps de vous remettre à question et de proposer aux dirigeants des sociétés dites de technologie avancée, de nouvelles solutions pour exploiter les ressources marines et sous-marines. Alors, nous vous proposons de vous mettre en contact avec cette jeune société de services, filiale d'un groupe national, qui recherche dans le cadre de son programme de développement, quatre ingénieurs chefs de projets. Après votre intégration, il vous sera confié la totale responsabilité de la gestion d'un ou plusieurs projets (depuis la négociation du contrat jusqu'à sa réalisation) : puis vous pourrez évoluer, à partir des propositions que vous aurez faites, sur la prise en charge du développement d'un nouveau secteur d'activité.

Vous souhaitez en savoir davantage ? Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 122 à Françoise Meyer qui vous garantira une discrétion absolue.

Meyer & partenaires 100, avenue Julien 13006 Marseille (01) 48.36.94

Notre société exploite des installations portuaires de stockage de produits pétroliers. Par ses filiales, elle diversifie ses services vers des activités parallèles : chimiques, agro-alimentaires. Vous êtes :

Une longue expérience de la gestion du personnel

Ceci doit nous permettre de vous confier la gestion de nos ressources humaines, environ 100 personnes réparties entre le siège social parisien et les unités d'exploitation en province et filiales.

Votre mission comporte la gestion administrative du personnel : études de rémunération, paie, retraites, formation, du travail... mais aussi les relations avec les partenaires sociaux, la gestion du contrôle budgétaire des services généraux du siège.

Homme de rigueur et méthode, vous avez plus de 45 ans, une formation supérieure, de préférence juridique, une bonne connaissance de la législation du travail, le goût des relations avec les partenaires sociaux : une compétence évidente en gestion administrative, du personnel acquise dans une PME. Vous êtes à Paris.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 6699M, 1 rue de la Harpe - 75001 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

150/160 000 F Proche banlieue Ouest

La filiale française d'un des leaders mondiaux de l'optique recherche pour une de ses divisions « instruments scientifiques » (40 personnes, C.A. de 30 MF) un

Assistant controller

Sous l'autorité directe du directeur administratif et financier de la société française et en liaison avec son directeur général, le controller américain de la division, il doit :

- diriger et contrôler la comptabilité (2 personnes) ;
- assurer le reporting mensuel à la maison mère ;
- mettre en place les systèmes d'information et la gestion nécessaire au management ;
- prendre en charge le contrôle de gestion de la division (budget, prévisions, analyse et interprétation des écarts).

Ce poste intéresse un candidat d'au moins 35 ans, de niveau DECS, maîtrisant bien la comptabilité et le reporting anglo-saxon, capable de converser en anglais.

Une première expérience d'au moins 4 ans dans des fonctions semblables et de réelles qualités de contact sont des atouts dans ce poste et l'extension de ses responsabilités.

Denis GUILLEMIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous référence 5052/LM.



argos

Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tel. : (1) 227.96.49

400.000 F. et +

INGENIEURS COMMERCIAUX

Equipements IBM ou compatibles.

Nous sommes une société de leasing d'une dimension européenne, filiale d'un grand groupe bancaire, et nous recherchons de jeunes ingénieurs commerciaux ayant une expérience réussie dans le domaine des équipements IBM DO et DSQD ou compatibles. Responsable et autonome, votre

salaires sera à la hauteur de vos ambitions. Postes basés en Région Parisienne. Discretion assurée.

Pour un premier contact, écrivez avec CV sous référence 6308 à Média-System, 104 rue Réaumur, 75001 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
LA DÉPENSE
Recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Dans les domaines de la grosse chaudronnerie et des échangeurs, vous serez chargés :

- du lancement et de la mise au point des lignes de fabrication ;
- de la mise au point et de la présentation des dossiers d'études ;
- des négociations techniques avec le client ou les autorités réglementaires.

Quelques années d'expérience en Bureau d'Études en Ingénierie vous sont souhaitées.

L'anglais lu est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence 75310/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Ce poste constitue une ouverture sur la prise de responsabilité d'une équipe.

Groupe bancaire de premier plan

Contrôle de gestion

Le Responsable du Service « Prospective » recrute son adjoint et recherche un

Diplômé d'une grande école

Âgé d'environ 35 ans, la candidate souhaitée possède une solide expérience de la planification et du contrôle de gestion dans une entreprise de grande taille maîtrisant la langue anglaise.

Ses compétences en gestion, statistiques, informatique, et ses qualités d'animateur doivent lui permettre de prendre en charge la réalisation de tâches techniques, mais aussi de soutenir le Responsable du Service dans de nombreuses domaines : participation à l'élaboration d'instruments de planification, animation d'une équipe de haut niveau, contacts avec l'ensemble des directions de la Banque, organisation de groupes de travail, etc.

Les perspectives d'évolution au sein de ce groupe français de dimension internationale seront à la hauteur du potentiel du candidat recherché.

Adressez votre dossier de candidature mentionnant la rémunération souhaitée, sous référence 75314/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra. Discretion assurée.

UN TUBE IMAGE COULEUR FRANÇAIS À L'EXPORT

technico commercial, responsable de zone

Dans le domaine des images pour Télévision Couleur, le candidat que nous recherchons répond aux exigences suivantes :

L'homme :

- une formation supérieure commerciale ou d'ingénieur
- 30 ans minimum
- une expérience dans le domaine électronique
- l'habitude et la maîtrise des contacts à haut niveau
- des responsabilités
- il parle et écrit couramment l'anglais ; allemand et espagnol souhaités
- lieu de résidence : PARIS

La mission :

- il sera chargé du suivi et de la prospection de la clientèle de l'Europe de l'Est, d'Orient, Europe du Sud
- 50% du temps de déplacements
- responsabilité d'un C.A. de 100 millions F.

La rémunération :

- l'une des plus élevées de la profession

Le curriculum vitae est à faire parvenir sous référence 5052 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra. Poste à pourvoir immédiatement.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

200 000 F +

Nous sommes la filiale française d'un des leaders mondiaux de la Chimie industrielle (2 établissements de fabrication, CA 500 MF, plus de 300 personnes). Notre développement nous amène à renforcer nos structures financières existantes par la création d'un poste de Directeur Financier Adjoint. Vous prendrez entièrement en charge la direction et la coordination des services comptables et du contrôle de gestion.

Vous serez responsable :

- du budget et de la consolidation des résultats d'exploitation, du reporting mensuel, de l'établissement et de l'analyse des budgets, de la trésorerie et de la gestion des stocks en liaison avec les services de fabrication.
- ainsi que de la comptabilité industrielle et de la gestion des stocks en liaison avec les services de fabrication.

Vous devrez animer une équipe de 20 personnes. Ce poste s'adresse à un diplômé d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC, Sup de Commerce ou DECS) justifiant d'une expérience de minimum en contrôle de gestion ou au sein de la Direction de l'Administration. Les connaissances en matière de méthodes de gestion anglo-saxonnes. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Les perspectives de développement dans la société et l'élargissement des responsabilités à terme devraient intéresser les candidats à fort potentiel.

Poste basé à proximité banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel sous référence 225 à :

Rudolph - TEG - 18, place Henri Bergson, 75014 PARIS.



Une division de SYSTEMA

Un important organisme de formation professionnelle délivrant des prestations de haute qualité cherche un :

Responsable de formation

dont la mission sera :

- d'identifier les besoins de formation propres à la branche professionnelle concernée,
- de définir les objectifs permettant de satisfaire ces besoins,
- de concevoir et mettre en œuvre avec des animateurs spécialisés les actions spécifiques retenues,
- de contrôler les résultats.

Excellent pédagogue, bon animateur lui-même, habitué au travail en commun, le titulaire devra être capable d'animer une équipe de formateurs.

Une connaissance des milieux du bâtiment et de l'immobilier sera un atout supplémentaire.

Le poste, basé à Paris, exige de fréquents déplacements dans toute la France.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et CV, sous référence 8174 M à :
B. WARTELLE - CONEXHOM - Tour Aurore
18, place des Reflets - 92080 PARIS LA DEFENSE CEDEX,
qui garantira la plus totale confidentialité.



NOTRE SOCIÉTÉ S'EST SPÉCIALISÉE
DANS UN SECTEUR TECHNOLOGIQUE DE POINTE :
INFORMATIQUE REPARTIE, AUTOMATISATION BANCAIRE.

Notre forte expansion nous amène à renforcer nos équipes
en recrutant cinq postes d'

INGÉNIEURS SUPPORT TECHNIQUE

Apportant de 2 à 5 ans d'expérience dans les mini-ordinateurs, les candidats s'intégreront dans les équipes ayant en charge le support technique des produits standards TRANSAC, et notamment définiront les méthodes d'industrialisation pour mise en œuvre en clientèle des logiciels.

Il est plus spécialement recherché des spécialistes dans les domaines suivants :

- Réseau IBM et compatibles - Gestion transactionnelle - Cobol interactif - CP/M - Moniteurs de systèmes etc...

En très forte expansion, l'entreprise depuis 3 ans notre compagnie offre à ses candidats une valeur, de réelles perspectives d'avenir.

Lieu de travail : MASSY, à 5 minutes de la gare R.E.R.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 8410 M à :
Michèle CORBINEAU, Direction des Ressources Humaines du Travail - TRANSAC ALCATEL - B.P. 23 - 91021 MASSY.

UNE BANQUE D'OPPORTUNITÉS POUR UN SPECIALISTE CREDITS-EXPORT

Votre diplôme d'enseignement supérieur a été le point de départ qui vous a permis en sept à dix ans de devenir le vrai spécialiste techniques crédits export tant en France que dans les principaux pays industriels.

Les mathématiques financières, comme l'anglais, vous sont familières. Votre connaissance de la micro-informatique est un atout supplémentaire.

Pour rejoindre notre département international, pour apporter votre poids dans les montages techniques d'opérations de commerce extérieur qui vous sont confiées, merci d'envoyer sous référence 21MM votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à :

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation -
44 rue Courcelles - 75008 Paris.



Ingénieur commercial export



Afin de promouvoir la vente de terminaux de télématique auprès d'administrations étrangères, SINTRA ALCATEL recrute un Ingénieur Commercial Export.

Ce poste sera confié à un ingénieur grande école possédant une expérience réussie dans la vente de produits de télécommunications ou de télématique ainsi que la pratique des contacts à l'étranger de préférence auprès des responsables.

Outre une bonne connaissance de l'anglais (et, si possible, de l'espagnol), il devra le sens de l'autonomie et des responsabilités, une bonne disponibilité.

En étroite collaboration avec la Direction Commerciale, il prendra en charge la préparation des données de synthèse permettant la définition des objectifs, la mise en œuvre des actions.

Il prendra en charge la préparation des données de synthèse permettant la définition des objectifs et la mise en œuvre des actions.

Ce poste basé à GENÈVEVILLIERS (proximité métro Gabriel Péri) implique le travail en équipe.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence ICE/P à :

Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL - 26, rue Malakoff - 92800 ASNIÈRES.

LA FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES
INDUSTRIELS FRANÇAIS
BRANCHE PIÈCES DÉTACHÉES AUTO
recherche pour sa Direction Ingénierie

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

- Diplômé Grandes Écoles ou Université de Technologie,
- ou quelques années d'expérience pour participer à la mise au point de nouvelles procédures de fabrication.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 50291 M à :
à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Laval
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

JISTRAL : LA FORCE VIVE

Issue d'une volonté commune, JEUMONT SCHNEIDER et SG2 ont décidé de créer : JISTRAL, la nouvelle société française d'informatique et bureautique. Immédiatement opérationnel, Jistral dispose de produits de pointe, de ses propres moyens de conception, de fabrication, de vente et de maintenance. Nous souhaitons rencontrer et engager :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

« Grand Compte »
Les candidats devront avoir l'expérience de la vente de mini et micro-ordinateurs, en particulier dans le secteur « Industrie ». Dépendant d'un Chef de Ventes, ils assureront la réalisation de leur objectif sur un secteur dont ils assumeront la responsabilité.

Réf. 100 M

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De niveau IUT, MIAGE, les candidats allieront à une bonne connaissance des micro-ordinateurs, une expérience d'animation à la vente sur le terrain. Langage de programmation COBOL, BASIC, FORTRAN.

Réf. 101 M

INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIEL

Le candidat devra posséder une bonne connaissance des logiciels de base mini-ordinateurs ainsi que des procédures de télécommunication. Ce poste évoluera vers l'animation d'une équipe d'ingénieurs « support produits ».

Réf. 102 M

Nous sommes décidés et prêts à conquérir à court terme une place prépondérante sur les marchés informatique et bureautique.

De nombreuses perspectives d'évolution seront offertes à des cadres ambitieux.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions en précisant la référence choisie à :

Jistral

126, RUE JULES-GUESDE - 92300 LEVALLOIS-PERRET

chef des services financiers



LES LABORATOIRES HOECHST, 580 personnes, 380 MF de CA, cherchent pour Paris-La Défense, leur Chef des Services Financiers.

Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint responsable de l'administration et des finances, il dirige un service de 20 collaborateurs. Bien sûr, il supervise les services de Comptabilité générale et analytique, mais sa mission principale est d'élaborer les plans de financement et les budgets de trésorerie, de gérer la trésorerie et d'assurer les relations avec les banques. C'est, dans l'entreprise, le spécialiste des questions fiscales.

Nous souhaitons trouver, pour ce poste, un cadre de 35-40 ans, ESCP + DECS ou équivalent, ayant une solide expérience de la fonction Gestion Finances, capable d'animer et de motiver une équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 270 LM.

Jacques Fixier s.a.

7 rue de Logelbach, 75017 Paris



membre syndicat

chef comptable

D.E.C.S.

150 000 +

Une société de service très prospère, située à Paris 8°, bénéficie d'une conjoncture favorable, cherche à pourvoir le poste de chef comptable inopinément vacante.

Il s'agit de 15 employés, votre mission englobera la comptabilité générale et analytique, et la gestion prévisionnelle d'exploitation.

Vous êtes candidat idéal si, âgé de 28 ans au moins, titulaire du D.E.C.S., vous avez déjà 5 ans au moins d'expérience et si vous maîtrisez les techniques comptables modernes, françaises ou américaines. Traitement en temps réel sur IBM 34.

Le poste vivant, rattaché directement à la direction générale, conviendra à un homme organisé, souhaitant s'intégrer à une équipe de jeunes. Il aura le pouvoir d'urgence.

Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée, à Madame LE BIHAN, 53, rue de Lisborne, 75008 Paris, qui étudiera confidentiellement votre candidature, sous référence CCO.

OFFRES D'EMPLOI

MAZDA

jeune ingénieur

que diriez-vous d'un dans l'informatique

3 ingénieurs

AGENTS TECHNIQUES

Ingénieur commercial

Imprimante

RANK

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



lampes et appareils d'éclairage

est aujourd'hui le No 1 de l'éclairage en France avec 30% du marché.

Vous êtes:

jeune ingénieur ou EST
que diriez-vous d'une carrière dans l'informatique?

Vous êtes ambitieux et attiré par l'informatique. Les connaissances dans ce domaine vous aideraient mais sont indispensables.

Vous aimez le goût des relations humaines. Vous savez écouter. Vous aimez convaincre.

Vous assisterez l'un de nos projets dans la conception et la mise en place de systèmes informatisés en gestion.

Après l'étude des besoins en informatique exprimés par les utilisateurs, vous élaborerez le cahier des charges et suivrez les dossiers d'analyse.

Lieu de travail dans un agréable SUCY BRIE (94) à côté du RER. Déplacements fréquents en province.

Ecrivez-nous : C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à **COMPAGNIE DES LAMPES** Service Recrutement 29, rue de Lisbonne 75008 Paris.



recherche pour son

SYSTEME D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATIONS

de jeunes

INGENIEURS GRANDE ECOLE DEBUTANTS

Au cours de votre formation, vous avez choisi de vous orienter vers l'INFORMATIQUE. Conscient de vos possibilités, vous souhaitez appliquer et développer vos connaissances en la matière. En fait, vous êtes prêt à faire carrière dans l'informatique. Pour cette part, nous proposons de rejoindre notre Système d'Information de Télécommunications. Ce service assure la gestion, le traitement et la transmission de l'ensemble des données nécessaires à la vie et au devenir de la Compagnie. Après un complément de formation, vous prendrez votre fonction ORLEANS ou PARIS-RUNGIS ORLY. Nous pourrions développer votre carrière, nous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique. Une bonne connaissance de l'Anglais est également indispensable.

Merci d'écrire référence SIT-M à J.P. ASTOR IBM France - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

3 ingénieurs chimistes

Mise au point

Filière d'un important groupe international, nous recherchons **JEUNES INGENIEURS CHIMISTES** pour l'une de nos unités de production à **BEAUCHAMP** (Val-d'Oise).

De formation chimiste, type Ecole Supérieure de Chimie, éventuellement une spécialité plasturgiste, polymère ou papetière, ils seront chargés :

- la responsabilité complète de la formulation,
- l'optimisation du coût et de la qualité,
- l'amélioration des performances du produit.

Esprit d'équipe, dynamisme, innovation, possibilités d'évolution...

Telles sont les caractéristiques de nos postes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service Recrutement **3M FRANCE** 2, avenue Boulé - 95250 BEAUCHAMP.



Prendre des participations dans les entreprises ...

Telle est la vocation d'une équipe appartenant à l'une des toutes premières Institutions Financières d'Europe.

Pour cela, nous sommes chargés d'analyser la responsabilité d'un spécialiste confirmé, des dossiers des entreprises, agro-alimentaires plus particulièrement, tant sous l'angle financier que sous l'aspect industriel.

Vous pouvez aussi les participations déjà acquises. Activité ouverte sur l'étranger. Il y a tout le rigueur du financier jointe à l'imagination de l'entrepreneur.

Si vous avez HEC, ESSEC, ECP ou Sciences Po, quelques années dans un cabinet d'AUDIT, dans une banque ou chez un Broker, prenez un premier contact confidentiel avec nous, nous en parlerons en français et en anglais.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 5691 à L.T.P. 31, Bd de la République 75003 Paris 02 - qui nous enverra

THOMSON-CSF

SOCAPEX

Composants Passifs

pour les équipements électroniques professionnels recherche

AGENTS TECHNIQUES

MECANICIENS ou ELECTROMECHANICIENS

Niveau Bac - BTS

Pour ses services :

- Etudes - Contrôle
- Essais - Méthodes

Ces postes sont à pourvoir à **SURESNES** (92).

13ème mois - Restaurant d'entreprise

Envoyer CV, photo et prétentions à **SOCAPEX** Service du Personnel 10 bis quai Léon Blum 92151 Suresnes

Ingénieur produit bureautique



Pour assurer le développement dans le domaine de la BUREAUTIQUE, SINTRA ALCATEL recherche un Ingénieur Produit Bureautique.

Diplômé d'une grande école, il possèdera au moins 3 ans d'expérience dans le domaine de la bureautique ainsi qu'une bonne connaissance des nouveaux services de télécommunications : télétext, vidéotex, etc.

Responsable de la définition des nouveaux produits dans ces domaines, il aura à utiliser les informations provenant du réseau de distribution national International, des services d'études et de développement ainsi que d'études de marché.

Il participera ainsi activement à la croissance d'un important secteur de la Société.

Ce poste est à pourvoir à **GENNEVILLIERS** (proximité métro Gabriel Péri).

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions référence IPB/P à Madame BRIAND - SINTRA ALCATEL - 26, rue Malakoff - 92121 ASNIERES.

Ingénieurs technico commerciaux

Imprimante à laser Xerox 9700

Depuis plusieurs années, les Systèmes d'Impression à laser Xerox 9700 connaissent un succès considérable dans le domaine des périphériques à degré technologique.

La qualité et la performance de ces matériels nous permettent de prendre place prépondérante sur le marché.

Pour faire face à des demandes croissantes et pour préparer l'élargissement de la gamme, nous recherchons plusieurs ingénieurs technico-commerciaux spécialisés qui auront pour mission d'assister l'équipe commerciale et d'assurer un rôle de support aux clients (logiciels, formation, études spécifiques, etc.).

Les candidats que nous recherchons possèdent une expérience de 2 ou 3 ans dans l'informatique et, si possible, une bonne connaissance des operating systems des gros matériels IBM.

Ces postes sont des créations.

Ils sont situés à La Défense.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Enfin, nous souhaitons trouver dans les candidats un réel potentiel leur permettant d'évoluer au sein du groupe.

Si vous êtes intéressé par cette opportunité de carrière, nous vous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous référence 248/7 à



Mette Kernevez & ASS. scm 27, rue du Général Foy - 75008 PARIS

Francfort-Londres-Paris-Zurich

RANK XEROX

RESPONSABLE DÉPARTEMENT COMPTABLE

Perspectives d'avenir F 170 000 +

Un des tout premiers Groupes de transports (marchandises et voyageurs) recherche le responsable d'un département comptable de son siège social.

Le titulaire sera responsable chargé de la comptabilité comptable, de l'analyse des profits fiscaux de la comptabilité et des opérations du Groupe. Fréquemment appelé par les filiales (85), il jouera également auprès d'elles un rôle d'animateur important.

Il est demandé une solide formation comptable (expertise ou D.E.C.S. + grande Ecole de commerce). Les candidats doivent faire entre 5 à 10 ans d'expérience réussie. Ils doivent être imaginatifs, dynamiques, bons en dialogue.

De belles perspectives d'avenir sont ouvertes aux candidats dans la valeur.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, référence 216 M à **ETCHEVERRY S.A.** 32, rue Frotin, 92200 NEUILLY.

S.S.C.I. PARIS

CHEFS DE PROJETS

pour installations de systèmes clés en main en P.M.E.

Etudes supérieures

plusieurs années d'expérience exigées.

Envoyer C.V. détaillé réf. 557 à Harmonies, 93, boulevard Saint-Honoré, 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre raison d'être : **VENDRE DES ORDINATEURS**, si c'est votre : **REJOIGNEZ-NOUS.**



recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Paris-Marseille-Lille-Toulouse-Tours

Si votre motivation est :

- de négocier tous niveaux d'interlocuteurs
- de bénéficier d'un intéressement direct important sur ventes réalisées
- de maîtriser la connaissance des produits et de leurs applications.

Si vous avez :

- une expérience REUSSIE d'au moins 3 ANS dans la vente d'ordinateurs (gamme moyenne et haute)
- une bonne formation
- de bonnes notions d'anglais.

Une formation complémentaire vous sera donnée sur nos produits et nos méthodes commerciales.

Adresser votre CV détaillé avec photos sous référence M (en précisant ou villes de préférence) à Direction Personnel - Service du Recrutement - 3, rue Bellini 93100 PUTEAUX. Discretion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante réalisation des ensembles industriels complexes dans les techniques de pointe

Ingénieur électricien

débutant ou ayant une première expérience
ENSEEG, ENSEIHT, ENSEM, SUPELEC

Il vendra renforcer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs. Sa fonction l'amènera à prendre en charge des études de conception approfondies en électrotechnique et électromagnétique nécessitant l'utilisation de programmes informatiques aux éléments fins. Ultérieurement, il sera amené à suivre la réalisation et les essais de machines électriques spéciales. Les possibilités de carrière sont variées comme tenu de la taille de la société.
Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest. Adresser CV, photo, sous réf. 6367 à Media-System, 104 rue Réaumur, 75001 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre de son plan de formation de 5 ans, LE FOND SOCIAL JUIF (UNIFIE) en coopération avec L'AMERICAN JOINT COMMITEE, ET L'APPEL UNIFIE, JOIF DE FRANCE poursuit le programme entrepris depuis novembre 1980, en vue de former des

CADRES ET ANIMATEURS COMMUNAUTAIRES

Pour la 3^{ème} promotion, il recherche des candidats, hommes et femmes qui après une formation de 9 mois - sessions théoriques et pratiques - en FRANCE et en ISRAËL, se voient confier des postes de responsabilité dans la collecte de fonds

à Paris, Région Parisienne et Province

- Modalités :
- âge minimum 25 ans.
- expérience professionnelle dans les domaines de la vente et la relation humaine.
- expérience militante dans la communauté juive appréciée.

- formation gratuite.
- rémunération par l'Etat au titre de stage de qualification professionnelle ou dans le cadre d'un contrat emploi-formation.

Les demandes d'admission devront être adressées à G.C.J.F.P., 19 rue de Téhéran 75008 Paris, et devront comporter un C.V. précisant la situation actuelle, une photo, une lettre manuscrite et tout document pouvant mieux faire apprécier la présentation du candidat. Le recrutement se déroulera en 3 mois de décembre 1982. La formation, d'une durée de 9 mois, sera assurée par l'Union des Centres Juifs de Formation Permanente, à partir de janvier 1983.



STÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (630 personnes) d'un groupe industriel de taille internationale

recherche

INGENIEURS

1 à 2 ans d'expérience.

- Connaissant :
- techniques filtrage numérique ;
- systèmes temps réel ;
- radars.

Lieu de travail : Sud Est Maritime.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et références à N. 2535 PUBLICITEES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

GRANDE ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

CHEF COMPTABLE

grosses ou petites entreprises. Diplôme DSCS obligatoire. Pratique des notions bancaires et expérience de la comptabilité sur ordinateur appréciées. Adresser CV et références par lettre à : ACTION AUTOMATISÉE, 12, rue du Mail, 75002 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR

Cette fonction comporte au sein d'une petite équipe, la participation à des recherches technologiques et la création de produits nouveaux.

Elle peut être tenue par un jeune ingénieur possédant une formation de mécanicien (AM - EXAM - ICAM - ENSI option mécanique) débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

INGENIEUR

Responsable de l'activité et du développement pour l'activité Connecteurs Coaxiaux.

La fonction nécessite une expérience industrielle effective de l'ordre de 4 à 5 ans ; les candidats doivent avoir une formation mécanique ou électro-mécanique d'origine (ESIEE - ESME), et acquis si possible durant celle-ci des connaissances en électronique hautes fréquences.

Ces 2 postes sont localisés à SURESNES (92). 13ème mois - Restaurant Société.

Envoyer CV, photo et références à SOCAPEX Service du Personnel - 10, bis Quai Léon Blum 92151 SURESNES

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

SERVICE TECHNIQUE PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES

TECHNICIEN (NE) - DUT

FORMATION EN STATISTIQUES, GESTION, ADMINISTRATION ET/OU INFORMATIQUE pour assurer le suivi des activités d'un Département Technique (applications informatiques, bilans dans le domaine des contrats, du budget, de la production).

Ecrire avec curriculum vitae à Service Technique des Programmes Aéronautiques, Bureau de Personnel, 4, avenue de l'Industrie, 75996 PARIS ARMÉES.

BANQUE PRIVÉE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Titulaire d'un D.U.T. pour succéder le responsable informatique. Expérience souhaitée : 3 ans dans la pratique du G.P.2. Connaissances de 4331 ou 370 sous DOS/VSE et de CICS, seraient appréciées.

Adresser C.V., photo et prêt, sous réf. 6200 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, qui transmettra.

conseiller informatique



Classée parmi les 100 premières entreprises d'ingénierie Françaises, envisage de confier à un ingénieur Grande Ecole (X, Centrale, PONTS, SUPELEC...) le soin de gérer son informatique.

Les besoins se situent dans les différents domaines :

- Gestion (comptabilité générale, analytique),
- D.A.O. et C.A.O.,
- Calcul scientifique (modèles de réseaux, Bâtiment...),
- Analyse financière et modèles mathématiques, Bureautique.

Véritable coordinateur des moyens matériels et humains de la clientèle, opérant la synthèse des méthodes et procédures, le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 10 années environ d'informaticien scientifique. La sélection portera sur des candidats imaginatifs, le sens des contacts et faisant preuve d'un grand réalisme.

Lieu de travail : PROXIM BANLIEUE SUD DE PARIS.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 6645/CI/505 à ADEQUATION, 12, rue de la Chapelle, 75018 Paris.



THOMSON-CSF

LE GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORTS

ASSOCIATION D'ÉLUS LOCAUX DE TRANSPORTS COLLECTIFS

recrute

UN (E) DOCUMENTALISTE CHARGÉ (E) D'INFORMATION

- Formation et expérience en matière de documentation d'information exigées.
- Qualités rédactionnelles.
- Connaissances des problèmes collectifs locaux et transports collectifs.
- Langue étrangère (allemand) appréciée.

LIBRE RAPIDEMENT POSTE EN RÉGION PARISIENNE

Adresser C.V. et références sous référence 13/02 à MONIQUE GENOT, 13, rue de Vieux-Colombier, 75005 Paris.

CHEFS DE MISSION AUDITEURS CONFIRMÉS

Variété des missions techniques d'Audit de haut niveau, séminaires nationaux et internationaux, larges responsabilités : ce sont les caractéristiques de votre collaboration au sein de notre cabinet.

Nous sommes un des premiers groupes d'Audit et de Conseil Membre d'Arthur Young International.

Les hommes que nous souhaitons rencontrer possèdent une formation supérieure (HEC, ESSEC, IEP...) et une expérience de 3 à 5 ans.

Le développement de notre activité nous permet d'offrir une carrière attrayante et un niveau de rémunération conforme aux responsabilités qui vous seront confiées.

HELIOS

Nous vous invitons à prendre contact avec HELIOS Développement Ressources Humaines 7, rue de Chaillot - 75116 PARIS

Ingénieur système 3M

de renforcer notre équipe SUPPORT TECHNIQUE (4 personnes) chargée d'étudier et d'optimiser les moyens informatiques, nous recherchons pour notre siège social à CERGY-PONTOISE un ingénieur système.

Formation supérieure. Expérience souhaitée. Pratique DOS/VSE - CICS. Connaissances appréciées : TOTAL - VM/CMS - VTAM - PL 1.

Notre équipement : - IBM 3031 DOS/VSE, - 2 IBM 4341/2 DOS/VSE - VM/CMS, - télétransmission terminaux, - liaisons internationales, - données.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 13/02 à MONIQUE GENOT, FRANCE - Boulevard de l'Oise - 95008 CERGY-PONTOISE CEDEX.

FRANCE GLACES FINDUS Groupe Nestlé

3 000 personnes - 11 Établissements

2 JURISTES Maîtrise Droit privé

POUR SON SERVICE JURIDIQUE

Un un d'expérience réussie (ou stages sérieux en droit privé), vous avez acquis des connaissances en droit des affaires. Vous aurez comme tâche de conduire des affaires juridiques dans des domaines très variés.

Il est attractif par la diversité des interventions.

POUR LA DIRECTION DU PERSONNEL

Vous avez déjà acquis, par un un d'expérience (ou stages en droit privé) et/ou d'avocats, une certaine connaissance de l'entreprise, et possédez de solides notions en droit civil, droit pénal, droit du travail. Vous aurez à étudier plus particulièrement les problèmes de droit du travail, à en assurer l'application, et à résoudre les problèmes juridiques concernant la gestion et l'administration du personnel.

Ces deux postes, situés à Siège Social, offrent des opportunités de carrières intéressantes, nécessitant, qualités rigueur et d'ouverture, un esprit critique constructif.

Envoyez lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, sous référence correspondante, à

FRANCE GLACES FINDUS

Direction du Personnel - 4, rue Brantôme - 75152 PARIS CEDEX 03

recherche pour SERVICE INFORMATION

JEUNE JOURNALISTE

Possédant qualités rédactionnelles, notions de mise en page et suivi de fabrication. Langue allemande appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à MEDIA SYSTEM FRANCE Direction Centrale du Personnel BP 100 - 78153 Le Chesnay Cedex.

Nous prions les candidats répondant à « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une autre.

ALSTHOM ATLANTIQUE

représente 42000 personnes en France dans 43 établissements à réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.

Le plus grand constructeur sur le marché français : exportateur français de transformateurs de puissance, réducteurs de puissance, transformateurs de distribution, en tête de la production française de condensateurs de puissance.

recherche pour son ETABLISSEMENT DE ST-OUEN (MO)

INGENIEURS D'ETUDES

MISSION : étudier, préparer, réaliser les calculs techniques et économiques du matériel à concevoir et à fabriquer par le Département.

PROFIL : Grandes Ecoles. Connaissances en électrotechnique. Débutants acceptés.

Lettre de candidature accompagnée d'un CV à adresser à ALSTHOM ATLANTIQUE Savoisiennaise - Service Personnel BP. 169 - 25, rue des Bateliers - 93404 SAINT OUE.

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

de projet, contrôle de procédés

PHILIP

ingénieurs électroniciens

ingénieurs brevets

ingénieur

RA TEL FR

CHEF DES SE

COMPTA

FORMATION SUP. DE CO. DEC

NOTRE HOMME

LA COMMUTATION

INGENIEUR CON

7520 GG

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

chef de projet, contrôle de procédé



UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, cherche pour son département Automatisation et Systèmes, à Paris, un Chef de Projet, responsable de tout ou partie de la réalisation des systèmes de supervision et contrôle d'installations industrielles.

Le travail comprend la conception, le démarrage des systèmes et la coordination des phases de réalisation. Il négocie également avec les clients et les fournisseurs, le matériel et le logiciel.

Ingénieur grande école, option automatique ou génie chimique, il a au moins 4 ans d'expérience en informatique industrielle, systèmes temps réel de contrôle de procédé. Il connaît les systèmes de conduite et a une expérience de réalisation sur Micro-ordinateurs (DEC, SUN, SOLAR, MITRAI).

S'il vient de la chimie ou de l'agro-alimentaire, c'est un atout supplémentaire. Il parle bien sûr l'anglais, se déplace volontiers en France et à l'étranger et est déjà reconnu comme l'animateur d'une équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (candidature et notre conseil, sous la réf. 277 LM).

Jacques Tixier S.A.
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

membre de syntec

Peabody

SOCIÉTÉ LEADER DANS L'ANTI-POLLUTION
recherche pour la Direction Technique
la DIVISION AIR
(Banlieue Sud Ouest PARIS)

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES calculs de structures

DOUBLE FONCTION :
- CALCULS vue l'optimisation des poids
des charpentes, chaudronnerie...
- DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES INFORMATIQUES pour l'analyse et le fonctionnement des Division

POSTE VOULU ÉVOLUTIF

• JEUNE INGÉNIEUR AM, ENSI, INSA, parlant anglais
• EXPÉRIENCE (2 à 5 ans) DE CALCULS DE STRUCTURES avec bonne connaissance des moyens INFORMATIQUES (Fortran), acquise en Entreprise, B.E. et/ou Engineering.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V., photo, réf. 4981

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

marantz

Pour consolider notre expansion sur le marché français, recherchons des

JEUNES DIPLOMÉS

(formation H.E.C. SUP. DE CO. ESSEC, SCIENCES PO)

LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE ET LE DESIR DE RÉUSSIR sont des atouts au service d'un FORT POTENTIEL de développement personnel

NOUS VOUS DEMANDONS :

• Une forte motivation personnelle car une première expérience sur le terrain est un atout incontestable.
• Une aptitude pour le travail d'équipe et une bonne prononciation des contacts humains.
• Anglais indispensable.

NOUS VOUS OFFRONS :

• La gestion complète d'un secteur géographique (analyse son marché, priorités d'action, mettre en œuvre une dynamique commerciale performante).
• Le dynamisme d'une entreprise vers l'efficacité.
• Des possibilités d'évolution dans un environnement (Area Manager...)

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous référence MZE 83 F à :

MARANTZ S.A. Direction du Personnel :
Louise 326 B.P. 32 1050 BRUXELLES (Belgique)

DRESSER EUROPE

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL
LEADER DANS LES ÉQUIPEMENTS POUR L'ÉNERGIE
Division Dépoussiérage
recherche

INGÉNIEUR DE CONTRAT

Ayant des connaissances en pollution atmosphérique, dans cette fonction il aura la responsabilité de :
- surveiller les coûts et délais
- assurer le contact avec le client
- démarrer les installations.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés ayant une formation en électromécanique, de 1 à 5 ans d'expérience. Connaissance de l'anglais appréciée.

Lieu de travail : RUNGIS.

Déplacements fréquents.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. à DRESSER
Monsieur SAMSON, 5, rue d'Antony
Site 192 - 91190 RUNGIS CEDEX.

lectra systèmes s.a.

recherche
**TECHNICIENS
DE MAINTENANCE**
Débutants ou expérience 2 à 5 ans
Formation DUT ou équivalent.
Domaine d'activité :
INFORMATIQUE - ÉLECTRONIQUE
MECANIQUE - LASER.
Postes à pourvoir sur
BORDEAUX - LAVAL - PARIS.
Envoyer CV à :
lectra systèmes : M. Denis Martin
90, rue Amiral Courbet 33110 Le Bouscat



Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, nous recrutons des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION À L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de systèmes.
Cette offre donne une opportunité des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.
Une session de formation débutera en Février 1983 et s'étendra sur plusieurs mois.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions précisant la réf. 135 M à Cii Honeywell Bull
PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS
CEDEX 20



CORRESPONDANT DE TOUCHE INTERNATIONAL

recherche

auditeurs seniors

NOUS VOUS PROPOSONS :

• une formation à nos méthodes de travail et aux techniques d'audit,
• une expérience professionnelle variée au service de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières,
• des possibilités d'évolution de carrière (spécialisation, transfert vers nos services de conseil, formation à l'étranger),
• une intégration au sein d'une équipe dynamique,
• la réalisation d'un important travail français associé à une structure internationale.

Les postes à pourvoir à Paris et à Lyon conviendront :

Des diplômés de grandes écoles : HEC, ESSEC, ESCP, ESC ou équivalent, possédant une expérience en audit d'audit international ou français.

Des bonnes connaissances de l'anglais ou de l'allemand seront appréciées.

Nous nous mettons à votre disposition pour vous entretenir de votre PLAN DE CARRIÈRE et nous demandons de nous transmettre votre curriculum-vitae, une photo et une lettre de candidature à l'adresse :

Service du Personnel : 111 Av. Charles de Gaulle
92111 Neuilly s/Seine cedex

Ingénieurs qualité-fiabilité

Le C.N.E.S. recherche pour son programme ARIANE plusieurs ingénieurs qui pour mission définir la politique Qualité, de la conception à la mise en œuvre l'application. Ces postes impliquent une expérience ou une formation dans les domaines suivants : mécanique aéronautique, électricité, électromécanique, systèmes.

Des postes à pourvoir immédiatement en région parisienne et en France.

La connaissance de la langue anglaise est requise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions au Centre National d'Etudes Spatiales - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75013 Paris.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

ingénieur analyste

Paris informatique

Le Centre de Programmation Marine, dépendant du Ministère de la Défense, a double compétence d'expert en systèmes informatiques spécifiques temps réel et dominante scientifique et technique destinés à la Marine et à l'industrie. Il recherche un jeune ingénieur pour l'affecter à des programmes et devenir par la suite le projet et diriger une équipe de 10 à 20 personnes.

Le candidat, diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un DESS, doit avoir au minimum une formation en informatique et une première expérience dans le domaine des systèmes temps réel. Une formation en systèmes spécifiques est prévue.

Le poste requiert une capacité d'assimilation à des systèmes nouveaux pour lui, des qualités d'expression orale pour exposer un sujet et des relations humaines. Il recherche des candidats à fort potentiel appréciant la responsabilité, une activité autonome, passionnante, et le travail en équipe.

Adresser CV avec lettre manuscrite et prétentions à la référence 11068-M H Bouet, Sema-Selection, 16/18, rue Barbès 92111 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

PHILIPS

recherche pour son SERVICE BREVETS

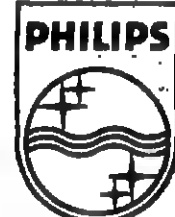
ingénieurs électroniciens

pour postes suivants :

2 ingénieurs brevets CONFIRMES

Connaissances en physique du solide et en télécommunications respectivement appréciées

1 jeune ingénieur DÉBUTANT



désireux de faire une «carrière brevets» dans des techniques avancées au sein d'une équipe internationale

Adresser-nous votre candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 537 à PHILIPS, Département du Personnel, 50, Avenue Montaigne 75008 PARIS.

RADIO TELEVISION FRANÇAISE

Société de distribution de composants électroniques GENTILLY recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

FORMATION SUP. DE CO., DECS OU ÉQUIVALENT

Sous l'autorité du directeur financier, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité des sociétés employant 100 personnes et réalisant un C.A. annuel de 10 millions de F.

Il aura une compétence affirmée en informatique (comptabilité tenue en temps réel). Il sera responsable de la gestion de la trésorerie et du suivi de la clientèle.

Il devra intervenir en matière de comptabilité analytique et les budgets. Une expérience similaire en entreprise ou au sein d'un cabinet d'expertise comptable sera appréciée.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à R.T.F. - DIRECTION DU PERSONNEL
11 rue d'Arcueil, 94250 GENTILLY

NOTRE HOMME DE LA COMMUTATION INGÉNIEUR CONCEPTEUR

Nous travaillons actuellement sur un projet de haut niveau en téléphonie. Nous sommes encore dans la phase analytique et désirons faire participer cet ingénieur à la conception et au développement du logiciel de commutation. Il est indispensable d'avoir une expérience d'au moins 2 ans de la commutation.

Nous sommes une jeune S.S.C.I. de grandes entreprises nous font confiance. Nos projets sont importants et touchent plusieurs domaines.

Adresser nous vos lettre manuscrite + CV à

TOUR LITWIN
10, rue Jean-Jaures
92800 PUTEAUX
Tél : 775.80.00



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son développement.
L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
recherche

Consultants-formateurs

Nous sommes un organisme de formation et de conseil spécialisé dans des interventions alliant efficacité économique et développement social. Nous sommes un souci de haute qualité. Nous souhaitons compléter notre équipe dans les missions suivantes.

- Missions :
- Conduire des interventions de conseil en management et gestion de personnel (élaboration de politiques et mise en place d'outils).
 - Concevoir et animer des actions de formation concernant des domaines techniques et la fonction Personnel.

- Profil :
- Formation supérieure.
 - 5 minimum pratique de la fonction Personnel en milieu industriel.
 - Maîtrise des techniques pédagogiques (conception, animation d'actions de formation).
 - Poste basé à PARIS. Déplacements fréquents à envisager.

Une définition de poste sera adressée aux personnes intéressées qui doivent écrire à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
25, rue François-I^{er}, 75008 PARIS

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMEN

- de la solvabilité des entreprises
- Appréciation et suivi des risques de crédit commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques. Intéressés par la matière financière et les relations humaines.

Aimant les responsabilités. Disponibles pour postes à pourvoir (quartier Etoile) à Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions photo récente à No Contesse Publicité 20, Opéra - 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RECHERCHE

CADRE DE SÉCURITÉ

Il charge l'organisation, du contrôle de la sécurité de la Sécurité de la grande clientèle (Montage, Maintenance). Une expérience de plus de 10 ans. Sécurité du Travail indispensable. Lieu de travail : COURBEVOIE (92).

A prévoir, déplacements 2 à 3 jours par semaine en province et, éventuellement, l'étranger. Anglais souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), référence 50 001 à HAVAS CONTACT 1, Place du Palais Royal 75001 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

NEGOCE MATIÈRES PREMIÈRES

PONT DE NEUILLY

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

débutant ou quelques années d'expérience. Formation ENSI (chimie) ou équivalent. connaissance Caoutchouc appréciée. Anglais indispensable.

Cet ingénieur qui sera amené à se déplacer dans la vente et le développement d'automatisme techniques auprès de l'industrie du Caoutchouc.

Adresser CV, photo et prétentions à réf. 54892 à Contesse Publicité, 20, Opéra de l'Opéra - 75001 PARIS CEDEX 01.

INGENIEUR RESEAUX

240/300.000 F an

Société de Conseil en Méthodes, Conception et Réalisation de Systèmes d'Information, nous souhaitons intégrer un spécialiste RESEAUX DE HAUT NIVEAU pour lui confier d'abord la mission de participer à une grosse opération chez l'un des LEADERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE (siège Paris).

Il devra disposer d'une solide expérience en RESEAUX LOCAUX ET HÉTÉROGENES, IBM-V-TAM et SNA. D'importantes perspectives de carrière sont en jeu. Une équipe volontairement composée d'ingénieurs et techniciens de haut niveau qui bénéficie de la confiance et des résultats de la Société.

Envoyer votre CV sous réf. 1007/2 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée. Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils de Recrutement.

350, rue de Vaugrard 75015 Paris

GFC

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE - LA DÉFENSE

recherche

Assistante Technique Expérimentée

Elle secondera le Responsable du Département et son adjoint dans les différents problèmes techniques. Dans ce cadre, elle sera plus particulièrement chargée :

- de préparer le plan technique des cellules ;
- de nos clients et nos correspondants américains ;
- de le suivi des décisions des cellules ;
- de l'administration, organisation des réunions ;
- de la rédaction des comptes rendus.

L'anglais est une condition pour ce poste. L'expérience requise est de 7 ans d'une expérience.

Un dossier de candidature est à adresser à référence 5308 LIT à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS qui transmettra.

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

GROUPE CGE

désire s'adjoindre pour activité

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR

Grandes Écoles + Doctorat ou DEA

- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Ayant une spécialisation en chimie organique, électrochimie.

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

- Spécialité : métallurgie coulée d'alliages, études métallographiques.
- Connaissances en électrochimie souhaitées.
- DEST métallurgie ou DUT mesures physiques.
- Débutant ou confirmé.

Postes à pourvoir à CLICHY 92

Envoyer C.V. et prétentions à HASCOET 2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS

Spécialiste marketing

180 000 env.

Basé à Paris, siège parisien, il est rattaché au Directeur Commercial, assisté de 3 collaborateurs, suivi du marketing des produits existants, étude, coordonne (technique/commercial) lance les produits, réalise les études de marché supervise la publicité.

Votre solide formation marketing, votre ouverture à la technique, votre expérience réussie en chef de produits, possible dans l'univers du papier, l'informatique, de l'édition et/ou de l'imprimerie vous qualifient professionnellement. Votre dynamisme et votre savoir-faire pour l'animation d'une petite équipe une Direction Commerciale nous attirent à nous intéresser.

Peut-être nous rencontrerons-nous ?... surtout si vous connaissez et pratiquez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire sous référence B2641M, 1 rue de Barri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet

Psycom

Tél. 562.90.90

PHARMACIEN INDUSTRIEL

ou

INGENIEUR BIO-TECHNOLOGIE

pour son département réactifs (adjoint au chef de service), responsable de l'unité de purification et de la répartition stérile. Perspectives d'extension des responsabilités à la totalité de la préparation de certaines lignes de réactifs.

Formation : biologie humaine, connaissance de l'immunologie des groupes sanguins souhaitée.

Expérience des bonnes pratiques de fabrication de l'industrie pharmaceutique, en milieu.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

Service Recrutement

6 rue Alexandre Cabanel 75739 PARIS Cedex 15.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DE NEGOCE INTERNATIONAL

son équipe commerciale à Paris (Biens Industriels)

UN CADRE ASSISTANT EXPORT

NIVEAU ECOLE D'INGENIEUR

Expérience du Négoce International souhaitée.

disponibilité, Ouverture avec l'ASIE.

Langues indispensables : ANGLAIS

Envoyer CV et photo à No 54929 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. l'Opéra - 75001 PARIS Cedex 01 qui transmettra. Discretion assurée.

Promouvoir les énergies nouvelles, c'est innover chez AGRINOVA.

cette nouvelle société financière d'innovation, créée à l'initiative d'un important Etablissement Financier National s'intéresse à l'agro-alimentaire, à la filière bois-papier et aux énergies nouvelles.

Elle vous propose :

- de détecter et d'aider les techniques de l'avenir
- de réguler financièrement des dossiers de capital risque.

Si vous avez :

- une solide compétence d'ingénieur (électronique, etc...)
- une bonne expérience financière
- la connaissance de l'anglais.

écrivez-nous pour un premier contact confidentiel sous réf. 5690 en adressant CV, photo, salaire et prétentions à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

ingénieur système

TP

L'UN DES LEADERS DANS L'INGÉNIERIE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, cherche pour son département Informatique, à Paris, un Ingénieur Système.

TECHNIP a adopté une politique d'informatique répartie entre établissements de Paris, Lyon et Saint-Nazaire possède plusieurs ordinateurs IBM 4341 un réseau d'une vingtaine de mini-ordinateurs.

Sous l'autorité du Responsable de l'équipe Système, l'ingénieur a pour mission : participer à l'étude et à la mise en place de systèmes d'exploitation, de leur mise à niveau, du suivi et de l'amélioration des performances du matériel et de l'assistance aux utilisateurs (Études et Exploitation).

C'est un ingénieur grande école, 28 minimum, ayant déjà une expérience des systèmes sur matériel IBM-MVS. Il peut éventuellement avoir une autre formation supérieure, à condition d'avoir déjà réalisé l'étude et la mise en place de systèmes d'exploitation importants.

La connaissance de l'anglais est très souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à conseil, sous la réf. 279 LM.

Jacques fixier s.a.

7 rue de logelbach, 75017 paris

membre de syntec

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à études dans le domaine de la télématique des réseaux locaux pour téléphonie et données.

1) INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou quelques années d'expérience étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI des microprocesseurs.

2) INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

débutants quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes microprocesseurs.

Pour postes, nationalité française exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

PHILIPS

jeune ingénieur commercial

recherche un

pour assister sur le plan technique le CHEF DE PRODUIT HAUTE FIDELITE (compact disc - lecture laser).

Le candidat, de formation supérieure en ELECTRONIQUE, devra avoir outre le goût des contacts humains, des aptitudes commerciales.

Le poste exige la connaissance de l'anglais courant et nécessite d'assez nombreux déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 536 à PHILIPS - Département du Personnel 50, avenue Montaigne 75008 PARIS

PHILIPS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ LEADER DANS SON MARCHÉ
recherche dans le cadre de son expansion pour son réseau
de magasins de franchise

responsable merchandising

(création de poste)

- 1) Formation supérieure commerciale option marketing appréciée.
- 2) Expérience indispensable du merchandising professionnel en grands magasins et chaînes nationales de distribution (contrôle et tests de planogrammes, organisation et aménagement de magasins, présentation vitrines, etc.).
- 3) Jeune, créatif, dynamique.
- 4) Base Paris, position cadre. Déplacements Province très fréquents.

Anglais courant nécessaire.
Prévoir lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae et photo, en précisant salaire actuel et souhaité.

PUBLIALE G.R. 560,
27, rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris.

Nous sommes le second constructeur mondial de l'industrie informatique et le troisième en France. Nous recherchons, pour renforcer notre Département Financier

2 ANALYSTES DE GESTION

(Référence 8217)

Agés de 25 à 28 ans, ils auront acquis une première expérience dans un groupe industriel, ils connaîtront la comptabilité U.S. (ou anglo-saxonne) et ils auront le goût pour l'utilisation et le développement d'applications informatiques.

Intégrés dans le Département Analyse Financière et en liaison directe avec l'une des Directions Générales, leurs responsabilités seront centrées sur :
- l'élaboration et le suivi des prévisions financières,
- l'amélioration de la qualité du contrôle de gestion (développement de l'organisation et des outils, amélioration des circuits d'information etc.).

Des possibilités de carrières France ou à l'étranger seront proposées à nos candidats à valeur.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Ecrire à Jean-François LUCET - BURROUGHS, Boulevard de la République - 95015 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Burroughs

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés
ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE

(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un grand groupe international

le cadre du développement de ses activités :

1) TÉLÉCOMMUNICATIONS, RÉSEAUX,
TÉLÉMATIQUE

2) INFORMATIQUE DE GESTION

recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

dotes :
- d'un bon esprit d'analyse et de synthèse ;
- d'un sens des responsabilités et de la négociation.

Posséder de préférence une expérience préalable dans le secteur informatique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2013 à

GROUPE SYSECA - Services du Personnel
315, Bureau de la Recherche
92213 ST CLOUD CEDEX

Chargé d'études gestion du personnel

du Personnel - F.A.F.P.A.
(10.000 personnes) pour son service de gestion prévisionnelle un chargé d'études.

Il analysera les problèmes d'organisation du travail, de qualification et place d'une gestion informatisée et d'élaborer à l'échelle nationale, une politique de gestion des ressources humaines et de définir le cadre de déroulement de carrière des personnels.

Une formation (maîtrise) gestion, sciences humaines, droit... et une expérience similaire d'au moins 5 ans la fonction personnel, indispensables.

Si poste : Montreuil, pour son service de gestion prévisionnelle un chargé d'études (C.V., prétentions) à l'A.F.P.A. 13, place Villiers
93100 MONTREUIL - à l'attention de Monique

Ingénieur logiciel



Ingénieur Grande École ou DEA Informatique, vous avez moins 4 ans d'expérience et des connaissances dans un des domaines suivants :
- machines abstraites,
- approche objets/acteurs (smalltalk, ADA...),
- Jackson : JSP, JSD,
- méthodes de spécification logiciel.

Au sein du département R & D, vous consolidez notre équipe. Mission d'analyse et de conception de logiciels à l'I.P.L. - Service Recherche
26, rue du Renard - 75004 PARIS.

la pratique du logiciel

NORTON S.A.

CHEF DE SECTEUR

Ce jeune technicien commercial prendra la responsabilité d'un large secteur, devra assurer la vente de produits réfractaires destinés à des industries très variées (chimie, métallurgie, etc.).
Cours de formation prévue région parisienne, à l'Institut de la Région Lyonnaise.

Critères de sélection basés sur :
- Expérience réelle de vente de produits industriels et posséder dans industries chimiques ou métallurgiques.
- Déplacements 4 à 5 jours par semaine.
- Anglais courant souhaité.
- Possibilité de carrière.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
NORTON S.A. - service du personnel - B.P. N° 78702 Conflans Sainte-Hippolyte

secrétaires secrétaires

Cabinet de Consultants spécialisé en Stratégie, en forte expansion (+ 40% en 1982, 20 Consultants), recherche pour l'assister dans son développement une

ASSISTANTE DE DIRECTION

A ce poste de responsabilités, elle aura pour mission, en particulier :

- d'assurer le secrétariat de l'équipe de Direction,
- de participer au développement de la société (dans les domaines du Commercial et du Recrutement).

Pratique de l'anglais indispensable - Allemand souhaitable.

Expérience de 4 ans dans poste similaire et qualités réelles d'organisation et d'initiative nécessaires.

Lieu de travail : BUC.

Envoyer lettre de candidature manuscrite
C.V. détaillé à
M.I.D.

1232 rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc

Siège important de la région parisienne sur l'énergie
ROND POINT CHAMPS-ÉLYSÉES recherche

Secrétaire de direction

Expérimentée - 30 ans minimum.

Diplôme BAC au moins + 10 ans de secrétariat et plusieurs années d'expérience.

ambiance travail, souples.

Evolution de carrière envisagée.

d'adresser CV et photo sous réf. 2877 à CORT
75116 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC

Banque privée Paris
au développement international recherche

Secrétaire assistante

pour son service COMMERCIAL ENTREPRISES

Secrétaire bilingue

pour son service TRÉSORERIE COMMODITIES

Postes à responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite CV s/réf. 1415M à

SOURCE 16 rue J.-J. Rousseau
75001 Paris qui trans.

Centre de la région parisienne recherche

SECRÉTAIRE A RESPONSABILITÉS

Sténodactylo expérimentée, organisée et méthodique.

Horaires : 9 h - 19 h.

S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

STÉ AMERICAINE MULTINATIONALE

direction PDG

anglais, parlant bilingue, 10 ans d'expérience plus. Pour commencer janvier.

L.R.C. 14 - 238-98-83.

expérience, pour travail à domicile, généraliste, météorologue, Autel ou proximité.

Téléphone : 1-05-03.

recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

STENO-DACTYLO

BTS secrétariat d'administration

SENS DE L'INITIATIVE DÉBUTANTE ACCEPTÉE

ST. TRES MOTIVÉE

X 13

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. : 4.038 à

PUBLICITE GAUTRON 28, R. RODIER, PARIS, qui

VENEZ GAGNER AVEC NOUS

Nous avons la gamme de produits bureautiques les plus performants du marché.

Nous avons gagné 3 années de suite le DATA PRO.

Nous avons décidé de nous développer de façon très importante en France.

Nous avons besoin pour la Région Parisienne de

COMMERCEAUX

Ambitieux et combatives ayant déjà une expérience de la vente de produits.

Nous avons confié ce recrutement à COMELOG

9, rue Anne 75001 PARIS

come log

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES (C.A. 400 M.F.)

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Ce cadre de haut niveau dirigera les services suivants :

- Trésorerie et comptabilité générale ;
- Comptabilité fournisseurs ;
- Facturation, Recouvrement ;
- Comptabilité analytique ;

et animera une équipe de 22 personnes dont 3 cadres.

Outre ses connaissances techniques, le candidat retenu devra avoir quelques années d'expérience dans la direction d'un service comptable ; il devra également faire preuve de qualités d'organisation et d'animation afin d'atteindre les objectifs à court terme qui lui seront fixés.

L'expérience en relations avec un service informatique sera un atout supplémentaire.

La rémunération sera fonction de la compétence du candidat retenu.

Ecrire sous le n° T 037.255 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue de la République, 75002 PARIS.

Filiale d'une Société Américaine (Sud Paris) leader dans son secteur d'activité depuis 10 ans, recherche

contrôleur interne

Il est demandé :

- très bonne expérience acquise dans le domaine,
- aptitude à diriger
- connaissance lois sociales et gestion du personnel.

Il est offert :

- évolution possible à poste à candidat prouant ses capacités de responsabilités,
- Salaire très motivant.

Anglais lu et parlé indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions sous réf. 5518/D à : A. M. P.

40, rue Olivier-de-Sarras - 75015 PARIS qui assurée.

Organisation interprofessionnelle du Val-d'Oise recherche

COLLABORATEUR JURIDIQUE (H/F)

Ce poste est ouvert à un candidat qui, sur la base d'une bonne formation juridique et d'une expérience pratique en législation sociale, se sent en mesure d'assurer un service d'information et de conseil aux entreprises dans un esprit de collaboration et d'interventions actives. Homme de communication, il manifeste des qualités d'ouverture, de disponibilité, un solide pragmatisme équilibré par le sens de l'organisation. Il aura le souci de contribuer par ses actions à l'accroissement du nombre d'adhérents.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 1333 à SIEVO, B.P. 59, 95001 Cergy-Pontoise Cedex.

aire-cergy

ACEDIP

ARCHITECTURE ET
INSTALLATION
DE SALLES
D'ORDINATEURS
recherche

RESPONSABLE SYSTEME INGENIEUR SYSTEME

Formation Ingénieur ou MIAGE.

Centre équipé d'un X 86, IBM, DB/DC - VTAM - CICS.

OS/MVS - IMS, DB/DC - VTAM - CICS.

Il est demandé : expérience 5 ans dans un poste similaire.

C.V. + photo à : ACEDIP

20, rue de la République - 75002 PARIS

AUDOLI BERTOLA FRANCE

FABRICANT DE

pour REGION PARISIENNE

UN TECHNICO- COMMERCIAL

De formation BAC technique (option électricité)

il sera pour mission de conseil auprès des clients, conduira les projets de la gestion d'installations, développera les ventes sur la région et assurera le suivi clientèle.

Nous attendons un candidat dynamique et personnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à : AUDOLI & BERTOLA FRANCE

85, Jules Guesde - 91000 ST JEAN DE L'AVALL

CENTRE D'ACCUEIL SOINS TOXICOMANES de l'INFORMIER (E)

D.E. psy., exp. institution, Exp. C.V. du 17, rue Corbillion 93200 SAINT-DENIS.

GROUPE DE PRESSE Centre PARIS recherche

DOCUMENTALISTE EXPERIMENTEE

Bonne connaissance des problèmes économiques indispensables. Bonne connaissance allemand souhaitable.

Boite : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

COLLECTIVITES LOCALES proche banlieue Ouest

recrute

ATTACHES COMMUNAUX

RÉDACTEURS

BIBLIOTHÉCAIRE

CATÉGORIE 2

SOUSS-BIBLIOTHÉCAIRE

2^e CATÉGORIE, 1^{er} OPTION JEUNESSE

ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE 2^e CATÉGORIE

Adresser candidature avec C.V. sous n° 251.226 M. REGIE PRESSE 85 bis, rue de la République, 75002 Paris.

DE D'ANGLAIS expérience cycle pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

pour service partiel pour service partiel

AFFAIRES

Vivre ensemble

(Suite de la première page.)

La gauche ne l'oubliera pas. Et à la guérilla du patronat contre les nationalisations et les premières mesures sociales répondra une succession de maladroites : amnistie sélective dont sont exclus les dirigeants d'entreprise, volonté surtout de diviser le patronat.

Tandis que le pouvoir laisse entendre que les entreprises nationales pourraient quitter le C.N.P.F., le Syndicat national des petites et moyennes industries a reçu de nombreux membres du gouvernement, reconnu de facto par M. Bérégovoy, il y a eu que le secrétaire général de l'Élysée de l'époque dit aujourd'hui avoir alors simplement tiré les conséquences d'une réalité. Qu'importe que M. Deuil, président de ce syndicat, ait un portrait de Pétain au-dessus de son bureau ? que le syndicat utilise l'action de commando principal d'expression. Mis ainsi sur orbite dans la fonction, il a gratter le C.N.P.F. - il tirera avantage un an plus tard aux élections prud'homales.

L'impôt sur les grandes fortunes en 1981, qu'il frappera pour partie l'outil de travail, la montée des boucliers des petites patronnes.

Le dialogue

L'affrontement est d'autant plus dur que le P.S. applique intégralement son programme. Il y perd l'appui de ce que le patronat avait de moins réactionnaire - MM. Mousset, Gandois, quelques autres - qui escomptaient l'introduction d'une social-démocratie à l'allemande, avait rédigé un projet simple prise de contrôle par l'Etat des entreprises nationalisables. Aussi aux vituperations de M. Ceyrac sur l'incohérence de la politique gouvernementale et des réformes structurelles - plus qu'en 1936 - s'ajoute un petit partiou - notamment dans les banques - une forme de résistance passive. La tentation de relance la tentation ne sera pas accompagnée par le patronat.

Pourtant à la fin de 1981, à l'opti-
gouvernement sur une

reprise prochaine de l'économie répond un espoir semblable des dirigeants d'entreprise. C'est aussi le moment où M. Gattaz succède à M. Ceyrac à la tête du C.N.P.F. Créateur d'une propre entreprise moyenne - l'une des plus perfor-
l'économie française - fondateur du mouvement des entreprises à taille humaine (ETHIC), comment d'instituteur ne serait-il pas légitimiste ?

Alors que s'instaure le premier sur la « pause » des réformes, le patron des patrons cherche à dialoguer les pouvoirs publics, substituant la critique des principes - pratiquée par son prédéces-
un débat sur les moyens. Le dialogue apparaît d'autant plus nécessaire que, dans les premiers mois de 1982, la cinquième semaine de congé de la réduction d'une heure la semaine de travail sans perte de salaire affectent un peu plus la compétitivité des entreprises. De plus, un renouveau de la revendication sociale - il y aura trois fois plus de conflits qu'en janvier - répond d'exaspération patronale qui dégenère parfois (commando à Ligny pour récupérer des camemberts dans une fromagerie occupée par des grévistes).

L'échec de la relance, les premières difficultés sur le front exté-
l'aggravation du différentiel d'inflation entre la France et les grands partenaires commerciaux convaincront M. Mauroy de la nécessité de lâcher du lest. Le 16 avril, le premier ministre une série de mesures en faveur des entreprises (allègement de la professionnelle, pause dans les pré-
pour la Sécurité sociale, suspension de la réduction de la durée légale de travail pour 1982, aide P.M.E.). Au-delà de ces décisions, c'est le discours qui change. « Il faut, reconnaît-on, le gouvernement, fournir aux prises françaises, particulièrement aux entreprises industrielles qui mènent la bataille de l'avant dans la compétition internationale, les moyens d'investir, d'embaucher, de des marchés. »

La règle du jeu est ainsi définie. Le dialogue pourra se poursuivre

des hauts et des bas. en juillet, lorsque les entreprises devront prendre leur charge un point supplémentaire de T.V.A. malgré le blocage des prix, lorsque patrons devront participer au tagage de l'UNEDIC. Bas encore, les lois Auroux sur la démocratisation dans l'entreprise, que les organisations patronales n'auront de critiquer. Haut, lorsque le conseil des ministres décidera d'exonérer totalement l'outil de travail de l'impôt sur les grandes fortunes jusqu'en 1983 ou lorsque le président de la République répèlera à Figearc l'engagement du pouvoir l'égard des entreprises; lorsque M. Laignel, député P.S. de l'Inde dénoncera les « cadeaux » au patronat quand le gouvernement s'irritera des critiques permanentes du C.N.P.F. et de la non-reprise investissements, voire quand dénoncera la convention l'UNEDIC.

Après huit mois d'affrontement dialogue, quelle la situation des entreprises ? S'il n'est pas question d'entrer dans la querelle du chiffre, on peut penser que l'accroissement des charges depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir se situe entre 100 milliards de francs avancés par le patronat et les milliards de M. Delors, le gouvernement surestimant sans doute les gains de productivité qui décou-
lentes sociales adoptées.

Moins de faillites

Pourtant, quoi qu'en dise le C.N.P.F., le nombre de faillites a régressé au cours des dix premiers mois de 1982 l'épargne brute des entreprises s'est redressée si l'on croit les derniers chiffres connus. En revanche, les charges financières (135 milliards de francs) dépassent désormais l'épargne brute. Mais, comme dit M. Delors, « Comment les entreprises françaises pourraient-elles vivre dans une d'excédent brut d'exploitation alors que partout ailleurs la pro-
longation de la récession et le désor-
dres monétaire provoquent un affai-
blissement considérable des capacités de résistance des

prises ? » Il n'en reste moins que la compétitivité des entreprises françaises s'est sans doute quelque peu dégradée depuis dix-huit mois, ce qui dans une compétition internationale aiguë n'est pas sans risque. Et pouvoir partager d'ail-
désormais bien des analyses l'insadaptation d'un système social en période de croissance rapide et de faible chômage, le rôle des P.M.E. comme facteur de développement, donc d'embauche, ou « impératif industriel » cher à M. Chevènement. Même si n'est dupe, le patronat ? C'est un syndicat particulièrement dynamique, agressif. Nous d'accord avec lui sur ce qui concerne les soucis, les inquiétudes et, lui, nous voulons défendre les petites entreprises. Il a raison. Nous différons sur les méthodes employées, qui ne nous semblent pas risquer de défavoriser les entreprises elles-mêmes. Le C.N.P.F., quant à lui, a toujours cherché à dramatiser une affaire. Ce qui compte pour nous, c'est l'unité de la famille, c'est l'unité patronale.

M. Gattaz a affirmé qu'il ne fau-
la politique de la lutte des classes est une vieille dame poussiéreuse. Interrogé sur les difficultés de C. troën, il a répondu que « une fratrie de 100 milliards d'industrie privée n'est pas tout à fait suicidaire ». « Les des porteurs, a-t-il ajouté, où nous avons une réputation technique dans le monde entier qui ne peut-être s'effondrer sans une lutte fratricide. » Et il a précisé : « On ne peut pas s'il n'y a pas quelques arrière-pensées, dans cette affaire-là. » (d'obtenir la nationalisation du Peugeot) puisque ces mou-
le craint - « résultent de décisions d'états-majors syndi-
caux ».

BRUNO DETHOMAS.

Faits et chiffres

Affaires

Chapelle-Darblay : une nou-
- Le ministre a cherché et l'industrie a groupe Béghin-Say de lui soumet-
un plan de redressement du groupe Chapelle-Darblay, en sur-
depuis deux ans. Ce plan pour objectif - la constitution d'un pôle de production de papier journal, à partir de matière première fran-
gaise, qui grâce à un vigoureux ef-
fort de compétitivité capable de faire face à la concurrence internationale. Il s'agit de demander Béghin-Say, groupe qui repré-
drait éventuellement l'affaire, confirmer ou d'informer les analyses du cabinet TEN selon lesquelles le groupe Chapelle-Darblay peut rem-
plir les conditions nécessaires la poursuite des activités, une faible réduction d'emploi. Mais il

s'agit que de cela, le communi-
qué par le : « Cette confiée à Béghin-Say n'est pas exclu-
sive l'examen, par les ministères concernés, d'autres solutions fai-
bles intervenir des opérateurs fran-
çais et étrangers ».

Social

Diminution sur un an des conflits du travail en octobre. - Selon le ministère du travail, 287 conflits du travail ont été observés au cours du mois d'octobre 1982. Ils affectent 398 établisse-
ments, mobilisant 47 000 personnes occasionnellement la perte de 140 200 jour-
Par rapport à octobre 1981, les résultats traduisent une diminu-
tion du nombre de conflits, du nom-
bre salariés ayant le travail (- 23 %) et du de journées perdues (- 32 %).

AGRICULTURE

LES PRODUCTEURS DU ROUSSILLON N'AIMENT PAS LA SALADE ESPAGNOLE

Un commando d'agriculteurs a arrêté, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 décembre, en Roussillon, un train transportant un chargement de légumes en provenance d'Espagne. Peu après le départ du convoi, à la gare de déchargement du Boulou, les manifestants ont répandu le balast : salades, tomates, citrons, poivrons et raisins, tous produits destinés à l'Allemagne fédérale. Dans leur élan, ils ont même vidé un wagon de jouets. Huit wagons ont été endommagés et dix autres en-
dommages avant l'arrivée des pompiers et des forces de l'ordre. Dans la matinée de samedi, des manifestants ont pénétré sur le marché de gros de Perpignan pour voler plusieurs cages de salades d'importa-
tion.

Cette nouvelle action de pillage n'est pas faite pour améliorer le climat des relations bilatérales, la partie espagnole étant particulièrement choquée par les débordements des producteurs français. Ceux-ci veulent montrer que la R.F.A. ne joue pas le jeu de la préférence communautaire en importation des productions espagnoles au moment où celles des Pyrénées-Orientales sont en pleine période de vente. Ce département fournit, en effet, 40 % des laitons d'hiver et 65 % des haricots d'hiver, productions fragiles, irrégulières, où les cours s'effondrent vite à la baisse, ce qui semble être le cas ces jours-ci, mais pas à la hausse.

Beurre de Noël. - Trente mille quatre cents tonnes de beurre européen seront mises en vente du 13 décembre au 15 février 1983, bénéficiant d'une subvention de la C.E.E. de 8,05 F par kilo, ce beurre commercialisé au prix de 4,95 F le paquet de 250 grammes et de 10 F pour les paquets d'une livre. Sous emballage d'aluminium, portant la dénomination « Beurre de vente spéciale C.E.E. ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ des - des	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-U	6,9740 - 6,9630	+ 170 + 285	+ 320 + 370	+ 870 + 930
DM	5,6430 - 5,6510	+ 100 + 165	+ 165 + 265	+ 360 + 440
Yen (100)	2,6320 - 2,6370	+ 110 + 140	+ 225 + 265	+ 755 + 810
DM	2,3300 - 2,3430	+ 140 + 165	+ 285 + 315	+ 825 + 905
Flors	2,5600 - 2,5700	+ 140 + 160	+ 275 + 300	+ 790 + 830
FS (100)	14,4830 - 14,5085	- 1150 - 775	- 1490 - 1070	- 2060 - 1300
FS	3,3215 - 3,3275	+ 250 + 275	+ 475 + 520	+ 1375 + 1450
L (1 000)	4,9040 - 4,9105	- 600 - 540	- 1125 - 990	- 2485 - 2385
E	11,2070 - 11,2235	+ 150 + 245	+ 315 + 390	+ 1140 + 1330

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9	9 3/8	9 5/16	9 11/16	9 1/4	9 13/16	9 3/4	10 1/8
SE-U	5	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 1/4	5 5/8	6 1/4	6 5/8
DM	5	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 1/4	5 5/8	6 1/4	6 5/8
Flors	25	25 1/2	25 3/4	25 7/8	25 1/4	25 5/8	26 1/4	26 5/8
FS (100)	25	25 1/2	25 3/4	25 7/8	25 1/4	25 5/8	26 1/4	26 5/8
FS	1/2	1 1/2	1 3/4	1 7/8	1 1/4	1 5/8	1 3/4	1 7/8
L (1 000)	20	20 1/2	20 3/4	20 7/8	20 1/4	20 5/8	21 1/4	21 5/8
E	16 1/2	16 3/4	16 5/8	16 7/8	16 1/4	16 5/8	16 3/4	16 7/8
E (imp)	16 3/4	16 5/8	16 7/8	16 3/4	16 1/4	16 5/8	16 3/4	16 7/8

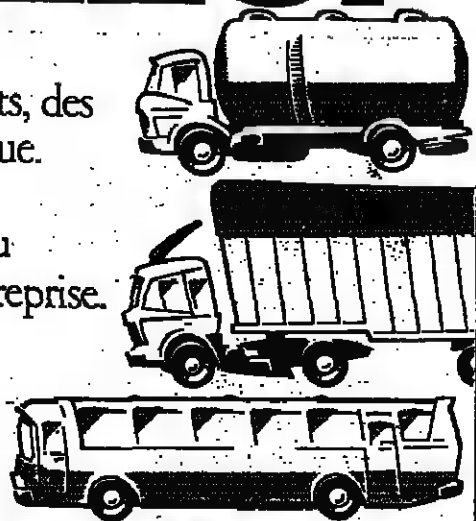
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de place.

INDEPENDANTS RESPONSABLES IRREMPLAÇABLES.

Indispensable à la vie quotidienne des consommateurs, des industriels, des commerçants, des agriculteurs ainsi que des collectivités, le transport routier s'impose par la qualité de sa technique. Seul, il assure de bout en bout le déplacement des personnes et des marchandises. C'est aujourd'hui le premier mode de transport qui offre un service sûr, personnalisé, au meilleur coût, rendu par 30.000 P.M.E., assumant la responsabilité et les risques de la libre entreprise.

Tout projet de réorganisation des transports privilégiant le secteur public et renforçant un monopole d'Etat constitue une menace pour les entreprises de transport routier. Ne les mettons pas en péril !

La France a besoin de ses transporteurs routiers



Communiqué de l'Association pour la Protection du Transporteur Routier

SOCIAL

RÉUNIS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A PARIS

Les syndicaux médicaux dressent un bilan satisfaisant de la convention régissant leurs relations avec la Sécurité sociale

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation représentative de la profession, a tenu son assemblée générale ordinaire à Paris du 10 au 12 décembre. La Fédération des médecins de France (F.M.F.) a fait de même. A l'ordre du jour de ces réunions figuraient, notamment, le bilan des dix-neuf mois d'application de la convention signée en mai 1980 régissant les rapports des médecins avec la Sécurité sociale. La grande majorité des participants à ces réunions ont approuvé le jugement positif porté par leurs dirigeants sur le fonctionnement conventionnel. A la C.S.M.F., 88 ont voté pour, 9 contre, et 16 se sont abstenus. A la F.M.F., ce fut l'unanimité.

Une réunion des parties signataires de la convention est prévue le 16 décembre.

« Les parties signataires constatent, après deux ans d'application, que la mise en place du dispositif institutionnel de la convention s'est effectuée dans des conditions globalement satisfaisantes » ; ainsi débute le projet de bilan conventionnel établi par les dirigeants des trois caisses nationales et ceux des syndicats médicaux. Après des débats forts controversés, sous l'ancienne majorité présidentielle, la convention 1980 est bien en place. Des améliorations vont être apportées, pour la mise en œuvre de la convention, à l'heure de la signature de la convention. A l'heure de la signature de la convention, c'est sur la maîtrise des dépenses de santé que les parties signataires vont faire porter leurs efforts. Le rôle des instances conventionnelles — commissions économiques locales, comités médicaux paritaires locaux — va être renforcé. Une information des professionnels et des usagers pour un bon usage des soins sera faite. Une di-

zaine d'actions dans une trentaine de caisses, pour les médecins et caisses, pourraient commencer en janvier, dans des domaines comme la pharmacie, l'hospitalisation ou la biologie.

Formation continue : nouvel essor

L'année conventionnelle vient d'intervenir. Ainsi, en cas de « carence » — non-participation des médecins aux instances conventionnelles — une concertation locale profession est prévue avant la déclaration de carence. De même, en cas d'abus tarifaire, le comité paritaire local aura son mot à dire avant toute sanction. Les médecins participants aux instances conventionnelles seront récompensés. Le cas échéant, pour les soins infirmiers, un premier lieu pour la radiologie.

Enfin, la formation continue va connaître un nouvel essor. Pour son financement, la Caisse nationale d'assurance-maladie s'est engagée à verser dix millions de francs, au titre de l'assurance-maladie (F.A.F.) et l'Union nationale des associations de formation médicale (UNAFORMEC) a créé un fonds de gestion de ce fonds qui pose problème (1). Depuis des années, l'Union nationale des associations de formation médicale (UNAFORMEC) avait un monopole en matière de formation. Cette association, créée à l'origine par la C.S.M.F. et la F.M.F., a plusieurs milliers d'adhérents et a regroupé autour de ses activités des professionnels beaucoup plus nombreux. Elle a, sur le terrain, une influence, se substituant parfois de fait à celle des syndicats médicaux.

Ces derniers, et en particulier la C.S.M.F., souhaitent faire valoir leurs droits de contrôle sur la formation et sur le contenu des programmes. La FAF, comme les y incite la loi, l'UNAFORMEC, réunie en assemblée générale à Paris le 11 décembre, n'a pas

accepté de se voir évincer le monopole de la FAF. Qui ne dispose pas du pouvoir de sanctionner le FAF. Un compromis a été trouvé. Au bureau du FAF siègerait un membre représentant l'UNAFORMEC, les quatre autres représentant les syndicats. Un comité national pour la formation continue serait mis en place, composé à parts égales de représentants de l'UNAFORMEC et des syndicats. Mais ce comité national serait-il au-dessus du FAF ou non ? Tel est le point litigieux. L'UNAFORMEC et les syndicats médicaux demandent la réunion du comité le 18 décembre, au même 18 décembre, les parties signataires de la convention — les trois caisses, la C.S.M.F. et la F.M.F. — ont décidé de réunir le comité national sur des modalités encore à définir.

Honoraires libres

Le 1^{er} janvier 1983, théoriquement (mais en pratique pas le 10 janvier), les praticiens libéraux auront dans un mois pour réviser leur position dans un système conventionnel. Deux possibilités : soit appliquer le tarif conventionnel et appartenir au secteur 2 où les honoraires sont libres. Rappelons que personne ne peut cette fois-ci se dédouaner. Le secteur 1 regroupe depuis 1980 environ 7,5 % des praticiens. Mais il peut en outre d'autres aujourd'hui. Ainsi certains préfèrent modifier le tarif de leurs actes selon le temps passé ou la quantité de travail qu'ils réalisent. Ce peut être le cas, par exemple, de médecins qui font des déplacements ou de jeunes médecins pratiquant une médecine dite libérale, avec une volonté préventive, pour lesquels le tarif de la convention paraît insuffisant. D'une façon plus générale, les jeunes praticiens en difficulté, dont le nombre est croissant, laissent le secteur 2 pour améliorer leurs revenus et ne paraissent pas négligeables.

Les médecins pourront-ils choisir les meilleures conditions ? On peut se poser la question. Les pouvoirs publics, en effet, envisageraient la modulation de prix — un régime du blocage, qui fait pour les honoraires libres. Les médecins n'auraient de libre alors que l'appellation... les charges fiscales de la profession sur les médecins du secteur 2, demeureraient cependant, plus lourdes que celles des praticiens du secteur 1. Il a bien fallu question, récemment, de la prendre partiellement en charge. La convention médicale des médecins du secteur 2 par les caisses, mais elles se refusent à participer à la protection sociale du secteur 1. La loi, la loi, la loi agricole, dit-on, y étant catégoriquement opposé. Pourtant, fait-on remarquer à la C.S.M.F., l'injustice est flagrante : les médecins du « 2 » payant des cotisations d'assurance-maladie plus élevées que celles des médecins du secteur 1. La loi, la loi, la loi, dit-on, y étant catégoriquement opposé. Pourtant, fait-on remarquer à la C.S.M.F., l'injustice est flagrante : les médecins du « 2 » payant des cotisations d'assurance-maladie plus élevées que celles des médecins du secteur 1.

L'assemblée générale de l'UNAFORMEC s'est contentée de regretter l'injustice et de réitérer sa demande. Pour la F.M.F., il n'y a pas de problème non plus à l'accord conventionnel. La loi, la loi, la loi, dit-on, y étant catégoriquement opposé. Pourtant, fait-on remarquer à la C.S.M.F., l'injustice est flagrante : les médecins du « 2 » payant des cotisations d'assurance-maladie plus élevées que celles des médecins du secteur 1. La loi, la loi, la loi, dit-on, y étant catégoriquement opposé. Pourtant, fait-on remarquer à la C.S.M.F., l'injustice est flagrante : les médecins du « 2 » payant des cotisations d'assurance-maladie plus élevées que celles des médecins du secteur 1.

DANIELE ROUARD.

(1) Le ministère de la santé, pour sa part, verserait au F.A.F. 3 millions de francs.

l'INSTITUT LA BOÉTIE

présente

chez DUNOD
HENRI LEPAGE

VIVE LE COMMERCE !
Service, distribution,
croissance

La rareté du temps et le coût de l'information expliquent l'évolution du commerce et ses nouveaux aspects :

• libre service,
• publicité,
• concurrence.

69 F



chez BONNEL
PATRICK MESSERLIN

LA RÉVOLUTION
COMMERCIALE

Complètement indispensable du secteur de la production, le commerce est une industrie qui joue un rôle actif dans le développement économique national :

• investissement,
• lutte contre l'inflation.

140 F



SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
cours du jour ou du soir : 8 participants par stage
FORMATIQUE : 1 rue de Choiseul-75002
(0) 296 65 08

PRIX SCIENTIFIQUE PHILIPS POUR LES JEUNES

Le Prix Scientifique Philips pour les jeunes a pour but de récompenser des travaux originaux poursuivis par des jeunes de moins de 21 ans dans l'ensemble des disciplines scientifiques.

Une rencontre souvent décisive pour les participants avec les plus hautes personnalités scientifiques.

Louis LEPRINCE RINGUET, de l'Institut, Président du Jury.
Pierre AUGER, de l'Institut.
Rémy CHAUVIN, Professeur à la Sorbonne.
Hubert CURIEN, Président du Centre National d'Études Spatiales.
Jean-François DENISSE, de l'Institut.
Jean DORST, de l'Institut.
Henri DURANTON, de l'Institut.
Jean FOURASTIE, de l'Institut.
Pierre-P. GRASSE, de l'Institut.
Claude GUILLEMIN, Inspecteur Général du Bureau de Recherches Géologiques et Minières.
Pierre LEPINE, de l'Institut.
Jacques LIONS, de l'Institut.
Louis NEEL, de l'Institut, Prix Nobel.

Pour la douzième année consécutive, les membres du Jury du Prix Scientifique Philips viennent de décerner, au Palais de la Découverte, les prix aux lauréats.

HUIT ETUDES ONT ÉTÉ PRIMÉES (en dotations de 10.000 et 3.000 F).
INFORMATIQUE : Ordinateur à interférence puissante à grande vitesse
Olivier HAAS - 15 ans
RADIOASTRONOMIE : La Radioastronomie amateur de A à Z
Dominique JEANJON - 18 ans
Thierry JOUSSON - 14 ans
ÉLECTRONIQUE : Master Mind et informatique
Gilles DOWEK - 15 ans
GÉNÉALOGIE : Généalogie d'une famille : les Jaillard
Pierre JAILLARD - 18 ans
BIOLOGIE : Le régime alimentaire du renard roux
Jean-François ASTIER - 17 ans
INFORMATIQUE : Contribution à l'étude d'une unité centrale multiprocesseur Z 80
Jean TORREGROSA - 20 ans
ASTRONOMIE : Étude expérimentale "Dualité d'Algol"
Hervé CLAUDET 20 ans - Denis BÉREARD 21 ans - François VERNOTTE 21 ans
ASTRONOMIE : Morphologie et formation des cratères lunaires
Françoise BERTHOUD - 19 ans

Tous les candidats âgés de moins de 21 ans peuvent renseigner, maintenant, sur la prochaine session du Prix :
PRIX SCIENTIFIQUE PHILIPS POUR LES JEUNES - 50, rue de Montaigne 75008 - Tél. 256.88.00

FIAT

**Bilan consolidé
pour l'exercice clos
au 31 Décembre 1981**

POINTS MARQUANTS DU BILAN (en milliards de lires)

Chiffre d'affaires	20.310
Dépréciations et Amortissements	950
Marge opérationnelle	1.535
Bénéfice avant impôt	187
Bénéfice net	90
Cash flow (Bénéfice net + dépréciations + amortissements)	1.040
Investissements au 31 décembre 1981	820
Immobilisations au 31 décembre 1981	6.043
Endettement net au 31 décembre 1981	7.035
Situation nette au 31 décembre 1981	3.590

Le bilan consolidé du Groupe est publié pour la première fois et la révision a été effectuée par Arthur Andersen & Co.

Le Groupe Fiat comprend 432 sociétés contrôlées et 126 sociétés associées opérant dans 60 pays et employant 301.658 personnes.

**Principaux secteurs d'activité
du Groupe Fiat:**

AUTOMOBILES
VEHICULES INDUSTRIELS
TRACTEURS AGRICOLES
ENGINS DE TRAVAUX PUBLICS
ACIER
COMPOSANTS
SYSTEMES DE PRODUCTION
GENIE CIVIL
SYSTEMES FERROVIAIRES
TOURISME ET TRANSPORT
AVIATION
THERMOMECHANIQUE
TELECOMMUNICATIONS
BIO-INGENIERIE
EDITIONS
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
SERVICES FINANCIERS

Crédit Commercial de France
CCF

F 400 MILLIONS
EMPRUNT
HYPOTHÉCAIRE
D'AMORTISSEMENT
ET DE JOUISSANCE
DE 12 ANS
La banque des reus

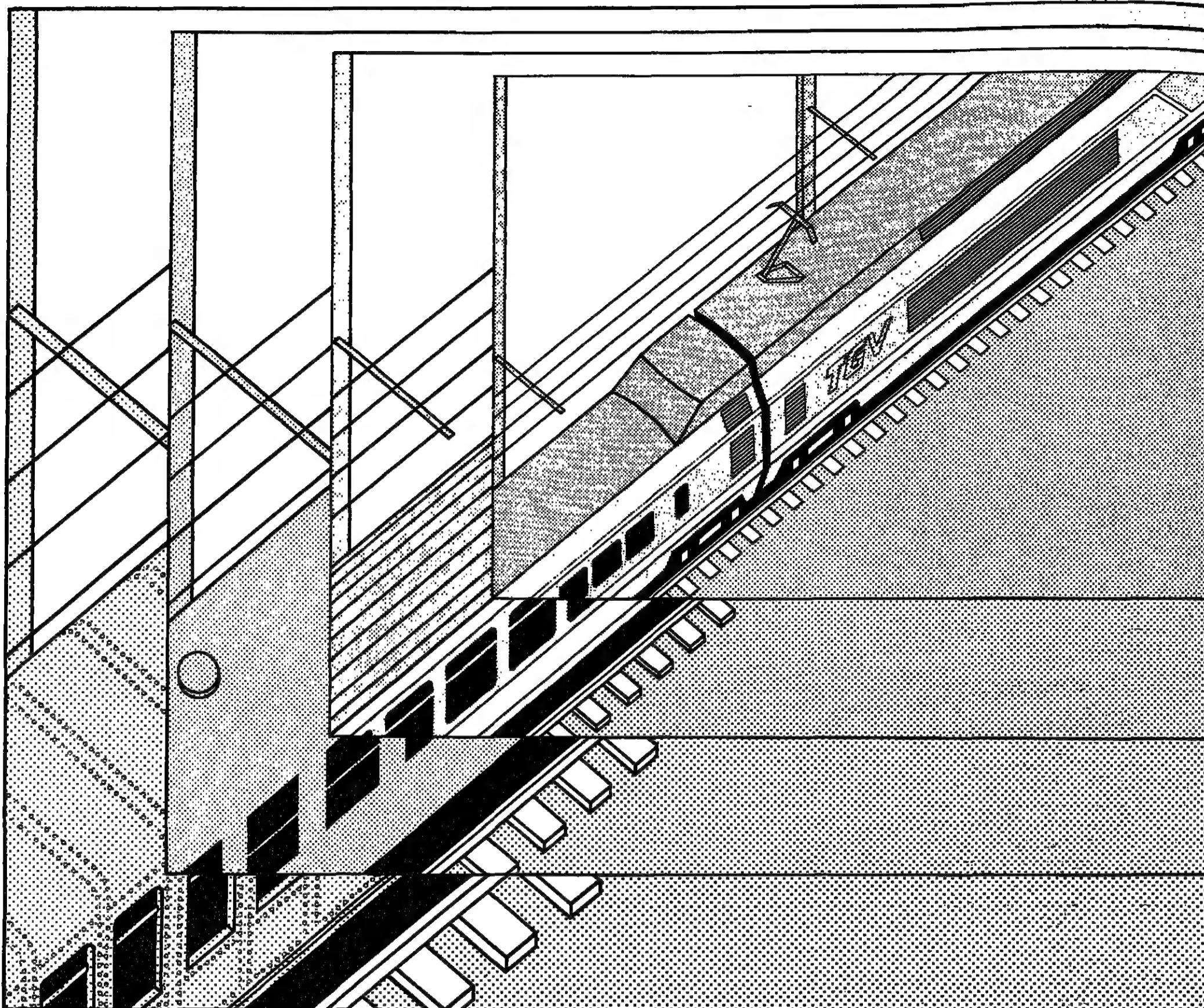
Schlumberger

SA

15,9
EMPRUNT D
2 MILLIARD
OBLIGATIO

Durée: 12 ans
Intérêt annuel: 10 %
Date d'émission: 15/12/81
Date de jouissance: 15/12/82
Amortissement en 12 tranches
au pair
Le nombre d'obligations émises est de 100.000
Le prix de souscription est de 100 %
Le taux de rendement actuariel est de 15,9 %
Les obligations seront cotées en bourse

15,
SOUS



SNCF: PROGRÈS ET PERSPECTIVES

Avril 1937. Par décret-loi, l'État nationalise les réseaux de chemins de fer existants et crée une entreprise unique : la SNCF. Elle a pour mission d'exploiter l'ensemble des lignes ferroviaires jusqu'au 31 décembre 1982. La SNCF a donc 45 ans. Au moment de changer de statut elle dresse le bilan de cette période.

LES PROGRÈS

Aujourd'hui, la SNCF exploite le réseau le plus long d'Europe : 35 000 kilomètres. Elle a progressivement substitué aux parcs vapeur et diesel un parc électrique plus performant, plus économe en énergie et moins polluant. Le 24 mars 1955, la SNCF battait le record du monde de vitesse sur rails : 331 km/h. Le 26 février 1982, la SNCF établissait un nouveau record : 380 km/h avec le TGV. Deux performances qui démontrent la capacité technique de la SNCF et lui permettent d'assurer, en toute sécurité, des liaisons toujours plus rapides.

En 45 ans, la SNCF a triplé le nombre de lignes électrifiées : 11 000 kilomètres qui assurent 80 % du trafic (3 600 km en 1937).

En 45 ans, la SNCF a réalisé des investissements importants. A titre d'exemple pour les grandes lignes, elle a lancé le TGV Paris-Sud-Est (mise en service totale à l'automne 1983) ; pour les lignes banlieues, elle a créé de nouvelles liaisons : Evry, Cergy-Pontoise et bientôt Vallée de Montmorency-Ermont-Invalides.

En 10 ans, de 1972 à 1982, la SNCF a doublé les circulations hebdomadaires sur les principales transversales.

Entre 1981 et 1982, elle a quadruplé la création de dessertes régionales.

Par ses liaisons avec Paris et ses dessertes entre métropoles régionales et villes moyennes, la SNCF contribue activement à l'aménagement du territoire et à la décentralisation.

Toujours à l'écoute de ses clients, elle améliore sans cesse ses prestations commerciales (accueil, informatisation de ses services) et modernise son matériel roulant (locomotives, voitures corail et couchettes, wagons).

Depuis 45 ans, la SNCF remplit pleinement son rôle de service public : rechercher le meilleur prix de revient compatible avec la qualité de service souhaitée par les usagers.

LES PERSPECTIVES

Le 31 décembre expire la convention de 1937. Au 1^{er} janvier 1983 un Etablissement public industriel et commercial prendra le relais de la Société nationale pour exploiter les chemins de fer dans de nouvelles conditions juridiques et financières.

Dans les années à venir, la SNCF doit poursuivre son adaptation et son évolution autour de 2 grands axes : électrification et modernisation.

Le programme d'électrification du réseau principal de la SNCF concorde avec la politique nationale d'économie d'énergie. Étendre l'électrification du trafic c'est rechercher une plus grande indépendance énergétique et améliorer les liaisons entre villes et régions françaises.

Réduire les coûts d'exploitation de la SNCF passe aussi par la modernisation du matériel roulant : acquisition de locomotives, de voitures express et de rames TGV (97 sur la ligne Paris-Lyon), renouvellement du parc de desserte régionale.

Pour offrir un meilleur confort et assurer une plus grande sécurité, la SNCF modernise aussi ses installations fixes : rénovation des bâtiments des grandes gares, tunnels et ouvrages d'art, automatisation et suppression des passages à niveau.

Améliorer les prestations commerciales et rationaliser la gestion nécessitent le développement du réseau téléinformatique.

Enfin, la SNCF prépare le lancement du TGV Atlantique vers l'ouest et le sud-ouest de la France.

Plein de progrès en perspective.

SNCF
EMPRUNT 1982

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. SÉQUELLES DE LA GUERRE D'ALGÉRIE : « La dernière année », par Roger Trinquier ; « Un bon calcul pour la France », par Jacques Roseau.
- 3-4. EUROPE
- POLOGNE : l'assouplissement de l'état de guerre en Pologne.
- 4-5. DIPLOMATIE
- La première visite en Europe de M. Schultz.
- Le voyage de M. Mauroy à l'île Maurice et en Malaisie.
5. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT
7. AFRIQUE
- ZIMBABWE : M. Mugabe compte sur les Américains pour tempérer l'hostilité de Pretoria à son égard.

POLITIQUE

8. Le voyage du premier ministre à la Réunion.
9. M. Stoléru au Grand Jury R.T.L.-le Monde.

SOCIÉTÉ

10. La chute d'un professeur.
- MÉDECINE : la préparation de la Convention européenne pour la protection des animaux de laboratoire.
12. JUSTICE : l'application des lois sur les rapatriés ; Loterie judiciaire à l'italienne.
13. ÉDUCATION : à l'Institut agronomique de Paris-Grignon.
16. DÉFENSE.

SPORTS

14. Ski : déroute des Français à Val d'Isère.

RÉGIONS

15. ILE-DE-FRANCE : des ambitions pour l'économie.

CULTURE

17. MUSIQUE : l'Opéra de Lyon, à Chambéry.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. L'essor des marchés à terme des titres français aux États-Unis.
- « L'Économie à bras-le-corps », de Philippe Herzog.
22. En Chine comme en Inde, un nouveau réalisme.
23. Selon la Banque interaméricaine de développement, le P.I.B. de l'Amérique latine devrait baisser de 1,6 % en 1982.
24. Les notes de lecture d'Alfred Savvy.

ÉCONOMIE

- 41-42. AFFAIRES : le colloque du parti socialiste sur les nationalisations.
42. AGRICULTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS
« SERVICES » (16) ;
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (20) ; Programmes des spectacles (18-19) ;
Annonces classées (25 à 40) ;
Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 12-13 décembre 1982 a été tiré à 479 275 exemplaires.

**CADEAUX
EN
TISSUS**

- Etamines et soies
- Châles et panneaux
- Métrages "couture"
- Carrés et foulards
- Tissus extraordinaires
- Métrages "décoration"

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

Au Portugal Le parti socialiste apparaît comme le vainqueur des élections locales

De notre correspondant

Lisbonne. — Défaite de la coalition gouvernementale, remontrée du parti socialiste et stabilité de l'électorat communiste : telles sont les conclusions des élections locales du dimanche 12 décembre au Portugal.

L'Alliance démocratique au pouvoir obtiendrait environ 42 % des suffrages exprimés, soit une baisse de cinq points par rapport aux dernières élections locales de 1979. Le parti socialiste, qui avait obtenu lors du scrutin précédent 27,5 % des voix, approcherait cette fois les 32 %. Enfin, l'APU (coalition formée par le parti communiste et par le Mouvement démocratique portugais) se maintiendrait à 20 %. En dépit du mauvais temps qui a régné dimanche et du peu d'intérêt manifesté par les Portugais pendant la campagne, le taux d'abstentions ne dépasserait que légèrement les 26 % enregistrés en 1979.

Les communistes consolident leurs positions dans le Sud, en particulier en Alentejo. A Lisbonne et à Porto, l'Alliance démocratique perd la majorité absolue dans les conseils municipaux. Selon la loi, la mairie est présidée par le premier candidat de la liste ayant recueilli le plus grand nombre de voix. Ce qui provoque souvent des situations difficiles pour des maires ne disposant que d'une majorité relative au conseil. Dans plusieurs circonscriptions, les deux partis de la coalition gouvernementale, le P.S.D. (social-démocrates) et le C.D.S. (centristes) avaient décidé de présenter

des listes séparées. Cette stratégie a généralement favorisé le C.D.S.

Les socialistes eurent. C'est leur première victoire électorale depuis 1976. Le P.S. gagne sur sa droite, sans perdre à gauche. « Nous espérons que le premier ministre saura patriotiquement tirer les conclusions de ces élections », a déclaré M. Mario Soares.

Mais M. Balsemao estime que l'A.D. demeure la principale formation politique du pays. « Le P.S. a-t-il dit, n'a fait que récupérer une partie de ce qu'il avait perdu au cours des dernières années. Il envisage cependant de procéder prochainement à un remaniement ministériel. Plusieurs personnalités auraient déjà été contactées, en particulier M. Proença de Carvalho, ancien ministre de l'Information, et M. Grando, ancien chef de la maison civile du président de la République.

Tout dépend encore de M. Freitas do Amaral, actuel vice-premier ministre et leader du C.D.S., qui a déclaré dimanche : « Après ce revers électoral, il faudra changer beaucoup de choses : il faudra prendre des initiatives politiques, sous peine pour l'A.D. d'entrer dans une phase d'effacement total. » M. Freitas do Amaral ne demande pas la dissolution du Parlement. Il ne réclame pas le poste de chef du gouvernement. Mais ne demandera-t-il pas à ses alliés sociaux-démocrates de chercher eux-mêmes un successeur à M. Balsemao ?

JOSÉ REBELO.

LES PRÉ-RETRAITES DANS LE CADRE DES CONTRATS DE SOLIDARITÉ

Les entreprises sont invitées à « faire diligence »

Dans un communiqué publié le 12 décembre, le ministère de l'emploi affirme qu'« aucune modification n'a été apportée quant aux conditions de dépôt exigées pour que les contrats de solidarité ou de conventions d'allocations spéciales du F.N.E. puissent être signés avant le 31 décembre et bénéficier du taux de départ à 70 % ». Le communiqué qualifie de « sans fondement » les informations selon lesquelles le délai des dépôts de dossiers aurait été reporté du 1^{er} au 15 décembre (le Monde daté 12-13 décembre).

« Il est notamment rappelé, indique le communiqué du ministère de l'emploi, que les contrats de solidarité ou conventions d'allocations spéciales du F.N.E. déposés incomplets dans les services de l'administration, ou en cours de négociations dans l'entreprise à la date du 1^{er} décembre 1982, pourront bénéficier du taux de 70 %, pourvu qu'ils puissent être complétés dans les délais qui permettent de les inscrire à l'ordre du jour des sessions des commissions compétentes qui auront lieu au mois de décembre et de les soumettre à la signature du ministre avant le 31 décembre 1982 », étant entendu que les services du ministère « se sont mis en état de traiter l'ensemble des dossiers concernés ».

[Cette « mise au point » du ministère de l'emploi ne fixe pas très clairement de nouvelle date limite pour le dépôt des dossiers de demandes de contrats de solidarité, étant entendu que pour que les pré-retraités bénéficient du taux de 70 %, le contrat devra être conclu et signé par M. Le Garrec avant le 31 décembre. Au ministère de l'emploi, on ajoute que les contrats de solidarité qui, au 1^{er} décembre, soit avaient été déposés incomplets, soit se trouvaient en cours de négociation se verront « recevables à condition qu'ils soient complétés dans les délais des contrats ». Les entreprises sont ainsi invitées à « faire diligence » pour que ces demandes de contrats soient examinées par les prochaines commissions paritaires de l'emploi. L'une se réunira, au niveau national, le 14 décembre et examinera notamment le projet de contrat des Galeries Lafayette en négociation depuis plusieurs mois. Une autre commission pourrait se réunir ultérieurement si l'état des demandes de contrats « incomplets » ou en cours de négociation le 1^{er} décembre le nécessite.]

LA REPRISE DU DOLLAR SE POURSUIT : 6,98 FRANCS

Amorcée la semaine précédente, la reprise du dollar s'est poursuivie, lundi 13 décembre, le cours de la monnaie américaine passant de 6,94 francs à 6,98 francs à Paris et de 2,440 deuschemarks à plus de 2,46 deuschemarks à Francfort. Cette reprise, qui se produit après un vif repli du « billet vert », ramené en quinze jours de 7,31 francs à 6,81 francs, est attribuée à des achats de couverture pour des besoins commerciaux, à une très forte demande pour le service des 600 milliards de dollars d'eurocrédits à renouveler au 31 décembre et à une légère hausse des taux américains.

A Paris, le cours du mark, après un repli initial à 2,83 francs, s'est retrouvé à plus de 2,835 francs. Samedi 11 décembre dans la matinée, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a formellement démenti les rumeurs de dévaluation du franc qui couraient en Europe à la veille du week-end de Noël daté 12-13 décembre : « Ces rumeurs sont démenties de tout fondement. Elles apparaissent « régulièrement, comme des fleurs sauvages ». « Si l'on double la rangée des canons pour défendre le franc, nous la doublerons. »

M. BADINTER ANNONCE DES AMÉNAGEMENTS AU RÉGIME PÉNITENTIAIRE

Le garde des sceaux a présenté à la presse, lundi 13 décembre, un ensemble de mesures en faveur des détenus et des personnels. Ces mesures, depuis longtemps envisagées, sont destinées à améliorer la vie quotidienne dans les prisons. Elles ne sauraient tenir lieu, selon lui, de réforme globale des questions pénitentiaires. Celle-ci sera mise en œuvre par des modifications législatives du statut des personnels et de l'exécution des peines.

M. Badinter a rappelé son souci de ne pas dissocier les problèmes des personnels de ceux des détenus, l'amélioration conjointe de leur situation respective étant seule un facteur de progrès dans les établissements pénitentiaires. Le ministre a donc rendu public ce qu'il avait annoncé aux syndicats des personnels, lundi 6 décembre, et qui concerne le logement, le service, l'uniforme et les sanctions (le Monde du 9 décembre).

Pour les détenus, la majorité des mesures annoncées n'est qu'une mise à jour, une adaptation de la vie pénitentiaire à la société actuelle. Par exemple, au titre du maintien des liens familiaux, on relève une plus large utilisation du téléphone, même si elle reste relativement contrôlée. Mais on sait, comme l'a rappelé M. Badinter, que, en matière de problèmes carcéraux, l'opinion évolue entre deux « fantasmes » : celui des prisons trois étoiles dont est évidemment fort loin, certains établissements étant insalubre et celui d'une sorte de bagne « ce qui heureusement n'est plus ».

Sept chapitres

Les mesures sont groupées en sept chapitres, le premier étant le maintien des liens familiaux, avec une amélioration des possibilités et des conditions de visite, une reconnaissance du droit à la correspondance avec toute personne, sauf interdiction spéciale, et l'utilisation du téléphone. Viennent ensuite la condition du détenu avec, notamment, la suppression de la tenue pénale et l'extinction des lumières retardées, des mesures réglementaires en matière de santé, des possibilités, lors des sanctions disciplinaires, de faire parvenir des observations au juge de l'application des peines, enfin, des dispositions tendant à renforcer l'enseignement, la formation professionnelle et le travail pénal, en dépit du budget de rigueur du ministère qui ne permet pas de gros investissements.

Enfin, les activités socio-culturelles et sportives seront facilitées par l'organisation de réunions et les prises de contact des détenus avec le personnel socio-éducatif et par l'acquisition de matériel, notamment des magnétoscopes. Pour le sport, les surveillants actuellement affectés à temps partiel au monitoring sportif le seront à temps plein. — Jo. S.

M. JACQUES CHIRAC REÇU PAR JEAN-PAUL II

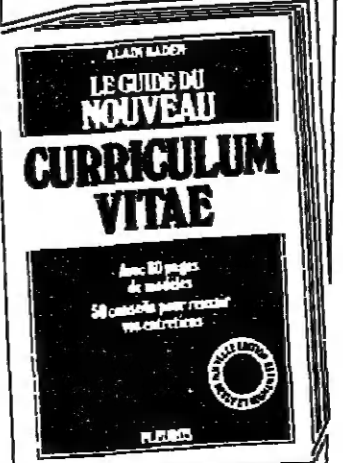
M. et Mme Jacques Chirac accompagnés de M. Bernard Billaut, directeur du cabinet du maire de Paris, et de l'épouse de ce dernier, ont été reçus en audience privée par le pape Jean-Paul II lundi matin 13 décembre au Vatican.

MAUVAIS TEMPS ET INONDATIONS DANS LE SUD-OUEST

Les services de sécurité ont été mis en état d'alerte dans la soirée du dimanche 12 décembre en Gironde, à cause de la montée de la Garonne. Plusieurs routes ont été coupées, notamment la route nationale 113 (Bordeaux-Toulouse) au niveau de Tournes (Lot-et-Garonne).

Samedi, le vent avait soufflé avec des pointes de 100 kilomètres-heure dans plusieurs régions, notamment dans la vallée de la Loire, en Lorraine, en Bretagne, dans le Pays basque et les Landes.

Véritable succès de librairie lié à l'efficacité de sa méthode...



192 pages — 52 F

Plus de dix mille manifestants à Pontivy en faveur de l'école privée

« Nos enfants sont-ils Français ? »

De notre correspondant

Lorient. — « La force tranquille est dans la rue », a déclaré Claude Marquet, école privée de sous- « Pas de liberté sans moyens ». A Pontivy (Morbihan), dix mille à douze mille personnes ont répondu, samedi 11 décembre, à l'appel du comité départemental pour l'avenir de l'enseignement catholique et ont participé dans la cour de l'école des Saints-Anges à un rassemblement avant de défilé dans les rues de la ville.

Les raisons de ce rassemblement ? Quinze écoles catholiques de l'arrondissement de Pontivy sont sous contrat d'association, douze d'entre elles depuis le 1^{er} septembre 1980 et les trois autres depuis septembre 1981, mais, jusqu'à présent, les municipalités concernées contestent les dispositions de la loi Guemur (dont l'auteur ne trouvait dans les rangs des manifestants) et refusent soit l'inscription au budget municipal, soit, pour sept d'entre elles, le mandatement du forfait communal qui figurait pourtant à leur budget.

Une situation que le comité départemental, dans une motion remise samedi à la sous-préfecture de Pontivy, juge « inadmissible », car la non-application de la loi entraîne pour le fonctionnement de ces écoles des difficultés financières très sérieuses.

Après la négociation et la concertation, les responsables du mouvement ont eu recours à une forme

d'action plus déterminée : le blocage de la part communale des impôts locaux : cette action a été suivie par plusieurs centaines de familles. Au cours d'une conférence de presse, le directeur de l'enseignement diocésain, l'abbé Le Moine, avait auparavant affirmé ne pas vouloir engager une bataille politique (le R.P.R. avait appelé à participer à la manifestation). « La liberté de l'enseignement, a-t-il déclaré, doit être la bête du puits des alternances politiques. Il n'est pas tout à fait correct de vouloir la possibilité d'un mouvement beaucoup plus vaste à l'échelon national en cas de tentative d'atteinte à la liberté de l'enseignement. « Une loi, a-t-il dit, tant qu'elle n'est pas changée, doit être appliquée telle quelle. Ne pas l'appliquer afin qu'elle soit abrogée, c'est un défi à la démocratie. Ce sont les premiers symptômes du cancer des libertés et de l'anarchie. »

Deux délégations ont été reçues en fin d'après-midi, l'une par le sous-préfet, l'autre par le maire de Pontivy, M. Masson, qui, regretant le caractère politique de cette lutte (« C'est plus un cheval de bataille, c'est un cheval de retour. A chaque élection, le combat s'engage sur ce terrain. ») a toutefois insisté sur le fait que le ministre de l'éducation nationale, M. Savary, fera entre le 15 et le 20 décembre une déclaration qui pourrait clarifier la situation.

JEAN-YVES MANACH.

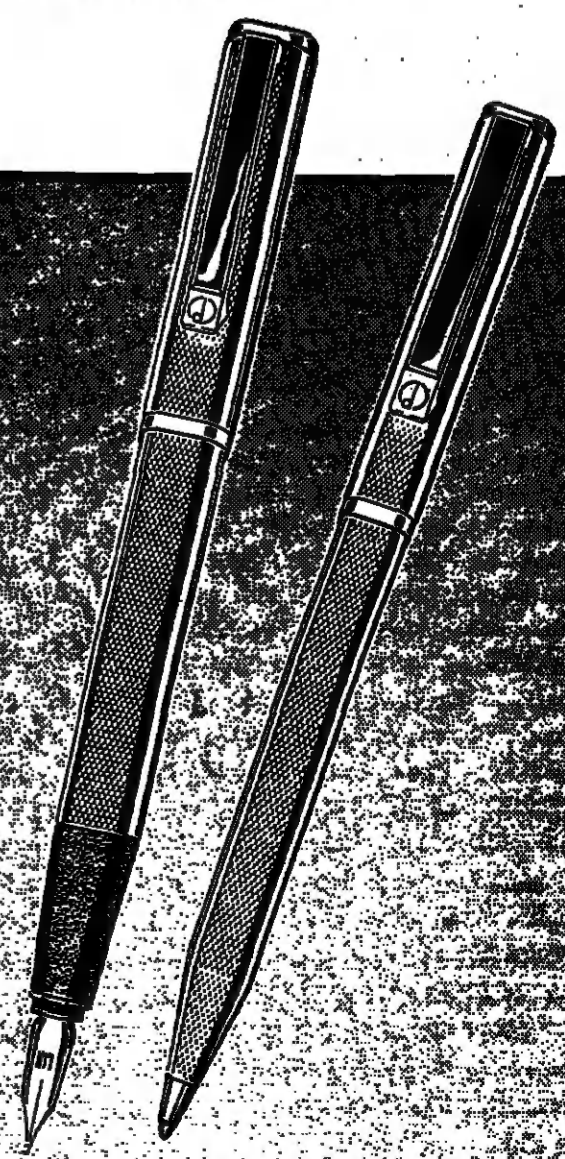
DORMEUIL

PRET A PORTER FEMMES ET HOMMES

SOLDES

261 rue Saint-Honoré Paris 1^{er} (angle rue Cambon)

dunhill LONDON



Le fin du fin de l'École Dunhill: le DRESS. Extra-plat, discrètement guilloché « grain d'orge » et résolument contemporain, ce stylo-bijou vous sera présenté par les meilleurs spécialistes-revendeurs.